



ÉVALUATION DU PAM

Evaluation décentralisée de l'approche Villages Faim Zéro (VFZ), en Guinée de 2022 à 2024

Rapport d'évaluation décentralisée
Bureau Pays Guinée

Avril 2026



World Food
Programme

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES

Remerciements

L'équipe d'évaluation remercie chaleureusement l'ensemble des personnes qui ont contribué à la réalisation de l'étude, en premier lieu les gestionnaires de l'évaluation ainsi que l'ensemble des équipes du bureau pays à Conakry, des sous-bureaux de Kankan, Guéckédou, N'Zérékoré et Boké, et du bureau régional. L'équipe d'évaluation tient également à remercier les services de l'état et les partenaires coopérants qui ont facilité l'organisation du travail et une meilleure compréhension du contexte d'intervention et des résultats du programme. L'équipe salue tout particulièrement les femmes et les hommes, rencontrés dans les villages, pour le temps qu'ils lui ont accordé et les informations partagées.

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'équipe d'évaluation et ne reflètent pas nécessairement celles du Programme alimentaire mondial (PAM). La responsabilité des opinions exprimées dans ce rapport appartient uniquement à ses auteurs. La publication de ce document ne signifie pas que le PAM appuie les opinions exprimées.

Les dénominations utilisées et la présentation de matériel dans les cartes n'impliquent en aucun cas l'expression d'opinion de la part du PAM en ce qui concerne le statut juridique ou constitutionnel de tout pays, territoire ou zone maritime, ou en ce qui concerne la délimitation des frontières.

Principaux membres du personnel d'évaluation

Mission d'évaluation décentralisée réalisée à la demande du Bureau du PAM en Guinée

Gestionnaires de l'évaluation

KOUROUMA Emmanuel, gestionnaire de l'évaluation, bureau pays

DIALLO Amadou Tidiane, co-gestionnaire de l'évaluation, bureau pays

Préparé par

RENAUDIN Blanche, cheffe d'équipe

BALDE Younoussa, membre de l'équipe

HANN Fatou, membre de l'équipe

RANSINANGUE RUIZ Lionel, membre de l'équipe - IRAM

LETURQUE Henri, responsable qualité – IRAM

Assurance qualité et appui au bureau pays

CONFESSON Isabelle, chargée de l'évaluation, bureau régional, Sénégal

GUINOT Mar, chargée de l'évaluation, Bureau de l'Evaluation, Italie

MOUSSA Soha, chargée de l'évaluation, bureau régional, Sénégal

NZABONIMPA Jean Providence, Chargé de l'évaluation régional, Sénégal

Table des matières

Résumé	iv
1 Introduction	1
1.1 Caractéristiques de l'évaluation	1
1.2 Contexte.....	2
1.3 Sujet de l'évaluation.....	4
1.4 Méthodologie d'évaluation, limites et considérations éthiques	11
2 Résultats de l'évaluation	15
2.1 Dans quelle mesure l'approche VFZ répond-elle aux besoins des bénéficiaires et des communautés ? – PERTINENCE (QE1)	15
2.2 Dans quelle mesure l'approche VFZ est-elle cohérente avec les orientations institutionnelles, avec les autres approches et entre composantes ? COHERENCE (QE2)	22
2.3 Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle atteint ses objectifs en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? - EFFICACITE (QE3)	25
2.4 Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle utilisé efficacement les ressources ? – EFFICIENCE (QE4) ...	43
2.5 Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-il généré ou devrait-il généré de probables effets significatifs, positifs ou négatifs, voulus ou non ? – IMPACT (QE5).....	48
2.6 Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle été appropriée par les structures gouvernementales nationales et locales et par les communautés ; et est-elle répliquable par d'autres acteurs que le PAM ? – DURABILITE (QE6).....	51
2.7 Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle intégré les questions de genre et d'inclusion et contribué à réduire les inégalités entre les sexes et à promouvoir l'inclusion des groupes marginalisés au sein des communautés ciblées ? – GENRE (QE7).....	55
3 Conclusions et recommandations	57
3.1 Conclusions.....	57
3.2 Leçons apprises.....	59
3.3 Recommandations.....	61
Annexe 1. Résumé des termes de référence	66
Annexe 2. Calendrier de l'évaluation	72
Annexe 3. Programme de la phase de collecte	74
Annexe 4. Contexte en République de Guinée	76
Annexe 5. Analyse détaillée des parties prenantes	79
Annexe 6. Méthodologie	85
Annexe 7. Matrice d'évaluation	89
Annexe 8. Outils de collecte des données	104
Annexe 9. Liste des villages visités	115
Annexe 10. Liste des personnes rencontrées	116
Annexe 11. Suivi des rendements énoncés par les communautés	122
Annexe 12. Liste des actifs créés	124
Annexe 13. Complément analyse des données de la section Impacts	125

Annexe 14. Bibliographie	128
Annexe 15. Liens Recommandations, Conclusions et constats clés	130
Annexe 16. Acronymes	134

Liste des figures

Figure 1: Appréciation des principaux changements associés l’approche VFZ à travers des discussions de groupes menées par le PAM	viii
Figure 2 : Approche intégrée des activités	5
Figure 3: Théorie du changement reconstituée	6
Figure 4 : Financement des interventions associées à la phase pilote de l’approche VFZ	9
Figure 5 : Répartition des bénéficiaires couverts par la phase pilote de l’approche VFZ planifiés par composante et par sexe	10
Figure 6 : Analyse des bénéficiaires associés à la composante Résilience	26
Figure 7: Exemples d’actifs collectifs créés	30
Figure 8: Exemples d’équipements fournis	32
Figure 9: Analyse des produits associés à la composante Alimentation scolaire	35
Figure 10: Analyse des produits associés à la composante Nutrition	37
Figure 11: Utilisation de stratégies de survie alimentaire (% de ménages ayant recouru ou non à des stratégies de survie	48
Figure 12: Appréciation des principaux changements associés l’approche VFZ à travers des discussions de groupes menées par le PAM	49

Liste des tableaux

Tableau 1: Système de catégorisation des Villages Faim Zéro	7
Tableau 2: Progression de la mise en œuvre de l’approche VFZ et échantillon couvert par cette évaluation ...	8
Tableau 3: Activités mises en œuvre pour les 13 VFZ couverts par cette évaluation	8
Tableau 4: Limites rencontrées lors de la mission de collecte des données et mesures d’atténuation	14
Tableau 5: Actifs construits, ou mis en valeurs à travers la composante Résilience	28
Tableau 6: Répartition des appelants du numéro vert par genre (Janvier–Avril 2025)	43
Tableau 7: Principaux type de plaintes remontées (Janvier–Avril 2025)	43

Liste des encadrés

Encadré 1 : Constats clés - Pertinence	15
Encadré 2: Constats Clés - Cohérence	22

Encadré 3: Constats Clés - Efficacité	25
Encadré 4: Constats clés - Efficience	43
Encadré 5: Constats Clés - Impacts	48
Encadré 6: Constats Clés - Durabilité.....	51
Encadré 7: Constats Clés - Genre	55

Résumé

Introduction

Caractéristiques de l'évaluation

1. Ce rapport d'évaluation décentralisée présente les résultats de l'évaluation finale de l'approche pilote Village Faim Zéro (VFZ) du PAM en République de Guinée. Elle a été déployée dans cinq régions administratives du pays (Boké, Faranah, Kankan, Labé et N'Zérékoré) et 151 villages depuis juin 2022.
2. L'évaluation a deux objectifs : la redevabilité et l'apprentissage, ce dernier étant particulièrement attendu pour la mise à l'échelle de futurs projets s'inscrivant dans l'approche VFZ en Guinée et au-delà. Elle a été conduite par une équipe de quatre évaluateurs(trices) indépendant(e). La collecte des données s'est déroulée en mai 2025 dans toutes les régions de mise en œuvre.
3. Le principal utilisateur visé est le Bureau Pays (BP) du PAM en vue d'une mise à l'échelle de l'approche VFZ et de l'élaboration du prochain Plan Stratégique Pays (PSP). L'évaluation servira également aux institutions nationales partenaires, aux services techniques de l'État (STE), aux partenaires des Nations Unies, aux opérateurs de terrain.

Le contexte

4. La Guinée, souvent appelée le "château d'eau d'Afrique de l'Ouest", dispose de ressources hydriques, agricoles et climatiques importantes ainsi que d'un fort potentiel minier. Pourtant, le pays fait face à une insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique liée à des facteurs institutionnels, économiques et sociaux. L'économie repose principalement sur l'agriculture (27 % du PIB, 60 % de la population active, 80 % des revenus ruraux) et les mines. L'agriculture reste majoritairement de subsistance, sur de petites surfaces, et le pays demeure dépendant des importations, notamment du riz (40 % des importations alimentaires). Environ 2,8 millions de personnes sont en "stress alimentaire" et 26 % des enfants souffrent de malnutrition chronique. Le chômage est élevé, surtout chez les jeunes et les femmes, dans un contexte d'importantes inégalités de genre.

Sujet de l'évaluation

5. L'approche VFZ est une initiative pilote lancée par le PAM en Guinée depuis 2022 et déployée dans cinq régions administratives couvrant différentes zones agroécologiques du pays. Il s'agit d'une approche intégrée et multisectorielle visant à renforcer la résilience des ménages ruraux face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et contribuer au maintien scolaire des enfants, en particulier des filles. L'évaluation couvre l'ensemble des composantes et zones d'intervention de l'approche depuis juin 2022 jusqu'au moment de la collecte des données. Le budget reçu s'élève à 9,299,800 USD en juillet 2025 et les principaux contributeurs sont : la coopération coréenne, le Fonds Monétaire International et la coopération étatsunienne. Le nombre total de bénéficiaires concernés par les activités de l'approche pilote est estimé à 25 870 dont 13 812 femmes/filles de 2022 à 2024.

Méthodologie d'évaluation

6. L'équipe d'évaluation (EE) a utilisé une approche à multiple méthodes pour la collecte des données (ex : entretiens avec des informateurs clés, des groupes de discussion, observations) et développé une approche systémique en examinant l'interconnexion entre les différentes composantes de l'approche.
7. Les parties prenantes impliquées sont les institutions gouvernementales centrales et locales en charge de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de l'agriculture, de l'éducation et de la protection sociale ; les services déconcentrés aux niveaux régional et préfectoral dans les zones d'intervention ; les ONG partenaires et les donateurs.
8. La matrice d'évaluation a été structurée autour de sept questions d'évaluation définies par le PAM, intégrant les six critères du CAD/OCDE (Pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact, durabilité) et

le Genre. Des leçons apprises ont été formalisées par l'EE afin d'utiliser cette évaluation au mieux pour d'éventuels futurs projets VFZ à déployer.

Principaux résultats de l'évaluation

Pertinence : Dans quelle mesure l'approche VFZ répond-elle aux besoins des bénéficiaires et des communautés ? (QE1)

- **Constat Clé (CC) 1** : L'approche VFZ répond de façon pertinente à travers le déploiement d'une approche à la fois holistique, intégrée et participative. L'approche intégrant appui à la production agricole, l'alimentation scolaire et la nutrition basées sur les produits locaux, soutient et développe les chaînes de valeurs locales.
- **CC 2** : L'approche VFZ est déployée de façon relativement uniforme à l'échelle du pays, sans suffisamment tenir compte des spécificités locales.
- **CC 3** : Alors que l'approche VFZ conduit à cibler les sous-préfectures les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, le ciblage des villages n'apparaît pas pleinement cohérent

9. En se fixant comme objectif l'élimination de la faim dans les zones vulnérables, l'approche VFZ est tout à fait pertinente vis-à-vis des besoins des communautés. Elle s'appuie sur des études préalables approfondies et l'expérience antérieure du PAM dans des interventions proposées. L'approche intégrée entre appui à la production agricole, l'alimentation scolaire et la nutrition tous deux basées sur les produits locaux, est pertinente car développe des chaînes de valeurs locales
10. L'approche VFZ déployée en Guinée s'appuie sur l'expérience antérieure du PAM dans les domaines d'interventions proposées ainsi que sur des études préalables approfondies. Il s'agit notamment de l'étude 2021 du PAM et du Centre de Recherche sur les Filières Alimentaires et la Nutrition (CERFAM) sur les pertes post-récolte du riz, validée par le Gouvernement en 2022, qui a guidé la définition des interventions. L'approche participative se déploie à travers l'élaboration de Planifications Communautaires Participatives (PCP) à l'échelle des villages, intégrant une bonne représentativité des groupes communautaires et des autorités.
11. En appuyant la riziculture, le PAM soutient l'aliment de base en Guinée. La variété de riz Tong-il déployée sur l'ensemble du territoire est une variété hybride d'origine sud-coréenne. Son choix se justifie à cause de son rendement élevé (7t/ha selon la fiche technique de l'ISRA) et de ses caractéristiques organoleptiques et culinaires. Cependant c'est une semence hybride (avec des limites en termes de reproduction locale) et exigeante en eau. Les autres céréales cultivées selon les territoires ne sont pas considérées par le projet, et l'appui au maraichage été apporté de façon identique dans tous les VFZ.
12. Le ciblage géographique est basé, d'après les membres de l'équipe du BP et les partenaires coopérants, avant tout sur les critères de potentiel rizicole, de leadership, de motivation, tandis que le critère de vulnérabilité était très rarement cité. L'assistance par graduation / catégorisation, basée sur les performances est une approche innovante et appréciée des communautés et partenaires interrogés, elle se déploie à travers une évolution de la catégorie des villages (A puis B puis C) déployant des ressources chaque fois plus conséquentes, auprès de communautés ciblées. Enfin, l'approche « par grappe » aussi nommée « approche cluster », avec des investissements considérables à l'échelle d'un village supposée bénéficier aux villages environnants est peu effective d'après les échanges menés dans les villages visités.

Cohérence : VFZ est-elle cohérente avec les orientations institutionnelles, avec les autres approches et entre composantes ? (QE2)

- **CC 4** : L'approche VFZ est alignée avec les politiques et stratégies nationales de développement agricole. Elle opère cependant à l'échelle du village, ce qui limite les synergies et les opportunités d'intégration

avec les autres partenaires¹, qui interviennent à l'échelle communale.

CC 5 : Malgré la bonne intégration théorique des trois composantes et des enjeux transverses, l'absence de document cadre associés à l'approche VFZ et de théorie du changement a empêché de traduire clairement l'approche intégrée en une logique d'intervention cohérente et mesurable.

13. L'approche VFZ est alignée avec les politiques et stratégies nationales de développement agricole mais la politique de Développement décentralisée en Guinée considère l'échelle de la commune comme l'unité de base de l'administration décentralisée et le Plan de Développement Local (PDL) comme outil de planification. Tandis que l'approche s'inscrit à l'échelle du village, elle ne peut pas bénéficier pleinement du portage de l'état guinéen donc de la mobilisation des ressources associée notamment de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC) et Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES).
14. L'approche VFZ est pleinement cohérente avec les Plans Stratégiques Pays (PSP) 2018-2024 et 2024-2029 du PAM en Guinée, le second s'est même structuré autour de l'approche VFZ. L'approche contribue à l'atteinte de l'ODD 2. Cependant, le manque de concertation entre le PAM, l'Etat et les autres partenaires, en a limité la portée. Alors que l'approche VFZ a d'abord été intitulé « Projet Village Faim Zéro », aucun document cadre ne présente clairement les objectifs, développant une théorie de changement et des hypothèses sous-jacentes, un plan de partenariat un cadre logique associé. Deux manuels (succins) associés au « projet VFZ » ont été définis par le PAM Guinée, l'un en 2022 et l'autre en 2024. Les projets associés à l'approche VFZ sont présentés dans les propositions techniques formalisées par le PAM et soumises aux bailleurs, en s'adaptant selon les orientations de chacun.

Efficacité : Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle atteint ses objectifs en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? (QE3)

- **CC 6** : Des effets positifs mais fragiles et mal documentés sur la SAN.
- **CC 7** : Des dynamiques communautaires réelles, mais une diffusion limitée.
- **CC 8** : Des résultats agricoles contrastés et une faible intégration des principes agroécologiques.
- **CC 9** : Une articulation des appuis productifs avec l'alimentation scolaire aboutie, mais avec la composante nutritionnelle encore incomplète.

15. Malgré les limitations associées au suivi des résultats et des effets, les évidences disponibles et les informations rassemblées lors de cette évaluation indiquent que l'approche VFZ intégrée contribue à améliorer la production et sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages.

Composante Résilience

16. Les interventions associées à l'approche VFZ ont permis d'augmenter les surfaces cultivées et les rendements en riz (voir Annexe 11). Une partie de la production est vendue générant quelques revenus. Malgré certaines limites (ex. équipements défectueux, groupements peu formés, possible dépendance vis-à-vis des transferts sans création d'actifs), les composantes intégrées de l'approche VFZ ont globalement permis de contribuer à une amélioration de la SAN des ménages (voir figure 1 ci-après). Néanmoins, les rendements attendus sont peu réalistes² et non adaptés à la diversité des contextes³ et les évolutions de rendements ne sont pas toujours bien suivies⁴.

¹ Par exemples l'UNICEF et autres agences onusiennes, les ONGs.

² L'expérimentation a été menée dans des conditions optimales (pratiques agricoles expérimentées, fertilisant utilisé en quantité suffisante, sélection de rizières bien aménagées)

³ Un même rendement est attendu pour l'ensemble du pays, alors que les conditions pédologiques et climatiques sont très variées.

⁴ Les services déconcentrés en charge du suivi ont unanimement mentionné ne pas avoir les moyens logistiques et humains d'assurer un suivi de qualité.

17. L'appui aux groupements favorise l'inclusion des ménages vulnérables, mais les bénéfices restent concentrés dans les VFZ, avec peu d'effets de l'approches « par grappe » sur les villages environnants⁵. Dans les villages environnants, les activités menées dans les VFZ génèrent des bénéfices pour les ménages, principalement sous forme d'opportunité de location d'équipements (ex : motoculteur, moulin). Elles suscitent en revanche l'envie de la part de ces villages d'intégrer l'approche afin de bénéficier des mêmes avantages.
18. Si les rendements rizicoles ont bien augmenté (voir Annexe 11 pour les informations quantitatives), ces effets sont moins clairs pour les autres spéculations. Sur le plan rizicole, en ne promouvant qu'une seule variété hybride, l'approche manque d'adaptation aux contextes locaux et d'orientation vers des systèmes de production durables, fondés sur les principes de l'agroécologie. Les actions de promotion du maraîchage et de l'agroforesterie ont, pour le moment, eu des effets limités, et la mise en place de certaines activités (pépinières) a connu des retards importants ainsi qu'un manque de suivi.

Composante cantine scolaire

19. L'approvisionnement en vivres dans les cantines scolaires s'est déroulé sans difficulté⁶. Les groupements (de producteurs et d'éleveuses) avaient un bon niveau d'implication et suivaient des processus variés selon les villages dans l'approvisionnement des cantines (ex. certains étaient payés directement par les CoGes des cantines, d'autres par le PAM ; certains livraient eux-mêmes aux cantines, d'autres mettaient à disposition du PAM qui se chargeait du transport). Aucune ligne d'évolution des procédures entre le PAM, le CoGes et les groupements, pour tendre vers plus d'autonomie n'a été formalisée.

Composante nutrition

20. La composante nutrition intégrait différents types d'interventions tels que la fourniture de nourriture, la prévention et sensibilisation visant à modifier les comportements sociaux et comportementaux au niveau communautaire. L'approvisionnement en vivres des centres et postes de santé comportait d'importantes ruptures de stock. Aucune distribution de vivre n'a été organisée par le PAM à la suite de la distribution du moulin, considérant que les villages devaient être autonomes. L'appui à la fabrication de farines enrichies à base de produits locaux est particulièrement attendu des communautés et des personnels de santé, mais les équipements défectueux (moulins) limitent l'intégration nutrition-résilience, se traduisant par d'importantes ruptures d'approvisionnement en farines auprès des centres de santé.

Efficience : Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle utilisé efficacement les ressources ? (QE4)

- **CC 10** : Une planification budgétaire non maîtrisée et les procédures complexes ont limité à la fluidité financière, l'efficacité de certaines ONG partenaires et freiné l'adaptabilité de la mise en œuvre de l'approche VFZ.
- **CC 11** : La mobilisation d'acteurs multiples a permis une approche multisectorielle, mais les déséquilibres de leadership, les limites opérationnelles et le manque de formation de certains partenaires ont parfois entravé l'efficacité de l'action.
- **CC 12** : L'absence de structure de gestion dédiée, d'un dispositif spécifique de suivi-évaluation adapté à l'approche VFZ, et d'une stratégie de communication claire a nui à la mesure et la diffusion des résultats et à la valorisation des apprentissages des parties-prenantes.

21. Des retards conséquents et récurrents dans l'élaboration des contrats, les décaissements et les transferts monétaires sont désynchronisés du calendrier agricole, réduisant grandement son efficacité et l'adhésion des bénéficiaires et des partenaires⁷. Ces retards, compromettant la saisonnalité des

⁵ Ensemble des constats suivant issues des visites des 13 Villages Faim Zéro et de villages environnants

⁶ Entretiens avec les responsables des Cantines Scolaires, et les groupements de producteurs.

⁷ Entretiens avec les partenaires coopérants du PAM

interventions, obligent les ONG à recourir au préfinancement⁸, fragilisant ainsi leur capacité opérationnelle.

22. L'octroi de financement par composante et à l'approche VFZ dans sa globalité, selon les orientations spécifiques de chaque bailleur, restreint les opportunités de résultats et d'effets liées à l'approche intégrée⁹. Les ONG partenaires ont manqué de formation sur le plan théorique, opérationnel et administratif pour optimiser l'efficacité des interventions. Les Services Techniques de l'Etat ont reçu un appui insuffisant pour assurer un accompagnement et un suivi de qualité des activités. La faiblesse du document de cadrage et du dispositif de suivi-évaluation¹⁰ et l'usage du cadre du suivi et évaluation du Plan Stratégique pays plutôt que d'un cadre dédié à l'approche VFZ a empêché un suivi précis des résultats associés à l'approche VFZ. Les défaillances du système de suivi et évaluation ont limité les possibilités de retour d'information structuré à même d'orienter les choix en termes de gestion l'approche.

Impact : Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-il généré ou devrait-il généré de probables effets significatifs, positifs ou négatifs, voulus ou non ? (QE5)

- **CC 13 :** L'approche VFZ a contribué à accroître la production agricole et a facilité l'accès aux marchés ce qui a contribué à renforcer la SAN, favorisant l'accès à l'alimentation scolaire basée sur des produits locaux, contribuant à renforcer la cohésion sociale à travers l'approche communautaire, et permettant aux groupements de générer des revenus.
- **CC 14 :** L'approche VFZ a permis de maintenir ponctuellement les jeunes dans les villages.
- **CC 15 :** Des risques d'impacts mixtes sur la cohésion sociale : Malgré une appréciation forte de l'approche de PCP, des litiges ont émergé entre groupements et propriétaires fonciers sur lesquels des actifs ont été créés. Les grandes disparités d'aide octroyée risquent de développer une compétition et des tensions entre villages voisins.

23. L'approche VFZ a contribué à renforcer la SAN, favorisant l'accès à l'alimentation scolaire basée sur des produits locaux, contribuant à renforcer la cohésion sociale à travers l'approche communautaire, et permettant aux groupements de générer des revenus (voir Figure 1 pour illustration). Les groupements (producteurs, étuveuses) ont généré des revenus ayant d'après les groupes de discussions contribué à réduire la pauvreté, cause profonde d'insécurité alimentaire. L'augmentation des revenus a cependant le potentiel d'être plus conséquente. Les interventions associées à l'approche VFZ ont permis d'alléger la charge de travail (liée à la production, la conservation, la transformation, le transport)¹¹.

Figure 1: Appréciation des principaux changements associés l'approche VFZ à travers des discussions

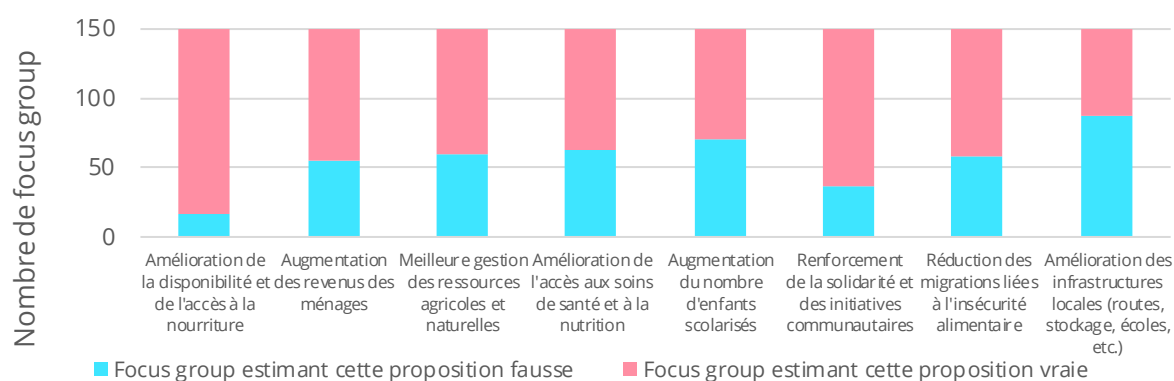
⁸ De nombreuses ONG partenaires ont signalé des retards significatifs dans les décaissements des avances de démarrage des activités. Dans plusieurs cas, les premières tranches (30 %) ont été versées plusieurs mois après la signature des contrats.

⁹ Entretiens avec les responsables du PAM en Guinée

¹⁰ Absence de TdC dédiée, Cadre Logique de l'Approche VFZ incomplètement résigné et peu adapté

¹¹ Entretiens auprès de responsables de groupements, et FDG auprès de membres

de groupes menées par le PAM



Source : Unité RAM PAM Guinée, Juillet 2025

24. L'approche VFZ a permis de maintenir ponctuellement les jeunes dans les villages grâce aux activités d'aménagement ou de construction contre transferts monétaires (les années où le transfert avait lieu), leur permettant d'éviter d'aller gagner de l'argent dans les mines avant de rentrer au village, d'après les jeunes interrogés dans plusieurs villages. Grâce à l'approche VFZ, les familles acceptent davantage que les jeunes filles continuent d'étudier et retardent leur mariage. Cet impact touche directement les droits à l'éducation et à la santé, en évitant notamment les grossesses précoces et en renforçant l'égalité des chances.
25. Alors que l'approche participative est fortement appréciée, des tensions et litiges ont émergé entre groupements et propriétaires fonciers sur lesquels des actifs ont été créés (terres aménagées, infrastructures construites) faute d'acte de cession préétabli ou du montant de la redevance inscrit. Quelques propriétaires souhaitent récupérer leur terre ou exigent une augmentation des redevances initialement fixées (à l'oral, non inscrit dans l'acte de cession malheureusement). Les causes ne sont pas précisées. Certains bas-fonds aménagés et soutenus dans le cadre l'approche VFZ ne peuvent plus être cultivées par mécontentement entre groupement et propriétaires. L'approche VFZ implique un financement très important dans certains villages (catégorie C) et se fait avec de grandes disparités d'aide octroyé, ce qui risque de développer une compétition et des tensions entre villages voisins pour intégrer le l'approche VFZ sans que tous ne puissent être sélectionnés faute de financement. Enfin, les cas de déploiement de transfert de monétaires sans actif à créer ou de transferts de vivres (composante urgence - qui a soutenu près de 3 fois plus de bénéficiaires directs que la composante résilience - voir figure 5 du rapport principal), pour cultiver les champs communautaires les années d'obtention de fonds additionnels, risque de développer l'esprit d'assistanat parmi les bénéficiaires.

Durabilité : Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle été appropriée par les structures gouvernementales nationales et locales et par les communautés ; et est-elle répliquable par d'autres acteurs que le PAM ? (QE6)

- **CC 16 :** Malgré l'approche participative offrant des perspectives de durabilité, l'absence d'élaboration et de mise en œuvre efficace d'une stratégie de sortie a manqué. Les efforts du PAM n'ont pas suffi à convaincre le Gouvernement Guinéen de s'approprier cette approche.
- **CC 17 :** Les VFZ appuyés l'étaient depuis trois ans ce qui est apparu insuffisant pour assurer leur durabilité. Les communautés et groupements nécessitent encore d'être davantage formés et accompagnés pour pérenniser les actions menées.
- **CC 18 :** Certains prérequis à la durabilité des investissements ne sont pas remplis : Les équipements distribués sont souvent de qualité médiocre et trop fréquemment défectueux, la sécurité foncière des terres de bas-fonds aménagées n'est pas assurée au-delà d'une période de 10 ans, et le mode de financement des cantines scolaires n'est pas pérenne.

26. Les autorités locales ont été impliquées lors des travaux d'aménagement, les livraisons de produits, les

transferts de compétences. Néanmoins, les nombreuses visites de sites organisées avec les représentants des Ministères a suscité l'intérêt mais n'a pas suffi à convaincre le Gouvernement Guinéen de s'approprier cette approche. Le PAM n'a pas élaboré de stratégie de sortie.

27. Trois ans après le début de mise en œuvre de cette approche, les communautés et groupements nécessitent encore d'être davantage formés et accompagnés pour pérenniser les actions menées (ex : accompagnement des comités de gestion, remplacement des équipements défectueux).
28. Les équipements distribués sont de qualité médiocre et trop souvent défectueux, Les terres de bas-fonds aménagées ne seront plus exploitées par les groupements bénéficiaires et reviendront aux mains des propriétaires au-delà d'une période de 10 ans (travaux inclus), le PAM assure le paiement des cantines scolaires, ce qui n'encourage pas leur maintien sans l'appui du PAM ou du Gouvernement. Les communautés et groupements nécessitent encore d'être davantage formés et accompagnés pour pérenniser les actions menées (ex : accompagnement des comités de gestion, remplacement des équipements défectueux). Le PAM assure le paiement des cantines scolaires, il ne semble pas réaliste qu'elles puissent être durables sans l'appui du PAM ou du Gouvernement. Les VFZ appuyés l'étaient depuis trois ans ce qui est apparu insuffisant pour assurer leur durabilité.

Genre : Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle intégré les questions de genre et d'inclusion et contribué à réduire les inégalités entre les sexes et à promouvoir l'inclusion des groupes marginalisés au sein des communautés ciblées ? (QE7)

- **CC 19** : L'approche VFZ met au cœur de son intervention la participation des femmes aux activités et aux instances de décision.
- **CC 20** : Si cette participation des femmes est effective, elle pose des questions sur les transformations réelles qu'elle permet ; sans par exemple interroger les normes socio-culturelles qui freinent leur autonomisation.
- **CC 21** : L'approche VFZ a soutenu des emplois pour les 15–24 ans et les groupes particulièrement vulnérables font l'objet d'une attention particulière.

29. L'approche VFZ a mis au cœur de son intervention la participation des femmes aux activités et aux instances de décision, notamment dans les comités de gestion des actifs et des plaintes. L'approche VFZ a créé des opportunités d'emploi et de revenus pour les femmes et les jeunes, renforçant leur autonomie économique¹².
30. Pourtant, l'approche genre adoptée par le PAM n'a pas permis de favoriser des transformations réelles ; sans par exemple interroger les normes socio-culturelles qui freinent leur autonomisation ou les barrières à l'accès aux ressources. L'approche VFZ n'a pas remis en cause ou adressé l'accès et le contrôle équitable des ressources ou encore la récupération ou le contrôle équitable des bénéfices qui permettent une réduction des inégalités. Par exemple, l'approche VFZ a créé des rôles d' « ambassadrices communautaires » et encouragé la nomination de femmes à la tête des unions d'étuveuses ou des comités de cantine, pour valoriser leur leadership local. Toutefois, sans actions complémentaires (telles que programmes d'alphabétisation et sensibilisations communautaires approfondies), ces positions de leadership sont parfois restées inefficaces, limitant le renforcement du pouvoir d'agir des femmes.
31. L'approche VFZ a soutenu des emplois pour les 15–24 ans et les groupes particulièrement vulnérables (extrêmement pauvre, en situation de handicap, atteinte d'albinisme) font l'objet d'une attention particulière. Des places leur ont été réservées dans les comités, leur garantissant un accès aux revenus et à la gouvernance locale. Les focus groups suggèrent que ces mesures ont limité l'exode rural et renforcé la cohésion sociale intra-village. Par ailleurs, grâce à cette démarche, plusieurs personnes en situation de handicap participent activement, selon leurs capacités et cela a aussi permis de mobiliser la

¹² Informations recueillies auprès des SB, des ONG partenaires, des communautés visitées, et Figure 1

communauté autour de valeurs de solidarité envers les personnes handicapées.

Conclusions, Leçons apprises, Recommandations

Conclusions

32. L'approche VFZ est pertinente vis-à-vis des politiques nationales, structure le PSP du PAM et est apprécié des communautés. Son approche intégrée constitue un élément central et apporte une dimension supplémentaire permettant de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels en renforçant et valorisant la production locale. Pourtant, l'approche VFZ présente des lacunes importantes en matière de cadrage et de suivi, avec l'absence de documents de planification, d'un cadre de suivi qualitatif et d'une stratégie de sortie claire.
33. La sélection des villages s'est concentrée sur le potentiel agricole, négligeant le critère de vulnérabilité pourtant essentiel pour le PAM. De plus, l'échelle villageoise de l'intervention n'est pas alignée avec l'échelle communale des autres acteurs et à la politique de décentralisation du pays. L'approche s'adapte peu aux contextes locaux, les intrants distribués ne favorisent pas l'autonomie (semences non reproductibles, produits agrochimiques non accessibles). La catégorisation des villages (A, B, C) vise à déployer l'intervention de manière graduelle, mais les objectifs de rendement et les investissements colossaux dans les villages VFZ ne sont pas toujours justifiés.
34. Malgré ces limites, l'approche a montré l'intérêt et la faisabilité de soutenir la production agricole locale et de l'intégrer dans l'alimentation scolaire et les compléments nutritionnels. L'intégration des trois composantes (agriculture, cantines scolaires, nutrition) a permis de répondre aux besoins prioritaires des bénéficiaires, d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) et de générer des revenus. Cependant, la communication autour de l'approche reste insuffisante pour valoriser ses résultats auprès des bailleurs et favoriser un financement global plutôt que par composante.
35. Les retards dans le déploiement, la lourdeur des procédures, les décaissements tardifs et le renouvellement annuel des contrats ont limité l'efficacité et la crédibilité du programme.
36. Enfin, l'absence de reprise par le Gouvernement et la volonté d'étendre l'approche à 500 villages sont prématurées. La consolidation de la structure, l'adaptation locale et l'implication institutionnelle restent nécessaires pour assurer la durabilité et le succès du programme.

Leçons apprises

Leçon apprise 1 : La stratégie VFZ est cohérente avec les priorités nationales, les besoins des communautés et les stratégies du PAM. Son déploiement à une échelle territoriale plus large (commune) permettrait de renforcer les synergies avec les politiques nationales, de faciliter la coordination avec les autres acteurs du Système des Nations Unies et d'amplifier la diffusion des effets des interventions.

Leçon apprise 2 : L'approche graduelle (villages de catégorie A, B, C), basée sur les performances et la motivation des communautés, est innovante et pertinente. Il est cependant nécessaire d'intégrer dès la sélection initiale le niveau de vulnérabilité des villages à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de ne pas privilégier exclusivement le potentiel agricole.

Leçon apprise 3 : La valorisation de l'approche intégrée auprès des bailleurs est essentielle pour favoriser des financements globaux plutôt que par composante. Cela nécessite des systèmes de suivi capables de mesurer efficacement les effets et impacts et de démontrer la plus-value de manière appropriable par les acteurs locaux.

Leçon apprise 4 : Le respect du calendrier agricole est crucial pour la crédibilité et l'efficacité de l'approche. Il implique des contrats pluriannuels avec les ONG partenaires, l'évaluation annuelle de leur performance, des mécanismes de décaissements rapides et un renforcement continu des capacités des partenaires en gestion administrative, financière, logistique et opérationnelle.

Leçon apprise 5 : L'approche communautaire favorise la cohésion sociale. Sa consolidation requiert une gestion transparente des actifs et l'harmonisation des niveaux d'appui entre les groupements. La priorité donnée à la création d'actifs productifs limite les risques de dépendance liés aux transferts monétaires pour

des activités récurrentes.

Leçon apprise 6 : Un cadrage rigoureux en amont de la création d'actifs, incluant actes de cession, analyse de sols et conception détaillée des infrastructures, favorise la durabilité des ouvrages et la cohésion communautaire.

Leçon apprise 7 : La durabilité nécessite une stratégie de sortie progressive, le renforcement des capacités des comités, et l'adaptation des équipements aux contextes locaux, avec un suivi et des formations adéquats.

Leçon apprise 8 : L'intégration multidimensionnelle soutient l'autonomisation des femmes. Leur rôle de leader exige de questionner les normes de genre et de compenser toute charge de travail additionnelle, notamment pour la préparation des repas des cantines.

Recommandations

37. Les liens entre constats clés, conclusions et recommandations sont retracés en Annexe 15.

Recommandations (Pour chaque recommandation clé, des sous recommandations spécifiques sont formulées dans le rapport principal)	Responsabilité ¹³	Autres entités contributrices	Priorité : élevée /moyenne	Echéance
Recommandation 1 : Affiner la structuration de l'approche, son document cadre, ses outils associés et s'assurer d'un mécanisme de suivi structure <i>Relative aux constats clés n°5, 6, 12 / Questions Pertinence et Durabilité</i>	BP - Direction, Programme, RAM	HQ - Appui Pays	Elevée	Premier trimestre 2026
Recommandation 2 : Redéfinir certains éléments de l'approche : les critères de ciblage des villages afin de mieux tenir compte de leur niveau de vulnérabilité, l'adaptation aux spécificités des contextes et l'approche par catégorisation basés sur des rendements réalistes et la motivation des communautés <i>Relative aux constats clés n°2, 3, 9 / Questions Pertinence et Efficacité</i>	BP - Programme	HQ - Experts VFZ BR - Experts VFZ	Elevée	Premier trimestre 2026
Recommandation 3 : Renforcer les conditions de durabilité des interventions <i>Relative aux constats clés n°8, 15, 16, 17, 18 / Questions Durabilité, Efficacité, Impact</i>	BP - Programme	BR - Equipe Résilience, Experts VFZ HQ - Experts VFZ	Elevée	Second semestre 2026
Recommandation 4 : Intégrer les interventions de l'approche à l'échelle communale et renforcer les partenariats stratégiques et opérationnels <i>Relative aux constats clés n°1, 4, 7, 11, 13 / Questions Pertinence, Efficacité, Impact</i>	BP - Direction, Programme	HQ - Equipe appui Pays BR - Experts VFZ	Moyenne	Second semestre 2026
Recommandation 5 : Veiller à adapter les étapes et les échéances des procédures administratives du PAM de façon à respecter le calendrier agricole et éviter tout retard dans la conduite des opérations <i>Relative au constat clé n°10 / Questions Efficacité</i>	BP	BR	Elevée	Premier trimestre 2026
Recommandation 6 : Renforcer l'intégration transverse des dimension genre et jeunesse <i>Relative aux constats clés n°14, 19, 20, 21 / Questions Genre, Impact</i>	PAM - Programme ONG partenaires STE	BP - Equipe Genre	Elevée	Second semestre 2026

¹³ À moins que l'évaluation ne soit le fruit d'une commande conjointe réalisée avec d'autres partenaires, le PAM assume la responsabilité de l'ensemble des recommandations.

1 Introduction

1.1 Caractéristiques de l'évaluation

1. Ce rapport d'évaluation décentralisé présente les résultats de l'évaluation finale de l'approche Village Faim Zéro (VFZ) du Programme Alimentaire Mondial (PAM) en Guinée. L'approche VFZ a été déployée dans cinq régions administratives du pays (Boké, Faranah, Kankan, Labé et N'Zérékoré) et neuf préfectures¹⁴ dans lesquelles on y dénombrait 14 VZF et 137 villages de vulgarisation (villages de catégorie A et B)¹⁵.
2. L'évaluation couvre l'ensemble des activités associées à l'approche VFZ qui intervient en zone rurale autour de trois composantes, à savoir la résilience, l'alimentation scolaire et la nutrition auprès des populations vulnérables. Le travail d'évaluation porte sur les résultats finaux de la phase pilote de l'approche VFZ du PAM dans quatre des cinq régions administratives de Guinée (Boké, Kankan, Labé et N'Zérékoré) et les huit préfectures, où se trouvent les villages ciblés (regroupant les villages de catégorie A, B et C) depuis le début de sa mise en œuvre (le résumé des Termes de Références – (TDR) est disponible en Annexe 1).
3. L'évaluation poursuit deux finalités : assurer la redevabilité en mesurant la performance et les résultats, tout en intégrant les principes d'égalité de genre, d'inclusion. En parallèle, elle vise à favoriser l'apprentissage en tirant des enseignements d'une approche pilote, cette finalité est particulièrement attendue en amont du déploiement de prochains projets VFZ à venir. L'accent est mis sur la production de données probantes quant aux effets attendus et aux impacts sur les communautés. Les leçons apprises guideront le déploiement de futures approches VFZ. Elle mobilise un large éventail de parties prenantes (partenaires étatiques, ONG, bénéficiaires, donateurs, institutions de recherche), et repose sur une analyse approfondie de la synergie entre composantes et de l'appropriation communautaire des interventions.
4. Les résultats de l'évaluation seront utilisés en priorité par le Bureau Pays (BP) du PAM pour tirer des enseignements et renforcer la prochaine programmation en matière de résilience climatique dans le cadre du Plan Stratégique Pays (PSP) ainsi que la mise à l'échelle de l'approche VFZ. Ils serviront également aux partenaires des Nations Unies, aux opérateurs de terrain ainsi qu'aux institutions nationales et services techniques de l'Etat (STE), afin de favoriser un meilleur alignement avec les stratégies nationales et de soutenir le transfert de compétences et la durabilité des activités.
5. L'équipe dispose d'une expertise solide en systèmes de production, adaptation climatique et analyse des chaînes de valeurs locales, tout en intégrant une forte sensibilité aux inégalités de genre. Elle dispose d'une maîtrise reconnue des méthodes d'évaluation et de collecte qualitative. La présence d'experts guinéens expérimentés garantit une compréhension fine du contexte rural et un accès facilité aux communautés locales. La configuration renforcée de l'équipe assure une couverture complète des 14 sites, tandis que sa diversité culturelle, linguistique et de genre a favorisé des échanges inclusifs et adaptés aux réalités du terrain. Le contrôle qualité est assuré par un membre permanent de l'IRAM, expérimenté en méthodologie d'évaluation du PAM.
6. L'évaluation s'est déroulée entre janvier et juillet 2025 (Annexe 2). La phase de collecte de données en Guinée a été conduite en mai 2025 (Annexe 3).

¹⁴ Beyla, Boké, Faranah, Kankan, Kérouané, Kissidougou, Labé, Lola et N'Zérékoré

¹⁵ Village de vulgarisation fait référence ici aux villages de type A et B, nommés respectivement village de vulgarisation et village performant dans la catégorisation graduelle du PAM des villages de l'approche Faim Zéro

1.2 Contexte

7. **Contexte général et ressources.** La République de Guinée est un pays d'Afrique de l'Ouest d'une superficie de 245 857 km² et peuplé d'environ 14,75 millions d'habitants. La population guinéenne est majoritairement jeune et rurale. Les disparités régionales sont fortes, la Guinée maritime étant la zone la plus peuplée¹⁶. Elle est bordée par l'océan Atlantique et partage ses frontières avec six États : Guinée-Bissau, Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Libéria et Sierra Leone. Sa position géographique, ainsi que son abondance en cours d'eau, lui valent le surnom de « château d'eau de l'Afrique de l'Ouest ». Le pays bénéficie en outre de conditions climatiques favorables à l'agriculture et d'un potentiel minier considérable, en particulier en bauxite, fer et or. Toutefois, l'exploitation de ces ressources demeure encore inégale et peu développée.
8. **L'économie repose** principalement sur l'agriculture et le secteur minier. En 2024, l'agriculture représentait 29,6 % du PIB, (estimé à 25,33 milliards USD)¹⁷. Ce secteur emploie près de 60 % de la population active et génère 80 % des revenus ruraux. En parallèle, l'économie informelle représente 41 % du PIB et fournit 96 % des emplois¹⁸. Malgré ces atouts, la sécurité alimentaire et nutritionnelle reste précaire, en raison de facteurs climatiques, économiques et institutionnels.
9. **Gouvernance et instabilité politique.** Le pays connaît une gouvernance marquée par des ruptures. En septembre 2021, le Comité National de Rassemblement et du Développement (CNRD) a pris le pouvoir en mettant fin au mandat du président Alpha Condé, après plusieurs mois de contestations. Cette transition a ouvert une phase de réorganisation institutionnelle visant à refonder l'État. La restitution de l'ordre constitutionnel, initialement prévue pour 2024, a été reportée à 2025. Dans ce cadre, une partie importante de l'administration a été renouvelée, de jeunes cadres étant placés aux postes techniques, Cette recomposition a eu des répercussions sur les interventions de développement, qui ont dû s'adapter à ces changements de responsables politiques.
10. **Conditions de vie et pauvreté.** La pauvreté touche particulièrement les zones rurales, où vivent 81,9 % des personnes pauvres et 95 % de celles en situation d'extrême pauvreté¹⁹. Ces territoires se caractérisent par un accès limité aux services de base, aux infrastructures et aux opportunités économiques²⁰. Le chômage demeure élevé, surtout parmi les jeunes et les femmes diplômées. L'économie informelle absorbe 95,5 % des jeunes, dont 85,6 % des 15-24 ans dans des emplois vulnérables. En milieu urbain, la moitié des jeunes travaillent comme apprentis ou bénévoles non rémunérés²¹. Par ailleurs, 37,1 % des jeunes ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation, une proportion qui atteint 46,1 % chez les femmes et 69,6 % chez les jeunes en situation de handicap. Ces difficultés structurelles, accentuées par la corruption et une gouvernance fragile, expliquent le classement de la Guinée à la 181^e place sur l'Indice de Développement Humain (IDH) en 2022. Elles sont aussi à l'origine de flux migratoires internes et externes, 74 % des migrants guinéens restant en Afrique de l'Ouest, souvent attirés par le secteur minier²².
11. **Agriculture, sécurité alimentaire et nutrition.** L'agriculture guinéenne est dominée par des petites

¹⁶ Banque Mondiale, 2024

¹⁷ Banque Mondiale, 2024. Indicateurs de développement dans le monde, <https://donnees.banquemondiale.org/pays/guinee>

¹⁸ Banque Africaine de Développement, 2024. Perspectives économiques en Afrique 2024

¹⁹ Le taux de pauvreté (moins de 1,5 USD par jour par personne) en Guinée est de 43,7 % selon la dernière évaluation de la pauvreté en 2021. En milieu rural il est de 55,4% alors qu'en milieu urbain il est de 22,4% (Institut National de la Statistique)

²⁰ République de Guinée, 2024. Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition et des Systèmes Alimentaires (AGVSAN).

²¹ Enquête Nationale sur l'Emploi et Secteur Informel en Guinée (ENESIG - 2018/2019), publiée en 2020

²² Thèse de Mohamed Dougouno soutenue le 23/10/2024 : Les enjeux de la migration de retour en Guinée : les expériences non-retour et de retour de migrants via les programmes de retour « volontaire ». EHESS, Paris

exploitations familiales de 0,3 à 0,5 hectare, qui occupent 95 % des terres emblavées²³. Les cultures principales sont le riz, le maïs, l'arachide et les fruits. Cependant, la production nationale reste insuffisante, ce qui oblige le pays à importer massivement des denrées de base, en particulier le riz (40 % des importations alimentaires). Cette dépendance rend la population vulnérable aux chocs climatiques, politiques ou sanitaires, qui entraînent une flambée des prix. En 2024, d'après le Cadre Harmonisé, environ 2,8 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire modérée et 8 % en situation de crise, soit une forte augmentation par rapport à 2023. La malnutrition reste une préoccupation majeure : 26 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, avec des pics supérieurs à 30 % dans certaines régions. La malnutrition aiguë globale touche 6,7 % des enfants, un taux en deçà du seuil d'alerte mais néanmoins préoccupant²⁴. Les causes sont multiples : régimes alimentaires peu diversifiés, mauvaises pratiques nutritionnelles, difficultés d'accès à une alimentation de qualité et insuffisances dans le système de santé.

12. **Éducation et inégalités de genre.** Malgré un taux brut de scolarisation global supérieur à 100 % en 2020-2021, 1,5 million d'enfants de 6 à 16 ans restent non scolarisés²⁵. Le taux d'achèvement du primaire reste bas (54,1 %), et 91 % des filles scolarisées n'achèvent pas le premier cycle du secondaire, proportion encore plus forte en zones rurales (97 %) ²⁶. L'analphabétisme touche 77,1 % des femmes contre 59,5 % des hommes²⁷. Ces disparités sont renforcées par des pratiques sociales discriminatoires : 47 % des filles sont mariées avant 18 ans et 17 % avant 15 ans²⁸. La Guinée figure parmi les pays aux inégalités de genre les plus marquées, se classant 182^e sur 191²⁹. Les violences basées sur le genre (VBG) sont généralisées : plus de 80 % des femmes et filles de 15 à 69 ans en ont subi, et les mutilations génitales féminines restent pratiquées à plus de 90 %. Des réformes existent, mais leur mise en œuvre reste limitée par des pesanteurs sociales et institutionnelles³⁰.
13. **Inclusion des personnes vulnérables.** Malgré un cadre légal favorable, les personnes en situation de handicap et celles atteintes d'albinisme continuent de subir des discriminations. Le taux de jeunes NEET atteint près de 70 % chez les personnes handicapées, bien au-dessus de la moyenne nationale, illustrant leur exclusion des circuits éducatifs et professionnels. Dans les zones rurales, les croyances et stigmatisations persistent, rendant leur inclusion encore plus difficile.
14. **Politiques publiques et initiatives de développement.** La Guinée a engagé plusieurs stratégies alignées sur sa Vision 2040, dont le Plan stratégique multisectoriel de nutrition, la Lettre de politique sectorielle de l'éducation, le Programme décennal de l'éducation, la Politique nationale de développement agricole et le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN). Ces plans visent à améliorer la résilience agricole, renforcer l'éducation, réduire la pauvreté et répondre aux Objectifs de Développement Durable. Des acteurs internationaux tels que le PAM, la FAO, l'UNICEF et l'OIM accompagnent la Guinée dans ces efforts. En décembre 2023, un nouveau Cadre de coopération pour le développement durable (2024-2028) a été adopté, axé sur l'accès aux services de base, la croissance inclusive et le renforcement institutionnel. La coopération régionale s'inscrit également dans ce processus, notamment via la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union du fleuve Mano.
15. Pour répondre aux défis liés au chômage des jeunes, la Guinée a adopté une Politique nationale de l'emploi (2024-2030) et une stratégie de développement de l'enseignement technique et de la formation

²³ Ministère de l'Agriculture, 2006. Nouvelle Lettre de Politique de Développement Agricole 2006 - 2015

²⁴ PAM, 2024. [WFP and France join forces to boost food security and nutrition in Guinea | World Food Programme](#) et enquête SMART 2022.

²⁵ République de Guinée 2022 : Annuaire statistique Enseignement Primaire 2020-2021

²⁶ UNICEF, 2024

²⁷ Banque Mondiale / UNESCO, 2021

²⁸ Institut National de la Statistique, 2021

²⁹ PNUD, 2021

³⁰ [UNFPA Guinée | Violences basées sur le genre et pratiques néfastes](#)

professionnelle. Des initiatives comme le programme INTEGRA, soutenu par le PNUD, le programme d'appui à l'Insertion et à l'Emploi Dément par la Formation Professionnelle en Guinée, bénéficiant de l'appui technique d'Enabel, et du financement de l'Union européenne, ou encore le Appui à la formation qualifiante et à l'insertion socioéconomique et professionnelle des jeunes dans le secteur du conseil et du machinisme agricole soutenu par la FAO ciblent l'insertion socio-économique des jeunes et/ou la gestion des migrations de retour.

16. **Changements climatiques.** La Guinée est fortement exposée aux effets du changement climatique, notamment à travers des sécheresses, inondations, pluies irrégulières et phénomènes météorologiques extrêmes. Ces perturbations, combinées à une faible productivité agricole et une mauvaise gestion des ressources, aggravent la vulnérabilité alimentaire. Le pays est classé 24^e plus vulnérable au changement climatique et 148^e en termes de préparation³¹.
17. La Guinée est un pays doté d'abondantes ressources naturelles et humaines, mais confronté à de profondes vulnérabilités structurelles. L'instabilité politique, la pauvreté rurale, les inégalités de genre, la malnutrition, la faible productivité agricole et la vulnérabilité climatique freinent son développement. Les politiques publiques et la coopération internationale tentent d'y répondre, mais leur efficacité dépendra largement de la stabilité institutionnelle et de l'adoption d'approches inclusives tenant compte des populations les plus marginalisées (se référer à l'Annexe 4, pour des compléments du contexte).

1.3 Sujet de l'évaluation

18. **L'approche VFZ est une initiative pilote lancée par le PAM en Guinée depuis 2022.** Il s'agit d'une approche intégrée et multisectorielle visant à renforcer la résilience des ménages ruraux face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et contribuer au maintien scolaire des enfants, en particulier des filles, à travers un paquet combiné d'interventions structuré en trois composantes : résilience, nutrition et cantines scolaires, avec une orientation forte sur la participation communautaire et l'autonomisation des femmes. Cette approche vise à concentrer les différentes activités des composantes dans un même village. La logique d'intervention s'est basée sur les enseignements tirés de précédentes expériences du PAM³² menées dans de nombreux pays qui ont mis en évidence tout l'intérêt d'une approche intégrée (combinant santé, éducation et moyens de subsistance - résilience), communautaire pour assurer l'appropriation, la durabilité et la reproductibilité du modèle.
19. **L'objectif est d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés cibles de façon durable, à travers un paquet d'activités et interventions incluant** des chaînes de valeurs agricoles locales (riz, maraîchage), des transferts monétaires lors de la création d'actifs (et parfois sans si l'argent est disponible), la distribution de vivres, des formations, des actifs et des équipements.
20. **L'approche ambitionne de contribuer à plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier l'ODD 2 (Faim Zéro),** en agissant sur l'amélioration des revenus des ménages, la nutrition des enfants et l'accès à une éducation de qualité par le renforcement de la fourniture des repas de cantines scolaires, et ainsi sur le droit à la santé et à l'éducation. Les résultats attendus incluent notamment une amélioration de la productivité agricole, une meilleure commercialisation des produits locaux, la réduction de la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA), et une meilleure fréquentation scolaire.

³¹ USAID, Guinea Climate Risk Profile, 2021

³² WFP, 2022, Project_Document_WFP_Guinea_R4RM

Figure 2 : Approche intégrée des activités



Source : Terme de Référence de l'évaluation VFZ

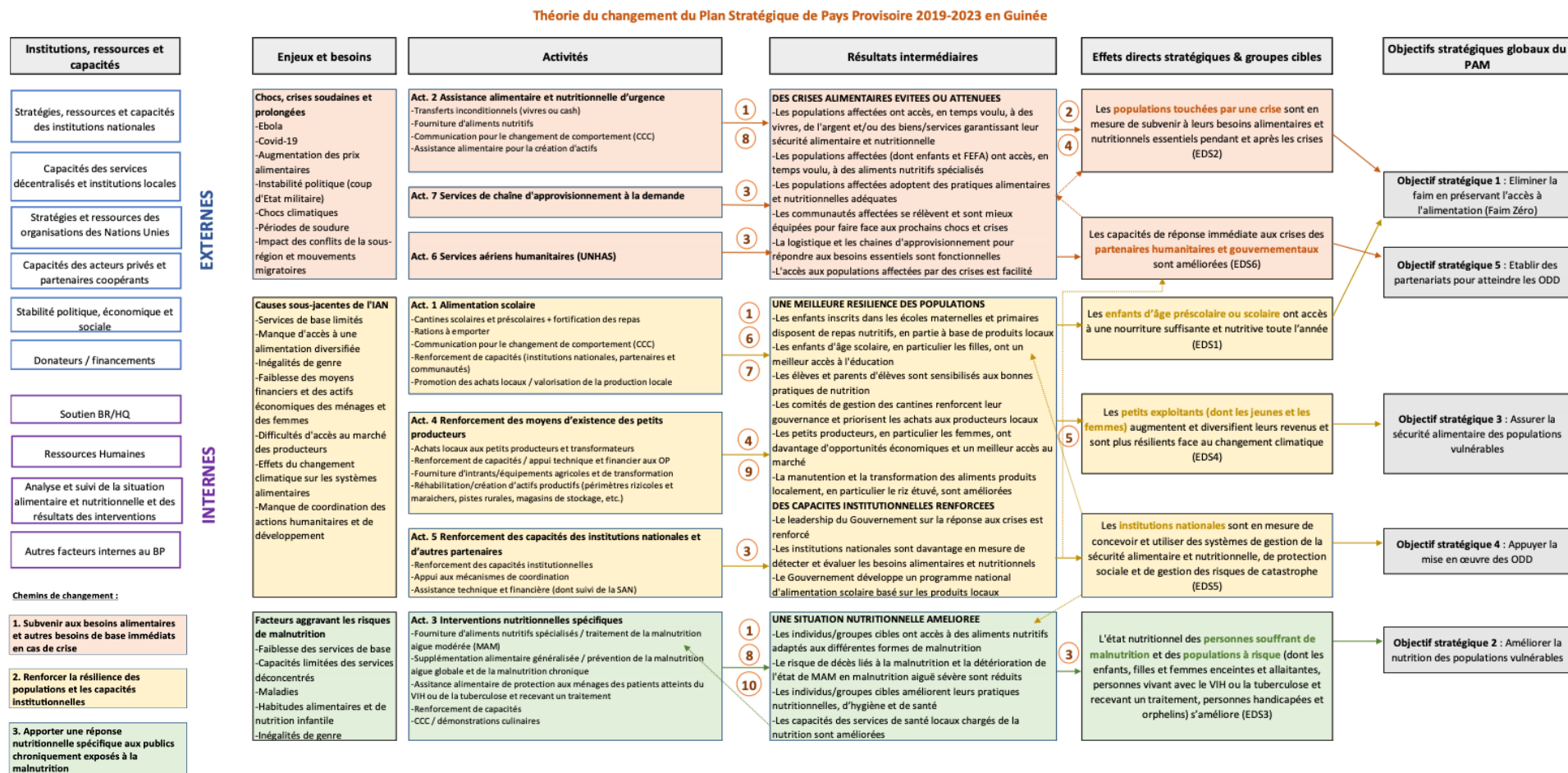
21. **L'approche VFZ intègre aussi des axes transversaux sur l'autonomisation des femmes, l'insertion des jeunes et le renforcement des compétences et des capacités institutionnelles** qui sont au cœur de sa stratégie de transition et de transfert. L'approche se distingue par une logique de diffusion en grappes (clusters) de villages, favorisant l'essaimage des pratiques adaptées. Cette modalité du modèle VFZ englobe l'alimentation scolaire, la nutrition et la résilience. Elle vise à accroître les revenus des ménages, améliorer leurs pratiques alimentaires et nutritionnelles, et renforcer leur participation au développement communautaire. Dans cet esprit, le PAM apporte un soutien technique, matériel et financier aux acteurs gouvernementaux (central et décentralisé) et aux partenaires, incluant les ONG locales et les chefs de village. L'objectif est d'assurer la durabilité des actions et de permettre au gouvernement et aux partenaires nationaux de maintenir un soutien efficace après le retrait de l'aide directe. L'approche s'appuie sur le Saemaul Undong³³ d'une part, et sur des interventions passées du PAM en Guinée, notamment le projet « 1000 jours »³⁴ et le projet « Améliorer la Résilience des populations Vulnérables de Guinée (RESIGUI)³⁵ », qui ont servi de base pour construire la logique d'intervention de l'approche VFZ (le modèle coréen et les approches sont détaillés en 2.1).
22. **La théorie du changement reconstituée associée à l'approche** (voir figure 3 ci-après) repose sur trois axes complémentaires : répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats en cas de crise, renforcer la résilience des populations et les capacités institutionnelles, et apporter un appui nutritionnel ciblé aux groupes chroniquement vulnérables. L'intervention combine assistance d'urgence, soutien à la production et aux marchés locaux, programmes scolaires et nutritionnels, ainsi qu'un accompagnement institutionnel. Elle vise à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience face aux chocs, en s'appuyant sur des partenariats multisectoriels et une bonne connaissance du contexte guinéen.

³³ « Mouvement des nouveaux villages ». Lancé en Corée du Sud dans les années 1970. C'est un modèle de développement rural participatif basé sur la diligence, l'autonomie et la coopération, qui a permis de moderniser rapidement les campagnes et de réduire la pauvreté dans le pays. Il est fondé sur la mobilisation communautaire, la réalisation d'infrastructures locales et la génération de revenus. Il est souvent cité par les agences de l'ONU comme un modèle de développement communautaire

³⁴ Le projet 1000 jours du PAM en Guinée a été lancé comme projet pilote en 2014 dans la préfecture de Labé initialement. C'était une initiative financée par le Japon en collaboration avec le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique qui visait à prévenir la malnutrition chronique en soutenant les FEFA et les enfants jusqu'à deux ans dans l'objectif de réduire le retard de croissance infantile. Initialement prévu sur une durée de deux ans ce projet est aujourd'hui une composante active des actions nutritionnelles du PAM en Guinée (Annual Country Report 2024 : Guinea. Country Strategic Plan 2024-2029)

³⁵ Projet RESIGUI. Juin 2020 – Mars 2022. Visait à stabiliser sans délai le statut alimentaire et nutritionnel de 20 000 ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure et post-soudure aggravée par le choc COVID-19, et ce, avant de les accompagner progressivement vers le plus long terme pour améliorer leurs moyens de subsistance.

Figure 3: Théorie du changement reconstituée



Note : Théorie du changement (TdC) reconstituée par l'équipe d'évaluation en charge de l'évaluation du PSP 2019-2024. Cette TdC a été validée par les cogestionnaire de l'évaluation décentralisée de l'approche VZF comme étant tout autant valable pour le projet VZF que pour le PSP, à l'exception de l'activité 6 relative aux 'services aériens humanitaires (UNHAS)' qui n'est pas intégrée à l'approche VFZ (bien que les vols UINHAS soient utilisés pour se rendre en régions). Les hypothèses formulées dans le cadre de cette TdC ont été intégrées à la matrice d'évaluation.

23. **La zone d'intervention de l'approche VFZ** couvre cinq régions administratives de la Guinée que sont Labé, Boké, Kankan, N'Zérékoré et Faranah et 9 préfectures où se trouvent 14 VFZ et les 137 sites/villages de vulgarisation³⁶. L'approche VFZ a défini trois catégories de villages nommés Villages de Vulgarisation (VdV) et classés en trois **catégories A, B et C (voir tableau 1)**. Les villages de **catégorie A** sont des villages « de base » ou « de vulgarisation » recevant simplement les semences, les **Villages B** sont des villages dit « d'auto-assistance » qui ont reçu un premier paquet d'activités notamment l'aménagement des terres. Les **Villages C sont des** villages dit « autonomes ou autosuffisants » qui ont reçu l'ensemble du paquet d'activités prévu dans le cadre de l'approche VFZ³⁷.

Tableau 1: Système de catégorisation des Villages Faim Zéro

Catégories	Status	Condition/Critères de promotion	Support	Coût standart
Villages A	Base ou Vulgarisation	<ul style="list-style-type: none"> • Régime foncier • Des terres propices à la riziculture ou une expérience dans la riziculture. • Une forte volonté et un engagement fort des villageois • Un homme et une femme leaders démocratiquement choisis par le village • La quantité d'intrants (riz) fournie doit être restituée au PAM après 1 an 	<ul style="list-style-type: none"> • Intrants agricoles 	500 USD
Villages B	Auto-assistance	<ul style="list-style-type: none"> • Rendement minimum de 3 MT/ha • Forte implication et engagement des villageois et de leurs dirigeants • Expansion significative des terres agricoles de plus d'1 ha réalisés ou engagée • La contribution du village équivaut à un minimum de 150 USD 	<ul style="list-style-type: none"> • Equipements agricoles • Cantines scolaires et des centres de santé s'ils se trouvent dans les zones ciblées • Formation 	15 000 USD
Villages C "VFZ"	Autonome ou auto-suffisant	<ul style="list-style-type: none"> • Rendement minimum de 4 MT/ha • Excellent engagement et implication des villageois et de leurs dirigeants • Expansion significative des terres agricoles de plus de 2 ha réalisée ou engagée • Participation à atelier/formation VFZ • La contribution du village équivaut à un minimum de 4 500 USD • De préférence, l'école et le centre/poste de santé doivent être bien équipés et avoir une capacité adéquate 	<ul style="list-style-type: none"> • Cantine scolaire • Soutien nutritionnel • Infrastructures • Formation • Accès au marché • Diversification des revenus 	50 000-100 000 USD

Source : WFP, Manuel du Village Faim Zéro, Octobre 2024

24. La phase pilote de la mise en œuvre de l'approche VFZ a conduit le PAM à couvrir 13 villages, dont 7 à partir de 2022³⁸ et 6 à partir de 2023. Le déploiement à plus grande échelle de l'approche a ensuite permis de couvrir 150 villages à partir de 2024, avec un objectif de 450 villages en 2025 (voir tableau 2). L'objectif de cette évaluation était centré sur l'analyse des résultats et de la durabilité, ainsi que sur l'identification des enseignements tirés de la mise en œuvre de la phase pilote l'approche VFZ dans les villages couverts depuis 2022 et 2023. Ainsi, l'ensemble des villages soutenus à partir de 2022 et 2023 ont été échantillonnés (en vert dans le tableau 2 ci-dessous).

³⁶ La section 2.1.4 précise les critères de ciblage géographique ayant été mobilisés pour le choix des régions, préfectures et villages, et en apprécie la pertinence ainsi que la mise en œuvre.

³⁷ PAM Manuel Village Faim Zéro – Octobre 2024

³⁸ Un 8eme était initialement couvert mais l'appui à ce village a été arrêté après 2022 du fait d'un faible engagement.

Tableau 2: Progression de la mise en œuvre de l'approche VFZ et échantillon couvert par cette évaluation

	Villages A		Villages B		Villages C - VFZ		Sortie
2022	-		-		7 + 1		-
2023	26	26 SA → A	22	22 SA → B	13	7 C → C 6 SA → C	1 (abandon)
2024	94	13 A → A 81 SA → A	30	17 B → B 13 A → B	26	13 C → C 13 B → C	Graduation (pas en 2024)
2025	405		50		45	13 C depuis 2022 et 2023, 13 C depuis 2024 → C 13 B → C	Graduation (pas en 2025)

Source : WFP, base des VFZ ; WFP, Zero Hunger Villages Monthly Review, April 2025.

25. Le tableau 3 ci-dessous présente les différentes activités mises en œuvre au niveau des 13 villages couverts par la phase pilote de l'approche VFZ à partir de 2022 et 2023, et pris en compte dans le cadre de cette évaluation.

Tableau 3: Activités mises en œuvre pour les 13 VFZ couverts par cette évaluation

	Activités	Villages concernés	
C1 RESILIENCE	Transferts monétaires pendant les activités de création d'actifs	Totalité des villages couverts à partir de 2022 et 2023	
	Actifs concernés	Aménagement et la mise en valeur de périmètres rizières	Totalité des villages couverts à partir de 2022 et 2023
		Aménagement et la mise en valeur de périmètres maraichers avec des semences	Totalité des villages couverts à partir de 2022 et 2023
		Réhabilitation/reprofilage de de pistes rurales	7 villages sur 13 couverts à partir de 2022 et 2023
		Construction de magasins de stockage	9 villages sur 13 couverts à partir de 2022 et 2023
		Agroforesterie	7 villages sur 13 couverts à partir de 2022 et 2023
		Aires de séchage, puits	Totalité des villages couverts à partir de 2022 et 2023
	Fourniture d'intrants (engrais et semences - riz et maraichage) et d'équipements	Totalité des villages couverts à partir de 2022 et 2023	
	Mise en œuvre de 60 AGR	Activité non mise en œuvre dans les villages C de 2022 et 2023	
	Partenariats avec le PAM et avec d'autres acheteurs privés (gargotières, institution pour achat locaux...)	Achats uniquement par le PAM, pour fournir les cantines scolaires	
Mise en place de caisses locales d'épargne et de crédit	Activité non mise en œuvre dans les villages C de 2022 et 2023		
Appui à l'entrepreneuriat féminin rural (moulins et étuveuses)	Totalité des villages couverts à partir de 2022 et 2023		
Formation et appuis matériel et financier aux acteurs étatiques et ONG	Appuis fournis aux ONG et STE associés aux villages C de 2002 et 2023		
C2 NUTRITION	<ul style="list-style-type: none"> Prévention de la malnutrition aiguë et chronique y compris pendant la période de soudure Traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois et les FEFA dont les PVVIH/TB Renforcement des connaissances des FEFA et des ménages en charge des enfants de moins de 5 ans pour un changement de comportement Renforcement des capacités des agents de santé et agents de santé communautaire 	Totalité des villages couverts à partir de 2022 et 2023, y compris 2 villages où le centre de santé de rattachement était situé dans un village voisin Activité associée aux centres de santé, parfois localisés dans les villages voisins	
	C3 CANTINES SCOLAIRES	<ul style="list-style-type: none"> Repas chauds fournis aux écoliers dans les écoles ciblées Ration à emporter aux filles des classes de CM2 Sensibiliser et former les COGEST à la préparation de repas nutritifs et à la bonne pratique nutritionnelle et d'hygiène dans les cantines Former les acteurs impliqués dans la gestion des cantines scolaires 	Totalité des villages couverts à partir de 2022 et 2023 Activités associées aux écoles (y compris 2 villages voisins où se trouvait l'école)
URGENCE		Appuis non conditionnels auprès des ménages vulnérables en période de soudure	Activité mis en œuvre pour l'ensemble des villages, uniquement en 2022 et 2023

Source : WFP Guinée - Cadre Logique Approche VFZ, et données de suivi des VFZ, données de suivi des actifs.

26. **Le budget total des projets associés à la phase pilote de l'approche VFZ** reçu s'élève à 9,299,800 USD en juillet 2025. Les principaux contributeurs sont la coopération coréenne (KOIKA) à hauteur de 5,15 millions USD, le Fonds Monétaire International (FMI) à hauteur de 2,53 millions USD et la coopération étatsunienne (USAID) à hauteur de 1,62 millions USD. Les ressources de l'USAID et du FMI ont été

intégralement décaissées ce qui n'est pas le cas des fonds coréens. Ces informations ont été communiquées par l'équipe Budget and Programming Unit (BPU) pendant la phase de terrain et affinées par composante et par année jusqu'en en juillet 2025³⁹. Le budget alloué se répartit en trois modalités et diffère en fonction des contributeurs (figure 4.b). Ces modalités de décaissements sont le i) renforcement de capacités, ii) le transfert monétaire (*Cash Based Transfer* -CBT) et iii) les contributions en vivres. Le budget alloué se répartit en trois modalités et diffère en fonction des contributeurs (figure 4.b). Ces modalités de décaissements sont le i) renforcement de capacités, ii) le transfert monétaire (*Cash Based Transfer* -CBT) et iii) les contributions en vivres alimentaires. Les données transmises intègrent la dimension « urgence », qui a consisté à fournir une assistance sous forme de vivre ou de transferts monétaires pendant la période de soudure, même si l'approche VFZ se circonscrit aux trois composantes résilience, nutrition et cantine scolaire. De ce fait, et en accord avec le bureau pays, cette composante « urgence », n'a pas été couverte par cette évaluation de l'approche VFZ.

Figure 4 : Financement des interventions associées à la phase pilote de l'approche VFZ

Fig 4.a: Contributions par composante et par bailleur

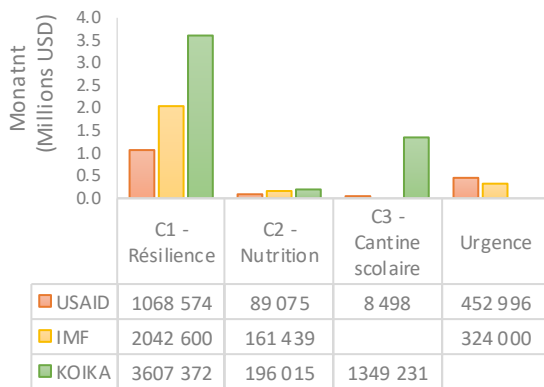


Fig 4.b: Contributions par modalités et par bailleur

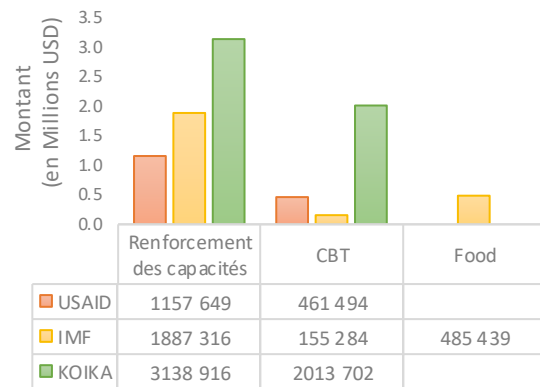
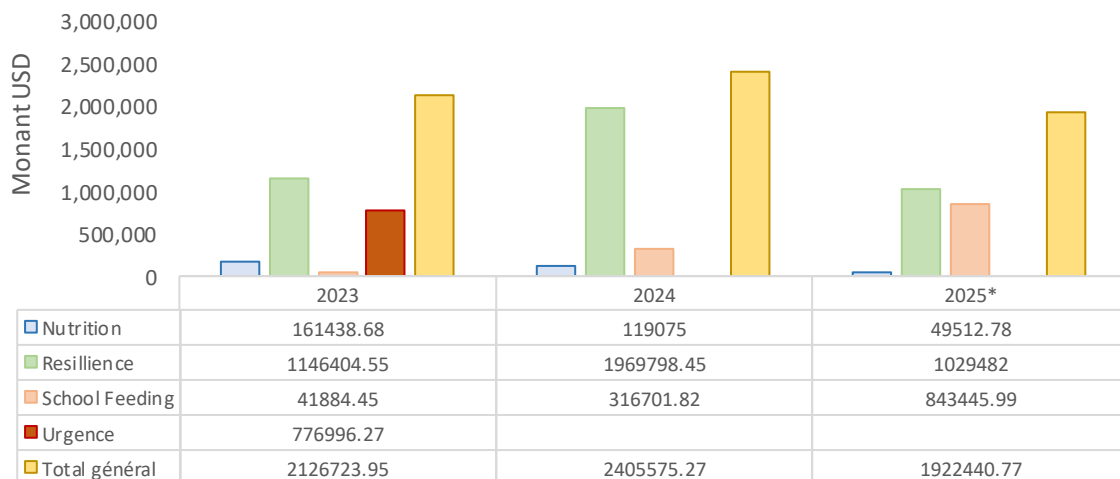


Fig 4.c: Dépenses par composante

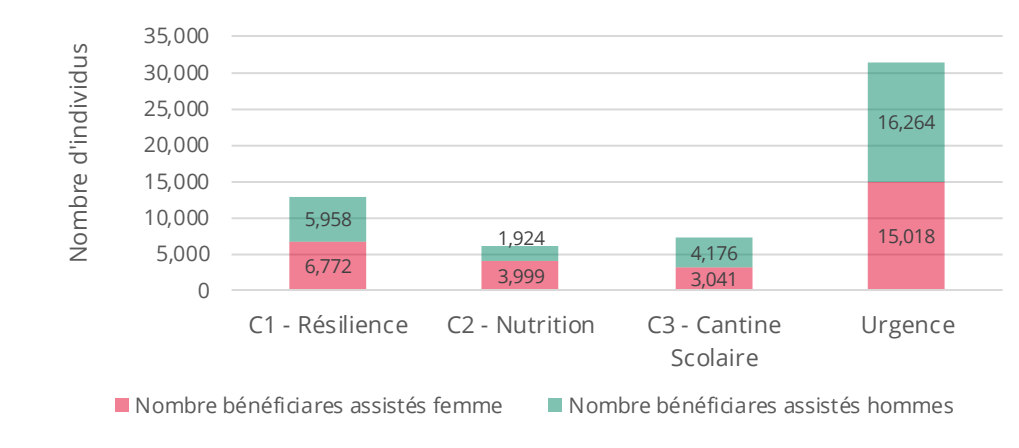


Note : *Base de données « bénéficiaires VFZ » transmise en juillet 2025 ; Source : PAM Guinée

³⁹ Ces données diffèrent de celles mentionnées dans les TDR de l'évaluation qui mentionnait un budget reçu de 5,806,322 USD pour l'approche VFZ. D'après le BP, la différence s'explique car dans les TDR les montants mentionnés n'intégraient pas la contribution pluriannuelle de la coopération coréenne pour la période 2023-2024

27. **Le nombre total de bénéficiaires planifiés** concernés par les activités dans les VFZ couverts par la phase pilote est estimé à 25 870 dont 13 812 femmes/filles plus 31 282 ménages dans le cadre de l'assistance d'urgence. La figure 5 présente la répartition par composante et par sexe. Les réalisations effectives sont rapportées plus loin dans ce rapport d'évaluation, en section 2.1.4.

Figure 5 : Répartition des bénéficiaires couverts par la phase pilote de l'approche VFZ planifiés par composante et par sexe



Note : pour la C3, il s'agit de filles et garçons scolarisés

Source : Base de données bénéficiaires VFZ, BP PAM Guinée

28. **Genre, équité et inclusion.** L'approche VFZ du PAM en Guinée prend en compte, de manière transversale, les dimensions de genre, d'inclusion sociale et d'équité. Les femmes sont ciblées par plusieurs activités de renforcement de leurs capacités et pouvoir d'agir à travers toutes les composantes. Les autres groupes vulnérables tels que les jeunes et les personnes démunies sont aussi pris en compte par les interventions. A travers la composante résilience, il est prévu que les femmes améliorent leurs revenus par la transformation, leur éducation financière et leur participation dans la gouvernance communautaire. Dans la composante nutrition, elles sont majoritaires, et sont les principales bénéficiaires des actions nutritionnelles communautaires (femmes relais, mères formatrices). Dans les cantines scolaires, ce sont également les femmes qui assurent la gestion quotidienne (préparation des repas, distribution) via les comités locaux. Les filles bénéficient de rations nutritionnelles pour garantir leur maintien à l'école et leur réussite. Les jeunes sont privilégiés dans les activités agricoles, de transport et de construction afin de leur permettre d'améliorer leurs sources de revenus et diminuer leur motivation pour l'immigration économique vers les activités minières ou l'étranger. Finalement, les ménages plus vulnérables (très pauvres composés de veuves, femmes seules, personnes vivant avec un handicap) bénéficient d'une attention/prise en charge particulière. Toutes ces interventions visent à contribuer aux droits à l'éducation, à la santé et à l'accès équitable aux opportunités.

1.4 Méthodologie d'évaluation, limites et considérations éthiques

29. **L'évaluation couvre l'ensemble des composantes et zones d'intervention couvertes par l'approche VFZ** ⁴⁰ depuis juin 2022 jusqu'au moment de la collecte des données (mai 2025).
30. **La méthodologie appliquée** par l'équipe d'évaluation (EE) est détaillée en Annexe 6. L'évaluation a été structurée autour d'une matrice d'évaluation et bâtie sur une approche systémique ; elle a adopté une méthode mixte de collecte des données et informations combinant analyse quantitative (bases de données du PAM partagée tardivement, en juillet) et qualitative (documents, entretiens) en faisant recours à différentes techniques de collecte (revue bibliographique, entretiens individuels, entretien en groupes, observations sur sites). Au cours des entretiens, une attention particulière a été portée aux voix des femmes, des jeunes et personnes vivant avec un handicap. L'analyse itérative, a contribué à l'alimentation en continu de la matrice d'évaluation et des preuves afin de produire des résultats progressifs utiles à la construction de conclusions et recommandations.
31. **La matrice d'évaluation** (Cf. Annexe 7) présente l'ensemble des questions évaluatives (QE) développées et toutes attendues par le PAM puis retravaillées par l'EE et validées avec le BP et le BR au cours de la phase de démarrage. Cette matrice constitue le cadre analytique de l'évaluation. Elle se structure en sept questions évaluatives principales définies sur la base de celles définies dans les TDR et sont corrélées aux critères du CAD/ OCDE. Chacune est déclinée en plusieurs sous-questions d'évaluation, ajustées et validées au cours de la phase de démarrage par l'EE. Certains points clés d'analyse attendus par le PAM dans le cadre de cette évaluation ont clairement été formulés par le PAM et discutés avec l'EE lors de la phase de démarrage (ex : niveau d'intégration des composantes de l'approche VFZ ; capacité d'adaptation aux spécificités des contextes agroécologiques; ampleur de l'effet "tâche d'huile" dans les villages environnants les VFZ), ils ont été ajoutés en tant qu'hypothèses complémentaires à la Théorie du Changement (TdC) et ont fait l'objet de points d'attention particuliers de la part de l'EE. Voici les sept QE retenues :
- **QE1** : Dans quelle mesure l'approche est-elle alignée avec les orientations du gouvernement, et répond-elle aux besoins des bénéficiaires (hommes, femmes, filles, garçons et personnes en situation de handicap), des communautés ? (**Pertinence**)
 - **QE2** : Dans quelle mesure les différentes composantes du paquet résilience ont-elles réellement été mise en œuvre de manière intégrée et étaient-elles cohérentes avec les orientations du gouvernement et des autres interventions du PAM et des autres partenaires en Guinée ? (Cohérence)
 - **QE3** : Dans quelle mesure l'approche a-t-elle pu contribuer à l'atteinte de ses résultats attendus en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? (**Efficacité**)
 - **QE4** : Dans quelle mesure l'approche a-t-elle utilisé efficacement les ressources ? (**Efficience**)
 - **QE5** : Dans quelle mesure l'approche a-t-elle généré ou devrait-elle générer des effets significatifs, positifs ou négatifs, voulus ou non ? (**Impact**)
 - **QE6** : Dans quelle mesure l'approche a-t-elle été appropriée par les structures gouvernementales nationales et locales et par les communautés ; et est-elle répliquable par d'autres acteurs que le PAM ? (**Durabilité**)
 - **QE7** : Dans quelle mesure l'approche a-t-elle intégré les questions de genre et d'inclusion et contribué à réduire les inégalités entre les sexes et à promouvoir l'inclusion des groupes marginalisés au sein des communautés ciblées ? (**Genre**)
32. **Les parties prenantes** impliquées dans l'approche VFZ regroupent plusieurs acteurs clés : les institutions gouvernementales centrales et locales en charge de la sécurité alimentaire, de la nutrition,

⁴⁰ Excepté les VFZ de la zone de la Préfecture de Faranah. La sélection des villages à visiter s'est faite

de l'agriculture, de l'éducation et de la protection sociale ; les services déconcentrés aux niveaux régional et préfectoral dans les zones d'intervention ; les ONG partenaires de mise en œuvre ainsi que les donateurs. Méthodologie d'évaluation, limites et considérations éthiques. L'évaluation s'est déroulée au premier semestre 2025 et a impliqué les différentes parties prenantes impliquées directement et indirectement (Annexe 5. Analyse détaillée des parties prenantes).

33. **Théorie du changement.** Comme validé au cours de la phase de démarrage, la TdC qui correspond à l'approche VFZ est la même que celle élaborée au cours de l'évaluation du PSP 2018 – 2022, seules les hypothèses ont été complétées par l'EE lors de la phase de démarrage afin de mettre en avant la valeur de la nécessité d'analyser l'intégration des activités et des composantes ainsi que l'effet "tache d'huile" associé à l'approche. S'appuyant sur cette TdC reconstituée, l'EE a développé tout au long du processus une approche systémique en examinant l'interconnexion entre les différentes composantes de l'approche d'une part et d'autre part les relations entre les activités développées au sein de l'approche en relation avec les résultats attendus dans la Théorie du Changement.
34. **Mobilisation de données mixtes :** Les données ont été collectées à travers une revue bibliographique, des entretiens de groupes et individuels ainsi que des observations des actifs sur le terrain (Cf. Annexe 8). Cette méthode mixte combinant plusieurs outils de collecte a permis de réaliser une triangulation des données directement sur le terrain et au bureau lors de leur traitement.
35. **Des focus-groupes (40) et entretiens avec des interlocuteurs clés (185)** ont été conduits dans chaque site, avec différents types d'acteurs. Pour les différentes composantes associées à l'approche VFZ (résilience, nutrition et cantines scolaires), des focus-groupes ont été menés avec les différents groupements bénéficiaires (en moyenne une vingtaine de personnes), ainsi que des visites de sites agricoles, de transformation et de stockage, les responsables de centres de santé et les directeurs d'écoles ainsi que les comités de gestion des cantines. La sélection des villages s'est appuyée sur plusieurs critères : catégorie A, B et C, durée d'intervention, absence d'autres interventions, évolution ou non de leur classement, diversité des opérateurs et performance variable des sites. Certains sites non prévus dans le plan de travail ont pu être visités.
36. **Echantillonnage raisonné et adapté au design du programme et aux contraintes logistiques :**
- Le plan de travail prévoyait initialement la visite des 14 villages VFZ pour couvrir l'ensemble des premières cohortes de villages appuyés par le PAM. Ce plan a été revu pour évaluer l'approche intégrée, son bienfondé et surtout sa reproductibilité et son extension ». Sur cette base, il a été retenu de visiter 7 VZF (Catégorie C) et 7 Villages de Vulgarisation (VdV – Catégorie A). Le choix des villages a été effectué avec le personnel de l'équipe du suivi-évaluation du BP et des Sous Bureaux PAM de Boké et N'Zérékoré en tenant compte de l'année de démarrage de l'approche et du statut. Ainsi l'EE a visité 8 VZF et 7 VdV (voir l'Annexe 9) comme finalement recommandé par le PAM au cours de la phase de démarrage, en veillant à visiter l'ensemble des contextes agroécologiques du pays, en tenant compte de l'accessibilité des villages et de visiter à la fois des VZF et des VdV (catégorie A, B) associés pour juger de l'effet de démultiplication de l'approche. Ceci a permis à l'EE de consacrer davantage de temps à l'analyse détaillée des trois composantes (résilience, nutrition, cantines) dans chaque village et en complément, 7 villages de vulgarisation voisins ont été visités pour appréhender l'effet de diffusion de l'approche par grappe, en lien avec le modèle de démultiplication adopté par l'approche VFZ (cf. liste des villages visités en Annexe 9, et liste de personnes rencontrées en Annexe 10).
 - l'EE a constitué deux binômes pour couvrir toutes les zones agroécologiques touchées par l'approche VFZ, critère essentiel pour évaluer la pertinence contextuelle du modèle, un point de vigilance identifié lors de l'évaluation du précédent PSP⁴¹. En accord avec le PAM, et afin de rationaliser les déplacements, ce sont les villages de la Préfecture de Faranah qui ont été écartés. De même, les deux binômes ont commencé à travailler ensemble dans le VZF de Bananko, (Préfecture de Kankan) pour tester et valider

⁴¹ PAM. 2024. Evaluation du Plan Stratégique Pays 2018-2024 pour la République de Guinée

l'approche globale de travail notamment les guides d'entretien.

37. **Une approche participative favorisant les apprentissages.** Une séance d'analyse collective à Conakry a réuni les membres de l'EE pour identifier les premiers résultats et préparer l'atelier final. Cette analyse croisée s'est poursuivie durant la rédaction du rapport. Chaque indicateur s'appuie sur au moins deux sources, intégrant divers points de vue et observations directes. Les apprentissages et recommandations ont été élaborés de manière participative tout au long du processus : lors des entretiens, pendant l'atelier de restitution à Conakry, et à travers une session spécifique dédiée pour l'analyse et l'élaboration des recommandations de l'EE.
38. **L'intégration des dimensions de genre, d'équité et d'inclusion dans la démarche évaluative** a été assurée à travers une recherche documentaire prenant en compte les problématiques touchant les femmes (violences basées sur le genre, accès et droits à l'éducation, à l'emploi et à la santé, participation), les jeunes (emploi, formation, migration, etc..) et groupes vulnérables (inclusion des personnes vulnérables et groupes marginalisés) en Guinée avec une attention aux caractères sexospécifique et géographique des données. La collecte des données terrain a assuré la représentativité constante des femmes et des jeunes, et systématiquement interrogé la situation et le traitement des personnes vulnérables. Toutes les visites et tous les focus group ont connu la participation des femmes, même si elles s'expriment moins spontanément que les hommes. Une question évaluative complète (QE7) a été dédiée à ces questions et un membre de l'équipe avait la responsabilité de les couvrir dans les entretiens.
39. **Les règles et normes éthiques.** L'équipe d'évaluation a respecté les normes éthiques du PAM et du Groupe des Nations Unies pour l'Evaluation (GNUE) à chaque étape. Le consentement éclairé des participants a été systématiquement obtenu, avec des explications en langue locales par l'intermédiaire des agents des partenaires opérationnels accompagnants. Pour chaque entretien et focus group, la confidentialité, l'anonymat et la vie privée ont été rigoureusement garantis lors de la collecte et du traitement des données. L'équipe a veillé à respecter les spécificités culturelles des communautés, en mobilisant des facilitateurs locaux (ONG partenaires) et en adaptant les méthodes aux pratiques sociales. La participation s'est faite sur une base volontaire sans influence des autorités locales, dans le respect de l'autonomie de chacun. Aucune pression n'a été exercée, et les conditions ont été réunies pour éviter tout risque pour les répondants. L'ensemble du processus s'est ainsi inscrit dans une démarche éthique, sensible au contexte local.
40. **Evaluabilité et limites associées à cette évaluation.** L'évaluation a été confrontée à un manque important de données disponibles et consolidées de la part du PAM concernant l'approche VFZ, comme souligné dans le rapport de démarrage. Les rapports d'activité sont peu accessibles, souvent fragmentés entre différentes composantes (nutrition, résilience, cantines, RAM) et par Sous Bureau (SB) sans compilation centralisée. Aucune base de données consolidée regroupant les bénéficiaires par activité, année et site dédiée n'a été transmise au moment de la phase de collecte des données, et les données 2024 y étaient absentes. Les indicateurs de résultats et d'effets, n'étaient pas désagrégés par village VFZ ni par catégorie (A, B, C⁴²), et ne permettent pas d'analyser les effets combinés de l'approche intégrée car ils concernent l'ensemble des villages où le PAM intervient. Par ailleurs, si une étude de référence existe (réalisée en 2022), elle n'a couvert que 7 villages sur les 14 prévus.⁴³ Une analyse comparative a été conduite en 2025 et les données ont été partagées avec l'EE en juillet 2025. Ce déficit de structuration documentaire a nui à la capacité d'évaluation quantitative des résultats associés à l'approche. Des réunions complémentaires ont dû avoir lieu fin juin, début juillet entre l'EE et le BP, pour tenter de recueillir les données manquantes nouvellement compilées par le BP et partagées en juillet qui ont pu être intégrées dans ce rapport. Globalement, les indicateurs (outcomes, et outputs) mentionnés dans le

⁴² Catégorie A : village de vulgarisation, Catégorie B : village performant et Catégorie C : village faim zéro

⁴³ Pendant la phase de collecte de l'EE, une étude de référence concernant 31 villages étaient en cours de réalisation. Pour les sept villages ayant bénéficié de la *Baseline* cette étude correspond à une *endline* pour mesurer les effets de l'approche depuis 2022.

cadre logique des composantes des TDR de l'évaluation ne sont pas renseignées de manière spécifique au VFZ.

Tableau 4: Limites rencontrées lors de la mission de collecte des données et mesures d'atténuation

Limites	Description	Mesures d'atténuation et/ou type de soutien utilisé
Manque de temps pour analyser l'ensemble des sites incluant 14 VFZ et 137 villages de vulgarisation, répartis sur l'ensemble du territoire national.	Les villages d'intervention étant situés dans l'ensemble du pays et faute d'une couverture des vols UNHASS limitée, les temps de déplacements pour que l'EE se rendent dans les zones ont été importants	Des réaménagements ont été opérés, en collaboration avec le PAM, afin de prioriser les villages les plus accessibles tout en visitant l'ensemble des différents contextes agro-climatiques à l'échelle du pays, pour réduire autant que possible les temps de transport, sans compromettre le plan de travail prévu. Il a été décidé au cours de la phase de démarrage de ne pas visiter les villages de la région de Faranah. Les temps de transports ont été très longs pour l'équipe qui a visité les sites à l'ouest du pays.
Manque de visibilité de la répartition des bénéficiaires par activité, par année, par site	Difficulté de définir l'échantillonnage des visites terrain. Lacune en termes d'analyse des données quantitatives. Des variations annuelles importantes du nombre de bénéficiaires en fonction du budget disponible.	L'EE a eu des entretiens très détaillés avec les SB et les leaders paysans et l'unité RAM pour affiner sa compréhension des données sur le ciblage des villages et des bénéficiaires. Les évaluateurs ont analysé et triangulé les informations sur la répartition géographique/nombre de bénéficiaires pendant la mission de terrain au cours des entretiens afin de clarifier les méthodes de ciblage utilisées au cours de l'approche.
Lacunes importantes identifiées dans les données et les documents transmis en amont de la mission d'évaluation par le BP	Les données associées à l'approche ne sont pas facilement disponibles et se diluent dans les données générales des activités du PAM ; Celles pour l'année 2024 n'étaient pas disponibles, de même qu'un grand nombre de documents en lien avec l'approche	L'EE a réalisé un bilan de la documentation et des données mises à disposition pendant la phase de démarrage et de collecte des données (entretiens, focus groupes, rapports). L'EE a clairement stipulé lors des entretiens puis par des échanges complémentaires à l'issue de la phase de collecte des données lorsque les données étaient incomplètes, ou lorsqu'il y avait un doute sur leur fiabilité. Le PAM a partagé en juillet de nouvelles données compilées ayant pu être traitées et intégrées dans le cadre de ce rapport d'évaluation.
Etude de référence incomplète, seuls les 7 premiers villages (intégrés en 2022) ont bénéficié d'une telle étude.	Limite les capacités d'analyser les changements opérés par l'approche pour les sites sélectionnés après 2022	L'EE a interrogé les acteurs clés dont les bénéficiaires sur les changements constatés avant - après projet, avec un niveau de détail plus approfondi pour les sites sans étude de référence. Elle a procédé à une vérification d'informations entre les différents protagonistes.
Durée de l'intervention trop courte pour évaluer avec fiabilité les effets sur le renforcement de la résilience des systèmes de production alimentaire.	Manque de recul dans le temps pour évaluer la qualité de l'approche VFZ	L'EE a valorisé les évaluations du PSPI, de l'approche RESIGUI et interrogé les effets envisagés des protagonistes diversifiés et pu constater que l'approche était déployée sur une période au-delà de deux ans et a pu étudier les effets générés à ce stade.

2 Résultats de l'évaluation

2.1 Dans quelle mesure l'approche VFZ répond-elle aux besoins des bénéficiaires et des communautés ? – PERTINENCE (QE1)

Encadré 1 : Constats clés - Pertinence

- **Constat Clé 1 :** L'approche VFZ répond de façon pertinente à travers le déploiement d'une approche à la fois holistique, intégrée et participative. L'approche intégrant appui à la production agricole, l'alimentation scolaire et la nutrition basées sur les produits locaux, soutient et développe les chaînes de valeurs locales.
- **Constat Clé 2 :** L'approche VFZ est déployée de façon relativement uniforme à l'échelle du pays, sans suffisamment tenir compte des spécificités locales.
- **Constat Clé 3 :** Alors que l'approche VFZ conduit à cibler les sous-préfectures les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, le ciblage des villages n'apparaît pas pleinement cohérent.

2.1.1 Pertinence vis à vis des besoins des communautés

41. **La pertinence de l'approche Village Faim Zéro vis-à-vis des besoins des communautés est solidement ancrée dans des études préalables approfondies et l'expérience antérieure du PAM dans les différentes activités proposées.** En effet, le PAM et le CERFAM ont mené en 2021, à la demande du ministère de l'Agriculture guinéen, une recherche détaillée⁴⁴ sur les pertes de riz post-récolte et les facteurs limitant la production en Guinée. Les conclusions de cette étude, validées par le Gouvernement en février 2022, ont directement guidé l'élaboration du plan d'intervention de l'approche VFZ, assurant ainsi que les actions ciblent les problèmes des populations réels et vérifiés sur le terrain.
42. **Des Planifications Communautaires Participatives (PCP)⁴⁵ ont été élaborés de façon systématique pour les sept premiers VFZ,** pour plusieurs d'entre eux leur élaboration avait été faite dans le cadre de précédent programme du PAM (principalement RESIGUI). Les sept suivants, localisés à proximité des premiers, ont bénéficié des PCP pré existants. Les villages sélectionnés à partir de 2024, lorsqu'ils étaient situés au-delà de la sphère d'influence des PCP prédéfinis, ont fait l'objet des consultations communautaires rapides, remplaçant l'élaboration des PCP (plus chronophage). Tous les groupes communautaires (femmes, jeunes, sages, religieux), socioprofessionnels (agriculteurs, trices, éleveurs, artisan.e.s, enseignant.e.s, personnel de santé) et vulnérables (personnes âgées, jeunes, personnes handicapés) étaient représentés lors de l'élaboration des PCP, ainsi que les autorités administratives.⁴⁶ Les rapports soulignent que des focus group par groupe communautaire ont été organisés permettant de relever les besoins spécifiques des populations vulnérables.
43. **Les consultations des PCP ont permis d'identifier les actifs communautaires à créer :** bas-fonds à aménager et bâtiments à construire, afin d'améliorer leur résilience alimentaire, plus particulièrement dans le cadre du développement de la chaîne de valeur du riz. En revanche cela n'a pas permis d'identifier les activités à déployer (ex : culture du riz, maraichage) et les variétés à promouvoir, d'après l'ensemble du personnel PAM et des partenaires opérationnels interrogés sur le sujet. Les PCP consultés ne traitent

⁴⁴ Etude mentionnée dans le ProDoc : R4RM: Rice for Resilience and Market /Climate-Resilient Rice Production and Access to Market in Guinea". 2022. Dc Lim.

⁴⁵ Les PCP aident à comprendre le contexte local, à identifier les besoins prioritaires et à établir des plans d'action détaillés au niveau du village" (manuel VFZ Z024)

⁴⁶ Indiqué dans les Rapports du PAM-Rapport Planification Communautaire Participative des villages concernés

pas non plus de façon explicite des questions de sécurisation foncière⁴⁷.

44. **Les PCP n'ont pas fait l'objet d'un suivi rapproché de leurs réalisations** pour évaluer le degré de réponse aux besoins soulignés par les populations. De façon générale, les communautés ne semblent pas s'être pleinement approprié l'outil PCP (ex : le plus souvent ne sachant pas où se trouvait ce document, ni distinguer ce document d'un autre lorsqu'on leur demandait de nous présenter le document PCP). Enfin, les PCP n'ont pas été valorisés dans le cadre des Plan de Développement Communaux (PDC) ne facilitant la complémentarité avec les autres initiatives menées, d'après les autorités locales et les partenaires opérationnels interrogés.
45. **Une approche qui intègre les acquis du PAM en Guinée** : Les interventions proposées par l'approche VFZ telles que le Projet 1000 jours⁴⁸ et les cantines scolaires étaient des activités déjà longuement déployées par le PAM en Guinée. Elles ont été valorisées dans le dernier document de projet (manuel 2024) grâce aux nombreuses années d'expériences antérieures qui avaient déterminé leur degré de succès et leur pertinence avérés pour les besoins nutritionnels et éducatifs des communautés. Les résultats du projet RESIGUI ont permis de mieux cerner les besoins des communautés. En effet, la majorité des VFZ sélectionnés en 2022 et 2023 étaient bénéficiaires du projet RESIGUI (2020 – 2022) avec un appui également renforcé sur la filière rizicole. L'approche cluster utilisée par l'approche VFZ est d'ailleurs une recommandation du rapport d'évaluation finale du projet RESIGUI.
46. **Une approche appréciée par les populations** :
- La perception générale des communautés d'après les focus groupe réalisés, confirme la forte pertinence du paquet d'activités et de services par rapport à leurs besoins prioritaires. Les populations reconnaissent les efforts du PAM pour répondre à leur besoin le plus pressant de production agricole et de création de revenus pour nourrir leurs familles.
 - Les transferts monétaires aux ménages réalisés en échange de la création par les communautés des actifs communautaires (infrastructures, aménagements des terres), ont été perçus d'après les focus groupe réalisés, comme utiles pour l'engagement des membres des communautés et pour répondre à leurs besoins prioritaires (ex : nourriture, frais de scolarité). Les critères de sélection des ménages se sont basés sur la vulnérabilité, tels que les femmes cheffes de ménage, la présence de femmes veuves ou de personnes handicapées au sein des ménages, ce qui a été apprécié, d'après les focus groupe réalisés.
 - L'identification des femmes, filles et personnes handicapées comme premières cibles pour les démonstrations culinaires et l'accès aux cantines scolaires, est aussi bien perçue par les partenaires et les communautés. L'accent mis sur la participation des femmes dans les différents comités et la mise à disposition de certains équipements de transformation pour notamment assurer leur autonomisation sont perçus comme des initiatives essentielles sans lesquelles l'inclusion ne serait pas effective.

2.1.2 Pertinence vis à vis des spécificités des contextes locaux

47. **Le riz, principale culture promue, est l'aliment de base en Guinée.** La riziculture est pratiquée dans les quatre grandes régions naturelles du pays. La Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA, 2017) structure le pays autour de neuf Agropoles selon l'importance des spéculations agricoles. La culture du riz est citée parmi les principales spéculations dans huit des neuf Agropôles⁴⁹. Ainsi, l'approche VZF, avec le riz comme principale culture en soutien aux petits exploitants agricoles est pertinente par rapport au contexte national, à l'attrait de la population pour cette céréale en particulier et à son déploiement au niveau des territoires.

⁴⁷ Seul le PCP de Pampako mentionne dans une parenthèse la question foncière dans le tableau des prochaines étapes à réaliser après le PCP.

⁴⁹ République de Guinée PNIASAN 2018-2025

48. La variété de riz Tong-il est appréciée des communautés, pour son goût parfumé et ses rendements plus élevés que les variétés locales. Cette semence a l'avantage d'être à cycle court (105 jours après semis), de port structuré, de courte taille, à haut rendement (6 à 8 tonnes par ha de riz usiné⁵⁰). Elle a été développée en Corée dans les années 70 contribuant à faire évoluer le pays d'une situation d'insécurité alimentaire à l'autosuffisance alimentaire. Elle a été intégrée à divers programmes de recherche et de distribution menés en Afrique depuis dix ans (avec le centre de riz pour l'Afrique, AfricaRice⁵¹). La variété mise à disposition par le projet est ISRIZ 7 (dit Tong-il à haut rendement).⁵² Les semences proviennent de cultures réalisées par l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA) en partenariat avec l'Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG), dans le cadre de la coopération de la Corée du Sud (KOPIA).
49. Cette variété se prête bien à l'étuvage selon les techniques traditionnelles bien maîtrisées par les femmes et donne des rendements assez élevés au décorticage mécanique avec des taux de brisures inférieurs à celui du riz importé d'après les communautés interrogées. Elle s'est donc introduite sans difficulté dans les opérations post récolte (battage, étuvage, décorticage et commercialisation), permettant ainsi aux groupements des VZF de bénéficier des avantages monétaires issus du développement des chaînes de valeur. Aussi, avec le surplus de production de paddy et son goût apprécié par les consommateurs, la variété Tong-il a systématiquement remplacé le riz importé dans l'alimentation scolaire des VZF.
50. **Cependant, la variété de riz Tong-II est exigeante et n'est pas adaptée à tous les contextes.** En effet il existe quatre types de rizicultures avec des besoins spécifiques distincts : i) la riziculture de mangrove au niveau de la zone littorale (Boké) ; ii) la riziculture de bas-fond (surtout en Guinée Forestière : N'Zérékoré) ; iii) la riziculture de plaine (Haute et Basse Guinée : Kankan et Kindia) et iv) la riziculture de montagne (Moyenne Guinée et Guinée Forestière : Labé et N'Zérékoré). Or l'approche VZF, en diffusant uniquement la variété de riz Tong-il, particulièrement exigeante en eau et en éléments nutritifs, ne prend pas en compte les spécificités de ces différents contextes. La variété Tong-il est uniquement adaptée à la riziculture de bas-fond, irriguée or il est important que la variété mise à disposition par le PAM soit adaptée à chaque spécificité des contextes ciblés.
51. **La principale contrainte de cette variété est d'être hybride donc non reproductible** au-delà de trois cycles. De plus elle nécessite une importante quantité d'eau et une bonne gestion de sa hauteur d'eau tout au long de la production, donc des aménagements hydro-agricoles (AHA) performants et une bonne connaissance par les communautés de leur utilisation. Elle est également particulièrement exigeante en intrants agrochimiques et sensible aux maladies, comme mentionné par le Centre de Recherche Agronomique de Sérédou. Il est important que la ou les variétés mises à disposition soient reproductibles pour éviter de créer une dépendance au marché.
52. **L'appui au maraîchage a été apporté de façon identique dans tous les VFZ.** Les demandes exprimées diffèrent cependant selon les régions. En effet, les demandes d'appui en maraîchage sont fortes en Basse, Moyenne et Haute Guinée (elles apparaissent dans les Planifications Communautaires Participatives (PCP) de ces villages parmi les actions prioritaires à mener). En revanche, en Guinée Forestière plusieurs PCP ne mentionnent pas ce besoin d'appui⁵³ or cette activité y a été déployée comme dans tout autre village, et lors des visites les communautés ont largement exprimé que les bénéfices retirés n'étaient pas à la hauteur des efforts consentis, du fait de nombreuses attaques d'insectes et

⁵⁰ <https://africarice.wordpress.com/2016/12/19/africarice-redynamise-les-programmes-de-selection-rizicole-en-afrique-avec-lappui-de-la-republique-de-coree/>

⁵¹ Soutenu par la CEDEAO, le CILSS et l'UEMOA

⁵² Caractéristique de la fiche technique du riz Tong-II fournie par l'ISRA : « zones et périodes préférentielles de culture : écologie irriguée, bas-fond saison sèche et hivernage ; Hauteur : 80 cm ; Tallage : très bon ; Cycle semis maturité : 123 jrs en saison sèche, 106 jrs en hivernage ; Rendement potentiel : 12.500 kg/ha ; Rendement milieu paysan : 7.500 kg/ha ; Poids cent grains : 3,17 g ; Basses températures : tolère les basses températures durant les phases végétative et reproductive ; Tendreté : assez tendre ; Cohésion : assez gluant ; Brillance : assez brillant

⁵³ Ex : Pampako, Soullankolo, Kissidougou)

parasites. Elles ont à plusieurs reprises exprimé préférer être soutenues sur les spéculations entrant dans la composition de la farine enrichie (ex : maïs, arachide, manioc, patate).

53. **Les semences améliorées fournies aux maraîchers sont hybrides.** Elles ont été achetées sur le marché guinéen. Elles concernent principalement la tomate, l'aubergine, la laitue et le gombo. Outre qu'elles exigent un renouvellement après chaque campagne et leur sensibilité plus élevée aux maladies, certaines variétés ne sont pas adaptées aux conditions agroécologiques des villages. De plus elles ne favorisent pas l'autonomisation dans l'accès aux semences de communautés.

2.1.3 Pertinence de l'approche

54. **L'approche VFZ se base sur le modèle Sud-Coréen dénommé "Saemaul Undong".** Ce modèle est présenté dans de nombreux ouvrages comme étant un modèle de développement déployé dans les années 70 en Corée du Sud (ultérieurement dénommée "Corée") et porté par le Gouvernement, ayant permis une "transformation miraculeuse" du pays, évoluant d'une situation de pauvreté au statut de pays dit développé en l'espace d'une seule génération. L'agence de Coopération Internationale Coréenne (KOICA – *Korean International Cooperation Agency*) créée en 1991 promeut ce modèle de développement en partageant son expérience auprès de pays des Suds. Depuis 2010, la Corée a lancé des projets de villages pilotes Saemaul dans certains pays africains, notamment en Ouganda, Tanzanie, Congo, Côte d'Ivoire, Madagascar et Sénégal (Claassen, 2016). En outre, des organisations internationales telles que le PAM ont déployé des approches similaires, communément appelés « communautés Saemaul de la faim zéro » plus tard dénommés "Villages Faim Zéro" dans quatre pays (Rwanda, Tanzanie, Bangladesh et Népal) avant de le déployer en Guinée. Des travaux de recherche ont été menés en Tanzanie et au Bangladesh et ont démontré que l'approche VFZ "a eu une influence significative et positive sur la situation des bénéficiaires en termes de lutte contre la faim, la pauvreté, le manque d'eau potable, les risques d'inondation et la mauvaise situation éducative"⁵⁴. Les principales orientations de ce modèle repris par le PAM sous l'intitulé "Villages Faim Zéro" (VFZ) sont présentées dans le "Manuel du Village Faim Zéro" publié en octobre 2024. Ce modèle intègre plusieurs approches spécifiques présentées ci-dessous.
55. **L'approche VFZ se base également sur l'approche du Programme intégré de résilience (PIR) du Sahel du PAM.** Il suit la même logique d'intervention au niveau village, utilise les mêmes outils (ex : PCP, ICA), et intègre également les dimensions résilience (SAMS - Smallholder Agricultural Market Support), cantine scolaire et nutrition.
56. **Une spécificité de cette approche VFZ est son caractère intégré.** Elle combine un soutien dans les domaines de la production agricole, de la cantine scolaire et de l'assistance nutritionnelle et cherche à créer une chaîne de valeur au niveau local entre ces différentes composantes. Ainsi l'amélioration de la production rizicole et maraîchère permet d'alimenter les cantines scolaires et de préparer des aliments nutritifs. Cette approche intégrée entre ces trois composantes est tout à fait pertinente et vise à créer une chaîne de valeur locale positive pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés, augmenter le taux de scolarisation des enfants et notamment des filles, prévenir et lutter contre la malnutrition des FEFA et des enfants de moins de cinq ans. Les interventions préalables du PAM en appui aux cantines scolaires et à la nutrition sont à travers cette approche intégrées au renforcement de la production agricole et des chaînes de valeurs locales.
57. **Une assistance basée sur les performances.** Cela correspond à un des sept principes directeurs décrit dans le manuel, précisant que l'ampleur de l'aide octroyée dépend des résultats atteints "si vous obtenez de bons résultats, vous recevrez une aide accrue du PAM" et "si les résultats minimaux attendus ne sont pas atteints... vous recevrez une aide minimale du PAM". En interrogeant les parties prenantes impliquées dans le suivi et la promotion des villages (PAM SB, Partenaires coopérants) ce critère est cité

⁵⁴ Kim Y., Sohn H.S., Park B. Make the village better: An evaluation of the Saemaul Zero Hunger Communities Project in Tanzania and Bangladesh. World Development. Elsevier. 2019. www.elsevier.com/locate/worlddev

comme le facteur principal d'évolution des villages pour évoluer de catégorie A vers B puis C (voir l'approche par graduation présentée ci-dessous). Il est la première cité parmi les 10 critères pour évoluer d'une catégorie à une autre⁵⁵. Ce critère largement mis en avant est bien apprécié des principales parties prenantes interrogées. Il vise à absolument réduire la posture d'assistanat et à développer un changement de mentalité parmi les communautés. Nous notons cependant que cette approche est très éloignée des critères habituels de sélection du PAM basés sur l'analyse des vulnérabilités. De telles évolutions en termes de critère de sélection des communautés est considérable et engage une réflexion éthique nécessairement portée par l'institution.

58. **Une approche par catégorisation, avec un niveau d'investissement extrêmement différent selon la catégorie du village.** Elle a été intégrée en cours de mise en œuvre : elle ne figurait pas dans le Manuel VFZ de 2022 et est intégrée à celui de 2024. Le manuel 2024 définit la catégorisation (page 8) "les villages sont évalués en fonction de la quantité de riz qu'ils produisent au cours de la dernière saison de récolte normale (vers février). Seuls les villages qui produisent plus de 4 tonnes de riz par hectare (T/ha) peuvent devenir des VFZ. Cette approche ainsi définie s'intègre pleinement dans celle précédemment citée d'une assistance basée sur les performances. Les villages sélectionnés à partir de 2024 commencent en catégorie A, recevant un premier niveau de support réduit (des intrants agricoles). Pour que le village évolue en catégorie B et reçoive davantage d'assistance, plusieurs critères (ou conditions) doivent être remplis. Et il en est de même pour évoluer de B à C qui reçoivent le paquet d'activités complet (VFZ). Ces critères de promotion relèvent de plusieurs domaines : la production agricole (ex : le rendement agricole), l'engagement communautaire (ex : expansion de la surface cultivée), les capacités et la motivation (ex : capacité à définir les formations souhaitées) et la répliquabilité (ex : niveau d'influence sur les villages environnants). L'intérêt de cette approche valorisant l'implication des communautés est appréciée des parties prenantes impliquées (ex. ONGs, PAM BP et SB). Ce qui interroge est le différentiel de coût engagé selon les catégories (500 USD/ village catégorie A ; 15 000 USD / village catégorie B ; 50 - 100 000 USD / village catégorie C) et le montant considérable engagé pour ces derniers, du fait de la construction de nombreuses infrastructures nécessairement coûteuses.
59. **L'approche par grappe est intégrée aux interventions, avec l'espoir que les nombreux investissements réalisés dans un village bénéficient aux villages voisins.** Cette approche (aussi nommée approche "cluster") considère plusieurs villages d'une même zone formant une grappe composée du VFZ et des villages voisins.⁵⁶ En partageant les nouvelles connaissances et les équipements reçus, les villages voisins sont supposés renforcer leur résilience alimentaire et sont susceptibles de devenir eux-mêmes VFZ par la suite. En effet, les moyens considérables investis dans les VFZ ne peuvent se justifier que s'ils bénéficient largement aux villages avoisinants. Les facteurs pour favoriser ces grappes de villages évoqués par le PAM sont le partage des semences de riz Tong-il, les visites de rizières, le partage de nouvelles pratiques agricoles (PAM, Manuel VFZ, 2024). Il est important de noter que tous les villages qui le souhaitent ne pourront pas devenir VFZ, faute de ressources financières considérables à engager.

2.1.4 Pertinence de la couverture / du ciblage

60. **La stratégie de ciblage des villages associée à l'approche VFZ en Guinée sélectionne en premier lieu les préfectures les plus vulnérables,** caractérisées par une forte pauvreté, un accès limité aux services de base (santé, éducation, eau potable) et une grande insécurité alimentaire. L'approche VFZ vise à concentrer les ressources sur les zones où les besoins sont les plus criants, permettant ainsi un impact rapide et visible sur les conditions de vie. La démarche méthodologique de sélection se déroule en plusieurs étapes. Elle commence par une sélection géographique des préfectures, fondée sur l'analyse préexistante de l'Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition et des Systèmes Alimentaires (AGVSAN). Le ciblage préfectoral des zones d'intervention en 2022 et 2023 a bien

⁵⁵ PAM. Avril 2025. ZHV Monthly Review

⁵⁶ Personnel BP, SB et Antenne PAM

respecté les orientations définies dans le cadre de la dernière analyse de l'AGVSAN disponible à ce moment-là (AGVSAN 2018). En 2024 une nouvelle AGVSAN a été produite et le ciblage des préfectures des nouveaux villages ciblés par l'approche VFZ s'est réorienté sur cette nouvelle base⁵⁷. La sélection des sous-préfectures s'est faite sur la base de l'analyse du Cadre Harmonisé produit en 2020, du Système de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS) et d'autres enquêtes de pauvreté.

61. La sélection des villages s'est principalement basée sur le potentiel de production rizicole.

- Pour les 14 premiers villages cibles en 2022, ce sont essentiellement d'anciens villages accompagnés par le PAM dans le cadre de précédents programmes, notamment RESIGUI⁵⁸, qui appuyait déjà la production rizicole qui ont été retenus alors que les villages où ce potentiel était limité, même si le village était considéré vulnérable, n'était pas concerné par la phase pilote (exception faite de Bhawo Fello). Cette approche semble pertinente au regard de l'entrée rizicole de l'approche mais interroge quant à la mise au second plan du critère de vulnérabilité.
- Les villages sélectionnés à partir de 2024 sont situés aux abords des VFZ (approche par grappe) ou plus loin (selon les orientations de l'AGVSAN) et ne sont pas nécessairement d'anciens villages soutenus par le PAM. Des comités d'analyse multi-acteurs ont été constitués au niveau des sous-bureaux (SB) du PAM, pour identifier, dans chaque sous-préfecture, les secteurs et villages prioritaires. Deux villages sont alors identifiés parmi ceux ciblés dans le cadre de précédents programmes. Ces villages ont été hiérarchisés selon certains critères tels que leur forte vulnérabilité socio-économique, de leur accessibilité, de l'engagement des communautés locales et de leur potentiel à devenir des modèles durables et reproductibles pour d'autres localités. La liste des villages a ensuite été soumise au BP⁵⁹ pour aboutir à la sélection d'un village par sous-préfecture en 2022, et d'un second en 2023⁶⁰. Les critères avancés systématiquement par les parties prenantes interrogées (PAM, ONG) pour la sélection des villages sont la motivation communautaire, le leadership et la présence de terres de bas-fonds ou de plaines aménageables. Les deux premiers critères sont innovants pour le PAM. Le troisième est le critère fondamental dans la mesure où la porte d'entrée de l'approche est l'appui à la production de riz. Cependant, le critère de vulnérabilité des villages n'a pas été avancé et ne figure pas parmi les sept critères officiels retenus par le PAM pour sélectionner les villages⁶¹.

62. Dans ces localités sélectionnées, le PAM a réalisé une étude de référence⁶² (Baseline) conduite avec l'appui de l'unité RAM. Cette enquête de base permet d'établir un diagnostic précis de la situation initiale

⁵⁷ Les préfectures à forte insécurité alimentaire étaient en 2018 Guéckedou, Macenta, et celles de Guinée Forestière alors que celles de Labé, et N'Zérékoré étaient considérées présentaient une situation préoccupante. En 2024, l'AGVSAN souligne une détérioration généralisée et les préfectures à risque sont Boké, Koundara et celles des régions de Faranah, Kankan et N'Zérékoré avec dans cette dernière une situation jugée critique dans la préfecture de Yomou. En 2024, et de manière globale, la majorité des préfectures qui étaient dans une situation modérée en 2018 sont dans une situation critique alors que les préfectures les plus touchées en 2018 demeurent dans une situation préoccupante.

⁵⁸ Le ciblage des villages pour le projet RESIGUI a été fait en collaboration avec les autorités locales, en se basant sur des critères de vulnérabilité identifiés principalement dans les zones rurales affectées par la crise COVID-19. Cette stratégie combinait des données socio-économiques et des informations communautaires pour identifier les ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. C'est la même stratégie déployée pour le ciblage des VFZ.

⁵⁹ Le comité d'analyse au niveau du BP est composé de personnels des départements Programme, RAM, Supply chain et Partenariat.

⁶⁰ Le processus de validation des villages impliquait les chefs de sous-bureaux et l'ensemble du staff concerné.

⁶¹ 1) Leadership démocratique et inclusif, 2) Autonomie des communautés dans la prise de décision en lien avec les activités, 3) Performance productive (*comprendre le rendement rizicole*), 4) Acceptation d'une contribution de la communauté à hauteur de 30% du budget total investi par le PAM, 5) Esprit d'initiative et capacité de changement de mentalité, 6) Motivation et mobilisation pour le renforcement des capacités et 7) Esprit d'entre prise de la communauté.

⁶² Cette étude de référence n'a été réalisée que dans les sept villages sélectionnés en 2022. En 2025, une autre étude de référence a été initiée auprès des VFZ des cohortes suivantes. A noter, que cette étude est également conduite dans les sept villages initiaux afin d'évaluer leur niveau de progression depuis le démarrage des appuis (*endline*). Elle est pilotée par les équipes RAM et était en cours lors de la mission.

dans les villages pressentis, notamment sur les niveaux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les pratiques alimentaires, les moyens de subsistance, l'organisation communautaire, et les capacités d'adaptation aux chocs climatiques. Ce diagnostic sert de socle pour le suivi-évaluation de l'approche VFZ et pour le choix des zones d'intervention prioritaires.

63. **Le PAM souhaite poursuivre le déploiement de l'approche VFZ** et ambitionne d'intervenir en 2025 dans 500 villages. Toutefois, cette extension requiert la formalisation de document cadre associé à l'approche VFZ, d'un cadre logique harmonisé entre composantes, d'un cadre de suivi des indicateurs d'effets structurés ainsi que des résultats de l'évaluation en cours à même de fournir des leçons apprises importantes à considérer avant un déploiement plus conséquent. Cette perspective semble trop ambitieuse et non souhaitable à ce stade.
64. **Le ciblage des bénéficiaires** est effectué au sein des villages sélectionnés via une opération de dénombrement systématique, organisée en collaboration avec les Services techniques de l'Etat (STE), l'Institut National de la Statistique et conduite par les ONG. Les bénéficiaires sont sélectionnés selon des critères de vulnérabilité établis par le PAM. L'ensemble du processus est documenté, validé et sécurisé, garantissant l'identification ciblée, équitable et efficace des bénéficiaires de l'approche VFZ d'après l'ensemble des acteurs interrogés. Ils ont ensuite été organisé en un ou plusieurs groupements.
65. **Le ciblage des bénéficiaires se fait sur la base d'une première liste établie par un comité de ciblage villageois**, rassemblant les leaders communautaires (ex : bureau des femmes, des jeunes, des sages). Ce comité intègre les critères de sélection et le nombre de bénéficiaires attendus⁶³, définis par le PAM. Le plus souvent (lorsqu'ils existent) il reprend les membres de groupements de producteurs préexistants (non nécessairement vulnérables) en complétant par de nouveaux membres respectant davantage les critères de vulnérabilité avancés (ex : veuve, personne handicapée dans le ménage). Dans quelques villages visités, les groupements de producteurs sont constitués (globalement pour moitié) de ménages issus de la zone péri-urbaine à proximité, d'après les focus groups organisés (ex : Pampako, Nongoa aux abords de Kissidougou, Bhawo Fello aux abords de Labé). Ces derniers ont le plus souvent un autre métier (ex : menuisier, agro-business) et souhaitent diversifier en cultivant du riz. Ils ne remplissent pas les critères de vulnérabilité mais certains portent clairement le rôle de leadership, bénéfique à l'approche VFZ. Ces populations peuvent alors être intéressantes à soutenir mais uniquement si elles restent dans des proportions très faibles.
66. **Les femmes sont bien intégrées aux groupements.** Elles sont intégrées aux instances décisionnelles mais rare sont celles qui endossent réellement ce rôle, d'après les constats faits lors des focus groups et d'après les dires des communautés. Les personnes vivant avec un handicap sont intégrées aux groupements via l'approche ménage de ciblage. Les besoins spécifiques des jeunes n'ont pas été étudiés mais ont indirectement été pris en compte, notamment par l'emploi et la formation.
67. **La structuration des groupements varie selon les villages** (ex : le groupement des producteurs gère les équipements ou ce peut être deux groupements distincts). Le plus souvent il y a plusieurs groupements par village (ex : groupements des producteurs de riz, des étuveuses, des maraichers, d'agroforestiers, en charge des équipements). L'approche VFZ insiste et encourage davantage l'engagement et l'organisation communautaire comme levier d'appropriation par la formation et le renforcement d'organisation communautaires de base (comités de gestion, groupements agricoles organisés par activités) sans imposer un modèle unique. Cette logique sectorielle semble plutôt adaptée aux besoins techniques de chaque groupe et le partage de connaissance dans la communauté.

⁶³ Le nombre de bénéficiaires défini par le PAM est fonction des ressources financières disponibles par année.

2.2 Dans quelle mesure l'approche VFZ est-elle cohérente avec les orientations institutionnelles, avec les autres approches et entre composantes ? COHERENCE (QE2)

Encadré 2: Constats Clés - Cohérence

- **Constat Clé 4** : L'approche VFZ est alignée avec les politiques et stratégies nationales de développement agricole, elle opère cependant à l'échelle du village, ce qui limite les synergies et les opportunités d'intégration avec les autres partenaires⁶⁴, qui interviennent à l'échelle communale.
- **Constat Clé 5** : Malgré la bonne intégration théorique des trois composantes et des enjeux transverses, l'absence de document cadre associés à l'approche VFZ et de théorie du changement a empêché de traduire clairement l'approche intégrée en une logique d'intervention cohérente et mesurable.

2.2.1 Cohérence avec les priorités nationales

68. **L'approche VZF est parfaitement alignée à la Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA, 2017)** dont l'objectif général est d'accroître la contribution du secteur agricole à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la réduction de la pauvreté des populations guinéennes. En milieu rural guinéen où plus de 40 % de la population est vulnérable à la sécurité alimentaire et touchée par la pauvreté, l'approche VZF s'intègre aux trois axes de la PNDA. Ces axes sont repris dans les cinq Programmes définis dans le Programme National d'Investissement Agricole, de la sécurité alimentaire et de la Nutrition (PNIASAN 2018-2025). L'approche VFZ contribue à la réalisation de quatre premiers programmes, le cinquième étant consacré à la gouvernance ainsi qu'il apparaît dans leurs libellés ci-dessous :

- Programme 1 : Accroissement de la productivité des principales spéculations agricoles à travers la fourniture de semences de qualité, l'accès aux engrais minéraux et la promotion des AHA
- Programme 2 : Amélioration de l'accès aux marchés porteurs et de la structuration des chaînes de valeurs des principales filières agricoles par le développement d'infrastructures adéquates
- Programme 3 : Renforcement de la résilience du secteur agricole et amélioration de la SAN des populations vulnérables à travers des actions de régénération et la restauration des terres
- Programme 4 : Développement du capital humain et promotion des jeunes et des femmes dans le secteur agricole
- Programme 5 : Amélioration de la gouvernance et soutien au secteur agricole.

69. Le Programme de Référence de la Transition (PRI 2022-2025) vise dans l'axe 2 consacré au cadre macro-économique et financier, la promotion des activités rurales. Ces activités occupent plus des deux tiers de la population et à cet égard 10% du budget national est consacré au secteur agricole, conformément aux engagements de Maputo et de Malabo⁶⁵. Le Cadre Opérationnel du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a inscrit de nombreuses actions prioritaires, notamment la réalisation des AHA⁶⁶, et a défini le Schéma Directeur du Développement de l'Irrigation (SDAH 2018). Le PAM est également l'agence

⁶⁴ Par exemples l'UNICEF et autres agences onusiennes, les ONGs.

⁶⁵ Les engagements de Maputo et Malabo sont des initiatives de l'Union Africaine visant à transformer l'agriculture et assurer la sécurité alimentaire sur le continent africain. L'engagement principal de Maputo est l'allocation d'au moins 10% du budget national à l'agriculture.

⁶⁶ Tenant compte de sa vision et de ses objectifs, l'approche VZF devrait plutôt s'investir sur les Types III et IV qui offrent une meilleure maîtrise de l'eau et des opportunités de culture de contre saison ainsi qu'une meilleure adaptation aux changements climatiques.

d'exécution Partenaire du Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC) financé à hauteur de 51 millions de dollars par la Banque Mondiale.

70. **Il faut cependant relever que l'approche VZF n'est pas alignée avec la Politique de Développement Décentralisé de la Guinée**⁶⁷ En effet, celle-ci considère l'échelle de la commune comme l'unité de base de l'administration décentralisée et le Plan de Développement Local (PDL) comme outil de planification. Tandis que l'approche s'inscrit à l'échelle du village, il ne peut donc pas facilement bénéficier du portage de l'état guinéen, et donc de la mobilisation des ressources associées, notamment de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC) et Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES)⁶⁸.

2.2.2 Cohérence avec les orientations des partenaires (SNU, bailleurs)

71. **L'approche VZF est parfaitement alignée avec le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD 2018-2022) de la République de Guinée.** Et plus précisément de l'axe 2 consacré à « l'amélioration de la sécurité alimentaire et au renforcement de la gestion durable du capital naturel ». Par ailleurs, le PAM, à travers l'approche VZF contribue à la réalisation des résultats et produits des Piliers Stratégiques 1 et 2 du Cadre de Coopération Stratégique 2024-2028 relatifs respectivement à la « promotion de l'accès aux services sociaux de base de qualité... » et à « une croissance durable inclusive créatrice de richesse et d'emplois décents... ».
72. **Les agences du SNU ont du mal à conduire des projets en commun, à mettre en synergie leur intervention dans une même localité.** La recherche des ressources financières est de plus en plus complexe et semble davantage mobiliser les agences que la volonté de s'engager ensemble à la réalisation de "One UN". Cette situation a notamment été constatée dans les communes de convergence où des agences du SNU évoluent dans des villages différents sans concertation. Des programmes conjoints existent, tel celui financé par le Fonds de Consolidation de la Paix (*Peace Building Fund* - PBF en anglais)⁶⁹ impliquant le PAM, la FAO, le PNUD et ONU Droit de l'Homme. Le PAM a également conduit des actions communes avec la GIZ (Agence de Coopération Technique Allemande) et initié un projet consacré à l'adaptation au changement climatique financé à hauteur de 10 millions de dollars par le Fonds d'Adaptation au Changement Climatique.
73. **D'une façon générale, l'intégration de l'approche VFZ avec les initiatives des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et du Système des Nations Unies (SNU) est faible.** La principale raison est l'échelle d'intervention qui diffère : l'approche VFZ s'inscrit à l'échelle du village, tandis que la majorité des autres initiatives s'inscrivent à l'échelle de la commune et l'absence de mécanisme de coordination mis en place entre ces deux échelles d'intervention.

2.2.3 Cohérence avec les orientations du PAM et les ODD

74. L'approche VFZ a été développée en tant qu'approche pilote axée sur les trois principales composantes du Plan Stratégique Pays (PSP) du PAM pour la période 2018-2024 (*résilience, cantine scolaire et nutrition*). L'approche VFZ a été l'outil principal de mise en œuvre du PSP 2018-2024. Et c'est sur la base des leçons tirées de cette première période que le PAM a construit son nouveau PSP 2024-2028 s'articulant spécifiquement autour de cette approche et de ses composantes.
75. L'approche VFZ est née en 2020 dans le cadre de la mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 2 « Zéro Faim d'ici 2030 ». L'ODD 2 vise quatre cibles : (i) accès à la nourriture, (ii) mettre fin à la malnutrition, (iii) productivité et revenus des petits exploitants, (iv) systèmes alimentaires durables. L'approche VFZ à travers une approche intégrée de ses trois composantes contribue à l'atteinte de ces cibles. La composante Résilience vise à contribuer à l'amélioration de la production agricole et des

⁶⁷ République de Guinée Code de Collectivités 2006.

⁶⁸ Responsables des Agences concernées interrogés

⁶⁹ Transfrontalier Guinée Sierra Leone 2020-2022

revenus des paysans. La mise en relation entre les groupements de production agricole et les cantines scolaires et les postes de santé vise à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire les carences nutritionnelles des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de cinq ans.

2.2.4 Cohérence avec d'autres initiatives

76. **Il ne semble pas y avoir de concertation entre les acteurs et encore moins de synergie entre les activités menées dans une même commune ou village.** « Chacun (ONG) vient faire ce qu'il a à faire et rentre en ville ». ⁷⁰Dans les postes et centres de santé soutenus par l'approche VFZ, des projets financés par l'USAID, l'UNICEF ou la Banque Mondiale (BM) évoluent dans les domaines de la vaccination, de la lutte contre le paludisme ou de la malnutrition aiguë sévère (MAS) davantage basés sur l'échelle communale (couvre aussi donc les VFZ ciblés).
77. A Boké, faute de communication suffisante entre les acteurs, on retrouve l'Etat et le PAM à soutenir les mêmes cantines scolaires. Dans la région administrative de N'Zérékoré, il est surprenant de voir que le projet de renforcement de l'adaptation au Changement Climatique (CC) qui évolue dans huit communes rurales avec le PNUD comme partenaire d'exécution ne soit pas en concertation et synergie avec les VZF déployés par le PAM. Les deux n'ont pas la même échelle d'intervention (communale / villageoise).

2.2.5 Cohérence des composantes associées à l'approche entre elles

78. **Dans sa conception et sa mise en œuvre, l'approche VZF a développé une intégration de ses trois composantes qui a fonctionné en partie.** Cela suit le schéma suivant : l'appui à la production agricole dans le cadre de la composante Résilience génère (i) un surplus de production agricole qui permet de soutenir l'approvisionnement des cantines scolaires ; (ii) une diversification alimentaire qui contribue à limiter la malnutrition ; et (iii) l'amélioration des revenus qui permet une meilleure prise en charge des besoins du ménage en terme notamment de sécurité alimentaire et de nutrition. Les cantines scolaires des villages appuyés ont été approvisionnées en riz étuvé produit par les groupements de producteurs et des étuveuses avec succès. Par ailleurs, une farine enrichie composée d'aliments locaux était prévue d'être produite par les groupements de producteurs pour remplacer les farines importées, et cela a été testé avec succès par les agents nutritionnistes des structures de santé et des marchés locaux, cependant le mauvais état des moulins n'a pas permis la fabrication de telles farines, malgré les fortes attentes suscitées par ce nouveau produit.
79. **Les enjeux transverses liés au genre et au renforcement des compétences sont intégrés aux trois composantes.** Les groupements des producteurs, de gestions des équipements sont prévus d'être formés sur le plan technique, organisationnel et financier, tout comme les comités de gestion des cantines scolaires et les responsables des postes de santé. L'autonomisation des femmes est intégrée à la composante Résilience, en renforçant les pratiques des productrices et des groupements de femmes (ex : groupements d'étuveuses ou des groupes mixtes). La distribution prévue de rations sèches aux jeunes filles vise à les maintenir plus longtemps à l'école. Enfin les femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) sont directement ciblées par l'appui dans le domaine de la nutrition (ex : distributions d'aliments enrichis, préparation des repas à base d'aliments locaux). Cet enjeu transverse est donc également bien prévu d'être intégré aux trois composantes associées à l'approche VFZ.

2.2.6 Cohérence et clarté des documents de cadrage

80. **Aucun document cadre associé à l'approche VFZ n'a été formalisé.** Alors que l'approche VFZ a d'abord été intitulé « Projet Village Faim Zéro », ni l'un ni autre n'est associé à un document cadre précisant clairement les objectifs, développant une théorie de changement et des hypothèses sous-jacentes, un plan de partenariat un cadre logique associé. Deux manuels (succins) associés au « projet VFZ » ont été définis par le PAM Guinée, l'un en 2022 et l'autre en 2024. Ils définissent les objectifs et les résultats, les composantes et activités associées. L'approche intégrée entre les trois composantes est

⁷⁰ Chef de Poste de Santé d'un VZF

décrite de façon plus spécifique dans le document daté de 2024 et l'approche par catégorisation de village (A, B, C) y est introduite. Les projets associés à l'approche VFZ sont présentés dans les propositions techniques formalisées par le PAM et soumises aux bailleurs, en s'adaptant selon les orientations de chacun.

81. **Un cadre logique existe, structuré par composante.** Cependant cela ne suffit pas à structurer l'approche VFZ, car ne permet pas de valoriser l'approche intégrée, pourtant centrale. Les indicateurs qui y sont intégrés sont le plus souvent des indicateurs de produits et non de résultats, sans situation de référence, avec peu de valeur cible définie. Et lorsque celles-ci existent, elles paraissent trop ambitieuses (ex : atteindre la faim zéro en deux ans, aménager 100 ha de terres par village). Les indicateurs ne sont donc pas SMART. De plus les indicateurs ont beaucoup évolué au cours du déploiement de l'approche rendant l'exercice de suivi des indicateurs dans le temps pour la plupart impossible.
82. **Aucune théorie du changement n'a été développée par le PAM en Guinée.** Une théorie du changement a été développée dans le cadre de l'évaluation du Plan Stratégique Pays (PSP) intermédiaire (2019-2024). Le PAM a jugé cette TdC tout à fait adaptée à l'approche VFZ. En effet, elle constitue le socle de l'intervention du PAM en Guinée et le nouveau PSP a été précisément structuré sur la base de son schéma d'intervention. Il est cependant noté que cette TdC ne montre pas bien l'intégration entre les différentes composantes du paquet résilience et aussi qu'elle ne prend pas en compte l'approche différenciée entre villages.

2.3 Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle atteint ses objectifs en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? - EFFICACITE (QE3)

Encadré 3: Constats Clés - Efficacité

- **Constat Clé 6 :** Des effets positifs mais fragiles et mal documentés sur la SAN : L'approche VFZ intégrée semble bien contribuer à améliorer la production et sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, malgré des limites persistantes vis-à-vis du suivi de ses effets.
- **Constat Clé 7 :** Des dynamiques communautaires réelles, mais une diffusion limitée : L'appui aux groupements favorise l'inclusion des ménages vulnérables, mais les bénéficiaires restent concentrés dans les VFZ, avec peu d'effets de l'approches « par grappe » sur les villages environnants.
- **Constat Clé 8 :** Des résultats agricoles contrastés et une faible intégration des principes agroécologiques : La riziculture a produit des effets positifs, contrairement au maraîchage, et l'approche manque d'adaptation aux contextes locaux et d'orientation vers des systèmes de production durables, basés sur les principes de l'agroécologie.
- **Constat Clé 9 :** Une articulation des appuis productifs avec l'alimentation scolaire aboutie, mais avec la composante nutritionnelle encore incomplète : Les cantines scolaires et transferts monétaires fonctionnent bien, mais les équipements défectueux (moulins) limitent l'intégration nutrition-résilience, se traduisant par d'importantes ruptures d'approvisionnement en farines auprès des centres de santé.

2.3.1 Analyse par composante

2.3.1.1 Analyse de la composante Résilience

83. **Des niveaux réalisation en baisse, impacté par la disponibilité des ressources.** La figure 6.a illustre un nombre de femmes bénéficiaires des transferts monétaires à peu près équivalent au nombre d'hommes. En revanche l'année 2023 le nombre de femmes est bien supérieur (812 femmes pour 657 hommes). Nous constatons aussi que le nombre atteint est bien inférieur au nombre planifié pour les années 2023 et 2024, correspondant à l'imprévisibilité des fonds octroyés d'une année sur

l'autre et à la volonté du PAM d'avoir des valeurs cibles ambitieuses. Ces données illustrent que le nombre total de bénéficiaires atteints a considérablement diminué d'une année sur l'autre. Pour ce qui concerne le nombre de bénéficiaires appuyés à travers les groupements (ci-dessous nommés SAMS – Smallholder Agricultural Market Support) – figure 6.b, on constate que le nombre de femmes est bien supérieur au nombre d'hommes, car en plus d'être membres à part égal des groupements de producteurs et des équipements et infrastructures, elles sont largement majoritaires des groupements d'éleveuses. On retrouve le différentiel entre nombre planifié supérieur au nombre atteint. Enfin, le nombre de bénéficiaires atteints augmente chaque année, correspondant à la hausse des activités, au succès de cette composante.

Figure 6 : Analyse des bénéficiaires associés à la composante Résilience

Figure 6.a : Nombre de participants aux chantiers associés aux CBT

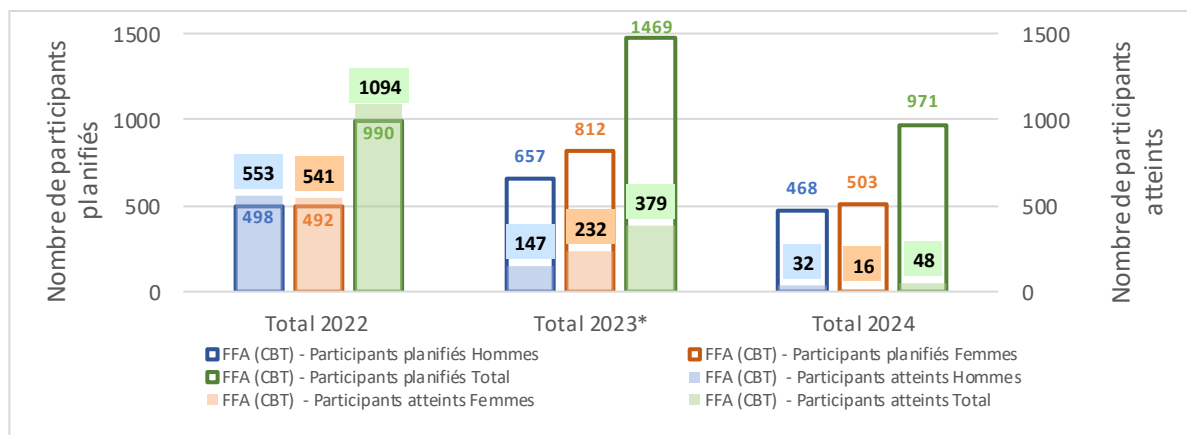
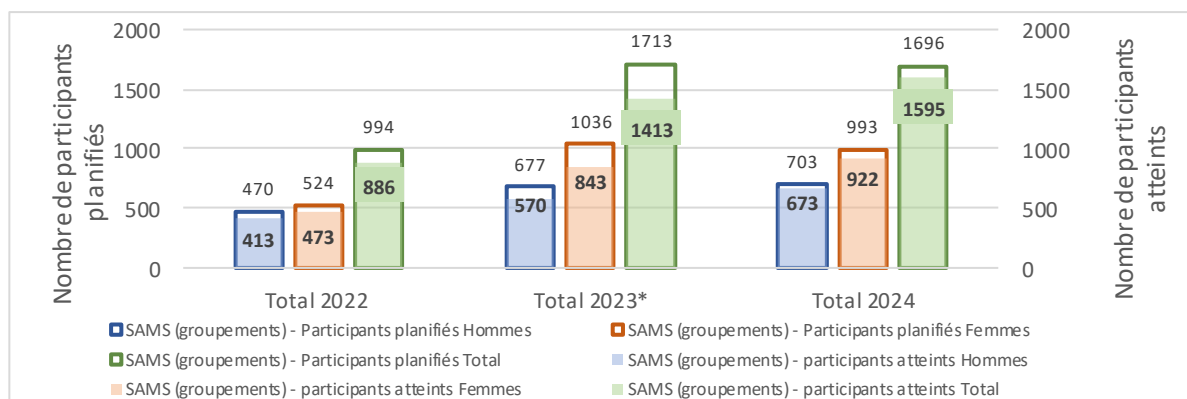


Figure 6.b : Nombre de participants touchés à travers activités SAMS (appui groupements)



Source : Base de données bénéficiaires VFZ fournies par l'Unité RAM du PAM Guinée

Production rizicole : Variété de riz Tong-il

84. **Cette semence était au stade d'expérimentation jusque-là, son homologation est en cours.** Cela se fait en Guinée via un partenariat stratégique entre KOPIA et l'IRAG avec l'objectif de produire cette année 900 tonnes de semences dans la région de Kolda pour alimenter tout le pays. Cela devrait faciliter la disponibilité des semences sur les marchés, donc la possibilité éventuelle pour les communautés de renouveler leur stock des semences, même si à ce stade les voies de commercialisation ne sont pas encore définies.

Des expérimentations dans des conditions peu optimales. La première année de mise en œuvre de

l'approche VFZ (en 2022), des tests de performance et la multiplication des semences ont été menés dans le village de Nienh, sans rapport associé. Cela a été conduit en partenariat avec le centre de recherche agronomique de Sérédou (CRA-S basé en Guinée forestière), l'Agence nationale de la promotion rurale et du conseil agricole (ANPROCA) de N'Zérékoré et l'ONG CADEC. Ce village a été sélectionné car offrant les meilleures conditions possibles disponibles à l'échelle du pays. Pour autant, la culture a rencontré des difficultés : manque d'eau, attaque de parasites, doses d'engrais inférieure aux préconisations techniques (car trop onéreux, cependant supérieure aux quantités distribuées dans le cadre de l'approche VFZ)⁷¹. Un réseau de paysans semenciers a été mis en place en 2022 sous la supervision du CRA-S pour la multiplication des semences de Tong-II. Ce réseau n'a pas fonctionné en raison de la non-poursuite des relations de coopération entre le BP-PAM et le CRA-S.

Rendements

85. **Aucun document ne présente de façon rigoureuse le rendement réel de la variété de riz Tong-il en Guinée.** La variété de riz Tong il a été retenue en raison de ses rendements élevés : 15 t/ha en Corée, 7 t/ha au Sénégal et 5 t/ha annoncé en Guinée selon les chercheurs du CRA-S. Bien qu'aucune des personnes rencontrées n'ait été en mesure de nous partager un rapport présentant les résultats des recherches effectuées en 2022 dans le village de Nienh, un mail envoyé par la personne en charge du test travaillant pour le CRA-S attestait de rendements estimés (avant récolte) de 5,15 t/ha et 1,6 t/ha, pour la variété à haut rendement et la variété aromatisée respectivement⁷². Tandis que les conseillers et animateurs qui ont suivis ces mêmes essais ont annoncé un rendement effectif (après récolte) de 3,2 t/ha pour la variété haut rendement.
86. **Les villages ciblés par l'approche VFZ ont des conditions moins favorables que le village test de Nienh, et les rendements moyens relevés sont compris entre 1,5 et 2,5 T/ha⁷³.** Les cultures de riz ont souffert (dans l'ensemble des villages visités à l'exception de la Basse Guinée) d'AHA défectueux, d'une faible fertilité des sols, de quantité de fumure utilisée insuffisante, de semences hybrides parfois vieillissantes. C'est pourquoi les rendements sont restés faibles (voir le suivi de rendements énoncés par les membres du groupement rizicole des villages visités en Annexe 11). Des rendements exceptionnels de 5-6 t/ha ont été observés dans les estuaires supérieurs de la Basse Guinée où les pratiques de gestion de l'eau et la fertilité des sols sont aussi mieux maîtrisées des producteurs⁷⁴.
87. **Les rendements attendus de 3t/ha et de 4t/ha pour évoluer respectivement de la catégorie de village A à B et B à C n'est pas réaliste.** Dans l'approche par graduation promue, le rendement paddy est un critère essentiel pour évoluer d'une catégorie de village à une autre et ainsi pouvoir bénéficier de nombreux nouveaux appuis. Or, aux vues de l'absence d'analyse de rendement rigoureux réalisées dans des conditions réelles, des contraintes de facteurs de production pré-citées, des rendements collectés auprès des groupements, les rendements attendus ne sont pas réalistes. De plus, en dépit des relations avec le SERPROCA et les ONG-partenaires, le suivi des rendements dans les villages n'est pas effectué avec rigueur et dans la majorité des rapports et compte rendu de mission, la mise en place de carrés de rendements est annoncée mais aucun résultat n'est donné par les partenaires concernés.

Accès aux intrants

88. **Lors de la distribution des semences, des produits agrochimiques ont été fournis** afin d'appuyer la production agricole. Or, les formations quant à leur utilisation ont souvent manqué, ce qui a conduit à une mauvaise utilisation de ces intrants (sous dosage des engrais, surtout des fertilisants foliaires et surdosage des herbicides et pesticides) ou à leur non-utilisation comme c'est le cas de la dolomie

⁷¹ Observations dans les 13 villages visités, et rencontres avec les groupements et leurs représentants

⁷² Le CADEC et l'agent de Serproca rapportent que la production de paddy sur 0,25 ha était de 8 sacs de 100 kg de paddy soit un rendement de 3,2 t/ha ; elle se rapproche des résultats observés par l'SERPROCRA.

⁷³ Les rendements calculés à partir des superficies ensemencées et des productions déclarées par les groupements interrogés demeurent variables et donc pas pleinement fiables.

⁷⁴ Rice production result, PAM Guinée

destinée à relever le pH des sols, qui a été trouvée en stock au niveau des magasins de VZF de plus de la moitié des villages l'ayant reçu qui ont été visités.

89. Bien que l'accès au crédit soit mentionné comme une activité à soutenir dans le cadre du manuel projet 4R, cela n'a pas été déployé en Guinée, les initiatives locales d'association épargne - crédit n'ont pas été soutenues.

Actifs créés (exemples en Figure 7)

90. Les actifs créés correspondent à la fois aux surfaces aménagées et aux infrastructures construites. Le tableau ci-dessous présente le nombre d'actifs créés par année dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche VFZ à travers sa composante résilience.

Tableau 5: Actifs construits, ou mis en valeurs à travers la composante Résilience

Année d'intervention	2022	2023	2024	Total général
Surface rizicole aménagée (ha)	42	28	43	113
Surface rizicole valorisée (ha)	43	30	127	200
Surface maraichère valorisée (ha)	14	2	16	32
Surface de bas-fonds clôturées (ha)	34	1	19	54
Nombre de puits maraichers (nbre)	6	2	13	21
Nombre de forages construits	1	3	11	15
Surface reboisée (ha)	15	0	32,5	47,5
Surface de pépinières arboricoles installées (ha)	7	3	13	23
Nombre de magasins construits	6	1	9	16
Nombre d'unité de transformation construites	4	3	13	20
Nombre Aire de séchage (Nbre)	3	1	14	18
Aire de pâturage aménagée (ha)	20	0	20	40
Surface de pâturage clôturée (ha)	20	0	20	40
Linéaire de piste réhabilité (km)	3,5	0	4	7,5

Source : Base de données de suivi des actifs, fournie par le PAM Guinée

91. **Le type d'aménagement de bas-fonds réalisé permet d'accroître la production agricole mais pas d'obtenir les rendements escomptés.** Les aménagements permettent d'accroître à la fois les surfaces rizicoles cultivées et offrent la possibilité de cultiver du riz inondé plus performant. Les aménagements réalisés sont de type T 2 qui consiste au "creusement d'un drain et la construction des diguettes suivant les courbes de niveau plus le planage des casiers équipés de tuyaux d'alimentation et de vidange"⁷⁵. Cela est le cas dans tous les villages visités, à l'exception de Nienh (village où ont été conduits les tests de référence) où un aménagement de Type 3 avec une prise d'eau a été construite en amont du cours d'eau. Ces aménagements sont faciles à réaliser et peu onéreux, mais ne permettent pas une bonne gestion de la hauteur de la lame l'eau tel que l'exige la variété de riz Tong-il pour obtenir les bons rendements avancés par les tests menés à Nienh, d'après les constats faits par les experts de l'équipe d'évaluation ainsi que par les partenaires techniques. Ce type d'aménagement ne permet pas de réguler

75 Schéma Directeur d'Aménagement Hydro-Agricole (SDAHA) 2018, République de Guinée, Annexe 6. **Type I** : Construction de diguettes suivant les courbes de niveau équipées de tuyaux de bambou plus planage des casiers. Travaux pouvant être réalisés à 100 % par les bénéficiaires pour peu qu'ils soient encadrés par un technicien du Génie Rural ou vulgarisateur. Se pratique sur des sites dont le cours n'est pas marqué. Ce type n'est plus pratiqué. **Type II** : Peut être réalisé à 70 % par les bénéficiaires avec l'assistance d'un topographe lors de l'implantation des diguettes et l'aménagement du drain muni des tuyaux d'admission et de vidange. Se pratique sur des sites dont le cours n'est pas permanent mais marqué. **Type III** : Construction d'un ou plusieurs canaux d'irrigation et prises d'eau. Ce type d'aménagement se pratique sur des sites dont le cours d'eau est permanent.

l'excédent d'eau en saison des pluies, ni de subvenir au manque d'eau en fin de cycle, ni même d'envisager une seconde campagne de culture

92. **La qualité des aménagements est jugée moyenne à passable** par l'équipe d'évaluation. La conception des plans d'aménagement a été confiée à la Direction Nationale du Génie Rural (DNGR) du fait du manque des capacités des STE. Les travaux réalisés ne tiennent pas toujours compte des plans définis, et n'ont souvent pas été conduits à leur terme (dessouchage, planage et mise en place d'équipement, ont le plus souvent été inexistant). Les insuffisances relevées à la réception provisoire ou lors de la première année d'exploitation n'ont pas été corrigées. Ces difficultés sont en grande partie liées aux faibles capacités des STE et des ONG-partenaires dans la conception et l'exécution des aménagements, D'une façon générale, la qualité des aménagements ne permet pas de répondre aux objectifs visés par l'approche VZF à savoir conduire deux campagnes de riz par an et qui plus est d'atteindre des rendements de l'ordre de 3 à 4 t/ha. Dans plus des deux tiers des localités visitées, les paysans ont exprimé leur insatisfaction quant au niveau d'aboutissement des aménagements menés.
93. **D'importants retards dans la conduite des aménagements ont rendus les travaux inefficients** d'après l'ensemble des communautés et des partenaires interrogés. Ces aménagements qui devraient être menés en saison sèche ont souvent été menés en partie en début de saison des pluies, période où les paysans ont d'importantes obligations dans leurs champs individuels. De plus les travaux d'aménagement sont menés de façon tout à fait inefficace puisque chaque pluie les endommage et les travaux sont alors à refaire. Enfin ces retards réduisent très fortement les capacités de production des champs. Dans la Note Méthodologique VZF (PAM, 2022) un des produits de la composante résilience prévoit la mise en valeur de 100 ha de périmètres rizicoles et 30 ha de périmètres maraîchers. Cet objectif est très ambitieux au regard de la disponibilité des terres aptes à la riziculture submergée (bas-fonds et plaines) et des faibles capacités d'intervention des STE. Cette difficulté d'accès aux bas-fonds/plaines fait que certains VZF ont leur domaine à plus de 5 km du village⁷⁶, d'autres ont restitué une partie des semences reçues faute de superficie disponible⁷⁷, ou encore font du semi à la volée de riz Tong-il sur coteaux⁷⁸.
94. **La construction des infrastructures a été bien réalisée, très appréciée des communautés.** Cela comprend : magasin de stockage, aire de séchage, hangar, abri pour les équipements (voir liste des actifs créés en Annexe 12). L'identification des infrastructures était basée sur les besoins prioritaires exprimés dans le cadre des PCP. Les communautés réalisent ces infrastructures en échange de transfert monétaire reçus du PAM, au même titre que pour l'aménagement des terres. Les travaux sont techniquement bien réalisés. Les infrastructures étaient toujours fonctionnelles au moment des visites et correctement utilisées. Ces infrastructures sont exploitées pour les besoins des communautés bénéficiaires en priorité et aussi de façon plus occasionnelle pour ceux des producteurs privés.
95. **La participation des communautés se fait en fournissant les matériaux de construction locaux.** Elle se fait principalement par leur contribution dans la réalisation des infrastructures, Les communautés fournissent les matériaux suivants : sables, gravier, pierres, bois. Cette contribution est bien respectée des communautés et dans les cas où les carrières sont éloignées le transport est pris en charge par le PAM.

⁷⁶ Ex: Zogota

⁷⁷ Ex: Leya Pleta, Maouon

⁷⁸ Ex: Bhawo Fello

Figure 7: Exemples d'actifs collectifs créés



Légendes :

Photo 1 : Aire de séchage de Kérédou. Achevé.
Février 2026 © PAM Guinée

Photo 2 : Fin de construction du château et les bassins à
Doussoubalaya. Février 2026 © PAM Guinée

Photo 3 : Magasin de stockage (pour matériel, intrants et
productions agricoles) et aire de séchage grillagée
juxtaposée. Finalisation des travaux récentes (1 an) et
infrastructure encore peu utilisée. Falaba (Préfecture de
Boké), Mai 2025. © Lionel Ransinangue

Equipements (exemples en figure 8)

96. **Les équipements distribués répondent aux besoins prioritaires des communautés.** De nombreux équipements ont été distribués en soutien à l'activité rizicole, permettant d'améliorer l'efficacité de la production (ex : motoculteur, charrue, fraiseuse, repiqueuse), de réduire les pertes post-récoltes (ex : silos métalliques), de faciliter la transformation des récoltes (ex : batteuse, fût d'étuvage, décortiqueurs à riz, presses à huile) et le transport (ex : moto tricycle avec remorque). Ces équipements permettent l'amélioration de la productivité, l'allègement des tâches, l'amélioration de la chaîne des valeurs et l'emploi des jeunes. Les équipements ont été prédéfinis par le PAM, les communautés ont éventuellement pu définir les types à recevoir selon leurs besoins, les modèles achetés sont demeurés du ressort du PAM.
97. **Ces équipements offrent un potentiel de développement socio-économique conséquent.** Ils constituent une potentielle source de revenus pour les groupements, pouvant contribuer à la réduction de la pauvreté, au renforcement de la résilience alimentaire et nutritionnelle. C'est une opportunité pour les communautés car ces équipements distribués par le PAM représentent un coût considérable qu'ils ne peuvent pas s'offrir. Ils sont utilisés en priorité par les groupements bénéficiaires et certains sont aussi loués par les villages environnants. Deux modes de gestion sont pratiqués : la gestion directe par les communautés qui recrutent des jeunes du village comme opérateur et la location à un opérateur privé sur la base d'un contrat de rémunération mensuelle.
98. **Les équipements ne sont pas utilisés de manière optimale,** parce qu'ils sont défectueux ou par manque de formation sur leur utilisation (d'après nos constats lors des visites terrain ainsi que des retours des communautés et des ONGs concernées quant aux formations reçues). Lors de nos visites nous avons relevé si les équipements étaient fonctionnels ou défectueux, utilisés ou non, éventuellement

utilisés au-delà des membres du groupement⁷⁹. Nous avons noté que certains étaient souvent défectueux (ex : batteuse, motoculteur), d'autres lorsqu'ils étaient fonctionnels n'étaient pas utilisés faute de formation adéquate reçue (ex : moissonneuse, motoculteur, étuveuse), d'autres encore ont été régulièrement loués à des personnes extérieures au groupement (ex : batteuse, moulin motorisé). Les communautés ont souvent dû dépenser de l'argent pour tenter de faire réparer les équipements endommagés (souvent dès le premier semestre d'utilisation du fait de la mauvaise qualité du matériel distribué), sans que cela n'aboutisse toujours. Les SB en ont été informés par les ONGs ou via la ligne des réclamations mais n'avaient pas de solutions à proposer.

Formations

99. **Les paysans se sont bien appropriés les techniques culturales du riz inondé.** Ces formations⁸⁰ ont été conduites par des conseillers agricoles du SERPROCA et des animateurs des ONG-partenaires. Les curricula de formations sont définis de façon spécifique par chaque ONG partenaire, sans harmonisation préalable de la part du PAM ce qui est regrettable. Les supports de formation mis à la disposition des groupements dans les villages sont peu adaptés et exploités car la plupart des membres sont analphabètes⁸¹.

Production maraîchère

100. **La fourniture de petit outillage et les formations techniques ont été jugés très utiles par les bénéficiaires.** Les maraîchers ont bénéficié d'un lot de petit outillage agricole (pelles, brouettes, arrosoirs, râtaux, bottes, etc.) et de formation technique (ex : cultures en planches, alignement des plants, respect des distances, réalisation de pépinières) et en gestion simplifiée pour les membres du comité de gestion. Les semences améliorées fournies aux maraîchers se sont à plusieurs reprises montrées peu performantes d'après les communautés et les ONG partenaires interrogées. De plus certaines variétés n'étaient pas adaptées aux localités d'après les communautés. Enfin, le retard dans la distribution (des semences, engrais et petits outillages, achetées et distribuées par les ONG partenaires mais dépendante de la réception des fonds du PAM) a lourdement impacté leur capacité de production.
101. **L'appui au maraîchage a été développé à travers l'aménagement de périmètre de 1 à 2 ha.** Cela a été réalisé par défrichage du site, installation d'un forage avec système de pompage solaire ou d'un puits amélioré et installation de clôture grillagée. L'état des périmètres maraîchers aménagés visités par l'EE, était dans plus des deux tiers des villages visités, déplorable : clôture grillagée à terre (ex : après passage de feux de brousse, ou par manque d'entretien) ; dispositif de pompage solaire en panne (système d'irrigation cassé après la première saison)ⁱ.
102. **Le choix des terres pour l'aménagement des périmètres maraîchers n'était pas toujours approprié.** En effet le PAM ensemble avec les ONG ont parfois retenus des terres aux caractéristiques pédologiques non appropriées pour le maraîchage (ex : terres sableuses). Ainsi, des périmètres maraîchers ont été abandonnés à Nienh après une année et le périmètre à Pampako est cultivable sur une partie seulement. Quelques périmètres aménagés (avec forage et bassins préalablement construits) ont même dû être abandonnés dès la première année de culture pour cette raison.
103. **La contribution de cette activité pour l'amélioration des revenus et l'alimentation scolaire peut être considérée comme négligeable.** Des légumes ont certes été intégrés à l'alimentation scolaire mais c'était déjà le cas avant le déploiement de l'approche VFZ, d'après les discussions de groupe menées avec les communautés engagées dans l'alimentation scolaire. La situation est meilleure à Labé où les populations ont eu des initiatives heureuses pour améliorer le dispositif de pompage et d'irrigation. C'est

⁷⁹ Environ 50 % des motoculteurs et des moto-tricycles de marque *Sahara* sont en panne et 20% des batteuses petit format sont en panne.

⁸⁰ 29 séances, concernant 8 villages sur 14 en 2024

⁸¹ PAM. Rapport de mission, Kadajah Savane, Bureau Pays PAM Conarky. Juillet 2024.

le cas de N'Dantary où la communauté a investi dans l'achat de système d'irrigation goutte à goutte en gravitaire ce qui, couplé à la mobilisation et aux compétences du responsable du site (formé par l'ONG partenaire en dehors de son contrat avec le PAM) permet à ce groupe une meilleure production (celle-ci n'est que très partiellement destinée à la cantine scolaire).

Figure 8: Exemples d'équipements fournis

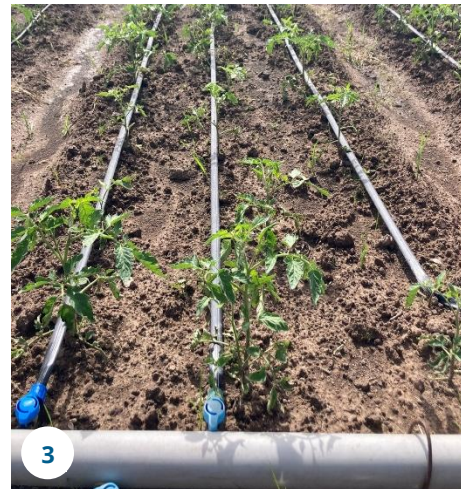


Légendes :

Photo 1 : Torréfacteur rotatif « artisanal » (arachide, café, cacao, noix, grains), fonctionnel et utilisée pour griller les arachides essentiellement. Bhawo Fello, mai 2025. © Lionel Ransinangue

Photo 2 : Broyeur à marteaux pour la production de farines de produits secs (maïs, mil, sorgho, riz) et inadapté pour produits humides ou très huileux. Fonctionnel dans ce village mais des problèmes de cassures des marteaux ou dysfonctionnements des tamis car utilisé pour du manioc dans plusieurs villages. N'Dantary (Préfecture de Labé), mai 2025. © Lionel Ransinangue

Photo 3 : Site maraîcher équipé d'un système d'irrigation goutte à goutte gravitaire fonctionnel. N'Dantary, mai 2025. © Lionel Ransinangue



Agroforesterie

104. **Cette activité a été introduite en 2022, initiée par des formations techniques qui ont été bien appréciées** des communautés et des partenaires. Ces formations⁸² ont été organisées par des experts venus du Brésil via des sessions d'apprentissage organisées dans des champs de démonstration "boot camp". Ces formations ont été à destination des paysans, des STE, des ONGs. La mise en pratique via les aménagements dans les champs individuels a été déployée en 2023, cela a nécessité un important travail de défrichage collectif. Cette activité se fait à travers l'appui à des groupements constitués de six membres et d'une pépinière partagée par groupement (avec intégration d'un forage et/ou d'une moto pompe si besoin).

105. **Les paysans pratiquaient déjà les associations de cultures, la nouveauté ici est l'organisation des**

⁸² 18 séances ont été organisées, concernant 5 villages sur 7

plants par bandes, le respect des distances, la diversification des cultures, l'apprentissage de la collecte de semences. Un grand nombre de cultures variées y ont été introduites, sous la forme de plantes herbacées (ex : ananas), de tubercules (patates douces, manioc), d'arbres fruitiers (ex : manguier), de cultures de rentes (ex ; café).

106. **Les résultats observés dans les champs lors des visites sont très inégaux faute de suivis techniques rigoureux.** En effet, il semble que ce suivi technique lors de la mise en place des champs agroforestiers ait parfois manqué d'après les dires des communautés et des ONG interrogées, au point que certains ont installé les bandes de culture dans le sens de la pente et non de façon perpendiculaire, sur des terrains forts pentus fragilisant l'érosion des sols.
107. **L'autre principale difficulté rencontrée est l'important retard dans la mise en place des pépinières.** Cela a eu de lourdes conséquences sur la production des plants. En effet, tandis que l'activité en pépinière devrait être menée entre janvier et mars, elles ont le plus souvent démarré au mois de mai. Cela est dû aux retards dans les distributions du PAM, fortement critiqués par l'ensemble des communautés et ONG.

Eléments transverses à la riziculture, le maraichage et l'agroforesterie

108. **Les groupements bénéficiaires ont déclaré augmenter et diversifient leur production agricole** (voir Annexe 11, pour les niveaux de rendements riziocoles, plus l'essentiel déclarés). L'augmentation des revenus n'a pas été suivie par le PAM et semble plus incertaine d'après les informations collectées dans les villages.

Transferts monétaires

109. **Les transferts monétaires supposés soutenir les ménages en période de soudure ont été versés à des périodes très variées et le plus souvent après la période de soudure.** La réalisation des actifs (aménagement des terres riziocoles et maraichères, construction des bâtiments) est menée par les communautés en échange de transferts monétaires. Cet argent a été versé en une fois pour l'année, d'un montant de 1 328 000 GNF / ménage / an. La présence de chacun n'était pas systématiquement suivie, chaque ménage recevant le même montant in-fine. Tandis que la période jugée la plus utile par les communautés pour recevoir ces fonds est le mois d'octobre (correspondant à la période de soudure et à la rentrée des classes).
110. **Plusieurs bénéficiaires ont reçu un transfert monétaire plusieurs années consécutives, même lorsqu'il n'y avait plus d'actifs à réaliser.** Lorsque les fonds étaient disponibles, de l'argent a continué à être transféré aux communautés bénéficiaires. Cet argent était alors annoncé comme versé pour la mise en valeur des terres communautaires aménagées, sans que cela ne soit justifié par un niveau de crise alimentaire annoncé ni par des travaux d'aménagement ou de création d'actifs. Or financer les communautés pour la mise en valeur de leurs terres risque fortement de créer de la dépendance.
111. **L'argent reçu a en grande partie été redistribué entre les membres de la communauté, selon des arrangements définis entre eux, pour éviter toute tension et sentiment d'exclusion et pour renforcer la cohésion** d'après les communautés interrogées. L'argent distribué a souvent servi à répondre aux besoins de première nécessité (alimentation, frais scolaires, si parvenu à temps) et à l'achat de petits ruminants ou de toit en taule. Par ailleurs, plusieurs groupes de jeunes dans les villages nous ont expliqué que les années de transfert monétaire, ils avaient fait le choix de rester au village pour réaliser les travaux attendus par le PAM, voyant dans la conduite des travaux d'aménagement attendus une opportunité financière suffisante pour éviter la migration saisonnière habituelle, sans quoi ils seraient partis comme d'habitude travailler pour la saison dans les mines.

Foncier

112. **L'accès aux terres de bas-fond et aux plaines est difficile car ce sont les terres les plus fertiles.** Il

se fait par héritage ou éventuel prêt contrairement aux terres de côteau où la vente est possible⁸³. L'aménagement des périmètres rizicoles et maraîchers ainsi que la construction des infrastructures soulève la question épineuse de savoir comment le problème du foncier a été abordée pour sécuriser les investissements / aménagements. En zone rurale, la terre appartient aux familles fondatrices, d'après le "droit de hache" et le Code Foncier et Domanial de 1996, encore en vigueur, qui reconnaît le droit coutumier sur le foncier. Ces familles cèdent de façon gratuite au village et à l'administration décentralisée uniquement des parcelles de terrain pour la construction des infrastructures socio-économiques communautaires (écoles, centre de santé, marchés, gare routière, etc.).

113. **Un « Acte de Cession » a bien été signé entre les parties prenantes (groupements et propriétaires) dans tous les villages visités en amont la mise à disposition des terres** (d'après tous les groupements de producteurs rencontrés, les ONGs, les SB du PAM). Pour sécuriser les investissements et l'accès équitable à la terre, PAM encourage un bail pour une durée minimum de 10 ans entre les propriétaires fonciers et les groupements (rizicoles et maraîchers). Seul le village de Maouon en Guinée Forestière n'en possédait pas avant le début des travaux. Le langage utilisé pour la formalisation des actes de cession utilisés est complexe, un langage plus simple serait plus adapté.
114. **Les actes de cession observés ne mentionnent pas le montant de la redevance à verser aux propriétaires.** D'après le manuel VFZ (PAM, 2024) la redevance ne devrait pas dépasser 3 % de la récolte. Dans les faits, les redevances varient entre 10 et 33 % selon les localités visitées (d'après l'ensemble des groupements de producteurs interrogés). Le fait qu'elle ne soit pas inscrite dans l'acte de cession a engendré des renégociations fragilisant l'engagement entre propriétaire et groupement. Ainsi, à titre d'exemples, dans le village de Nienh (premier village bénéficiaire de l'approche VFZ) les propriétaires réclament non plus 6 mais 10 millions GNF et faute du versement attendu, le groupement ne peut plus cultiver la terre. Bien que le PAM, l'ONG, le district, le sous-préfet soient informés, la situation n'a pas encore trouvé d'issue. Une autre lacune de cet acte est l'absence de modalité de règlement de conflit en cas de différends.
115. **L'acquisition des terrains pour la construction des infrastructures semble avoir été menée avec moins de rigueur.** A la question de savoir la modalité d'acquisition du terrain, les réponses les plus fréquentes des groupements de producteurs sont : "le terrain appartient à la communauté" ; "c'est une mise à disposition par un membre du groupement" ; "le groupement a acheté". Plusieurs cas ont révélé la construction d'infrastructures sur des terrains privés (ex : dans le village de Zogota, infrastructures construites sur le terrain privé du président du groupement, à l'issue du focus groupe plusieurs personnes nous ont remerciés d'avoir soulevé ce point qui visiblement leur posait déjà problème). Nous n'avons pu voir aucun acte de cession ou de vente établi au nom du groupement pour ce qui concerne les infrastructures.

Comités de gestion

116. **Les périmètres rizicoles et maraîchers aménagés ainsi que les équipements et infrastructures sont gérés par des comités de gestion composés de bénéficiaires.** Leur exploitation est assurée par des groupements d'intérêt économique que les bénéficiaires ont librement formés avec l'encadrement et l'appui des ONG partenaires. L'effectif souvent très élevé des membres (plus de 50 bénéficiaires) pose le problème de gestion de ces groupements⁸⁴. Leur structuration varie selon les villages, parfois il s'agit d'un seul et même groupement divisé en trois sous-groupements (riziculture, maraichage, infrastructures) en lien avec les activités d'assistance alimentaire contre biens, parfois il existe un groupement spécifique pour chacun (riziculture, maraichage, équipements, infrastructures, étuveuses).

⁸³ Charline Rangé. Les enjeux fonciers des aménagements de bas-fonds : le cas des aménagements pisci-rizicoles dans les économies de plantation du pays kpelle (Guinée Forestière, Guinée). [Rapport de recherche] fiche expérience projet. 2017. hal-01870616

⁸⁴ Conformément aux dispositions légales en vigueur, ce sont plus des associations villageoises que de groupements dans le sens et l'esprit de la Loi 2005/AN/013/RG

117. **Les comités de gestion demeurent faibles, leur gestion est opaque.** Des comités de gestion (CoGes) mixtes de sept à onze hommes et femmes ont été mis en place. Ils ont bénéficié de formations portant sur les itinéraires techniques, l'utilisation des équipements (lorsque cela a eu lieu), la gestion simplifiée. Ces formations sont attendues des producteurs. Cependant, les modules de formation conçus et dispensés par les ONG partenaires sont dispensés en français, ce qui limite considérablement la compréhension et la mise en pratique. En ce qui concerne la gestion des stocks et financière, leur mise en application fait grandement défaut ; l'EE n'a pas pu voir un seul cas de gestion des stocks ou un cahier de caisse malgré les formations en gestion simplifiée reçues.

2.3.1.2 Analyse de la composante Cantine scolaire

Analyse quantitative

118. Les deux figures ci-dessous illustrent l'évolution du nombre d'écoles (figure 8.a) et d'élèves (8.b) ciblés par année par l'approche VFZ. On constate que leur nombre augmente, puisque de nouveaux villages ont été intégrés sans que les premiers n'aient été arrêtés d'être appuyés. Le nombre de filles est inférieur au nombre de garçons, correspondant à la réalité dans les écoles en Guinée. Le nombre d'élèves atteint est toujours supérieur au nombre planifié. Ces données concernent l'ensemble des classes du primaire ainsi que des classes du préscolaire lorsque existantes (concerne une minorité d'écoles ciblées).

Figure 9: Analyse des produits associés à la composante Alimentation scolaire

Figure 8.a: Nombre d'écoles planifiées et atteintes

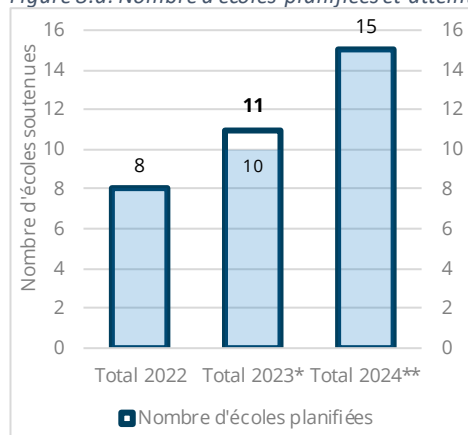
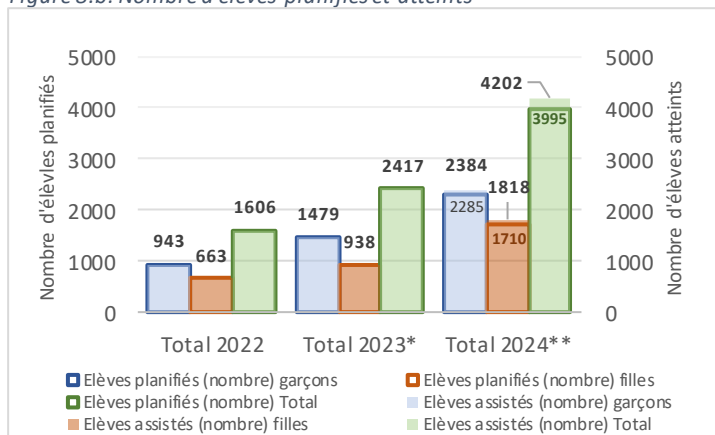


Figure 8.b: Nombre d'élèves planifiés et atteints



Source : DBase de données suivi des bénéficiaires VFZ fournie par le PAM Guinée, juillet 2025 ; Notes : * Retrait de Sanana de l'approche VFZ et arrêt de l'appui à la cantine scolaire ; ** appui repris à la cantine de Sanana et dans 2 écoles à Yénéta

Résultats opérationnels

119. **L'alimentation scolaire intègre, dans le cadre de l'approche VFZ, les denrées agricoles produites localement (riz et légumes)** d'après l'ensemble des communautés interrogées. Elle constitue une intervention phare du PAM en Guinée. Le PAM s'y investit depuis plus de deux décennies et soutient actuellement 1 267 (en 2024) écoles publiques primaires tandis que l'Etat en soutient 400 (sur un total estimé à plus de 7078⁸⁵ écoles primaires dans le pays) soit une couverture d'à peine 6%). Le programme national est donc peu déployé et peine encore à s'emparer de cette action. Dans le cadre de l'approche VFZ, toutes les cantines scolaires soutenues ont approvisionnées en riz entièrement et en partie en légumes (selon la saison) par les groupements de producteurs locaux, ce qui constitue une importante avancée. Les autres produits (permettant d'assurer un bon équilibre nutritionnel) sont distribués sous forme de ration par le PAM. **Les enfants d'âge scolaire, en particulier les filles, auraient bénéficié d'un meilleur accès à l'éducation.** En effet, d'après tous les directeurs d'école interrogés, l'activité

⁸⁵ D'après l'Annuaire Statistique de l'enseignement primaire, INSTAT ; 2021

d'appui aux cantines scolaires aurait permis de retenir les enfants à l'école, d'augmenter le nombre d'enfants scolarisés, d'améliorer les résultats scolaires lors de l'examen d'entrée en 7ème, et de favoriser le maintien des filles en primaire⁸⁶.

120. **Les CoGes des cantines scolaires ont maintenant l'habitude de s'approvisionner auprès des groupements locaux**, permettant de générer des revenus complémentaires pour les producteurs et de soutenir l'économie locale. Les enfants des écoles ciblées ont accès à un repas nutritif basé sur les produits agricoles locaux.
121. **Le PAM semble avoir évité toutes ruptures de stocks** (juste quelques légers retards) d'après l'ensemble des CoGes interrogés. L'intervention du PAM se fait à travers la fourniture de vivres (riz local et poisson, haricot, huile et sel venant de marchés non locaux) et de non-vivres (ustensiles de cuisine et couverts). Quatre repas sont proposés par semaine pendant neuf mois d'année scolaire. L'équilibre nutritionnel des repas scolaires proposés par le PAM a été étudié au préalable par des experts nutritionnistes du PAM dans le cadre du programme cantine scolaire préalablement déployé. Le PAM soutient les distributions au travers de deux livraisons par an (poisson, haricot, huile, sel) sans que cela ne pose de difficulté particulière aux communautés interrogées. Les rations sèches offertes aux jeunes filles sont également bien assurées à l'exception de quelques rares manquements. Le nombre d'ustensiles distribués par le PAM est bien en-deçà les besoins des écoles, d'après l'ensemble des discussions menées avec les personnes concernées.
122. **Les réfectoires construits par les communautés dans le cadre de l'approche VFZ ont une capacité d'accueil bien inférieure au nombre d'élèves** (les données comparant le prévisionnel et le réalisé n'existent pas ou n'ont pas été transmises). Cette faible capacité d'accueil, constatée lors de nos visites, nécessite l'organisation de nombreux services successifs : à titre d'exemple représentatif, l'école de Zogota accueille 456 élèves, or son réfectoire a une capacité d'accueil d'une quarantaine d'élèves, neuf services de cantine sont organisés par midi, un par classe. Les réfectoires sont majoritairement construits par les hommes du village. Tandis que les femmes assurent la préparation des repas et l'approvisionnement en condiment et en bois de chauffe chaque jour. Ces actions constituent l'engagement des communautés dans cette composante, l'investissement des femmes y est disproportionné et remet en question l'égalité homme femme dans la proportion de la distribution des contributions des communautés. Cette surcharge de travail peut aussi avoir un impact sur leur temps et capacités à s'investir dans des activités rémunératrices mais est aussi compensée par les gains de temps dans la transformation obtenu grâce aux équipements fournis par le PAM.
123. **Les directeurs se sont bien approprié le nouvel outil numérique** (tablette)⁸⁷ **et le logiciel Farm2Go associé**, permettant une gestion des stocks plus transparente. L'évolution du format papier au format numérique a permis de réduire la charge de travail et d'améliorer la qualité du suivi, d'après les directeurs interrogés et les SB. Le Comité de Gestion (CoGes) regroupe le personnel enseignant notamment le directeur, des représentants de parents d'élèves et un ou deux élèves. L'intégration d'élèves est appréciée. Le comité est composé pour moitié de femmes. Le système de suivi est assuré par le Directeur de l'école. L'EE a par ailleurs constaté qu'une contribution en espèce (de l'ordre de 5.000 GNF par trimestre) est demandée par élève. La gestion de ces fonds n'a pas été mentionnée lors des entretiens avec les directeurs d'école.

Procédures de mises en lien entre comités

124. **L'approche VFZ a permis de créer / renforcer les relations de partenariat entre les CoGes des cantines scolaires et les groupements de producteurs locaux**, d'après les communautés. Différentes modalités de mise en relation ont été déployées par le PAM (voir ci-après section 2.7 Intégration entre

⁸⁶ L'EE n'a pas reçu les données de suivi de ces indicateurs, et l'ACR 2024 mentionne le recours à des sources secondaires pour renseigner ces indicateurs, ce qui corrobore l'absence de données primaires de suivi produites par le PAM.

⁸⁷ Fourniture d'une tablette, de panneaux solaires et d'une batterie par école.

les composantes), sans que des critères spécifiques nous aient été présentés pour justifier du choix des modalités. Le plus souvent le PAM joue le rôle d'intermédiaire. Globalement les communautés sont satisfaites de cette mise en relation : les cantines ont toujours pu être approvisionnées, la qualité de riz livré a été appréciée des élèves, les étuveuses et les producteurs sont payés à temps et à des prix légèrement supérieurs à ceux du marché.

125. **L'approvisionnement en riz des cantines a régulièrement été assuré par le groupement des étuveuses, couvrant l'ensemble des besoins des écoles.** Cela se fait à partir des excédents de riz paddy fourni par les groupements de producteurs. La gestion des versements entre le groupement des étuveuses et celui des producteurs varie et ne semble pas toujours apporter pleine satisfaction aux étuveuses.

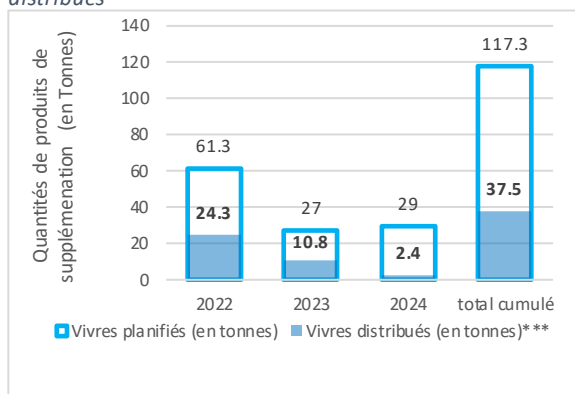
2.3.1.3 Analyse de la composante Nutrition

Analyse quantitative

126. La figure 9 ci-dessous illustre à quel point la composante nutrition est peu financée, et l'a été de moins en moins au fil des années. Le PAM a dû s'adapter en ne finançant plus certains villages préalablement appuyés et/ou en les finançant de façon beaucoup plus réduite. Cette tendance se retrouve ici dans les quantités de vivres distribuées, de FEFA appuyées et d'enfants (de 6 à 59 mois) appuyés également.

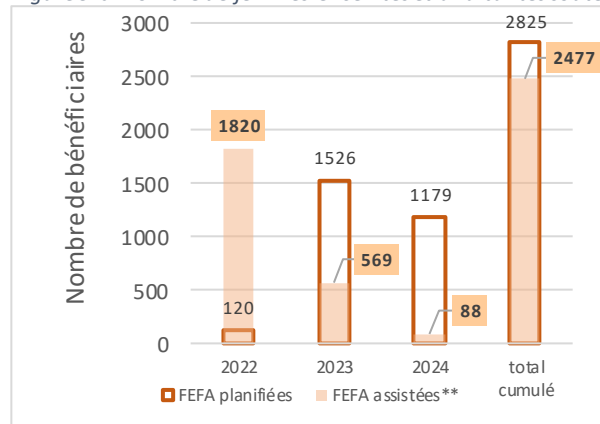
Figure 10: Analyse des produits associés à la composante Nutrition

Figure 9.a: Quantités de produits de supplémentation distribués



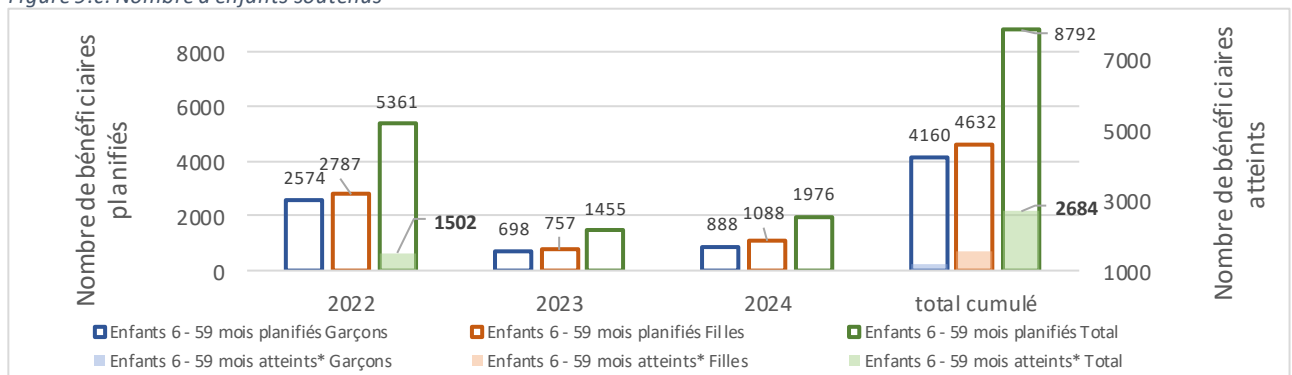
*** 5 VFZ effectivement concernés en 2022, 2 VFZ en 2023 et 4 en 2024

Figure 9.b: Nombre de femmes enceintes et allaitantes soutenues



** 5 VFZ effectivement concernés en 2022, 2 VFZ en 2023 et 1 VFZ en 2024

Figure 9.c: Nombre d'enfants soutenus



* 5 VFZ effectivement concernés en 2022, 2 VFZ en 2023 et 5 VFZ en 2024

Source : Base de données suivi des bénéficiaires VFZ fournie par le PAM Guinée, juillet 2025

Résultats opérationnels

127. **La composante nutrition a reçu moins d'appui financier**, car le financement a été proposé par composante et non de façon intégrée via l'ensemble de l'approche VFZ d'après les explications données par le BP, et que les bailleurs ont été moins intéressés par cette composante que par la résilience. C'est pourquoi cette composante n'a pas toujours été intégrée dans les VFZ pourtant supposés recevoir les trois composantes simultanément. Cette composante reprend des interventions déjà menées au préalable par le PAM, conforme à ce qui était prévu lors de la phase de conception⁸⁸. Ces interventions proposées se basent donc sur une expertise du PAM et répondent bien aux besoins prioritaires sur le plan nutritionnel.
128. **Les sessions de sensibilisation, de prévention ont contribué à faire évoluer les comportements et les structures sociales au niveau communautaire** d'après les responsables des postes et centres de santé interrogés. Les groupes cibles (FEFA, enfants de moins de cinq ans) ont accès à des aliments nutritifs complémentaires adaptés mais de façon discontinue. Les compléments nutritionnels distribués par le PAM dans les postes de santé sont très appréciés des communautés. Cependant, cette composante peut connaître des ruptures d'approvisionnement, faute de continuité dans les financements, ce qui est dénoncé par les responsables de santé.
129. **Les démonstrations culinaires dispensées aux FEFA sont très appréciées et jugées particulièrement utiles** par les professionnels de santé et les femmes des communautés interrogées. Cela contribue à une amélioration des régimes nutritionnels des ménages, à moindre frais. Les responsables des postes de santé ciblés ont également reçu des formations bien appréciées, sur l'utilisation des compléments nutritionnels, du cahier de suivi. Le risque de décès liés à la malnutrition et la détérioration de l'état nutritionnel en cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) seraient réduits, d'après les responsables de postes et centres de santé interrogés. Les populations interrogées ont déclaré que l'intervention nutritionnelle du PAM avait permis une nette amélioration de la situation nutritionnelle parmi leur communauté. Certains ont témoigné qu'il n'existerait plus d'enfants avec des ventres gonflés. Plusieurs villages ont signalé ne plus référer de cas de MAS aux centres de santé depuis l'intervention du PAM. Des cas de malnutrition avancée "très graves" ont d'après eux pu être sauvés grâce aux compléments nutritionnels distribués. Enfin, avant l'intervention du PAM, quelques enfants décédaient chaque année de complications liées à la malnutrition, ce qui ne serait plus le cas depuis l'intervention du PAM (cas mentionnés par des responsables de centre / poste de santé de deux villages visités).

Farine enrichie produite localement

130. **L'appui à la fabrication de farine enrichie à base de produits locaux est une innovation particulièrement appréciée de l'approche VFZ** d'après l'ensemble des discussions de groupe menées dans les villages concernés et des discussions menées auprès des personnels de santé. La capacité de produire de tels aliments enrichis, à base de produits locaux, de façon autonome est particulièrement attendue. Nombreux sont les villages, les structures, les personnes souhaitant acheter ces farines, celles-ci pourraient aisément être vendues au niveau des postes et centres de santé ainsi que sur les marchés.
131. **Ces farines n'ont pu être produites qu'en très petite quantité du fait des moulins défectueux** d'après les constats faits lors des visites de l'EE et des dires des communautés et ONG partenaires. Et dans le cas où elles ont pu être fabriquées le circuit de commercialisation faisait défaut⁸⁹, les interventions n'ayant pas intégré la mise en lien entre les fabricants de farine et les points de vente. Aussi, le groupement qui gère le moulin manque de formation sur la commercialisation des produits, la

⁸⁸ Distribution générale d'aliments de compléments pour enfants de 6 à 59 mois et les femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) ; traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM) des enfants de 6-59 mois et des FEFA ; prévention de la malnutrition chronique à travers le projet 1000 jours

⁸⁹ Dans le village de Pampako, 200 sachets ont pu être mis à disposition des postes de santé, mais 100 sachets de farine étaient encore en attente d'être vendus

gestion des ressources.

Equipements

132. **L'ensemble des équipements sont prévus d'être distribués dès la phase de catégorie B** des villages ciblés. L'utilité de ces équipements a cependant été jugée variable :

- **Parmi l'ensemble des équipements reçus, le moulin à farine enrichie a très souvent été cité comme étant parmi les plus utiles**, les plus attendus par les communautés bénéficiaires et non bénéficiaires et les personnels de santé, y compris au-delà des villages ciblés. Parmi l'ensemble des villages visités, à l'exception d'un seul, le moulin était systématiquement défectueux et cassé dès les premières utilisations du fait de sa qualité non conforme. Une formation de trois heures a eu lieu sur la composition de la farine enrichie mais aucune formation n'a été donnée sur l'utilisation du moulin. Les communautés ont souvent dépensé d'importantes sommes d'argent pour tenter de réparer cet équipement jugé essentiel, mais sans succès. Le PAM a cessé la distribution de compléments nutritionnels aux postes de santé relevant des villages ayant reçu le moulin pour farine enrichie, malgré le fait que les moulins étaient défectueux.
- **Un déshydrateur a été distribué, associé au moulin, sans que son intérêt n'ait été saisi des communautés** interrogées. Il permet de déshydrater des plantes, tubercules, fruits, entrant dans la composition de la farine enrichie. Quatre sources d'alimentation en énergie y sont associées pour accroître les opportunités d'utilisation : panneaux solaires, gaz, charbon et générateur. Le charbon est la source la plus utilisée, les panneaux aussi lorsqu'ils fonctionnent encore, le gaz et le générateur sont jugés trop onéreux. L'absence de formation sur l'intérêt nutritionnel et commercial de ces produits déshydratés a manqué (ex : période de commercialisation, débouchés économiques, opportunités de marchés) et n'a pas permis la bonne appropriation de cet équipement.
- **Les moulins et les déshydrateurs ont été fabriqués en Guinée par l'entreprise Fapel**. Le choix d'une entreprise nationale (localisée du côté de Labé) est tout à fait apprécié, permettant de renforcer le tissu économique locale. Cependant le moulin n'était pas approprié à l'utilisation prévue, la qualité n'était pas du tout satisfaisante. Une enquête auprès du fournisseur était en cours au moment de la collecte des données pour mieux comprendre ce constat défectueux, empêchant de répondre aux besoins prioritaires des communautés.
- **Une machine pour griller les arachides a été distribuée dans certains villages mais n'était pas utilisée** faute de formation reçue. Une presse à charbon a aussi été remise pour alimenter le déshydrateur et est utilisée dans les villages visités concernés.

2.3.2 Analyse des axes transversaux

2.3.2.1 Renforcement des compétences

133. **Une approche stratégique du PAM pour la durabilité**. L'approche VFZ place le renforcement des compétences au cœur de sa stratégie de transition et de transfert. L'objectif est d'assurer la durabilité des actions et de permettre au gouvernement et aux partenaires nationaux de maintenir un soutien efficace après le retrait de l'aide directe, contribuant ainsi à l'atteinte de la faim zéro.

134. Cette modalité centrale du modèle VFZ englobe l'alimentation scolaire, la nutrition et la résilience. Elle vise à accroître les revenus des ménages, améliorer leurs pratiques alimentaires et nutritionnelles, et renforcer leur participation au développement communautaire.

135. **Le PAM apporte un soutien technique, matériel et financier aux acteurs gouvernementaux (central et décentralisé) et aux partenaires**, incluant les ONG locales et les chefs de village. Des appuis concrets ont été réalisés, comme des voyages d'étude (nutrition au Bénin, résilience en Corée du Sud) et la fourniture de matériel spécialisé (stations totales, drones pour la Direction Nationale du Génie Rural - DNGR ; tablettes pour l'éducation), augmentant l'efficacité opérationnelle sur le terrain.

136. **Des formations ciblées ont également été dispensées** : une centaine de personnes (conseillers agricoles, personnel du PAM, bénéficiaires) a été formée sur la gestion des pertes post-récoltes par Kopia.

De plus, 55 ONG partenaires ont bénéficié de formations sur les nouvelles procédures de marchés et l'utilisation de la plateforme UNPP, renforçant ainsi leur capacité de gestion. Cependant, l'évaluation a également mis en lumière des points nécessitant une attention continue et des améliorations. La diffusion des compétences du niveau central vers les niveaux régionaux et préfectoraux reste un défi à suivre pour le PAM, comme l'illustre le déploiement d'agents de Conakry par la DNGR sans formation équivalente pour les agents locaux.

137. **Un financement insuffisant limite la portée du renforcement des capacités techniques et de gestion des ONG partenaires.** L'absence de formations spécifiques au déploiement de l'approche VFZ freine l'appropriation du programme par les acteurs de terrain. Enfin, bien que l'intégration du genre soit encouragée, la matérialisation de mesures concrètes reste un domaine à renforcer pour garantir une équité optimale.

2.3.2.2 Autonomisation des femmes

138. **L'approche VFZ du PAM en Guinée intègre l'autonomisation des femmes, des filles et des jeunes** comme un axe transversal essentiel, s'inspirant du modèle coréen Saemaeul Undong. Le programme vise à renforcer leurs compétences, leur leadership et leur indépendance économique, reconnaissant leur rôle vital dans la sécurité alimentaire et le développement communautaire.
139. **Le programme VFZ déploie diverses approches**, incluant le renforcement des capacités des agricultrices, un soutien nutritionnel ciblé pour les femmes enceintes et allaitantes, et des initiatives d'alimentation scolaire avec rations sèches pour les filles en 6ème année, afin de contrer les abandons scolaires liés aux responsabilités familiales.
140. **Les femmes sont encouragées à assumer des rôles de leader** dans des groupes variés (agriculteurs, comités de cantines scolaires, unités de transformation, syndicats), favorisant la coopération et le soutien mutuel.
141. **Le programme met en œuvre cette autonomisation par la formation en gestion financière, la désignation d'"ambadrices"** en collaboration avec les chefs de village, l'apprentissage de la préparation d'aliments sains et nutritifs à partir de produits locaux, la formation à l'utilisation de machines pour la transformation et la conservation des aliments, accompagnée de la fourniture d'équipement et le soutien à la nutrition des écolières via l'alimentation scolaire pour encourager la fréquentation.
142. **Les observations de terrain montrent une présence féminine dans les comités**, bien que leur rôle soit souvent plus représentatif que décisionnel. Des **cas prometteurs** de leadership actif sont néanmoins notés, comme à Bhawo Fello à Labé ou au sein d'un comité de cantines scolaires.
143. **Cependant, l'évaluation souligne des points nécessitant une attention continue et des améliorations.** Le faible taux d'alphabétisation des femmes est une barrière majeure à leur pleine participation. Le potentiel des caisses d'épargne et de crédit est avéré, et cette activité intégrée au manuel VFZ est indiquée pour renforcer l'autonomisation des femmes, cependant leur déploiement est très réduit et dépendant de l'expertise d'ONG partenaires (ex : CAM à Boké), suggérant un besoin d'extension.

2.3.2.3 Intégration entre les composantes

144. **L'intégration des trois composantes n'a pas systématiquement été effective, faute de finances disponibles pour la mise en œuvre de l'approche VFZ dans sa globalité.** Le domaine de la résilience a été financé dans des proportions importantes, mais les deux autres composantes ont été difficiles à financer. C'est pourquoi l'ensemble des villages de catégorie B ou C, bien que supposés recevoir l'appui

autour des trois composantes, ne reçoivent parfois que l'appui à la production agricole⁹⁰. Ainsi, les VFZ intégrés en 2023 n'ont pas bénéficié d'un appui en nutrition. Ces villages deviennent alors prioritaires en cas d'opportunités de financement pour ces deux autres composantes afin de privilégier l'approche intégrée.

145. **Lorsque la cantine scolaire est intégrée, les groupements de producteurs de riz appuyés alimentent effectivement les cantines ciblées.** Dans certains villages le groupement maraicher alimente également la cantine (ex : Zogota). Les modalités de mise en relation entre groupements de producteurs et comités de gestion de l'école varient : i) le PAM achète auprès des groupements de producteurs et des étuveuses et assure le transport jusqu'à l'école ; ii) le PAM achète auprès des groupements mais ce sont eux qui livrent l'école ; iii) le PAM verse l'argent sur le compte du comité de gestion de l'école qui achète auprès des groupements de producteurs et des étuveuses en intégrant le transport. Ces différents types de fonctionnement présentent des modalités de plus en plus engagées et autonomes entre comité de gestion de l'école et groupements de producteurs.
146. **Les produits locaux entrant dans la composition de la farine améliorée ne sont pas toujours appuyés par le PAM (ex : arachide, maïs).** La recette de farine enrichie intègre des produits céréaliers et maraichers déshydratés. L'appui à la production agricole permet d'accroître les denrées disponibles pour la fabrication de farine. La disponibilité des denrées agricoles nécessaires à la fabrication de farine n'était jamais un facteur limitant. Les villages environnants, professionnels de santé et communauté ont une forte attente dans la fabrication de ces farines.

2.3.2.4 *Intégration de l'approche par grappe*

147. **Les aménagements ne sont pas démultipliés par les villages environnants.** Lors de nos visites (« changes et visites) nous n'avons pas trouvé des aménagements de bas-fonds démultipliés, à l'initiative des communautés. Malgré tout l'intérêt reconnu de tels aménagements, les travaux et investissements nécessaires sont trop techniques et onéreux pour être démultipliés sans l'appui du PAM. Idem pour ce qui concerne les aménagements de jardins maraichers, de plus dans ce cas les résultats souvent peu conséquents, n'ont pas incités les villages voisins à s'engager dans de tels travaux.
148. **Les formations aux techniques rizicoles dispensées dans les villages sélectionnés ont été ouvertes aux personnes des villages voisins** intéressées et plusieurs sont venues aux sessions. Cependant, rares sont ceux qui ont dupliqués les techniques enseignées⁹¹. Les semences de riz Tong-il ont bel et bien été partagées entre familles, entre villages. Cependant, sans aménagement des terres et bonne capacité de gestion de l'eau cela n'a pas permis d'accroître les rendements dans les villages voisins, puisqu'elle requière une bonne maîtrise de l'eau.
149. **Les infrastructures et équipements sont régulièrement utilisés par des familles non bénéficiaires du village⁹².** Cela se fait le plus souvent à des tarifs moins avantageux que pour les bénéficiaires directs, les règles étant définies par le comité de gestion donc spécifiques à chaque communauté, et plusieurs sont utilisés par des familles de villages voisins. L'utilisation par les villages voisins dépend du niveau de relation entre villages passant notamment par les lieux de sociabilité partagés (ex : école, poste de santé, marché), de la distance entre les villages et des opportunités de transports disponibles. Bien que l'utilisation de ces facilités, par des familles extérieures au village, soit mentionné, cela représente une proportion restreinte d'utilisateurs et ne constitue pas des opportunités qui permettent de changer de façon significative la situation alimentaire et nutritionnelle dans les villages non bénéficiaires. Enfin, l'état régulièrement défaillant des équipements⁹³ en a aussi limité les portées d'utilisation possibles.

⁹⁰ Données non disponibles ou partagées par le PAM. Les activités d'un même village sont associées au même suivi financier.

⁹¹ Information recueillie au cours FGD, question systématiquement posée dans chaque village visité

⁹² Information recueillie au cours des FGD, question systématiquement posée dans chaque village visité

⁹³ Observé lors des visites d'équipements effectuées dans chaque VFZ et explicité par les personnes responsables

150. **Dans les villages, les interventions portées par le PAM sont très visibles** (ex : construction d'infrastructures, aménagements de bas-fonds, équipements). Cela représente des investissements considérables dont les communautés n'ont pas l'habitude de bénéficier. Les transferts monétaires pour la réalisation d'actifs, bien que non visibles directement sont connus des villages environnants. Tous ces soutiens matériels et financiers dont bénéficient les villages sélectionnés en catégorie B et C sont connus des villages avoisinants et suscitent une forte envie d'en bénéficier tout autant (sans que cela ne crée de tensions entre villages). C'est la raison chaque fois évoquée par les communautés nouvellement intégrées à l'approche VFZ⁹⁴, localisées aux abords d'un village de catégorie B ou C.
151. **Les initiatives de partage de semences, de techniques agricoles et les visites de sites n'ont pas suffi à faire évoluer de façon significative la situation alimentaire dans les villages voisins.** Parmi ces trois facteurs mentionnés comme susceptibles de faciliter la démultiplication dans les villages avoisinants, les deux premiers ont bien eu lieu, tandis que les visites de sites et sessions de partage de pratique ont peu été organisées. Globalement c'est davantage l'utilisation des infrastructures et des équipements qui a bénéficié aux villages avoisinants, mais dans des proportions restreintes et permettant certes de faciliter une partie du travail (ex : décortiqueuse, moulin, motoculteur) mais pas d'augmenter la production agricole et de réduire la malnutrition.

2.3.3 Capacité d'adaptation

152. Les aménagements des bas-fonds combinés à l'introduction et la vulgarisation de la variété de riz Tong-il devraient renforcer la résilience et l'adaptation des petits exploitants agricoles à l'impact de ces effets. Les résultats restent mitigés en raison de la faible réussite technique des aménagements.
153. **Les activités en appui à la production agricole étaient trop peu adaptées aux spécificités des contextes locaux.** La variété promue, de courte taille 'était souvent entièrement inondée en Guinée Forestière tandis qu'elle manquait d'eau en Moyenne et Haute Guinée.

2.3.4 Mécanismes de réclamation

154. **Un dispositif de gestion des plaintes a été déployé,** il intègre l'ensemble des activités du PAM (non exclusif à l'approche VFZ). Il intègre un call center national gratuit et un Help Desk lors des grandes opérations sur terrain qui sont bien fonctionnels, mais ne permettent pas d'isoler les retours spécifiques aux villages VFZ en raison de l'anonymisation des appelants.
155. **Le mécanisme de réclamation est conforme aux SOP** (Procédures Opérationnelles Standard au PAM) du PAM, respectant les critères de visibilité, diversité des canaux, ressources humaines, délais de réponse. Et la dimension genre y est bien intégrée (affiches genrées, comités mixtes). La majorité des plaintes est liée aux retards des transferts monétaires et les cas non résolus concernent essentiellement les équipements défectueux. Un manager, recruté en janvier 2024 et membre de l'équipe RAM, a spécifiquement la charge du Mécanisme de feedbacks communautaire (CFM – Community Feedback Mechanisms), il assure le suivi du dispositif. Celui-ci comprend : un centre d'appel incluant trois opérateurs (deux femmes et un homme polyglotte couvrant la diversité des langues du pays) ; des comités villageois pour assurer un suivi de proximité et un help desk activé lors des grandes opérations de distribution. Sur le terrain, les affiches du numéro vert 113 – illustrées par des pictogrammes inclusifs (harcèlement, détournements) compréhensibles par les analphabètes – sont bien appréciées et présentes dans tous les villages, y compris aux postes de santé, assurant un accès universel au CFM.
156. **Des rapports détaillant les requêtes et feedbacks traités au cas par cas sont produits mensuellement** et démontrent qu'elles sont traitées en continue. Les rapports incluent des méthodes de désagrégation (géographique, par genre, par type d'activités, par catégorie de retours) qui sont utiles à l'analyse des besoins des communautés et de leur niveau d'engagement. Par exemple, les données désagrégées démontrent une forte demande d'informations des communautés (33% en avril 2025)

⁹⁴ Informations recueillies au cours des discussions en groupe dans les villages de vulgarisation environnants les VFZ

traduisant un besoin de clarification sur certains sujets ainsi que de nombreuses observations et suggestions (33% également) illustrant l'engagement des communautés.

157. **Les désagréments par sexe sont systématiques.** On observe que les femmes sont bien moins nombreuses à utiliser le centre d'appel (tableau 4) qui est pourtant l'outil principal de transmission des plaintes⁹⁵. Peu de cas de harcèlement ont été relevés. Ainsi, l'EE s'interroge sur les réelles portées que ce dispositif peut avoir sur les questions genre/harcèlement et si des campagnes de sensibilisation à ce propos sont conduites.

158. **Un seul rapport désagrège par âge**, ce qui est regrettable car c'est un indicateur intéressant. En effet, dans le rapport qui l'intègre, on se rend compte que seulement 3% des requérants étaient dans la tranche d'âge 15-24 ans, posant la question de l'inclusion des jeunes.

Tableau 6: Répartition des appelants du numéro vert par genre (Janvier-Avril 2025) ⁹⁶

Mois	% hommes*	% femmes*
Janvier	60 %	40 %
Février	82 %	16 %
Mars	78 %	22 %
Avril	74 %	26 %

* calculé en additionnant les pourcentages « bénéficiaires » et « non-bénéficiaires » pour chaque genre.

Les principales plaintes reçues au centre d'appel sont listées dans le tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7: Principaux type de plaintes remontées (Janvier-Avril 2025)

Mois	Types de plaintes dominantes
Janvier	Transferts monétaires non reçus (majorité des tickets)
Février	Équipements cassés (forages, moulins), sans suivi de réparation
Mars	Comptes bloqués sur la plateforme des transferts monétaires (nécessité de déplacements pour régularisation)
Avril	Problèmes mineurs liés aux transferts monétaires (retards ponctuels)

2.4 Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle utilisé efficacement les ressources ? – EFFICIENCE (QE4)

Encadré 4: Constats clés – Efficience

- **Constat Clé 10 :** Une planification budgétaire non maîtrisée et les procédures complexes ont limité à la fluidité financière, l'efficacité de certaines ONG partenaires et freiné l'adaptabilité de la mise en œuvre de l'approche VFZ. En conséquence, des retards conséquents et récurrents dans l'élaboration des contrats, les décaissements et les transferts monétaires sont désynchronisés du calendrier agricole, réduisant grandement son efficacité et l'adhésion des bénéficiaires et des partenaires.
- **Constat Clé 11 :** La mobilisation d'acteurs multiples a permis une approche multisectorielle, mais les déséquilibres de leadership, les limites opérationnelles et le manque de formation de certains

⁹⁵ Les rapports mensuels incluent un feedback désagrégé par canal. Ils révèlent qu'en moyenne 90% des requêtes sont reçues via le centre d'appel, mettant en évidence l'importance de ce canal pour la gestion des plaintes et retours des communautés.

⁹⁶ Données non disponibles pour les années précédentes

partenaires ont entravé l'efficacité de l'action par endroits.

- **Constat Clé 12** : L'absence de structure de gestion dédiée, d'un dispositif spécifique de suivi-évaluation adapté à l'approche VFZ, et d'une stratégie de communication claire a nui à la compréhension de l'approche VFZ, à la mesure et la diffusion des résultats et à la valorisation des apprentissages des parties-prenantes.

2.4.1 Respect des délais

159. **La mise en œuvre de l'approche VFZ a rencontré des difficultés notables en matière de respect des délais de mise en œuvre**, en grande partie liées aux lenteurs et lourdeurs des procédures administratives et financières du PAM. Le versement tardif des premières tranches de financement, souvent plusieurs mois après la sélection des ONG partenaires, a été un facteur déterminant, obligeant certaines d'entre elles (comme ABEF, ASDG ou AUDICO) à préfinancer les activités pour ne pas compromettre la campagne agricole. Ce décalage a entraîné des conséquences directes sur le calendrier cultural, avec des aménagements rizicoles parfois réalisés deux mois après la période optimale (par exemple à Sanana ou Pampako), entraînant des pertes de production ou des échecs de certaines cultures. Cela a pu concerner tant les aménagements rizicoles comme maraichers.
160. **Un décalage récurrent entre le calendrier de mise en œuvre des activités et le calendrier agricole a généré des contraintes majeures pour les bénéficiaires et compromis la qualité des aménagements.** En effet, le manque d'alignement avec le calendrier agricole, notamment pour les cultures de riz, a été souligné de manière récurrente : les travaux d'aménagement des bas-fonds, devant idéalement se faire entre février et avril, étaient souvent réalisés en juin, juillet ou même août. Cela a conduit à une intensification du travail communautaire dans des périodes déjà critiques pour les ménages agricoles, créant une surcharge et une forte sollicitation du PAM pour les bénéficiaires dans une période critique en raison des travaux agricoles qu'ils effectuent dans leurs parcelles individuelles. Cela a été une contrainte soulevée également par les ONG qui expriment un travail accru et une énergie supplémentaire pour mobiliser les bénéficiaires. La nécessité d'accélérer les travaux dans des conditions climatiques défavorables (pluies rendant les diguettes fragiles) a en outre réduit la durabilité des aménagements réalisés dans une grande partie des VFZ.
161. **Des retards importants dans les transferts monétaires ont démobilisé certaines communautés et compromis la continuité des activités.** Cela concerne notamment les constructions des actifs, où certaines communautés et partenaires opérationnels se plaignent des délais de transferts qui peuvent arriver aux bénéficiaires mobilisés plusieurs mois après la réalisation de l'activité, voire une fois le contrat de l'ONG achevé. Ceci a, dans certains cas, entraîné une démobilisation pour les activités communautaires les années suivantes et peut expliquer en partie certains échecs comme à Sanana.
162. **Malgré des engagements contractuels avec les ONG, les retards répétés ont affecté la qualité de la mise en œuvre, généré une insatisfaction générale (ONG, communautés, SB) et compromis l'efficacité des activités.** Plusieurs partenaires ont alerté sur la nécessité de mieux anticiper les délais contractuels et les flux financiers pour garantir la réussite des campagnes agricoles. Ces retards structurels constituent l'un des principaux points faibles de la mise en œuvre de l'approche VFZ, avec un effet domino sur la planification, l'adhésion communautaire et les résultats attendus.

2.4.2 Gestion financière

163. La faiblesse de la gestion budgétaire associées à l'approche VFZ, malgré une forte capacité de mobilisation de fonds, entrave la planification et le suivi financier à long terme. Le PAM a une très bonne capacité de mobilisation de fonds auprès de multiples bailleurs, c'est une vraie force, mais a une faible structuration dans l'allocation, la planification et le suivi budgétaire spécifique associés à l'approche VFZ ce qui rend difficile la planification des activités sur la durée de l'intervention. En effet, la gestion financière de la mise en œuvre de l'approche VFZ se caractérise par une construction progressive et opportuniste annuelle, plutôt que par une planification structurée dès l'origine. L'approche VFZ n'a pas été formalisée avec un cadre budgétaire dédié : il s'est appuyé sur le CSP 2018-2024 et sur les

composantes existantes (nutrition, résilience, cantines), avec des financements attribués en fonction des opportunités offertes par les donateurs, notamment la Corée du Sud. Si cela a permis un démarrage rapide, cela a limité la lisibilité financière globale et freiné la mise en place d'un suivi financier intégré de l'approche par catégorie de village (A, B, C) sur l'ensemble des composantes.

164. **Le suivi budgétaire associés à l'approche est morcelé**, avec des codes de financement attribués par activité sectorielle mais sans ventilation consolidée. Il n'existe pas de base de données budgétaire ni de reporting financier dédié à l'approche VFZ permettant d'évaluer le coût ou la rentabilité par village ou par paquet d'activités spécifique. Cela limite la capacité du PAM à justifier les dépenses, mesurer la performance financière et piloter le déploiement du modèle de manière plus stratégique.
165. **La durée inadaptée des contrats des partenaires et le manque de coordination entre acteurs nuisent à la qualité, à l'impact et à l'efficacité des interventions** sur le terrain. En effet, la durée inadaptée des contrats des partenaires opérationnels (ONG locales), dû à une habitude du PAM de contractualiser sur des périodes courtes en tant qu'agence humanitaire —trop courte par rapport aux cycles agricoles et pour un accompagnement qualitatif à la structuration des groupements — pousse les partenaires à exécuter les activités dans l'urgence, au détriment de leur qualité et de leur impact. De plus, la multiplication des ONG partenaires intervenant dans une même zone sur des thématiques communes, entraîne une perte d'efficacité globale.
166. **Des retards sont fréquents dans les décaissements aux partenaires opérationnels** comme l'ont signalé plusieurs ONG. Ces retards compromettent la saisonnalité des interventions (notamment agricoles) et obligent les ONG à recourir au préfinancement⁹⁷, fragilisant ainsi leur capacité opérationnelle. Cette situation est aggravée par une faible anticipation des besoins et des cycles agricoles, alors que le modèle VFZ repose sur des activités synchronisées (production, transformation, nutrition, cantines) qui exigent une gestion financière fluide et prévisible.
167. **Les contrôles financiers en place, bien que rigoureux, ne permettent pas toujours une prise de décision rapide ni un décaissement des fonds en temps opportun.** Les contrôles sont réalisés à plusieurs niveaux (SB, Programmes, BP) afin de garantir le suivi des décaissements et réalisations des partenaires opérationnels mais cela engendre des délais supplémentaires pour vérification et corrections de certaines dépenses et/ou pièces justificatives, notamment dans le cadre des Accords de Coopération (FLA) qui contribue à des retards de paiements.

2.4.3 Optimisation des opérations

168. **Le PAM a tenté de répondre aux contraintes opérationnelles en s'appuyant sur les structures existantes et en renforçant les capacités de ses partenaires.** En concentrant les efforts de formation sur les acteurs institutionnels et les ONG, notamment à travers l'apprentissage de l'utilisation de la Plateforme des Partenaires de l'ONU (UNPP), le PAM a cherché à améliorer l'efficacité administrative tout en limitant les coûts liés à la création de nouveaux systèmes. L'utilisation des canaux gouvernementaux et des plateformes déjà en place, a également permis d'éviter la duplication des efforts, optimisant ainsi l'utilisation des ressources publiques et institutionnelles disponibles.
169. Plusieurs initiatives terrain ont optimisé la distribution via des transferts monétaires et l'appropriation locale, mais ont aussi créé une dépendance aux incitations financières. Sur le terrain, plusieurs initiatives ont permis d'optimiser les modalités de distribution. Le recours au *cash for assets* via la modalité de transfert monétaire, a mobilisé la main-d'œuvre locale pour des travaux communautaires, réduisant les coûts liés à l'intervention d'acteurs extérieurs. De plus, avec l'approche cluster que le PAM met en place, certains villages périphériques des VZF se sont appropriés de manière autonome les bonnes pratiques observées chez leurs voisins, ce qui a renforcé l'effet de diffusion sans coûts supplémentaires pour le

⁹⁷ De nombreuses ONG partenaires ont signalé des retards significatifs dans les décaissements des avances de démarrage des activités. Dans plusieurs cas, les premières tranches (30 %) ont été versées plusieurs mois après la signature des contrats.

PAM. Toutefois, cette approche a montré ses limites, car elle a induit une forme de dépendance à l'incitation monétaire : l'efficacité de la stratégie devient incertaine si ces paiements cessent.

170. **En revanche, des problèmes logistiques et techniques ont pesé sur la performance globale.** D'un côté, l'absence d'un service après-vente structuré pour les défaillances techniques des machines agricoles et de transformation (entretien et réparation), l'indisponibilité de stocks locaux de certaines pièces détachées a entraîné des coûts de réparation élevés ou l'arrêt de l'utilisation de certains matériels dans plusieurs VZF. Cela, couplé au manque de formation technique adaptée, a conduit d'un autre côté, à des dépenses logistiques supplémentaires, comme le transport d'équipements démontables sur de longues distances via taxis par exemple. Ces inefficiences pourraient être corrigées par la mise en place de formations complémentaires et par l'équipement de prestataires ou techniciens locaux avec des pièces de rechange, afin de réduire durablement les coûts de maintenance et de transport afin de contribuer à un meilleur usage et longévité des équipements fournis.

2.4.4 Qualité des partenariats

171. **Le PAM a tissé un réseau de partenariats étendu impliqués dans le déploiement de l'approche VFZ** qui couvrent différents niveaux et secteurs d'intervention qui démontre sa bonne capacité à mobiliser un large éventail de partenaires avec un effort manifeste d'intégration multisectorielle. En effet, des liens sont établis entre le PAM et les différents partenaires institutionnels nationaux (Ministères de la Santé, de l'Agriculture et Elevage, de l'Education, Direction du Génie Rural), les partenaires institutionnels et services techniques décentralisés, financiers (coopération Coréenne, nord-américaine...), les agences des nations unies (UNICEF, FAO, FIDA...) et les ONG locales et des sociétés privés. Le secteur de la recherche semble moins impliqué actuellement alors qu'il l'était davantage au début de l'intervention, notamment concernant les essais sur la variété de riz Tong-il.
172. **Au niveau des partenaires institutionnels, et des Services Techniques de l'Etat (STE) en particulier, il y a une bonne coopération technique,** même si certains partagent des tensions potentielles sur le leadership institutionnel associé à l'approche VFZ. S'ils se disent tous satisfaits de la collaboration technique avec le PAM (équipements, supervision, formations), des réserves sont émises sur le modèle de mise en œuvre déléguée au PAM. Cela est considéré par certains cadres comme une dépossession des prérogatives étatiques, même s'ils admettent en parallèle que la contribution du PAM est bénéfique et ne serait pas réalisable avec les moyens dont ils disposent.
173. **Les STE soutiennent la production agricole mais sont souvent limités par des capacités et moyens insuffisants pour un suivi efficace.** Plus concrètement, les STE sont impliqués dans l'appui à la production rizicole, via l'appui à la réalisation des plans d'aménagement des bas-fonds, le suivi des travaux d'aménagement réalisés par les communautés, la co-animation des formations sur les techniques agricoles (ex : le repiquage), ou encore le suivi des carrés de rendement. Les capacités parfois limitées au niveau des STE justifie de faire appel aux services nationaux (cas pour la réalisation des plans d'aménagement et utilisation de matériel de levé topographique). Les STE en charge du suivi manquent le plus souvent de moyens (véhicule, carburant) pour un suivi régulier et conforme, et rare sont ceux qui ont effectivement pu suivre les activités (comme le suivi des carrés de rendements).
174. **Le partenariat avec les ONG locales est essentiel à la mise en œuvre de l'approche VFZ.** Les ONG sont mobilisées pour mener la plupart des activités techniques ainsi que celles concernant la mobilisation communautaire, la distribution et les formations. Ce large domaine d'intervention, bien qu'assumée, n'est pas toujours assurée de manière qualitative et les personnels ne se sont pas suffisamment formés pour répondre à toutes les exigences associées à l'approche VFZ.

2.4.5 Modalités de coordination, de communication, de capitalisation

175. **Les modalités de coordination de l'approche VFZ par le PAM reposent principalement sur la mobilisation des différentes équipes** (nutrition, résilience, cantines scolaires, programme, RAM, partenariats), **sans qu'une équipe « approche VFZ » dédiée n'ait été formellement mise en place.** La gestion des ressources humaines (RH) pour l'approche VFZ est marquée par une structuration insuffisante et un manque de clarté organisationnelle. Le pilotage de l'approche VFZ a été

essentiellement assurée par l'ancien Directeur Pays (DP) alors que plusieurs témoignages pointent l'absence d'un encadrement RH spécifique (pas de chef responsable de l'approche VFZ, pas de cellule de coordination claire) dédié même si les évolutions récentes avec le recrutement d'une coordinatrice de l'approche VFZ dans l'équipe Résilience tente de corriger cela.

176. **Le suivi opérationnel de l'approche VFZ repose sur les SB et les personnels des différentes composantes techniques au niveau central.** Cette organisation souple favorise l'adaptation mais tend à limiter la cohérence stratégique globale et une coordination efficace en lien avec le point précédent.
177. **Les outils de capitalisation relatifs à l'approche VFZ sont peu développés** alors qu'il serait pertinent pour le PAM de capitaliser sur l'approche, ces expertises techniques, ces modalités opérationnelles et communiquer sur les impacts et effets de l'approche VFZ auprès des bénéficiaires. Cela serait bénéfique en interne mais également auprès des partenaires institutionnels, opérationnels et des bailleurs. Le PAM dispose de certains outils de capitalisation.
178. **En termes de communication, le PAM partage ponctuellement des informations avec les partenaires institutionnels et les autorités,** via les points focaux, notamment à travers des ateliers de sensibilisation, des visites de terrain et des présentations lors d'événements officiels. Des supports de communication existent (vidéos, manuel 2024, etc.) mais d'après les informations collectées, manque d'une stratégie de communication, de partage de l'information ou de restitution des résultats consolidée entre le PAM et ses partenaires institutionnels et opérationnels. A ce stade cela manque de clarté et de régularité.
179. **Une stratégie de communication plus structurée,** intégrant des points de concertation et de partage de l'information/résultats réguliers et formalisés, permettrait d'améliorer significativement la coordination avec les partenaires et la cohérence des actions sur le terrain.

2.4.6 Performance du système de suivi-évaluation

180. **Il n'existe pas de dispositif spécifique de suivi des effets de l'approche VFZ.** L'approche étant à l'origine une initiative portée en grande partie par le précédent directeur pays, aucune équipe S&E n'a été associée à sa conception ce qui peut expliquer que ce dispositif reste adossé aux outils classiques du PAM, sans adaptation à la logique de l'approche VFZ.
181. **L'unité RAM du PAM, assure un suivi sectoriel des activités** (nutrition, résilience, cantines, urgence) **sur la base d'indicateurs standards du PAM et listés dans le CSP,** mais sans outil ni base de données spécifiquement dédiée au VFZ. Le suivi repose donc essentiellement sur ces indicateurs et ceux des bailleurs, sans cadre logique propre à l'approche VFZ ni indicateurs de résultats consolidés pour l'approche VFZ. Le dispositif spécifique à l'approche VFZ reste lacunaire et peu structuré.
182. **Pour le suivi des indicateurs de résultats et d'effets de l'approche VFZ, le PAM souhaite s'appuyer sur l'étude de référence** (Baseline) réalisée en 2022 dans 7 des premiers VFZ⁹⁸ en reconduisant cette étude (en cours pendant la mission) afin d'évaluer les évolutions. Cette étude en cours est également menée dans 11 autres VFZ⁹⁹ de la phase pilote des cohortes 2022 et 2023 ainsi que dans 38 autres VFZ qui ont intégré l'approche VFZ depuis 2024 pour en faire la Baseline. L'équipe RAM a l'intention de reconduire cette étude dans 2 ans pour en évaluer les impacts de l'approche.
183. **Les équipes des différentes composantes sont également impliquées dans le suivi évaluation** mais ce dernier se limite au suivi des activités, productions et création des actifs. La dernière actualisation de la liste d'actifs a été effectuée en 2023 et lors de la phase de collecte de la mission évaluative, la liste des

⁹⁸ Il s'agit des VFZ de Bhawo Fello (Labé), Falaba (Boké), Farabana (Kankan), Nienh, Pampako (N'Zérékoré) et Tinterba (Faranah). Le village de Sanana faisait partie de la liste des VFZ où la baseline a été réalisée mais le PAM n'y intervient plus aujourd'hui donc exclu de l'étude endline en cours en 2025.

⁹⁹ Farenha (Boké), N'Dantary, Dalein (Labé), Feredou, Bananko, Frandou (Kankan), Nongoa, Soulinkolo (Kissidougou), Zaraborozou, Kéoulendou, Konipara et Maouon (N'Zérékoré).

actifs de 2024 n'était pas consolidée. Il n'y a pas d'outils de suivi des actifs au niveau des SB qui se basent sur les compte rendu et procès-verbaux de réception pour l'établir lorsque les équipes du BP la leur demande.

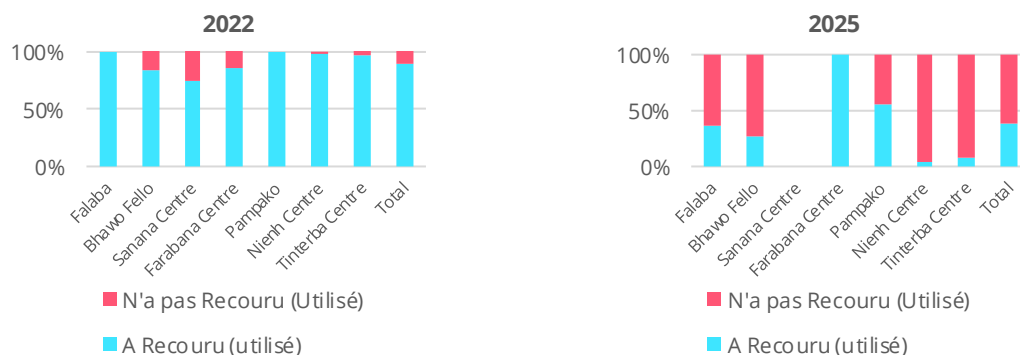
2.5 Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-il généré ou devrait-il généré de probables effets significatifs, positifs ou négatifs, voulus ou non ? – IMPACT (QE5)

Encadré 5: Constats Clés - Impacts

- **Constat Clé 13** : L'approche VFZ a contribué à accroître la production agricole et a facilité l'accès aux marchés (ex : cantines) ce qui a contribué à renforcer la SAN, favorisant l'accès à l'alimentation scolaire basée sur des produits locaux, contribuant à renforcer la cohésion sociale à travers l'approche communautaire, et permettant aux groupements de générer des revenus.
- **Constat Clé 14** : L'approche VFZ a permis de maintenir ponctuellement les jeunes dans les villages, du fait des transferts monétaires.
- **Constat Clé 15** : Des risques d'impacts mixtes sur la cohésion sociale : Malgré une appréciation forte de l'approche de PCP, des tensions / litiges ont émergé entre groupements et propriétaires fonciers. L'approche VFZ se fait avec de grandes disparités d'aide octroyé, ce qui risque de développer une compétition et des tensions entre villages voisins.

184. **L'approche VFZ a manqué de suivi et de compilation des indicateurs** et aucune analyse des risques n'a été élaborée au moment de la conception de l'approche. Des suivis d'indicateurs de résultats comparés entre 2022 et 2025 pour six villages couverts par l'approche, ont finalement été transmis en juillet 2025 à l'EE. L'analyse de ces données a indiquée qu'elles étaient le plus souvent incohérentes et non ajustées aux informations collectées auprès des communautés et aux vus du manque de cadrage préalable et de suivi des indicateurs partagé par le BP (informations présentées en Annexe 13). Parmi les cinq suivis d'indicateurs partagés par le PAM, seul le pourcentage des ménages ayant eu recours à des stratégies de survie présente des résultats relativement cohérents avec les données collectées dans les villages – voir Figure 10 ci-dessous (bien que des données surprenantes soient notées à Farabana Centre).

Figure 11: Utilisation de stratégies de survie alimentaire (% de ménages ayant recours ou non à des stratégies de survie

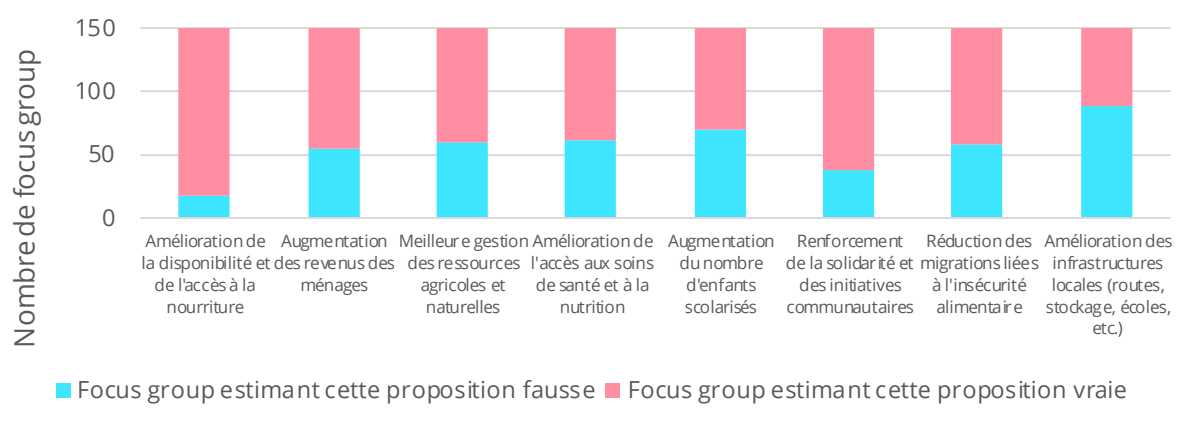


Source : Données suivi des résultats VFZ, PAM Guinée, Juillet 2025

185. La figure 11 présente l'appréciation des principaux changements associés à l'approche VFZ à travers des discussions de groupe menés par le PAM. Cela est cohérent avec les informations collectées dans

les villages par l'EE. On constate que les communautés interrogées mentionnent une importante amélioration de la disponibilité et de l'accès à la nourriture (comme relevé par l'EE, voir ci-dessous la section « impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ») ainsi qu'un renforcement significatif de la solidarité et des initiatives communautaires (comme relevé dans la section « impacts socio-économiques »). La réduction des migrations y est également inscrite, il s'agit simplement de réduction ponctuelle, les années des transferts monétaires.

Figure 12: Appréciation des principaux changements associés l'approche VFZ à travers des discussions de groupes menées par le PAM



Source : Données FGD suivi des résultats VFZ, PAM Guinée, Juillet 2025

186. Les activités ont été menées récemment, aux regards de la variabilité annuelle agricole, il est donc difficile d'extraire à ce jour des impacts tout à fait consistants, il faudrait pour cela d'avantage de recul dans le temps. Les sections ci-après présentent les premiers impacts observés et partagés par les communautés au cours des entretiens.

Impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

187. **L'approche VFZ a permis d'augmenter de façon significative la production rizicole dans les villages.** Cela s'est fait en soutenant l'aménagement des terres de bas-fonds permettant d'accroître la surface cultivée de riz dans des proportions importantes. Cet accroissement de la production est également une conséquence de l'utilisation de la variété de riz Tong-II ayant des rendements supérieurs aux variétés locales. L'aménagement des terres maraichères n'a pas eu d'impact en revanche sur la production, du fait des faibles surfaces et des difficultés de production rencontrées.
188. **L'approche VFZ a contribué à réduire en partie la période de soudure,** d'après les membres des groupements producteurs interrogés. L'augmentation de la production rizicole (qui constitue l'alimentation de base des communautés) a permis d'accroître l'autosuffisance alimentaire et de réduire les dépenses d'achat de riz. L'approche VFZ, en aidant à la conservation des récoltes contribue également à réduire la période de soudure. Cela a aussi contribué à augmenter en partie le nombre de repas par jour des ménages ciblés, d'après toutes les personnes interrogées.
189. **L'appui aux jardins maraichers et agroforestiers a peu contribué à diversifier l'alimentation.** Ces appuis ont pu bénéficier aux ménages bénéficiaires et aux cantines scolaires. Cependant cela n'a pu se faire que dans des faibles proportions du fait des problèmes rencontrés et ne semble pas avoir eu d'effet probant sur la réduction de la malnutrition.
190. **Les distributions de compléments nutritionnels ont permis de réduire le taux de malnutrition des enfants et des FEFA** d'après tous les responsables de santé interrogés. Les démonstrations culinaires bien appréciées des communautés ont permis de prévenir la malnutrition. Les activités proposées ont permis d'accroître le taux de vaccination d'après tous les personnels de santé interrogés car elles sont organisées les jours de vaccination. En Guinée Forestière dans les zones fortement touchées par Ebola, ces distributions ont même permis de redonner confiance dans les postes de santé qui étaient pour

beaucoup délaissés depuis cette période traumatisante.

2.5.1 Impacts socio-économiques

191. **L'approche VFZ a permis de renforcer la cohésion sociale** dans les villages ciblés. Cela grâce à l'appui à différents groupements rassemblant les personnes autour d'intérêt commun : champs communautaires ; pépinières collectives ; gestion des équipements et des infrastructures ; mise en lien entre groupements et comités et personnels de santé. Le plus souvent les bénéficiaires directs procèdent à une redistribution des bienfaits générés comme mentionné dans l'ensemble des villages interviewés et confirmé par les ONG partenaires rencontrées, ainsi l'ensemble des ménages tirent profit de l'approche VFZ participant à cette cohésion sociale.
192. **A travers son ciblage par grappe l'approche VFZ a ponctuellement contribué à renforcer la cohésion inter villageoise.** L'approche VFZ, en encourageant le partage de semences et d'expériences entre villages, permet de faire bénéficier les bienfaits de l'approche VFZ aux environs. Plusieurs membres de villages nouvellement intégrés ont exprimé leur reconnaissance d'avoir été informés par un village voisin de l'opportunité qu'il pouvait y avoir à adhérer à l'approche VFZ, et des effets potentiels produits.
193. **Les activités ont contribué à augmenter les revenus des groupements** par une amélioration de l'accès au marché (TdC, hyp 5), grâce à la vente des productions en riz et la location des équipements, d'après les groupements interrogés. Les groupements de producteurs ont pu vendre une partie de leur production aux CoGes des cantines scolaires, via le PAM, générant de nouveaux revenus. Les groupements d'éleveuses sont aussi impliqués dans les achats par les cantines, leur permettant de générer des revenus (moins conséquents que ceux des groupements de producteurs d'après des groupements interrogés dans quelques villages). Les groupements qui gèrent les équipements ont également d'importants potentiels pour louer tout ou partie du matériel reçu.¹⁰⁰ Le mauvais état de certaines machines, leur incapacité à en utiliser d'autres et leur faible capacité de gestion réduisent cependant considérablement cet important potentiel à ce stade.
194. **Les infrastructures et les équipements** (pour ceux qui fonctionnaient et étaient utilisés) **ont facilité le travail de production, de récolte, de conservation et de transformation**, réduisant ainsi la charge de travail des hommes et des femmes.
195. **Le transfert monétaire a souvent permis de répondre aux besoins alimentaires et scolaires** (dans les cas où les transferts avaient lieu à la rentrée scolaire) et au-delà, de consolider les maisons d'habitation (en investissant dans un toit plus résistant par exemple). L'argent reçu a également parfois permis d'investir dans du matériel en commun permettant d'accroître les capacités de production ou de transformation (ex : à Pampako, complément financier apporté pour l'achat d'une grande batteuse au lieu d'une petite prévue par l'approche), d'après de nombreux bénéficiaires interrogés.
196. **L'approche VFZ a facilité le maintien ponctuel des jeunes dans les villages**, grâce aux activités d'aménagement ou de construction contre transferts monétaires (les années où le transfert avait lieu), leur permettant d'éviter d'aller gagner de l'argent dans les mines avant de rentrer au village, d'après les jeunes interrogés dans plusieurs villages.

2.5.2 Impacts liés au genre

197. **Les activités liées au maintien scolaire des jeunes filles leur ont permis de finir leur cycle primaire et même d'atteindre le cycle secondaire.** Grâce à l'approche VFZ, les familles acceptent davantage que les jeunes filles continuent d'étudier et retardent leur mariage. Cet impact touche directement les droits à l'éducation et à la santé, en évitant notamment les grossesses précoces et en renforçant l'égalité des chances.

¹⁰⁰ Un groupement de producteurs a mentionné que pour la première fois ils ont encaissé des montants supérieurs à 20 millions de francs guinéens (notamment via la vente aux cantines scolaires favorisée par le PAM).

198. Le PAM, en demandant aux ONG expérimentées de déployer les groupes d'épargne et de crédit, a permis d'améliorer l'inclusion financière des plus vulnérables et particulièrement des femmes. Les GEC ont aussi permis de faciliter l'accès au crédit solidaire.
199. **La distribution des rôles dans la gestion des cantines scolaires a un impact négatif sur la charge de travail attribué aux femmes et les revenus générés.** Pendant que les hommes occupent les rôles de gestionnaire et décisionnaire au sein des comités) avec une charge ajoutée de travail ponctuelle et peu contraignante, bénéficiant même de formation, les femmes doivent assurer la préparation de repas quotidiens conséquents pour nourrir des centaines d'enfants, avec une maigre compensation qui peut s'apparenter à de l'exploitation. Si les femmes le font volontairement et de bonne foi pour accompagner l'éducation des enfants, cela n'a pas un poids moindre sur leurs lots de travail et la surcharge occasionnée et reste très inégalitaire au regard de l'investissement en temps des hommes.
200. **L'utilisation des équipements et particulièrement des étuveuses pour les femmes leur permet de réduire les tâches habituellement assignées.** L'utilisation des équipements de séchage pour les farines améliorées à base d'aliments locaux relève un grand potentiel qui a été très apprécié des femmes et a suscité un grand intérêt qui pourrait se transformer en inspiration pour créer des effets d'autonomisation importants.
201. **Les communautés et groupements, grâce aux revenus additionnels, ont pensé à apporter un appui aux personnes très vulnérables** (veuves, femmes seules). Par exemple à Bhawo Fello, ils ont entrepris de construire une maison pour une veuve et une maison pour une femme seule vivant avec un enfant en situation de handicap. Les droits à la dignité et à une vie décente de ces personnes sont ainsi mieux respectés.

2.5.3 Impacts inattendus

202. **Dans certains villages, des conflits fonciers commencent à surgir.** Quelques propriétaires souhaitent récupérer leur terre ou exigent une augmentation des redevances initialement fixées (à l'oral, non inscrit dans l'acte de cession malheureusement). Les causes ne sont pas précisées (il peut s'agir de non-paiement des redevances de la part des groupements, de retard de paiement, de rivalités entre familles, de jalousie voyant la productivité de leur terre maintenant bien supérieure). A Nienh, les bas-fonds aménagés et soutenus dans le cadre l'approche VFZ ne peuvent plus être cultivées par mésentente entre groupement et propriétaires. Aussi la construction d'infrastructures sur des terres non officiellement cédées à la communauté par des actes reconnus des autorités semble créer des interrogations voir des tensions au sein de groupement.
203. **Des disparités de traitement entre groupements crée des frustrations.** A titre d'exemple, à Nienh le groupement des producteurs (composé majoritairement d'hommes) a bénéficié de la mini-rizerie (moulin très performant) installé dans un nouveau bâtiment construit avec l'appui du PAM, tandis que le groupement des étuveuses (composé majoritairement de femmes) pourtant en charge de la transformation n'a bénéficié que d'un moulin beaucoup plus simple et sans bâtiment en dur associé.
204. **La mise à disposition de transferts monétaires pour la culture des champs communautaires risque de générer de la dépendance de la part des communautés.** Cela s'est produit les années où les fonds associés à la composante « résilience » étaient disponibles de façon importante.

2.6 Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle été appropriée par les structures gouvernementales nationales et locales et par les communautés; et est-elle répliquable par d'autres acteurs que le PAM ? - DURABILITE (QE6)

Encadré 6: Constats Clés - Durabilité

- **Constat Clé 16 :** Malgré l'approche participative offrant des perspectives de durabilité, l'absence

d'élaboration et de mise en œuvre efficace d'une stratégie de sortie a manqué. Les efforts du PAM n'ont pas suffi à convaincre le Gouvernement Guinéen de s'approprier cette approche.

- **Constat Clé 17** : Les VFZ appuyés l'étaient depuis trois ans ce qui est apparu insuffisant pour assurer leur durabilité. Les communautés et groupements nécessitent encore d'être davantage formés et accompagnés pour pérenniser les actions menées.
- **Constat Clé 18** : Certains prérequis à la durabilité des investissements ne sont pas remplis : Les équipements distribués sont de qualité médiocre et trop souvent défectueux, Les terres de bas-fonds aménagées ne seront plus exploitées par les groupements bénéficiaires et reviendront aux mains des propriétaires au-delà d'une période de 10 ans (travaux inclus), le PAM assure le paiement des cantines scolaires, ce qui n'encourage pas leur maintien sans l'appui du PAM ou du Gouvernement.

2.6.1 Anticipation de la durabilité

205. **L'approche VFZ n'a pas défini de stratégie de sortie.** La stratégie de sortie n'est pas évoquée non plus dans les manuels VFZ produits par le PAM (2022, 2024).
206. **L'approche participative, via l'élaboration de PCP, a permis d'accroître le niveau des communautés et la bonne orientation quant aux actifs à créer.** Cela a favorisé un bon niveau d'information des communautés et un intérêt certain pour l'approche VFZ. La visite d'autres VFZ environnants a également renforcé cet intérêt préalable.
207. **Les groupements ont en revanche manqué d'accompagnement pour mettre en place des mécanismes de gestion des interventions conformes et durables.** Ils ont manqué de formation, de suivi (ex : du cahier de gestion) pour atteindre un niveau de performance leur permettant l'autonomie au-delà de l'approche VFZ, la durabilité des actions menées.
208. **L'appui à la fabrication de farine enrichie utilisant les produits locaux a manqué d'anticipation et de consistance.** En effet, la mauvaise qualité du moulin distribué, le manque de formation sur son utilisation, et le manque d'appui à la chaîne de valeur associée (de l'approvisionnement à la commercialisation) ne permet pas la durabilité effective de cette activité pourtant jugée essentielle par les communautés et les professionnels de santé.
209. **L'appui aux cantines scolaires favorise l'économie locale mais n'est pas durable sans l'appui du PAM ou de l'Etat.** L'approche VFZ facilite la mise en lien entre les groupements des producteurs, des étuveuses et les comités de gestion des écoles, Les producteurs étant aussi le plus souvent les parents d'élèves, les nouveaux revenus générés pourraient favoriser les capacités des parents à contribuer au prix de la cantine. Cependant, même si l'intégration de produits locaux dans la composition des repas est largement saluée, les cantines ne peuvent pas à ce stade continuer sans l'appui financier du PAM ou du Gouvernement pour payer les repas.

2.6.2 Appropriation par les autorités

210. **Des formations ont été menées auprès des cadres nationaux des Ministères** pour renforcer leurs compétences et favoriser l'appropriation des activités menées dans le cadre de l'approche VFZ.
211. **De nombreuses visites de sites ont été organisées auprès des responsables ministériels.** Cela a permis de présenter les activités déployées, les résultats obtenus, et ainsi de faire connaître le modèle VFZ et susciter une bonne adhésion. Cependant cela n'a pas suffi pour assurer une appropriation par les autorités susceptible de pérenniser les activités déjà menées.
212. **Des visites ont aussi été organisées en Corée du Sud** entre personnes clés des Ministères pour rencontrer d'autres officiels et échanger sur les pratiques associées au modèle. Idem malgré l'intérêt de ces voyages d'études, cela n'a pas suffi à intégrer le modèle Saemaul Undong dans les programmes nationaux.

213. **La thèse comparative** menée par Mme Kadijah Savane¹⁰¹ (employée au PAM Guinée, partie faire un master en Corée du Sud) sur les modèles Saemaul Undong et VFZ, pointe que le succès du modèle coréen repose sur le fait qu'il était fortement porté par le Gouvernement, ce qui n'est pas le cas du modèle VFZ et qui ne permet donc pas d'assurer sa durabilité (prérequis de base).
214. **A N'Zérékoré, lors des entretiens avec les STE du département de l'agriculture, les cadres ont manifesté un réel intérêt pour la variété Tong-il** en raison de sa meilleure productivité et de son cycle plus court que les variétés actuellement cultivées. La demande en semences Tong-il au niveau de la région est forte et des efforts doivent être fournis pour la satisfaire à des prix raisonnables. De façon plus globale, les discussions avec les autorités des STE (Gouvernorat préfecture) ont été ouvertes, leur laissant libre cours d'exprimer leur ressenti face à l'approche VZF. De nombreux exemples peuvent être donnés pour montrer leur intérêt pour s'approprier les acquis de l'approche VZF ; le chef de Cabinet de N'Zérékoré recommande vivement que cette approche soit placée au niveau du ministère de l'Administration des Territoires et de la Décentralisation (MATD) pour bénéficier directement des financements de la Commune.
215. **Cependant l'intérêt des STE pour l'approche VZF et leur implication dans la mise en œuvre des activités sur le terrain sont insuffisants pour assurer la durabilité des investissements réalisés** dans les VZF. En effet, les STE ne disposent pas des ressources humaines, matérielles et financières pour assurer la poursuite des activités. Des insuffisances ont été relevées au niveau des aménagements, imputables dans une large mesure à la faible capacité d'intervention des BTGR, de plus en l'absence du soutien financier du PAM les chercheurs et agents de conseils ne peuvent pas se rendre sur le terrain. Sans une stratégie de sortie prenant en compte ces réalités, il est utopique de croire à la durabilité des investissements et au concept "VZF" surtout si l'on intègre que les charges récurrentes relatives à l'exploitation et l'entretien des actifs réalisés sont importantes et hors de portée des communautés.
216. **La capacité du gouvernement à poursuivre l'approche VFZ est réelle uniquement si la volonté politique se concrétise.** Le besoin d'appui à la production rizicole, aliment de base ainsi que le besoin de répondre à l'insécurité alimentaire à travers des solutions locales sont reconnus comme des priorités par toutes les autorités qui se succèdent. Elles ont développé des politiques de développement qui s'appuient sur le développement du secteur agricole et la décentralisation. Aussi, les autorités déconcentrées sont en demande de renforcement de capacité et de délégation pour appuyer les populations rurales et le gouvernement est en mesure de mobiliser des ressources s'il propose une approche durable qui réponde à ces priorités aussi reconnues par la majorité des bailleurs. Le gouvernement devra juste confirmer son acceptation en mettant à disposition des ressources internes qualifiées et dédiées afin d'assurer une coordination efficace des différents départements et en redirigeant une partie de ses investissements conséquents dans le secteur agricole vers l'approche VFZ. Il a par ailleurs déjà prouvé ses capacités à gérer les cantines scolaires et cette expérience est un atout pour développer l'approche VFZ, aussi bien que leur implication dans les premières phases pilotes.

2.6.3 Appropriation par les communautés

217. **Les communautés n'ont aucune visibilité de quand le PAM se retirera.** La perspective d'assurer pleinement leur autonomie à une échéance précise n'est donc pas intégrée, discutée.
218. **Les techniques reçues relatives à la culture du riz inondé,** notamment le repiquage, la plantation en ligne, les espacements réguliers, semblent bien acquises et très appréciées, et seront très probablement reconduites dans le temps.
219. **Des comités de gestion ont été constitués pour chaque groupement bénéficiaire appuyé.** Ils ont reçu des formations en gestion simplifiée. Cependant ces formations n'étaient pas suffisantes pour

¹⁰¹ Comparative Study Between Saemaul Undong in Korea and the World Food Programme Zero Hunger Village Project in Guinea for Poverty and Hunger Reduction. SAVANE Kadijah. Park Chung Hee School of Policy and Saemaul of Yeungnam University. Master of Public Policy in International Development Thesis. August 2023.

assurer une gestion conforme et transparente. A titre d'exemple, plusieurs comités n'utilisaient pas de cahier de suivi, car aucun ne leur avait été remis au cours de la formation. Et parmi tous ceux qui disaient en utiliser, aucun n'a pu nous le présenter lors des visites. Des gestions non conformes risquent d'entraver la bonne entente au sein des groupements, son bon fonctionnement et jusqu'à son existence. Cela concerne tous types de groupements accompagnés dans le cadre de l'approche VFZ (groupements des producteurs, des étuveuses, en charge des équipements, etc.)

220. **Les équipements pour être durables doivent pouvoir être réparés** par des personnes compétences locales. Un renforcement des compétences dans ce sens auprès de professionnels existants permettrait de renforcer leur durabilité dans le temps.

2.6.4 Facteurs de production

221. **Une variété hybride perd en pouvoir germinatif** au fil des cycles de culture et ne peut pas être réutilisée au-delà de 3 à 4 cycles maximum. Le choix de mettre à disposition la variété hybride Tong-Il ne permet donc pas une utilisation durable des semences distribuées. De plus à ce stade, cette variété n'est pas disponible sur les marchés locaux donc les paysans ne peuvent pas se les procurer.
222. **L'appui à l'aménagement des terres de bas-fonds** permet d'augmenter à long terme la surface de terres **cultivables** offrant un meilleur potentiel de rendement (meilleure fertilité). Cependant ces terres sont mises à disposition des groupements bénéficiaires pour une période de dix ans (travaux d'aménagement inclus) à travers un acte de cession établi avec le propriétaire dans le cadre de l'approche. Au-delà cette période, ces terres pourront toujours être cultivées mais elles le seront par la famille propriétaire et ne bénéficieront plus à un large nombre de ménage comme c'est le cas actuellement. L'utilisation des terres par les ménages vulnérables est donc cadrée dès la conception pour être sur une période restreinte de 10 ans. De plus comme déjà évoqué, l'absence de mention du montant de la redevance dans l'acte de cession fragilise l'entente établi entre bénéficiaires et propriétaire avec le risque d'une rupture du contrat anticipé (comme c'est le cas à Nienh du fait de l'augmentation exigée du propriétaire en cours de contrat).
223. **Aucune activité n'a été menée pour faciliter l'accès au crédit**, malgré des perspectives mentionnées dans ce sens dans le manuel VFZ (PAM, 2024).
224. **L'exploitation des équipements** a été confrontée à de nombreuses difficultés notamment des pannes techniques liées à : i) la qualité médiocre de certains d'entre eux ; ii) l'absence d'anticipation du renforcement des compétences concernant les réparations des équipements ; iii) les faibles voire l'absence de formation reçu pour leur bonne utilisation. Les réparations sont difficiles, coûteuses, prennent du temps et régulièrement n'aboutissent pas, en raison d'un manque de service d'entretien/réparations de proximité compétent. La livraison de ces équipements est appuyée de session de formation pour leur exploitation ; mais elles sont de durée trop courte, dispensées en français et manquent de manuel d'utilisation avec des orientations basiques.
225. **Parmi les infrastructures, les forages associés aux panneaux solaires** dans les jardins maraichers sont régulièrement tombés en panne après moins d'un an d'installation. Aucun engagement n'a été établi entre le PAM et les services techniques en charge de leur installation (le Service national des points d'eau en Guinée - SNAPE) pour s'assurer qu'ils soient garants de leur réparation selon des modalités permettant d'assurer leur durabilité.

2.7 Dans quelle mesure l'approche VFZ a-t-elle intégré les questions de genre et d'inclusion et contribué à réduire les inégalités entre les sexes et à promouvoir l'inclusion des groupes marginalisés au sein des communautés ciblées ? – GENRE (QE7)

Encadré 7: Constats Clés - Genre

- **Constat Clé 19** : L'approche VFZ met au cœur de son intervention la participation des femmes aux activités et aux instances de décision.
- **Constat Clé 20** : Si cette participation des femmes est effective, elle pose des questions sur les transformations réelles qu'elle permet ; sans par exemple interroger les normes socio-culturelles qui freinent leur autonomisation
- **Constat Clé 21** : L'approche VFZ a soutenu des emplois pour les 15-24 ans et les groupes particulièrement vulnérables (extrêmement pauvre, en situation de handicap, atteinte d'albinisme) font l'objet d'une attention particulière.

2.7.1 Intégration dans la conception

226. **La conception de l'approche VFZ a explicitement intégré les questions de genre et d'inclusion**, reconnaissant les profondes inégalités (accès limité aux ressources productives, forte charge de travail, sous-représentation décisionnelle, pertes agricoles plus élevées pour les femmes) qui caractérisent le pays et le secteur agricole. En se concentrant sur le maintien des filles à l'école (via les cantines scolaires) et en intégrant une perspective genre dans les programmes de nutrition, l'approche VFZ reconnaît que la lutte contre la faim ne se limite pas à la distribution d'aide alimentaire, mais doit transformer les structures sociales qui créent et perpétuent les inégalités.
227. **Les questions d'éducation et de formation, identifiées comme prioritaires dans l'analyse des besoins, ont été particulièrement interrogées.** On note par ailleurs que des défis socio-structurels (accès à l'éducation, mariage précoce, analphabétisme) persistent et que l'approche VFZ ne les aborde pas en profondeur. Ainsi, on remarque bien que la participation des femmes tant encouragée par l'approche VFZ dépend aussi de ces facteurs qui ne sont pas abordés. Le PAM s'intéresse à l'aspect quantitatif sans pour autant prendre en compte l'aspect qualitatif.
228. **La stratégie de sélection des bénéficiaires repose sur une approche « ménage » qui identifie non seulement les critères agro-écologiques, mais aussi les profils socio-démographiques les plus fragiles.** Ainsi, les femmes chefs de ménage, les mères seules et veuves, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap sont considérés comme les personnes marginalisées et disposent d'un accès prioritaire aux activités. Leur accès aux ressources déployées par l'approche VFZ est un bon point de départ mais une prise en compte plus effective des facteurs d'exclusion pourrait améliorer leur réelle inclusion.
229. Cette priorité figure explicitement dans les TdR des facilitateurs PCP et a été validée par les services déconcentrés tel que confirmé par le DPAE à Kankan, assurant que chaque comité local réserve une place à ces profils pour remonter leurs besoins spécifiques. Un effort reste à faire par le PAM pour leur prise en compte continue car l'inclusion n'est pas seulement une question de droits humains ; elle est essentielle pour la réussite de l'approche VFZ. En ciblant spécifiquement ces groupes (jeunes, personnes en situation de handicap) et en développant des programmes adaptés à leurs besoins, l'approche VFZ peut non seulement améliorer leur sécurité alimentaire, mais aussi leur donner les moyens de participer pleinement à la vie économique et sociale de leurs communautés.
230. **Conscient de l'exode rural et des aspirations des 15-24 ans, VFZ a inclus dès la phase de planification un volet emplois FFA/CBT dédié aux jeunes.** Au moins 30 % des emplois liés aux travaux d'infrastructures ont été confiés à de jeunes femmes, et 20 jeunes agricultrices ont suivi des stages pour

devenir animatrices de groupements maraîchers. Cette mesure vise à limiter la migration saisonnière vers les mines et à renforcer le pouvoir d'agir économique des jeunes en milieu rural.

231. **Pour répondre aux besoins de sécurité et de confort des populations vulnérables, l'approche VFZ a planifié la construction d'abris** (espaces couverts) destinés aux femmes, enfants et personnes âgées à proximité des périmètres de production. Ces structures, souvent adossées à des plateformes multifonctionnelles (stockage, formation, rencontres communautaires), ont été identifiées lors des PCP comme essentielles pour réduire les déplacements et protéger les groupes à risque.
232. **Le Manuel VFZ prévoit un cadre de suivi intégrant des indicateurs genrés** (proportion de femmes, de jeunes et de personnes handicapées formé-e-s, nombre d'emplois FFA par catégorie) et exige que ces données soient analysées lors des rapports trimestriels pour ajuster la planification. Grâce à ce dispositif, les équipes du PAM peuvent identifier rapidement les écarts (ex. sous-représentation des veuves ou blocage d'accès pour les personnes âgées) et mettre en place des mesures correctives (sensibilisation, adaptation des horaires, renforcement des moyens logistiques).

2.7.2 Intégration dans la mise en œuvre

233. **L'intégration des enjeux de genre, de jeunesse et d'inclusion dans la mise en œuvre de l'approche VFZ** se traduit par une série d'activités concrètes portées par les ONG partenaires, visant à renforcer la résilience et l'autonomisation des groupes vulnérables.
234. **Un accent a été mis sur l'autonomisation par l'intégration à la chaîne de valeur.** Le PAM a ainsi développé un package d'équipements destiné à renforcer la participation des femmes à chaque maillon de la valeur ajoutée agricole : presse à huile, unités de décorticage et étuveuses sont déployées au sein des groupements. Ces infrastructures, souvent gérées localement, visent à créer des activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes, leur permettant de passer de simples productrices à entrepreneures du secteur alimentaire. Pour concrétiser les résultats, il faudra que le PAM travaille à lever les barrières systémiques tels que l'accès limité à la terre et au financement.
235. **Malheureusement, si les femmes constituent la majorité des membres des Groupements Villageois d'Épargne et de Crédit (GVEC) et des comités de gestion des machines, leur influence réelle dans les prises de décision reste inégale** : la mission de terrain note une « représentation symbolique plus que décisionnelle » et que les femmes leader sont rarement entendues, à l'exception de quelques succès ponctuels. Cette asymétrie freine l'appropriation complète et l'efficacité des dispositifs d'autonomisation.
236. **Par ailleurs, l'approche VFZ a créé des rôles d' « ambassadrices communautaires » et encouragé la nomination de femmes à la tête des unions d'étuveuses ou des comités de cantine**, pour valoriser leur leadership local. Toutefois, sans actions complémentaires (telles que programmes d'alphabétisation et sensibilisations communautaires approfondies), ces positions de leadership restent parfois inefficaces, limitant le renforcement du pouvoir d'agir des femmes.
237. **Aussi, les retours des focus groups et des rapports ONG soulignent que, malgré la disponibilité des machines et des transferts monétaires**, un accompagnement ciblé (ateliers d'alphabétisation, formation continue, campagnes de sensibilisation) est indispensable pour que les femmes et les groupes marginalisés puissent exploiter pleinement les outils mis à leur disposition. Sans ce volet, la mise en œuvre peine à transformer la participation majoritaire des femmes en un vrai pouvoir de décision et en résilience économique durable.

2.7.3 Effets sur l'autonomisation des femmes

238. **L'approche VFZ a effectivement contribué à renforcer l'autonomisation économique des femmes**, tout en révélant des limites dans la transformation profonde des rapports de genre et l'inclusion holistique des jeunes, des minorités et des personnes en situation de handicap.
239. **En dotant les groupements féminins d'unités de transformation (presse à huile, décortiqueuse, étuveuse), VFZ a offert aux femmes un rôle actif dans la valeur ajoutée agricole.** La gestion de ces

équipements, associée à des formations spécifiques à leur utilisation et maintenance, a permis à de nombreuses femmes d'augmenter leurs revenus et d'acquérir des compétences techniques.

240. Par ailleurs, **la création de Groupements Villageois d'Épargne et de Crédit (GVEC)**, majoritairement féminins, a consolidé leur accès au crédit et renforcé leur pouvoir de décision sur l'allocation des ressources.
241. **Malgré cette dynamique, les rapports de terrain soulignent que les femmes restent souvent cantonnées à des fonctions subalternes**, voire d'exploitation : la préparation des condiments pour la cantine, non rémunérée, illustre la persistance d'apports volontaires qui ne sont pas valorisés financièrement, limitant l'impact sur l'égalité effective des sexes. De même, si quelques femmes leaders émergent dans les comités, leur voix demeure majoritairement symbolique, sans transfert réel de pouvoir décisionnel.
242. **À moyen terme, on observe une prise de parole accrue des femmes au sein des comités de gestion et lors des PCP**, signe d'une évolution progressive des normes locales. Toutefois, ce changement reste fragile à long terme : sans renforcement continu (alphabétisation, sensibilisation communautaire), les rapports de pouvoir risquent de se refiger une fois le soutien externe réduit.
243. **VFZ a intégré des emplois FFA/CBT pour les 15-24 ans et réservé des places dans les comités aux personnes en situation de handicap**, leur garantissant un accès aux revenus et à la gouvernance locale. Les focus groups suggèrent que ces mesures ont limité l'exode rural et renforcé la cohésion sociale intravillage, bien que l'accompagnement logistique (transport adapté, supports en langues locales) doive encore être amélioré pour assurer une inclusion pleine et effective. Par ailleurs, grâce à cette démarche, plusieurs personnes en situation de handicap participent activement, selon leurs capacités et cela a aussi permis de mobiliser la communauté autour de valeurs de solidarité envers les personnes handicapées. À ce stade, l'approche ne permet pas encore une prise en charge globale des besoins des personnes en situation de handicap. Leur inclusion reste limitée dans le cadre des interventions prévues.

3 Conclusions et recommandations

3.1 Conclusions

Pertinence et cohérence

244. L'approche VFZ est pertinente vis-à-vis des politiques nationales, structure le PSP du PAM et est apprécié des communautés. Son approche intégrée constitue un élément central et apporte une dimension supplémentaire permettant de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels en renforçant et valorisant la production locale. Pourtant, l'approche VFZ présente des lacunes importantes en matière de cadrage et de suivi, avec l'absence de documents de planification, d'un cadre de suivi qualitatif et d'une stratégie de sortie claire. Par ailleurs, le financement par composante et non de l'approche VFZ dans sa globalité ne permet pas un déploiement systématique de cette approche intégrée, certaines composantes étant plus financées que d'autres.
245. L'intervention VFZ se base sur l'appui à la production rizicole au niveau communautaire. La présence de terres de bas-fonds est donc la condition sine qua none de ciblage des villages. Le riz étant l'alimentation de base, largement déficitaire dans le pays, cette orientation est pertinente. Cependant cela implique l'exclusion de tous les villages n'ayant pas de terres de bas-fonds propices, susceptibles d'être pourtant particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, dans la mesure où ils n'ont accès qu'à des terres de coteaux, moins fertiles. Or, le mandat du PAM étant d'appuyer les plus vulnérables,

l'absence d'analyse de la vulnérabilité à l'échelle villageoise pour sélectionner les villages n'est pas conforme.

Efficacité

246. L'approche VFZ est déployée de façon identique dans tout le pays sans adaptation aux spécificités des contextes agroécologiques. Les mêmes systèmes de production sont appuyés (riziculture et maraichage) sans tenir compte des réalités locales et la même variété de riz est distribuée dans tout le pays. Les semences distribuées ne sont pas reproductibles (notamment la variété de riz Tong-II) ne permettant pas de renforcer l'autonomie des paysans (elles ne sont pas non plus disponibles localement). Les pratiques agroécologiques sont particulièrement peu connues des communautés ni appuyées par le PAM. L'approche par catégorisation des villages (A, B puis C) permet d'investir de façon graduelle dans un village, selon la motivation et les résultats obtenus par les communautés. Ce principe de déploiement graduel basé sur la motivation est innovant et apprécié. Actuellement le principal critère attendu est le rendement en riz, avec une valeur seuil à atteindre fixée, qui est à la fois trop ambitieuse, non basée sur des résultats d'expérimentation probants et ne tenant pas compte de la variété des contextes pédoclimatiques.

247. La motivation et le leadership sont les deux autres critères mis en avant pour évoluer d'une catégorie à une autre qui sont innovants et importants à consolider. Or, la motivation relève avant tout d'une envie des communautés de bénéficier des mêmes avantages / investissements (équipement, infrastructure, transferts monétaires) que le VFZ voisin. Quant au leadership, il se déploie souvent via des leaders communautaires qui ne sont certes pas des personnes vulnérables (certains sont même dans l'agro-business) mais sont des moteurs communautaires et tant que leur présence demeure dans de faibles proportions parmi la liste des bénéficiaires et qu'ils s'intègrent aux dynamiques sociales d'entraide, leur présence est jugée bénéfique. Le PAM réalise ses investissements à l'échelle du village. Or, les investissements réalisés par village diffèrent grandement selon leur catégorie (500\$ pour un village en catégorie A et 50 à 100.000 \$ en catégorie C). La somme investie dans un village de catégorie C pose la question de l'équité de répartition des fonds entre villages. Cela ne peut se justifier que si de tels investissements bénéficient grandement aux villages environnants. La recherche d'une plus grande équité dans la répartition des fonds est donc nécessaire. L'approche par grappe (les villages environnants un VFZ désirant être enrôlés dans le programme) est effective mais se base principalement sur les bénéfices perçus (ex : transfert monétaire, création d'infrastructures, aménagement des terres).

Impacts

248. L'approche VFZ a permis d'améliorer la production de riz dans les villages (accroissement des surfaces et des rendements), d'alléger la charge de travail (liée à la production, la conservation, la transformation, le transport des récoltes) grâce aux équipements et infrastructures mis à disposition, d'augmenter le taux de scolarisation des élèves, de diminuer le niveau de la malnutrition des enfants et des FEFA. Il a également permis d'accroître les revenus (ex : transferts monétaires reçus par l'approche VFZ, vente de riz aux cantines, prestation de services des équipements), ces derniers ayant le potentiel d'être encore bien plus élevés. Il a aussi permis de renforcer la cohésion sociale dans les villages grâce à l'appui via des groupements et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette cohésion pourrait être fragilisée et compromettre les acquis du programme si les groupements et comités de gestion ne sont pas davantage accompagnés pour renforcer leurs compétences en termes de gestion financière et leur transparence.

Efficience

249. Les délais conséquents pris par le PAM pour élaborer les contrats de ses ONG partenaires génèrent d'importants retards dans la conduite des activités ne permettant pas de respecter le calendrier agricole. Cela entrave fortement les résultats (rendement moindre voire campagne annulée) et décourage les partenaires tout autant que les communautés. Cela est souvent évoqué comme un point critique fort envers le PAM. Les contrats sont très souvent élaborés pour une courte période (moins d'un an, propice aux activités d'urgence mais pas de résilience), alourdissant les procédures et ne permettant pas une bonne appropriation de l'approche VFZ par l'ONG, ni l'établissement d'une relation de confiance avec la

communauté. Enfin, les décaissements tardent souvent à être exécutés et les ONG (nationales, aux budgets limités) n'ont pas d'autre choix que d'avancer les fonds pour tenter de sauver la part de la campagne agricole qui peut encore être sauvée.

Genre

250. En termes d'égalité de genre et d'inclusion, l'approche VFZ a posé des bases pour l'autonomisation économique des femmes et l'inclusion des groupes vulnérables, mais n'a pas encore transformé en profondeur les rapports de genre ni garanti une égalité décisionnelle. Des actions complémentaires (rémunération des contributions volontaires, renforcement des formations de leadership et d'alphabétisation, suivi ex-post-) sont indispensables pour consolider ces gains à moyen et long-termes. Le recrutement récent d'une chargée de programme Genre et Inclusion, poste vacant jusque-là, offre une opportunité d'approfondir l'intégration des questions de genre et d'inclusion dans l'approche VFZ.

Durabilité

251. La durabilité des résultats associés à l'approche VFZ est compromise car elle n'est pas portée par le Gouvernement. Bien que de nombreuses visites d'échanges conviant les autorités nationales guinéennes aient été organisées, cela n'a pas suffi à les convaincre de l'intérêt de se l'approprier. A l'échelle communale, l'approche ne s'intègre pas dans les PDC et son échelle d'intervention à l'échelle du village ne lui permet pas une complémentarité avec d'autres interventions dans la commune. Sur le plan opérationnel, le manque de perspective durable se confirme par : une variété de riz hybride non reproductible, une disponibilité des terres pour une période de 10 ans seulement (travaux inclus), des équipements trop souvent défectueux ou non/mal utilisés, des cantines scolaires non reprises par l'Etat et loin d'être indépendantes financièrement. Les farines enrichies ont un bon potentiel de durabilité à la condition de mettre à disposition des communautés du matériel opérationnel et de renforcer fortement l'accompagnement de leur comité.

252. L'extension de l'approche VFZ à 500 villages en 2025 semble trop ambitieuse aux vues du manque de documents de cadrage et de suivi consistants, de résultats opérationnels stabilisés et de financements conséquents que cela engendre. Un tel niveau d'extension est particulièrement risqué sans document cadre permettant de clairement définir sa structuration, les approches qui le sous-tendent, les indicateurs et mécanismes de suivi associés, les changements attendus. De plus les interventions déployées dans les villages ciblés nécessitent encore d'être stabilisées avant d'envisager étendre ce modèle dans autant de villages additionnels. Enfin, les montants dépensés par village de catégorie C sont si importants qu'il ne semble pas réaliste de penser pouvoir le déployer dans autant de villages supplémentaires.

3.2 Leçons apprises

253. **Leçon apprise 1** : Alors que la stratégie associée à l'approche VFZ est cohérente avec les priorités nationales, les besoins des communautés et les stratégies du PAM, son déploiement à une échelle territoriale plus large (la commune) permettrait de renforcer les synergies avec les politiques nationales et les initiatives de développement territoriales, de faciliter la coordination avec les autres acteurs du SNU et d'amplifier les effets de diffusion.

254. **Leçon apprise 2** : L'approche graduelle (villages de catégorie A puis B puis C) basée sur les performances et la motivation des communautés est pertinente et innovante ; elle veillera cependant à bien intégrer parmi les critères de sélection initiale des villages leur niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et de s'assurer que le critère de potentiel agricole ne soit pas prédominant.

255. **Leçon apprise 3** : Il est essentiel de renforcer la présentation et la compréhension de l'approche intégrée auprès des bailleurs, afin de favoriser des financements globaux plutôt que par composante. Cela implique notamment d'investir dans des systèmes permettant de suivre efficacement les effets et impacts de ce type d'approche et d'en démontrer la plus-value de manière robuste et appropriable par les acteurs locaux.

256. **Leçon apprise 4** : Le bon respect du calendrier agricole est fondamental à la crédibilité de l'approche VFZ, la mobilisation des acteurs, l'obtention des effets escomptés. Cela implique des contrats pluriannuels avec les ONGs partenaires (avec évaluation annuelle de leur performance et conformité), des mécanismes de décaissements et de validation efficaces et rapides, un renforcement continu des capacités des partenaires en matière de gestion administrative, financière, logistique et opérationnelle.
257. **Leçon apprise 5** : L'approche communautaire associée à l'approche VFZ constitue une base solide pour contribuer positivement au renforcement de la cohésion sociale. Pour la consolider de manière efficace et durable, il est nécessaire d'encourager une gestion transparente de l'accès aux actifs et d'harmoniser les niveaux d'appui entre les différents types de groupements. Par ailleurs, le fait de privilégier la création d'actifs productifs permet de limiter les risques de dépendance associées aux transferts monétaires destinés à soutenir des activités récurrentes.
258. **Leçon apprise 6** : Un cadrage rigoureux en amont la création d'actifs (aménagement des terres, construction d'infrastructures) qui passe par la formalisation d'acte de cession intégrant la redevance, une analyse de sols, une conception détaillée des ouvrages (ex : AHA) favorise la durabilité des ouvrages et la cohésion communautaire.
259. **Leçon apprise 7** : Les conditions suivantes apparaissent nécessaires à la durabilité des effets et impacts:
- a) dès sa conception, l'approche VFZ doit être associée à une stratégie de sortie progressive et réaliste ;
 - b) les actions de formation et de suivi visant à renforcer les capacités de gestion des comités et la transparence doivent être placées au cœur de la stratégie et de son opérationnalisation ;
 - c) une attention particulière doit être accordée à la qualité des équipements fournis, aux formations quant à leur bonne utilisation ainsi qu'à leur adaptation aux conditions locales.
260. **Leçon apprise 8** : L'intégration d'interventions multidimensionnelles dans chacune des trois composantes de l'approche VFZ, permet de soutenir l'autonomisation des femmes. Le rôle de leader qui leur est incombée dans le cadre de cette approche nécessite de questionner les normes et stéréotypes à l'origine des inégalités de genre (ex : accès aux ressources, mariage précoce, répartition des tâches) et de veiller à ce que les activités nécessitant une charge de travail additionnel de leur part (ex : préparation des repas des cantines) soient compensées.

3.3 Recommandations

261. Les liens entre constats clés, conclusions et recommandations sont retracés en Annexe 15.

Recommandation	Responsabilité ¹⁰²	Autres entités contributrices	Priorité : élevée /moyenne	Echéance
<p>Recommandation 1 : Affiner la structuration de l'approche VFZ, son document cadre, ses outils associés et s'assurer d'un mécanisme de suivi structuré (Pertinence) (Relative aux constats clés n°5, 6, 12 / conclusions : Pertinence et Durabilité)</p> <ul style="list-style-type: none"> • R1.1 : Formaliser un document cadre de l'approche VFZ structuré, avec un cadre de résultat et une théorie du changement associés (en s'appuyant sur le Programme intégré de résilience du PAM et les leçons apprises) • R2.2 : Définir des indicateurs SMART intégrant les dimensions qualitatives et quantitatives, des indicateurs de résultats orientés changement y compris pour ce qui concerne les dynamiques de genre, des cibles à atteindre un mécanisme de suivi approprié • R2.3 : Définir une stratégie de sortie comprise et acceptée par la communauté et adossée aux indicateurs de résultats 	<p><u>BP – Direction, Programme, RAM</u></p>	<p><u>HQ – Appui Pays</u></p>	<p><u>Elevée</u></p>	<p><u>Premier trimestre 2026</u></p>
<p>Recommandation 2 : Redéfinir certains éléments associés à l'approche VFZ : les critères de ciblage des villages afin de mieux tenir compte de leur niveau de vulnérabilité, l'adaptation aux spécificités des contextes et l'approche par catégorisation basés sur des rendements réalistes et la motivation des communautés (Efficacité) (Relative aux constats clés n°2, 3, 9 / conclusions : Pertinence et Efficacité)</p>	<p>BP - Programme</p>	<p>HQ – Experts VFZ BR – Experts VFZ</p>	<p>Elevée</p>	<p><u>Premier trimestre 2026</u></p>

¹⁰² À moins que l'évaluation ne soit le fruit d'une commande conjointe réalisée avec d'autres partenaires, le PAM assume la responsabilité de l'ensemble des recommandations.

Recommandation	Responsabilité ¹⁰²	Autres entités contributrices	Priorité : élevée /moyenne	Echéance
<ul style="list-style-type: none"> • R 2.1 : Intégrer l'analyse de la vulnérabilité parmi les critères de ciblage des villages à appuyer pour une meilleure conformité avec le mandat du PAM • R 2.2 : Adapter la spéculation à soutenir (en cas d'absence de terres de bas-fonds aménageables) et les cultures complémentaires (ex : arachide et maïs à la place du maraichage) privilégiant les cultures entrant dans la composition de la farine améliorée • R 2.3 : Abaisser les cibles attendues des rendements (pour qu'elles soient adaptées aux réalités des contextes agro-pédo-climatiques et basées sur des analyses préalables consistantes) et continuer de bien intégrer le critère de la motivation, de l'engagement 				
<p>Recommandation 3 : Renforcer les conditions de durabilité des interventions (Durabilité) (Relative aux constats clés n°8, 15, 16, 17, 18 / conclusions : Durabilité, Efficacité, Impact)</p> <ul style="list-style-type: none"> • R 3.1 : Renforcer les formations et le suivi des leaders et des membres des comités de gestion et des groupements, pour une gestion de qualité, transparente et durable et une meilleure intégration dans la chaîne de valeur (ex : approvisionnement, commercialisation) • R 3.2 : Renforcer la mise en relation entre les groupements des producteurs, des étuveuses et le comité de gestion des cantines scolaires et entre les producteurs de farine enrichie et les agents des centres et postes de santé et les marchés locaux • R 3.3 : Définir les caractéristiques techniques des équipements à distribuer avec les communautés, les former à leur bonne utilisation et entretien, prévoir les opportunités de réparation disponibles localement • R 3.4 : Définir une stratégie d'intervention pour les AHAs (aménagements hydro-agricoles) intégrant des études consistantes préalables, une bonne exécution des travaux, un contrôle efficace jusqu'à la livraison • R 3.5 : Sensibiliser et former sur les pratiques agroécologiques (ex : privilégier des variétés 	<p><u>BP - Programme</u></p>	<p><u>BR - Equipe Résilience, Experts VFZ</u> <u>HO - Experts VFZ</u></p>	<p><u>Elevée</u></p>	<p>Second semestre 2026</p>

Recommandation	Responsabilité ¹⁰²	Autres entités contributrices	Priorité : élevée /moyenne	Echéance
<p>reproductibles, des biopesticides)</p> <ul style="list-style-type: none"> • R 3.6 : Faire un plaidoyer auprès du Gouvernement pour qu'ils assurent sur le plan financier et organisationnel la continuité dans l'appui aux cantines scolaires dans les VFZ appuyés • R 3.7 : Consolider les acquis et de rectifier les manquements dans les 151 villages VFZ avant de se lancer dans une mise à l'échelle vers 500 villages. 				
<p>Recommandation 4 : Intégrer les interventions associées à l'approche VFZ à l'échelle communale et renforcer les partenariats stratégiques et opérationnels (Pertinence / Efficience)</p> <p>(Relative aux constats clés n°1, 4, 7, 11, 13 / conclusions : Pertinence, Efficience, Impact)</p> <ul style="list-style-type: none"> • R 4.1 : Appuyer aux côtés des autres agences onusiennes, l'accompagnement du développement des PDC pour y intégrer une vision plus locale des systèmes agricoles et alimentaires (ex : cantine scolaire et farines enrichies basées sur des produits locaux) • R 4.2 : Valoriser les PCP au niveau des PDC • R 4.3 : Renforcer les compétences techniques et méthodologiques des autorités, des STE, des ONGs partenaires sur les systèmes agricoles et alimentaires basés sur les produits locaux • R 4.4 : Faire un plaidoyer auprès des bailleurs pour financer l'approche VFZ dans sa globalité, valorisant son approche intégrée • R 4.5 : Renforcer le plaidoyer auprès du Gouvernement pour que son programme sur l'alimentation scolaire valorise systématiquement la production agricole locale et priorise les écoles localisées dans les préfectures vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle 	<p><u>BP – Direction, Programme</u></p>	<p><u>HQ – Equipe appui Pays</u> <u>BR – Experts VFZ</u></p>	<p><u>Moyenne</u></p>	<p>Second semestre 2026</p>

Recommandation	Responsabilité ¹⁰²	Autres entités contributrices	Priorité : élevée /moyenne	Echéance
<p>Recommandation 5 : Veiller à adapter les étapes et les échéances des procédures administratives du PAM de façon à respecter le calendrier agricole et éviter tout retard dans la conduite des opérations (Efficience) (Relative au constat clé n°10 / conclusion : Efficience)</p> <ul style="list-style-type: none"> • R 5.1 : Accroître la durée des protocoles d'accord avec les ONGs de mise en œuvre pour une durée minimale de deux ans • R 5.2 : Définir et respecter les étapes de contractualisation des protocoles d'accord pour s'assurer que les activités à réaliser pourront bien être alignées avec le calendrier agricole • R 5.3 : Accélérer le processus de paiement des avances pour respecter les engagements pris et prévoir des avances de trésorerie plus conséquentes (50%) pour alléger la charge de préfinancement des ONG et palier aux retards occasionnés 	<u>BP</u>	<u>BR</u>	<u>Elevée</u>	Premier trimestre 2026
<p>Recommandation 6 : Renforcer l'intégration transverse des dimensions genre et jeunesse (Genre) (Relative aux constats clés n°14, 19, 20, 21 / conclusion : Genre, Impact)</p> <ul style="list-style-type: none"> • R 6.1 : Dispenser des formations sur l'autonomisation des femmes, leur rôle en tant qu'actrice du changement et l'égalité entre les sexes, en veillant à y intégrer les hommes, les femmes et les jeunes, et ce, auprès de toutes les parties prenantes (PAM, STE, ONGs, communautés), tout en accompagnant le questionnement et la réévaluation progressive des rôles. • R 6.2 : Former les femmes dans les rôles de leadership et gestionnaire des cantines scolaires, considérer les charges domestiques et de soins habituelles des femmes et leur permettre d'améliorer leurs revenus autant que les hommes, notamment en proposant la mise en place de garde d'enfants collectifs • R 6.3 : Accompagner les femmes dans les activités de transformation et commercialisation des produits agricoles à fort potentiel en les ciblant dans les formations des équipements 	<u>PAM - Programme ONG partenaires</u> <u>STE</u>	<u>BP - Equipe Genre</u>	<u>Elevée</u>	Second semestre 2026

Recommandation	Responsabilité ¹⁰²	Autres entités contributrices	Priorité : élevée /moyenne	Echéance
<p>et de gestion et en s'assurant qu'elles bénéficient des mêmes opportunités que les hommes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • R 6.4 : Élargir les activités de nutrition à des activités de santé reproductive et planning familial. • R 6.5 : Analyser et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes (y compris les besoins spécifiques des jeunes femmes) et des personnes vivant avec un handicap dans les différentes composantes et leurs activités. • R 6.6 : Accompagner les jeunes pour renforcer leur participation dans les prises de décision et leurs compétences dans les chaînes de valeur agricoles 				

Annexes

Annexe 1. Résumé des termes de référence

Objet et priorités de l'évaluation

1. Cette évaluation concerne l'évaluation du projet pilote Villages Faim Zéro (VFZ) en Guinée. Elle porte sur l'ensemble des villages qui ont reçu une assistance du PAM et couvre toute la période du projet, de juin 2022 (début des activités pilotes) à septembre 2024 (fin de la collecte des données d'évaluation). Le projet pilote VFZ s'inscrit dans le cadre de l'ODD 2 et cherche à s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité en mettant en place des systèmes de production alimentaire résilients, capables de faire face à la dégradation de l'environnement, au changement climatique et à l'instabilité économique. Il a été mis en œuvre sous le Plan Stratégique Pays (PSP) provisoire 2019 – 2022 du PAM étendu jusqu'en juin 2024, dont l'évaluation de 2022 a recommandé de mener une évaluation décentralisée du projet VFZ. Les activités évaluées sont les activités (1, 3 et 4) qui auront été mises en œuvre sur le PSP provisoire 2019 – 2022 étendu à juin 2024 et les activités (2, 3 et 4) qui sont mises en œuvre sur le nouveau PSP (2024 – 2029).
2. L'objectif du projet est poursuivi à travers 3 composantes principales (Résilience, Nutrition et Alimentation Scolaire) :
3. a. **La composante résilience** est mise en œuvre à travers des activités de : créations d'actifs, renforcement de capacités des petits exploitants, renforcement de capacités des organisations communautaires et autonomisation des femmes et activités de soutien aux producteurs.
4. b. **La composante nutrition** est mise en œuvre à travers des activités de : prévention de la malnutrition aiguë modérée, traitement de la MAM, prévention de la malnutrition chronique (MC), soutien à la transformation d'aliments nutritif et renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre et des institutions étatiques.
5. c. **La composante alimentation scolaire** est mise en œuvre à travers des activités de : fourniture de repas nutritifs, fournitures de rations à emporter aux jeunes filles de CM2, sessions de sensibilisation et formation des COGEST et renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre des cantines scolaires.
6. La répartition du budget pour chaque composante pour les trois ans (2022-2024) est : résilience (10 000 000 USD) ; nutrition (1 397 745 USD) ; alimentation scolaire (1 120 067 USD) ;
7. La portée géographique de l'évaluation cible les 5 régions administratives (Labé, Boké, Kankan, N'Nzérékoré et Faranah) et les 9 préfectures (Boké, Kankan, Kérouané Faranah, Kissidougou, Labe, N'Nzérékoré, Lola et Beyla) où se trouvent les 14 VFZ et les 137 villages de vulgarisation situés proches des 14 VFZ (à moins de 10 kms)

Objectifs et utilisateurs de l'évaluation

8. L'évaluation sert le double objectif de redevabilité et d'apprentissage qui se renforcent mutuellement. Parce qu'il s'agit d'une évaluation d'un projet pilote, elle cherche à éclairer la mise en œuvre du projet et son éventuelle extension, l'accent sera mis davantage pour cette évaluation sur l'objectif de l'apprentissage pour générer des données probantes de la pertinence du projet pilote, de ses résultats désirés ou non, de la manière dont ceux-ci ont eu un impact sur les communautés cibles.
9. L'évaluation sollicitera les points de vue de nombreuses parties prenantes internes et externes au PAM, et leur profitera. On demandera à un certain nombre de parties prenantes de s'impliquer dans le processus d'évaluation, en raison de leur intérêt attendu pour les résultats de l'évaluation et de leur

pouvoir relatif sur l'obtention des résultats du programme évalué (les différents bureaux et antennes du PAM, le bureau régional du PAM, les agences pays des Nations Unies (FAO, UNICEF, OMS, PNUD), les donateurs, les bénéficiaires, le gouvernement au niveau central et décentralisé, les ONG et les instituts de recherche).

10. Les résultats et conclusions de cette évaluation serviront à alimenter les décisions futures sous le PSP 2024 – 2029. Le Bureau pays (BP) du PAM à Conakry et les parties prenantes auront recours à l'évaluation pour : (i) tirer les enseignements de ce projet pilote pour mieux contribuer aux objectifs de développement durable et (ii) prouver la viabilité du projet à moyen et à long terme afin de renforcer le plaidoyer auprès des donateurs et sensibiliser et les partenaires aux efforts déployés par le PAM pour assurer la réussite de la mise en œuvre des VFZ.
11. L'évaluation analyse l'intégration des objectifs de genre, d'équité et d'inclusion dans la conception de l'intervention, vérifiant leur alignement avec les objectifs du PAM. Ces considérations sont intégrées dans tous les critères d'évaluation et constitue une grande question d'évaluation spécifique également.

Questions d'évaluation clés

12. L'évaluation traite sept questions clés qui sont précisées dans la matrice d'évaluation détaillée en annexe 7. Ces questions et sous-questions associées visent à dégager les enseignements et la performance du projet VFZ, utiles pour les futures décisions stratégiques et opérationnelles.
13. Il convient de noter que les six critères internationaux pertinence, efficacité, efficience, impact, durabilité et cohérence sont corrélés à ces grandes questions.
14. L'évaluation analyse l'intégration des objectifs de genre, d'équité et d'inclusion dans la conception de l'intervention, vérifiant leur alignement avec les objectifs du PAM. Ces considérations seront intégrées dans tous les critères d'évaluation.
15. Voici les sept grandes questions d'évaluation telles que formulées dans les TDR :
16. **Question 1 : Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux besoins des bénéficiaires (hommes, femmes, filles, garçons et personnes en situation de handicap), des communautés, des partenaires et du gouvernement ? (Pertinence).** L'évaluation analysera dans quelle mesure l'approche intégrée du projet VFZ répond aux besoins spécifiques de la population guinéenne, y compris ceux des femmes, des filles, et des personnes en situation de handicap, en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Aussi, dans quelle mesure les activités proposées dans le cadre du projet VFZ répondent spécifiquement aux besoins exprimés par les communautés lors de la PCP. Également, comment l'approche intégrée du projet prend en compte les priorités nationales, les stratégies des partenaires et les spécificités environnementales, socioculturelles et économiques du contexte guinéen pour assurer sa pertinence et son efficacité. Finalement, quelles composantes du projet VFZ (transferts monétaires, rations à emporter, agriculture, maraîchage, alimentation scolaire, nutrition, activités génératrices de revenu) étaient les plus appropriées et les plus pertinentes dans le contexte local. L'évaluation analysera également les critères de ciblage des VFZ et des bénéficiaires.
17. **Question 2 : Dans quelle mesure, le projet a-t-il atteint ses objectifs en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? (Efficacité).** Il s'agira de comprendre dans quelle mesure l'approche intégrée du projet pilote VFZ a contribué à améliorer la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et le bien-être des communautés locales tout en atteignant les objectifs prévus en termes d'extrants et d'effets dans les villages ciblés. Aussi, d'évaluer si les initiatives du projet, telles que l'introduction de semences à haut rendement, les achats auprès des exploitants agricoles et les activités connexes comme les jardins scolaires, ont efficacement créé des repas scolaires plus nutritifs, généré des revenus supplémentaires, et encouragé le développement économique local tout en garantissant la participation active des femmes.
18. **Question 3 : Dans quelle mesure le projet a-t-il utilisé efficacement les ressources pour atteindre les communautés ? (Efficience).** L'évaluation analysera dans quelle mesure l'approche intégrée du

projet a permis une allocation et une utilisation efficaces des ressources pour atteindre les communautés cibles, notamment les plus vulnérables, tout en respectant les délais prévus. Elle interrogera comment le projet a géré les contraintes opérationnelles et optimisé les modalités de distribution pour maximiser les résultats et minimiser les coûts. Il s'agira de comprendre dans quelle mesure les modalités et critères utilisés pour sélectionner les communautés sont pertinents et adaptés aux besoins identifiés, et comment l'application des normes et spécifications techniques au choix, à l'intégration et au séquençage des interventions a impacté l'efficacité et la cohérence du projet.

19. **Question 4 : Dans quelle mesure le projet a-t-il généré ou devrait-il générer des effets significatifs, positifs ou négatifs, voulus ou non sur les bénéficiaires et communautés des villages assistés ? (Impact).** L'évaluation étudiera les principaux changements observés dans les communautés des villages assistés, notamment en termes de sécurité alimentaire, nutrition, revenus des ménages, et pratiques locales grâce aux interventions du projet VFZ. Elle analysera si le projet VFZ a généré des impacts significatifs, y compris des effets imprévus, sur le bien-être des bénéficiaires, la réduction des inégalités de genre, et la rétention scolaire dans les zones d'intervention. Il s'agira aussi de comprendre comment l'impact a varié selon l'appui reçu (VFZ et les villages non bénéficiaires) (efficacité - impact) et finalement quels sont les changements observés au niveau des pratiques et des comportements dans les communautés grâce aux interventions du projet, tels que les comportements vis à vis de la nutrition, de bonnes pratiques agricoles, des stratégies d'adaptation (coping mechanisms) etc.
20. **Question 5 : La mise en œuvre du projet s'est-elle engagée avec succès avec les structures gouvernementales nationales et locales et les autres acteurs locaux qui pourraient être intéressés par la réplique et/ou l'extension du projet pilote ? (Durabilité).** Il s'agira d'étudier dans quelle mesure les interventions du projet pilote VFZ ont intégré des stratégies pour assurer la durabilité à long terme des bénéfices dans les communautés ciblées, et comment elles ont pris en compte les défis potentiels tels que les changements climatiques ou les instabilités politiques. L'évaluation étudiera aussi comment le projet a engagé les structures gouvernementales nationales et locales, ainsi que d'autres acteurs locaux, pour assurer une mise en œuvre réussie et potentiellement faciliter la réplique ou l'extension du projet pilote. Elle analysera dans quelle mesure, les outils de gestion mis en place par le projet sont accessibles aux communautés et bénéficiaires (simplicité, langue utilisée.)
21. **Question 6 : Quelles ont été les synergies entre le projet et les autres interventions du PAM et des partenaires au même endroit ? (Cohérence).** Il s'agira d'évaluer dans quelle mesure les objectifs du projet sont alignés sur les stratégies, politiques et priorités du PAM (au niveau pays et global) ; des partenaires (ex : SNU) ; sur les priorités nationales en matière de résilience ainsi que sur les objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 2 "Faim Zéro". Elle tentera de comprendre comment l'e projet a pris en compte les facteurs contextuels et environnementaux (ex : gestion de l'eau, accès aux intrants et aux marchés), et comment les différentes composantes du projet sont coordonnées pour renforcer leur cohérence et la portée des interventions. Il s'agira aussi d'évaluer s'il existe des synergies ou des partenariats établis avec d'autres acteurs du développement pour renforcer l'impact et la portée des interventions du projet et finalement si les différentes composantes du projet sont bien intégrées et complémentaires les unes aux autres.
22. **Question 7 : Dans quelle mesure le projet VFZ a-t-il pris en compte les questions de genre et d'inclusion, et comment les interventions ont-elles contribué à réduire les inégalités entre les sexes et à promouvoir l'inclusion des groupes marginalisés au sein des communautés ciblées ? (Équité).** L'évaluation analysera comment le projet pilote VFZ a intégré des stratégies spécifiques pour aborder les inégalités de genre et améliorer la participation des femmes et des groupes marginalisés dans les activités du projet, et quels ont été les résultats observés à cet égard. Elle étudiera dans quelle mesure les mécanismes de suivi et d'évaluation du projet ont permis de mesurer et d'analyser l'impact des interventions sur l'égalité des sexes et l'inclusion des groupes marginalisés, et comment ces résultats ont été utilisés pour ajuster les activités du projet. Finalement, il s'agira d'évaluer si le projet VFZ a modifié les relations entre les sexes à moyen ou à long terme.

Portée, méthodologie et questions éthiques

23. La méthodologie garantira l'impartialité et minimisera les biais en utilisant des méthodes mixtes (quantitatives, qualitatives, participatives) et des sources de données variées, systématiquement triangulées. Elle prendra en compte les défis liés à la disponibilité et la fiabilité des données ainsi que les contraintes budgétaires ou temporelles. La matrice d'évaluation regroupera les questions, indicateurs, sources de données, méthodes de collecte et d'analyse.
24. La méthodologie intégrera les considérations de genre, d'équité et d'inclusion, en précisant comment les perspectives de divers groupes (genre, âge, handicap, etc.) seront recueillies et prises en compte, et garantira que les données sont ventilées par genre et âge. La triangulation assurera que toutes les perspectives sont entendues et prises en compte.
25. Il s'agit notamment, mais pas exclusivement, de veiller au consentement éclairé, de protéger la vie privée, la confidentialité et l'anonymat des participants, d'assurer la sensibilité culturelle, de respecter l'autonomie des participants, de garantir un engagement équitable des participants (y compris des femmes et des groupes socialement exclus) et de veiller à ce que l'évaluation ne porte pas préjudice aux participants ou à leurs communautés.

Rôles et responsabilités

26. ÉQUIPE D'ÉVALUATION (EE) : L'évaluation sera menée par une équipe de consultants indépendants possédant un mélange d'expertises pertinentes par rapport au projet (sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience et adaptation au changement climatique, gestion sociale de l'eau et des processus d'adaptation des pratiques agricoles aux effets du changement climatique, appui au secteur agricole, gestion des ressources naturelles et analyse des moyens de subsistance en milieu rural, genre, équité et inclusion, méthodologie d'évaluation)
27. RESPONSABLE DE L'ÉVALUATION : L'évaluation se réalisera sous la supervision de son Chef d'équipe Emmanuel KOUROUMA (gestionnaire de l'évaluation basé au Bureau Pays du PAM Guinée) avec l'appui d'Amadou Tidiane DIALLO (co-gestionnaire de l'évaluation basé au Bureau Pays du PAM Guinée). Ils seront les principaux interlocuteurs entre l'équipe d'évaluation, représentée par le chef d'équipe, et les parties prenantes au PAM, afin de garantir un processus de mise en œuvre harmonieux et le respect des normes de qualité pour le processus et le contenu. L'assurance qualité de deuxième niveau sera fournie par Isabelle CONFESSON, chargée de l'évaluation au bureau régional.
28. COMITE D'ÉVALUATION INTERNE : Il est constitué afin de garantir la crédibilité, la transparence, l'impartialité et la qualité de l'évaluation, conformément à la politique d'évaluation du PAM. Il soutiendra le gestionnaire de l'évaluation dans la prise de décisions, l'examen des documents provisoires (termes de référence, rapports de démarrage et d'évaluation) et au moment de les soumettre pour validation au directeur de pays, ou à son adjoint, qui présidera le comité. Il est composé du directeur pays (président du comité), du directeur pays adjoint (co-président du comité), du gestionnaire de l'évaluation (secrétariat du comité d'évaluation), du co-gestionnaire, du responsable des programmes Résilience, Nutrition et Alimentation scolaire, de la responsable régionale de l'évaluation, et du responsable des achats du Bureau Pays.
29. GROUPE DE REFERENCE (ERG) : Il est constitué en tant qu'organe consultatif et comprend des représentant.e.s des parties prenantes internes (PAM Bureau Pays et Bureau Régional) et externes (Structures étatiques, ONG, Agences des Nations Unies) de l'évaluation. Ils examineront et commenteront les produits provisoires de l'évaluation ; ils interviendront en tant qu'informateurs clés pour contribuer à la pertinence, à l'impartialité et à la crédibilité de l'évaluation en soumettant différents points de vue et en garantissant la transparence des processus.
30. PARTIES PRENANTES : On attend des parties prenantes internes du PAM aux niveaux national et régional qu'elles collaborent durant toute l'évaluation pour garantir l'utilité et la transparence du processus. Les parties prenantes externes, telles que les bénéficiaires, le Gouvernement, les partenaires d'exécution et d'autres agences des Nations Unies seront consultées et interrogées au cours du processus d'évaluation.

Communication

31. Les résultats préliminaires seront partagés avec le groupe de référence de l'évaluation (GRE) lors d'une réunion de debriefing (incluant une présentation PowerPoint) à la fin de la phase de collecte de données. Le rapport sera partagé et revu par le PAM et un atelier de validation sera organisé avec le GRE et les partenaires pour discuter des résultats préliminaires, conclusions et recommandations. Les rapports de démarrage et d'évaluation seront disponibles en français. Le rapport final d'évaluation sera publié en ligne, accompagné d'un résumé de 2 pages pour faciliter la diffusion des résultats et recommandations.

Calendrier initial des TDR

Phase de démarrage : janvier – mars 2025

Collecte de données : 06 au 21 mai 2025

Présentation des premiers résultats : 22 mai 2025

Écriture du rapport d'évaluation : juin 2025 – juillet 2025.

Annexe 2. Calendrier de l'évaluation

		Calendrier OT	Calendrier révisé
Phase 2 - Démarrage		6 janv. - 18 mars	27 janv - 8 avril
EM/TL	Informer l'équipe principale	6 janv.	27 janv
ET	Réaliser l'étude documentaire des principaux documents	7 - 13 janv.	12 - 20 fév
ET	Préparer le rapport de démarrage provisoire V1	14 - 24 janv.	4 - 28 fév
EM	Réaliser l'assurance qualité du rapport de démarrage provisoire (effectuée par le gestionnaire d'évaluation et le responsable régional de l'évaluation) en s'appuyant sur la procédure de contrôle qualité ; soumettre le rapport de démarrage provisoire service externe d'appui à la qualité (DEQS) et organiser une réunion de suivi avec le DEQS	27 janv. - 7 fév.	3 - 18 mars
ET	Réviser le rapport de démarrage provisoire en se fondant sur les retours reçus par le service externe d'appui à la qualité, par le gestionnaire d'évaluation et par le responsable régional de l'évaluation V2	10 - 14 fév.	19 - 25 mars
EM	Transmettre le rapport de démarrage révisé au groupe de référence de l'évaluation	14 fév.	26 mars
ERG	Revoir le rapport de démarrage provisoire et formuler des commentaires	17 - 21 fév.	27 mars - 2 avril
EM	Rassembler les commentaires	24-25 fév.	3 - 4 avril
ET	Réviser le rapport de démarrage provisoire en se fondant sur les commentaires émis par le groupe de référence de l'évaluation puis soumettre la version révisée finale	26 fév. - 5 mars	7 - 11 avril
EM	Examiner le rapport de démarrage final et le soumettre au comité d'évaluation (CE) pour validation	6 - 12 mars	14 - 18 avril
EC Chair	Valider le rapport de démarrage final et le transmettre au GRE pour information	13 - 18 mars	21 - 25 avril
Phase 3 - Data collection		31 mars - 16	6 - 22 mai

		avril	
EC Chair/ EM	Réaliser une séance d'information avec l'équipe d'évaluation du bureau de pays	31 mars	6 mai
ET	Collecte de données	31 mars - 15 avril	6 - 21 mai
ET	Bilan(s) dans le pays	16 avril	22 mai
Phase 4 - Élaboration des rapports			
ET	Elaborer le rapport d'évaluation provisoire V1	22 avril - 15 mai	26 mai - 18 juillet
EM	Réaliser l'assurance qualité du rapport de d'évaluation provisoire (par le gestionnaire d'évaluation et le responsable régional de l'évaluation) en s'appuyant sur la procédure de contrôle qualité ; soumettre le rapport de démarrage provisoire service externe d'appui à la qualité (DEQS) et organiser une réunion de suivi avec le DEQS	16 - 22 mai	21 - 25 juillet
ET	Réviser le rapport d'évaluation provisoire en se fondant sur les retours reçus par le service externe d'appui à la qualité (DEQS) et les contrôles qualité du gestionnaire d'évaluation et du responsable régional de l'évaluation V2	23 - 29 mai	28 juillet- 3 août
EM	Soumettre le rapport d'évaluation révisé en fonction du service externe d'appui à la qualité et des contrôles qualité du gestionnaire d'évaluation	30 mai	4 août
ERG	Partager le rapport d'évaluation provisoire au GRE pour examen et formulation de commentaires	2 - 6 juin	5- 10 août
EM	Rassembler les commentaires	6 juin	11 août
ET	Réviser le rapport d'évaluation provisoire en se fondant sur les commentaires émis par le GRE puis soumettre la version révisée finale VF	10 - 25 juin	18 - 28 août
EM	Revoir le rapport d'évaluation révisé final et le soumettre au comité d'évaluation (CE)	26 juin - 2 juillet	1 - 5 septembre
EC Chair	Valider le rapport d'évaluation final et le transmettre aux principales parties prenantes pour information	3 juillet	8 septembre

Annexe 3. Programme de la phase de collecte

Dates de mission : 6 - 22 mai 2025

Nombre de jours à Conakry :

- **2,5 jours en début de mission**, du mardi 6 au jeudi 8 mai inclus, soit 10 hj – Entretiens PAM et partenaires
- **+ 2 jours en fin de mission**, du mardi 20 au jeudi 22 mai inclus, soit 8 hj – Analyse croisée des données recueillies par l'EE, préparation de la restitution, entretiens complémentaires.

Déplacement en région : 11,5 jours, du vendredi 9 au lundi 19 mai, soit 46 hj, transports inclus.

Participants à la mission :

- **Blanche RENAUDIN** : Cheffe de mission, Experte Résilience, Adaptation au changement climatique
- **Younoussa Baldé** : Expert Développement rural et agricole, Adaptation au changement climatique
- **Fatou H. Souaré** : Experte Genre, Insertion économique et sociale, Renforcement compétences
- **Lionel Ransinangue** : Expert système de production agroécologique, Analyse filière, Gestion sociale de l'eau

Organisation de l'EE en régions : L'équipe d'EE se scindera en deux binômes mixtes : H/F, national / international

- Binôme 1 (Blanche Renaudin et Younoussa Baldé) se rendra dans les régions de Kankan, N'Zérékoré et la préfecture de Kissidougou.
- Binôme 2 (Fatou H. Souaré et Lionel Ransinangue) se rendront dans les régions de Kankan, Labé et Boké.

Tableau 1: Programme de la phase de collecte en Guinée

Date	Binôme 2	Binôme 1
06-mai	Conakry – entretiens BP PAM	
07-mai	Conakry –partenaires institutionnels	
08-mai	Conakry - entretiens complémentaires BP PAM Départ en véhicule pour Kankan (nuit Mamou)	
09-mai	Trajet Mamou - Kankan --> Entretiens Autorités Administratives, Services Techniques (STD), ONG (AGIL, AJP, AUDICO), SB Kankan (nuit Kankan)	
10-mai	Kankan - VZF Bananko (nuit Kankan)	
11-mai	Kankan - VdV Gbodou Gbodou – Kankan - (nuit Kankan)	Trajet Kankan - Kissidougou (journée) (nuit Kissidougou)
12-mai	Kankan - VFZ Sanana -->entretien SB Kankan Trajet Labé – Dabola (nuit Dabola)	Trajet Kissidougou - VFZ Pampako --> Aut, ONG (GUIDRE, ABEF) (Nuit Kissidougou)
13-mai	Dabola - Labé --> Aut, STD, ONG (ASDG) (nuit Labé)	Kissidougou - VdV Nongoa Trajet Kissidougou - Guéckédou --> SB Guéckédou - (nuit Guéckédou)
14-mai	Labé - VZF Bhawo Fello et VFZ N'Dantary (nuit Labé)	Trajet Guéckédou - N'Zérékoré --> Aut, STD, 2 ONG (CADEC, ANCG), SB N'Zérékoré - (nuit N'Zérékoré)
15-mai	Labé - VdV Sarékali - (nuit Labé)	N'Zérékoré - VFZ Yeneta et VdV Leapeleta (Nuit N'zérékoré)
16-mai	Trajet Labé - Boffa (journée) - (nuit Boffa)	N'Zérékoré - VFZ Nienh et VdV Konipara (Nuit N'zérékoré)
17-mai	Boffa - VZF Falaba - (nuit Boké)	N'Zérékoré - VFZ Zogota et VdV Maoun (Nuit Nzérékoré)
18-mai	Boké - VdV Sikouya Entretiens complémentaire ONG (CAM, VSF, CEAD) - (nuit Boké)	N'Zérékoré Entretiens complémentaires ONG (Nuit N'Zérékoré)
19-mai	Entretiens Autorités, STD et SB Boké Trajet Boké - Conakry	N'Zérékoré - Conakry par avion
20-mai	Conakry - Analyse croisée EE + derniers entretiens	
21-mai	Conakry - Analyse croisée EE + derniers entretiens	
22-mai	Conakry - Présentation premiers résultats	

Annexe 4. Contexte en République de Guinée

33. **Richesse naturelle et structure économique.** La République de Guinée, pays d'Afrique de l'Ouest de 245 857 km² et 14,75 millions d'habitants¹⁰³, est bordée par l'océan Atlantique et six pays (Guinée-Bissau, Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone). Elle est surnommée le « château d'eau de l'Afrique de l'Ouest » en raison de ses ressources hydriques abondantes. Ses conditions agro-climatiques favorisent l'agriculture et elle possède un potentiel minier considérable (bauxite, fer, or). Toutefois, l'exploitation reste limitée et inégalement développée.
34. **Une population jeune et majoritairement rurale.** La densité moyenne estimée à un peu moins de 60 hab/km² malgré de grandes disparités régionales. L'économie repose sur l'agriculture (27,8 % du PIB, 60 % de la main-d'œuvre et 80 % des revenus ruraux)¹⁰⁴ et le secteur minier. L'économie informelle domine et contribue à hauteur de 41 % du PIB et à 96 % des emplois¹⁰⁵. Malgré ces atouts, l'insécurité alimentaire persiste, due à des facteurs structurels, institutionnels et climatiques.
- Instabilité politique et gouvernance fragile.** Le pays a connu en septembre 2021 un changement majeur dans son paysage politique lorsque le Comité National de Rassemblement et du Développement (CNRD), a pris le pouvoir, mettant fin au mandat du président Alpha Condé. Cette transition a marqué le début d'une phase de réorganisation institutionnelle, avec pour objectif la refondation de l'État et la mise en place d'un nouveau mode de gouvernance. Dans ce contexte, l'administration a été réorganisée, de nombreux services techniques centraux et déconcentrés ont été concernés, remplaçant de nombreux fonctionnaires par de jeunes cadres jugés dynamiques mais peu expérimentés. Plusieurs fonctionnaires ont été remplacés par de jeunes cadres chargés de s'approprier les innovations techniques et technologiques et de soutenir la réorganisation administrative. Cependant, cette gouvernance fragile retarde la mise en œuvre des réformes structurelles attendues et impacte la stabilité nécessaire aux projets de développement. C'est dans ce contexte que le projet VFZ a démarré.
35. **Conditions de vie, pauvreté et emploi des jeunes.** La pauvreté touche principalement les zones rurales, où vivent 81,9 % des pauvres et 95 % des personnes en extrême pauvreté¹⁰⁶. Ces populations font face à un accès limité aux services de base, aux infrastructures et aux opportunités économiques¹⁰⁷.
36. Le **chômage des jeunes** est élevé, notamment chez les diplômées femmes. L'économie informelle absorbe 95,5 % des jeunes actifs, dont 85,6 % des 15-24 ans en emploi vulnérable. En zone urbaine, la moitié des jeunes travaillent comme apprentis ou bénévoles non rémunérés. Le taux de **NEET** (jeunes ni en emploi, ni en éducation, ni en formation) atteint 37,1 % au niveau national, mais grimpe à 46,1 % chez les femmes, 41 % en milieu rural et 69,6 % chez les jeunes en situation de handicap. La corruption et la mauvaise gouvernance aggravent ces problèmes, contribuant au classement médiocre de la Guinée : 181^e à l'IDH en 2022.
37. **Les difficultés économiques et sociales alimentent les flux migratoires.** Environ 74 % des migrants

¹⁰³ Banque Mondiale, 2024

¹⁰⁴ Banque Mondiale, 2022. Indicateurs de développement dans le monde

¹⁰⁵ Banque Africaine de Développement, 2024. Perspectives économiques en Afrique 2024

¹⁰⁶ Le taux de pauvreté (moins de 1,5 USD par jour par personne) en Guinée est de 43,7 % selon la dernière évaluation de la pauvreté en 201. En milieu rural il est de 55,4% alors qu'en milieu urbain il est de 22,4% (Institut National de la Statistique)

¹⁰⁷ République de Guinée, 2024. Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition et des Systèmes Alimentaires (AGVSAN).

guinéens demeurent en Afrique de l'Ouest, attirés par les opportunités minières ou poussés par la crise politique¹⁰⁸.

38. **Agriculture, sécurité alimentaire et malnutrition.** L'agriculture est surtout de subsistance : 95 % des terres cultivées appartiennent à de petites exploitations (0,3 à 0,5 ha)¹⁰⁹. Les principales cultures sont le riz, le maïs, l'arachide et les fruits, mais la production reste insuffisante. La Guinée dépend donc fortement des importations, notamment du riz (40 % des importations alimentaires). En cas de choc – climatique, sanitaire, politique, etc. – la flambée des prix alimentaires affectent les ménages guinéens qui peuvent basculer vers des situations critiques. Cela est accentué pendant les périodes de soudure.
39. En 2024, selon le Cadre Harmonisé, environ **2,8 millions de personnes** (24 % de la population) étaient en situation de stress alimentaire et 8 % en crise alimentaire. Ce chiffre représente une hausse de plus de 100% par rapport à 2023 ou environ 4% de la population était concernée par une situation de crise alimentaire¹¹⁰. Le PAM estime que 2,9 millions de ménages sont en insécurité alimentaire.
40. La **malnutrition** est un problème majeur : 26 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, avec des pics supérieurs à 30 % dans certaines régions (Faranah, Nzérékoré). La malnutrition aiguë touche 6,7 % des enfants. Les causes principales sont l'insuffisance alimentaire, les carences nutritionnelles, des pratiques inadaptées et un système de santé sous-équipé¹¹¹.
41. **Changements climatiques et vulnérabilité.** La Guinée subit les impacts négatifs du changement climatique : sécheresses, inondations, pluies irrégulières, tornades. Ces phénomènes réduisent les rendements agricoles, déjà caractérisée par une faible productivité, et aggravent l'insécurité alimentaire. Elle est classée 24^e pays le plus vulnérable au climat et 148^e en préparation¹¹².
42. **Éducation et disparités de genre.** Malgré un taux brut de scolarisation (100,2 % en 2020-21), en 2020-2021 (92,1 % pour les filles, 80,1 % en zones rurales)¹¹³ 1,5 million d'enfants ne vont pas à l'école. Le taux d'achèvement du primaire reste bas (54,1 %). La majorité des filles quittent l'école avant le secondaire : 91 % ne terminent pas le premier cycle, un chiffre qui monte à 97 % en zones rurales¹¹⁴.
43. L'**analphabétisme** touche 77,1 % des femmes contre 59,5 % des hommes. Les mariages précoces sont fréquents : 47 % des filles sont mariées avant 18 ans, 17 % avant 15 ans. Ces facteurs limitent leur autonomie et leur accès à l'emploi.
44. **Inégalités de genre et violences.** La Guinée se classe 182^e sur 191 pays pour l'inégalité de genre (PNUD 2021). La société est patriarcale et les violences basées sur le genre sont massives : 80,7 % des femmes de 15 à 69 ans en ont subi, dont près de 30 % de violences sexuelles¹¹⁵. Les mutilations génitales féminines persistent à plus de 90 %, malgré leur criminalisation.
45. Des réformes existent : politique nationale genre (2017), stratégie révisée contre les MGF (2020), loi sur la parité (2019), révision des codes pénal et civil. Mais leur application reste limitée.
46. **Vulnérabilités croisées et populations marginalisées.** La pauvreté est multidimensionnelle, renforcée par des facteurs comme le genre, l'âge, le lieu de résidence, l'éducation, la santé et le handicap. Les femmes rurales sont particulièrement vulnérables : accès limité à la terre, aux financements, aux marchés, et exposition aux effets climatiques.

¹⁰⁸ Thèse de Mohamed Dougouno soutenue le 23/10/2024 : Les enjeux de la migration de retour en Guinée : les expériences non-retour et de retour de migrants via les programmes de retour « volontaire ». EHESS, Paris

¹⁰⁹ Ministère de l'Agriculture, 2006. Nouvelle Lettre de Politique de Développement Agricole 2006 - 2015

¹¹⁰ PAM, 2024. [WFP and France join forces to boost food security and nutrition in Guinea | World Food Programme](#)

¹¹¹ Rapport final de l'enquête SMART Guinée, 2022

¹¹² USAID, Guinea Climate Risk Profile, 2021

¹¹³ République de Guinée 2022 : Annuaire statistique Enseignement Primaire 2020-2021

¹¹⁴ UNICEF, 2024

¹¹⁵ [UNFPA Guinée | Violences basées sur le genre et pratiques néfastes](#)

47. **Les jeunes ruraux** souffrent du manque d'opportunités économiques, ce qui favorise l'exode rural et la migration externe. Les personnes en situation de handicap et les albinos font face à une exclusion accentuée par les croyances sociales et le manque de politiques inclusives.
48. **Politiques publiques et initiatives internationales**
49. La Guinée a adopté plusieurs plans stratégiques :
- **La Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA)** est la politique nationale qui oriente le développement du secteur agricole en soutenant prioritairement l'agriculture familiale, afin d'accroître la productivité et la compétitivité des filières. Il vise à améliorer la sécurité alimentaire, augmenter les revenus ruraux et promouvoir une gestion durable des ressources naturelles.
50. **Le Plan National d'Investissement Agricole et Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2018-2025 (PNIASA)** constitue le cadre opérationnel de mise en œuvre du PNDA. C'est le programme de référence en Guinée pour les investissements agricoles et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il soutient prioritairement l'agriculture familiale et les petites exploitations, tout en favorisant l'essor des filières porteuses et des infrastructures rurales. Son objectif est d'accroître la productivité, renforcer la résilience face aux chocs climatiques et réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il contribue aussi à la création d'emplois décents en milieu rural et à la lutte contre la pauvreté.
- **Le Programme Décennal de l'Éducation en Guinée 2020-2029 (ProDEG)**, est le programme décennal visant à réformer et développer le système éducatif national pour améliorer l'accès, la qualité et l'équité de l'éducation. Il met l'accent sur le renforcement des capacités des enseignants, le soutien aux infrastructures scolaires et l'inclusion de tous les enfants, notamment dans les zones rurales et défavorisées.
 - **Le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES 2016-2020)** est le cadre stratégique de la Guinée pour stimuler la croissance économique et le développement social. Il vise à améliorer les infrastructures, renforcer les secteurs productifs et promouvoir l'inclusion sociale afin d'augmenter le bien-être des populations. Le **Programme de Résilience et d'Investissement (PRI 2022-2025)**, est un programme national qui cible le renforcement de la résilience économique et sociale de la Guinée. Il soutient le développement durable, la sécurité alimentaire, l'agriculture familiale et l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables.
51. **Le Plan Stratégique National Multisectoriel de Nutrition (PSNMN 2019-2024)** est le cadre opérationnel de la politique nationale visant à améliorer l'état nutritionnel de la population, en particulier des femmes, enfants, adolescents et populations vulnérables pour contribuer à la croissance économique. Il met l'accent sur la promotion de l'alimentation saine, la prévention de la malnutrition, le renforcement des services de santé et l'appui aux familles pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le renforcement des soins primaires pour réduire l'incidence des maladies infectieuses. Pour la période 2025 – 2029, le **Plan Stratégique National de l'Alimentation et la Nutrition** devrait assurer la suite de cette politique.
52. Ces différentes initiatives visent à contribuer aux ODD faim zéro, lutte contre la pauvreté, égalité de genre, institutions solides au niveau national à l'échelle 2030.
53. Les partenaires internationaux (PAM, FAO, UNICEF, OIM, UE, PNUD) appuient la Guinée dans la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation et l'emploi des jeunes. Des programmes ciblent l'**insertion socio-économique** des jeunes et la gestion des migrations. Une **loi sur la traite des personnes (2023)** renforce la protection des migrants.
- En 2023, le **Plan cadre de coopération pour le développement durable (2024-2028)** a été lancé, centré sur l'accès aux services sociaux, la croissance inclusive et le renforcement institutionnel, avec le soutien du gouvernement, de la société civile et des organisations régionales (CEDEAO, Union du fleuve Mano, Sahel).

Annexe 5. Analyse détaillée des parties prenantes

Les résultats de l'évaluation présentent un intérêt pour diverses parties prenantes (PP), internes ou externes au PAM, et il sera demandé à un certain nombre d'entre elles de jouer un rôle dans le processus d'évaluation. Cette annexe présente une analyse des principales parties prenantes concernées et de leur implication dans le processus d'évaluation, tirée des TDR et de notre analyse bibliographique.

Tableau 2: Analyse détaillée des parties prenantes

Parties prenantes	Intérêt dans l'évaluation de la modalité	Implication dans l'évaluation et utilisation probable	Qui (spécifiquement pour l'évaluation)
Parties prenantes internes (PAM)			
Bureau Pays (BP) du PAM, Conakry	Informateur clé et partie prenante primaire – Responsable de la planification et de la mise en œuvre des interventions du PAM au niveau national. L'intérêt du bureau de pays porte sur l'apprentissage basé sur l'expérience, afin d'éclairer la prise de décision. Il lui incombe également de rendre des comptes, aussi bien en interne qu'à ses bénéficiaires et partenaires, au sujet de la performance et des résultats de ses programmes. Le bureau de pays sera impliqué dans l'utilisation des constatations de l'évaluation pour améliorer l'approche et décider des futurs partenariats.	Le personnel du BP sera impliqué dans la planification, les mises en contact et prises de rv, les sessions de briefing et debriefing et seront interrogés lors de la phase de collecte.	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur pays et directeur pays adjoint • Gestionnaire de l'évaluation et co-gestionnaire • Responsables du programme PAM / responsable du projet VFZ / responsables des composantes Résilience, Nutrition et Alimentation scolaire • Responsable des achats • Point focal Genre • Responsable de la communication et des partenariats • Responsable financier • Responsable RH
Sous Bureaux (SO) du PAM sur le terrain (3) Boké, Kankan, Nzérékoré	Informateurs clés et parties prenantes primaires – Responsables de la mise en œuvre du programme au quotidien	Le personnel des bureaux de terrain et des antennes sera impliqué dans le planning au niveau de leur zone, dans les sessions de briefing et debriefing et seront interrogés lors de la phase de collecte.	Responsables des sous bureaux (SB) et des Antenne à Boké, Kankan, Labé, Nzérékoré, Kissidougou, Kandara, Faranah,
Antennes (5) Kissidougou, Gueckédou, Koundara, Faranah, Labé	Les bureaux de terrain et les antennes assurent la liaison avec les parties prenantes aux niveaux décentralisés et sont en contact direct avec les bénéficiaires. Ils seront concernés par les résultats de l'évaluation.		
Bureau Régional, Dakar (Sénégal)	Informateur clé et partie prenante primaire – Responsable à la fois de la supervision des bureaux de pays, de l'encadrement et de l'appui technique	Les unités techniques de la résilience, l'alimentation scolaire, la nutrition, l'environnement, le genre, le CBT, SAMS, utiliseront les	<ul style="list-style-type: none"> • Responsable régional de l'évaluation • Conseiller régional pour le suivi RAM • Référent pour la supervision du projet VFZ
Unités d'évaluation, Alimentation	La direction du bureau		

<p>Scolaire, Nutrition, Résilience and climate adaptation, SAMS, RAM</p>	<p>régional porte son intérêt sur le compte rendu indépendant et impartial des performances opérationnelles ainsi que sur les enseignements à tirer des constats issus de l'évaluation en vue de les appliquer à d'autres bureaux pays. Le bureau régional s'appuiera sur les constats tirés de cette évaluation pour fournir une orientation stratégique, un soutien au programme et une supervision.</p>	<p>recommandations pour l'élaboration ou la mise à jour des stratégies et des politiques du PAM. Ils seront interrogés, informeront l'EE en tant qu'informateurs clés lors de la phase de collecte des données. Ils pourront participer au débriefing à la fin de la mission d'évaluation et en tant que membres du GRE, ils examineront les différents livrables d'évaluation et la réponse de la direction. Les responsables régionaux de l'évaluation apportent leur soutien à la direction du bureau de pays et du bureau régional pour garantir la conduite d'évaluations décentralisées de qualité, crédibles et utiles.</p>	
<p>Divisions du siège du PAM</p>	<p>Informatrices clés et parties prenantes primaires – Les divisions du siège du PAM sont chargées de la publication, de la supervision, du déploiement des lignes directrices normatives sur les thèmes, les activités et les modalités des programmes de l'organisation, ainsi que des politiques et stratégies générales. Elles s'intéressent également aux enseignements qui ressortent des évaluations, car beaucoup d'entre eux peuvent se révéler pertinents au-delà de la zone géographique concernée.</p>	<p>Les unités du siège concernées doivent être consultées dès l'étape de planification pour garantir que les considérations clés ayant trait aux politiques, stratégies et programmes sont comprises dès le début de l'évaluation. Elles peuvent utiliser l'évaluation à des fins d'apprentissage et de redevabilité plus vastes.</p>	<p>N/A</p>
<p>Bureau de l'évaluation du PAM</p>	<p>Partie prenante primaire – Le Bureau de l'évaluation a un intérêt à assurer que les évaluations décentralisées constituent des examens de qualité, crédibles et utiles qui respectent les dispositions d'impartialité ainsi que les rôles et le devoir de redevabilité de diverses parties prenantes à l'échelle décentralisée telles qu'identifiées dans la politique d'évaluation. Le Bureau peut s'appuyer sur les constatations de</p>	<p>Ils seront interviewés pour répondre à des questions au niveau politique et technique et participeront au debriefing.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • N/A

	l'évaluation, le cas échéant, pour contribuer aux évaluations centralisées, aux synthèses d'évaluation ou à d'autres produits d'apprentissage.		
Parties prenantes externes			
Bénéficiaires ventilés par sexe et par âge, par situation de Handicap - de l'assistance alimentaire inconditionnelle par le biais des CBT, de vivres et du renforcement des capacités - de l'alimentation scolaire - de l'appui nutritionnel FEFA et enfants 6-59 mois - Communautés vulnérables et petits exploitants agricoles bénéficiant de l'assistance alimentaire pour la création d'actifs (FFA) et du programme d'assistance alimentaire en faveur des petits exploitants (SAMS)	Informateurs clés et parties prenantes primaires (élèves, FEFA, PVVIH, membres des groupements, enseignants, directeurs d'écoles, Comités de gestion) /secondaires (membres de la communautés) En tant que destinataires finaux de l'assistance, les bénéficiaires sont intéressés par l'évaluation du PAM déterminant si l'assistance fournie est adéquate et efficace. À ce titre, on déterminera le niveau de participation à l'évaluation des femmes, hommes, garçons et filles de différents groupes et l'on cherchera à obtenir leurs points de vue respectifs.	Ils seront interrogés et consultés lors des missions de collecte de données sur le terrain Le PAM s'engage à garantir l'égalité des sexes, l'équité et l'inclusion dans le processus d'évaluation, avec la participation et la consultation de femmes, d'hommes, de garçons et de filles aux profils variés (notamment des personnes en situation de handicap, âgées ou issues de différents groupes ethniques et linguistiques).	Élèves, FEFA, PVVIH, membres des groupements, enseignants, directeurs d'écoles, Comités de gestion des cantines scolaires, membres de la Communauté (dirigeants, leaders), organisations paysannes, groupes de petits agriculteurs, GVEC, Groupes féminins (Ambassadrices)
Gouvernement au niveau central	Informateur clé et partie prenante primaire – Le gouvernement a un intérêt direct pour l'évaluation et cherchera ainsi à savoir si les activités du PAM dans le pays sont alignées sur ses priorités et harmonisées avec les actions d'autres partenaires, et si elles atteignent les résultats attendus. Son intérêt se porte particulièrement sur le renforcement des capacités, le transfert de responsabilité et la durabilité. Dans le cadre de l'approche intégrée du projet Villages Faim Zéro (VFZ), le principal homologue du gouvernement est le ministère de	Les principales institutions du gouvernement impliquées et concernées par la mise en oeuvre du projet seront interviewées pour répondre à des questions au niveau politique et technique et participeront au debriefing. Ils seront membres du GRE et auront l'occasion d'apporter leur expertise pour améliorer les livrables	<ul style="list-style-type: none"> • Représentant du ministère de l'agriculture et de l'élevage - Direction nationale du génie rural Direction nationale de l'agriculture et l'élevage/ SERPROCA • Représentant du ministère de l'enseignement préuniversitaire et de l'alphabétisation - Direction nationale des cantines scolaires • Représentant du ministère de la santé et de l'hygiène publique - Division Alimentation et Nutrition • Représentant du ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables • Représentant du ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation • Représentant du ministère de l'environnement et du développement durable

	<p>l'agriculture et de l'élevage. Les autres ministères principaux sont le</p> <p>ministère de l'enseignement préuniversitaire et de l'alphabétisation qui facilite la gestion des cantines scolaires au niveau communautaire et le</p> <p>ministère de la santé et de l'hygiène publique qui définit les politiques et programmes de prise en charge de la malnutrition.</p> <p>Direction nationale du génie rural ; Division Alimentation et Nutrition,</p> <p>Direction nationale des cantines scolaires, Direction nationale de l'agriculture et l'élevage</p> <p>Les autres homologues du gouvernement central sont : Le ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables, qui définit les politiques et programmes de protection sociale et du genre.</p> <p>Le ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation,</p> <p>Le ministère de l'Environnement et Développement Durable</p>		
<p>Gouvernement au niveau décentralisé (régional, préfectoral et local)</p>	<p>Informateur clé et partie prenante primaire –</p> <p>L'approche VFZ étant mise en œuvre dans les quatre régions naturelles et les 5 régions administratives du pays (Boké, Faranah, Kankan, Labé, et N'Nzérékoré), les Inspections Régionales de la Santé, de l'Éducation et de l'Agriculture ainsi que leur représentant au niveau préfectoral des zones de mise en œuvre du projet seront intéressés par les résultats de l'évaluation.</p>	<p>Les services déconcentrés, constitueront une source importante d'informations sur la pertinence, l'efficacité et la durabilité des activités.</p> <p>Ils seront interviewés pour répondre à des questions au niveau politique et technique.</p> <p>Tous ne seront pas interviewés systématiquement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Gouverneur • Préfet • Représentant des Inspections Régionales de la Santé, de l'Éducation et de l'Agriculture • Bureaux techniques du Génie Rural ; Secrétaires généraux des collectivités territoriales, • Directions préfectorales de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'élevage, de l'environnement et du développement durable, de la promotion féminine de l'enfance et des personnes vulnérables et de l'administration du territoire et de la décentralisation, • Points focaux genre • Points focaux génie rural • Points focaux régionaux des cantines scolaires • Communes
<p>Équipe de pays des Nations Unies (FAO,</p>	<p>Partie prenante secondaire – L'action harmonisée de l'équipe de</p>	<p>Les agences des Nations unies partenaires du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Représentant de l'UNICEF • Représentant de la FAO • Représentant du PNUD

UNICEF, OMS, PNUD)	pays des Nations Unies doit contribuer à la réalisation des objectifs du gouvernement en matière de développement. Elle a par conséquent un intérêt à assurer que les programmes du PAM sont efficaces dans sa contribution aux efforts communs des Nations Unies. Divers organismes sont également des partenaires directs et indirect du PAM au niveau des politiques et des activités.	seront rencontrées par l'équipe de l'évaluation à Conakry et en région lorsqu'elles sont représentées et fortement impliquées dans le projet. Les responsables des agences seront consultés pour évaluer leur implication dans le projet VFZ et les synergies existantes ou possible avec l'approche. Les agences UN seront invitées à participer aux réunions du GRE dont elles sont parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none"> • Représentant de l'OMS
Organisations non gouvernementales (ONG)	Informatrices clés et parties prenantes primaires – Les ONG travaillent en partenariat avec le PAM dans la mise en œuvre de certaines activités tout en assurant leurs propres interventions. Les résultats de l'évaluation peuvent avoir une incidence sur les modalités de mise en œuvre, les orientations stratégiques ainsi que les partenariats futurs. Les ONG s'appuieront sur les constatations de l'évaluation pour mettre en œuvre des programmes.	Ils seront interviewés lors de la phase de collecte des données pour répondre à des questions au niveau technique et participeront au debriefing. Ils seront membres du GRE et auront l'occasion de réviser les différents livrables de l'évaluation.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Représentant du CEAD 2. Représentant de Vision Sans Frontière (VSF) 3. Représentant CAM 4. Représentant de ASDG 5. Représentant de GUIDRE 6. Représentant du ABEF 7. Représentant du ANADEL 8. Représentant du UDEC 9. Représentant du AUDICO 10. Représentant du AGIL 11. Représentant du AJP 12. Représentant du CAADEC 13. Représentant du ANCG 14. Représentant du TMC 15. Représentant de l'OCPH 16. Représentant de l'ONG AUDICO 17. Représentant de l'ONG AGIL
Donateurs KOICA, USAID, FMI, BM, BID, BAD	Parties prenantes primaires/secondaires – Les interventions du PAM sont financées de manière volontaire par un certain nombre de donateurs. Ils auront un intérêt à savoir si leurs fonds ont été mobilisés de façon efficace et si le travail du PAM a été concluant et a bénéficié à leurs propres stratégies et programmes.	Ils seront interviewés durant la phase de collecte des données et participeront au debriefing	<ul style="list-style-type: none"> • Représentant de la Banque Mondiale • Représentant de la Banque Africaine de Développement • Représentant de la Banque Islamique de Développement • Représentant de la KOICA • Représentant de l'USAID • Représentant du FM
Instituts de recherche	Le PAM, en partenariat avec des ONG, des écoles techniques et des instituts de recherche, a mené des études sur des variétés de riz à haut rendement, avec la supervision technique du Ministère de l'Agriculture. Le Ministère de l'Environnement a piloté des initiatives d'agroforesterie et des	Les Instituts de recherche agronomique de Guinée (IRAG), et les Institutions d'enseignement supérieur de l'agriculture de Faranah, Mamou, et Nzérékoré seront interviewés pour répondre à des questions au niveau politique et technique	Institut de recherche agronomique (IRAG) Institutions d'enseignement supérieur de l'agriculture de Faranah et N'Zérékoré Institut supérieur d'agronomie

	études socio-environnementales pour les fonds d'adaptation.	et participeront au debriefing. Ils seront membres du GRE et auront l'occasion d'apporter leur expertise pour améliorer les livrables.	
--	---	--	--

Annexe 6. Méthodologie

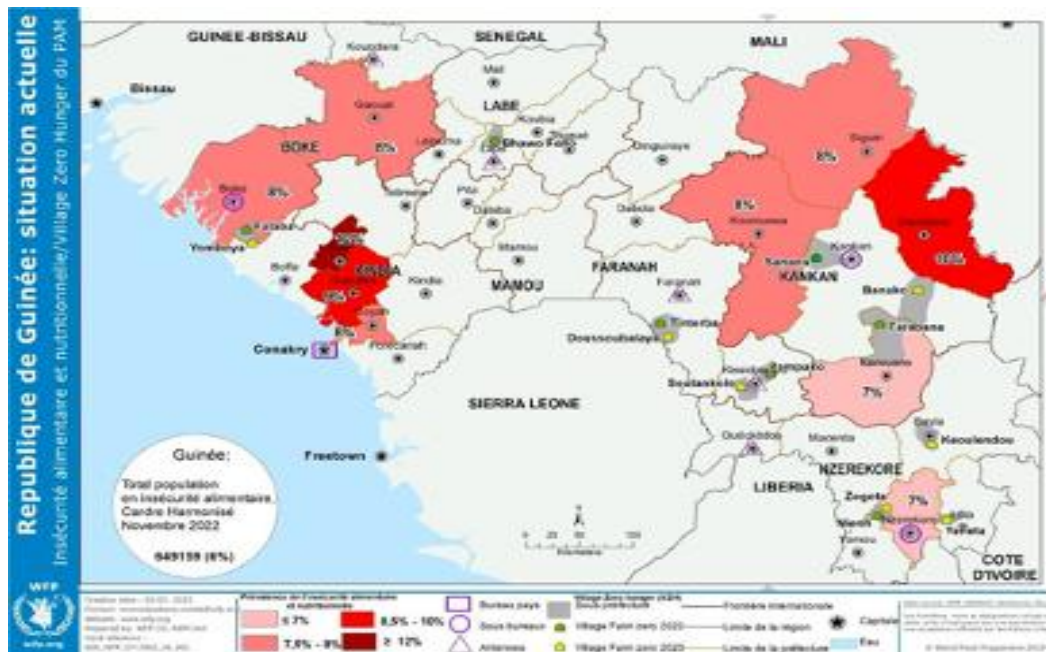
Cadre méthodologique

54. La matrice d'évaluation, constitue le cadre analytique de cette évaluation. Elle a été conçue comme suggéré dans les TdR, en se basant à la fois sur les sept grandes questions et les sous-questions associées ainsi que sur les critères d'évaluation du comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact, durabilité) adoptés par l'UNEG (United Nations Evaluation Group) en y ajoutant le critère d'équité / genre. L'EE s'est ajustée afin que chacune des sept grandes questions fasse référence à un seule critère d'évaluation du CAD/OCDE pour davantage de clarté (et non plusieurs comme formulé dans les TDR). L'EE a maintenu les sept questions principales mais a fait évoluer les sous-questions proposées dans les TdR, en les complétant, les ajustant, les réorganisant, en veillant à un équilibre entre elles.
55. La matrice traduit ainsi les différentes dimensions de l'évaluation en question, sous-questions et axes d'analyses, chacun associé à une série d'indicateurs de qualité ou de performance, ainsi qu'aux sources de données et techniques de collecte correspondantes. Les questions d'évaluation portent sur le projet dans sa globalité qui comprend tout autant l'analyse de son approche, notamment l'approche cluster pour évoluer entre catégorie A (villages de vulgarisation), B (villages performants) puis C (villages Faim Zéro).

Logique d'échantillonnage

56. En référence aux TDR l'évaluation porte sur 7 Villages Faim Zéro qui ont reçu une assistance du PAM plus le VFZ de Sanana dans lequel les activités ont été interrompues (sur un total de 14 VFZ) et sur un échantillon de 7 villages de vulgarisation (VdV). Elle couvrira toute la période du projet et s'étendra jusqu'à la période de collecte des données, à savoir de juin 2022 à mai 2025. La sélection des villages visités s'est opérée à deux niveaux :
57. **Niveau 1 correspondant au VZF** : au cours de la phase de démarrage, il a été recommandé par le siège et validé par l'EE et le BP de sélectionner 7 VFZ pour avoir le temps d'approfondir la collecte des données dans chaque village. Le VFZ de Sanana a été ajouté constituant un 8^{ème} VFZ.
58. **Niveau 2 correspondant aux villages de vulgarisation (VdV)** : selon la base de données du PAM, il existe 137 villages de vulgarisation classés en trois catégories : A et B. 7 VdV seront visités par l'EE. Ainsi, les sites visités comprennent 7 VZF + Sanana et 7 VdV choisis en fonction de leur proximité par rapport au VZF, de leur catégorie (A, B et C), de l'absence d'autres projets implantés (pour bien étudier l'effet tâche d'huile seulement imputable au VFZ avoisinant), de la diversité des contextes agroécologiques, de la diversité des partenaires de mise en œuvre impliqués.

Figure : Carte situant les opérations du PAM dans le cadre du projet VFZ ainsi que la situation alimentaire et nutritionnelle (Cadre Harmonisé, 2018)



Organisation des équipes de collecte et planning

59. Ainsi qu'il ressort dans la carte de présence du PAM en Guinée, les VZF sont localisés dans les quatre régions naturelles de la Guinée. Pour couvrir les villages prévus d'être visités, l'EE s'est organisée en deux binômes mixtes (national/international, femme/homme) :
60. Binôme 1 : chargé de la collecte des données du Sous Bureau de Kankan et N'Zérékoré
61. Binôme 2 : chargé de la collecte des données des Sous Bureaux de Kankan et de Boké. (le VFZ visité dans la région de Kankan se fera par les deux binômes conjointement) pour une première visite commune).
62. Le planning de chaque binôme a été examiné lors des réunions préparatoires avec le Bureau Pays (BP) et validé par les responsables des Sous Bureaux qui maîtrisent bien le terrain (annexe 3).

Approche évaluative et collecte de données

63. L'évaluation a adopté une approche systémique afin d'analyser les interconnexions entre les composantes résilience, cantines scolaires et nutrition. Cette démarche a permis d'apprécier l'intégration et les synergies entre les différentes composantes du projet, ainsi que l'influence du contexte, des facteurs externes et des systèmes de production (foncier, main-d'œuvre, intrants) sur son efficacité et sa durabilité.
64. Pour opérationnaliser cette approche, une méthode mixte a été mobilisée, combinant données qualitatives et quantitatives à différentes étapes. Le principe de triangulation des données a guidé l'ajustement des entretiens et discussions de groupe avec les bénéficiaires, avec un suivi régulier entre les équipes mobilisées sur terrain.
65. La triangulation a constitué un levier essentiel pour garantir la robustesse des résultats, en croisant diverses sources, outils et expertises. Toutefois, la disponibilité limitée de certaines données a restreint son application, et cette limite a été clairement signalée dans le rapport final.
66. La collecte de données a combiné examen documentaire, entretiens individuels et collectifs, ainsi qu'observations de terrain. L'analyse documentaire (rapports, bases de données, cadres stratégiques nationaux et onusiens, documents techniques, etc.) a constitué un appui continu à l'évaluation.
67. Les entretiens, menés de façon semi-structurée sur la base de la matrice d'évaluation, ont couvert

l'ensemble des questions évaluatives et se sont appuyés sur des guides adaptés à chaque type d'acteur.

68. Des entretiens semi-dirigés ont été conduits auprès d'un large éventail de parties prenantes : ONG partenaires de mise en œuvre, institutions gouvernementales (centrales et locales), agences onusiennes, bailleurs et autorités communautaires. Ces échanges ont permis d'évaluer la qualité et la pertinence des interventions.
69. Parallèlement, des discussions de groupe et entretiens individuels ont été réalisés avec les bénéficiaires directs et indirects du projet (agriculteurs, ménages, femmes, enfants, jeunes, personnes handicapées, organisations communautaires, etc.), afin de comprendre la portée des effets, les synergies entre composantes et les impacts sur les dynamiques sociales, familiales et de genre.
70. Enfin, des visites de terrain ont permis d'apprécier directement la qualité et l'appropriation des réalisations. En revanche, faute de temps, il n'a pas été possible de mener les études de cas initialement prévues.
71. Une première liste indicative des personnes et institutions à rencontrer avait été élaborée à partir de la documentation disponible et des échanges avec le Bureau Pays. Lors de la phase de collecte en Guinée, elle a été ajustée puis un premier terrain mené à Kankan a réuni l'ensemble de l'EE pour tester et ajuster les outils de collecte, avant que l'équipe ne se scinde en binômes qui ont ensuite travaillé en coordination et procédé à des ajustements continus grâce à des échanges réguliers.

Analyse des données et des informations collectées

72. L'analyse s'est appuyée sur une **matrice de preuves**, alimentée de manière itérative à partir de la revue documentaire, des entretiens, des focus groupes et des observations de terrain. Cette matrice a permis de croiser les informations recueillies et de produire des synthèses par question d'évaluation, base des résultats, conclusions et recommandations du rapport.
73. Concernant les **données quantitatives**, leur disponibilité s'est révélée limitée et fragmentée : absence de tableau de suivi consolidé, indicateurs souvent centrés sur les activités plutôt que sur les résultats, et informations dispersées dans des présentations ponctuelles. Les données disponibles ont néanmoins été compilées, analysées et croisées avec les financements et, lorsque possible, ventilées par genre.
74. Chaque évaluateur a contribué à la rédaction des synthèses selon son domaine, sous la coordination de la cheffe d'équipe, qui a assuré la cohérence et formulé les recommandations finales. Le rapport a fait l'objet d'un **contrôle qualité interne** (IRAM) puis d'une révision intégrant les retours du comité de gestion, du Bureau pays et du Bureau régional.
75. Enfin, les **échanges avec les parties prenantes à Conakry lors de la restitution des résultats préliminaires** ont enrichi l'analyse par des compléments d'information et de triangulation.

Tableau 3: Limites rencontrées lors de la mission de collecte des données et mesures d'atténuation

Limites	Description	Mesures d'atténuation et/ou type de soutien utilisé
Manque de temps pour analyser l'ensemble des sites incluant 14 VFZ et 114 villages de vulgarisation, répartis sur l'ensemble du territoire national.	Les villages d'intervention étant situés dans l'ensemble du pays et faute d'une couverture des vols UNHASS limitée, les temps de déplacements pour que l'EE se rendent dans les zones ont été importants	Des réaménagements ont été opérés, en collaboration avec le PAM, afin de prioriser les villages les plus accessibles tout en visitant l'ensemble des différents contextes agro climatiques à l'échelle du pays, pour réduire autant que possible les temps de transport, sans compromettre le plan de travail initialement prévu. Il a néanmoins été décidé d'un commun accord au cours de la phase de démarrage de ne pas visiter les villages de la région de Faranah. Les temps de transports ont été très longs pour l'équipe qui a visité les sites à l'ouest du pays.
Manque de visibilité de la répartition des bénéficiaires par activité, par année, par site	Difficulté de définir l'échantillonnage des visites terrain. Lacune en termes d'analyse des données quantitatives. Des variations annuelles importantes du nombre de bénéficiaires en fonction du budget	L'EE a eu des entretiens très détaillés avec les SB et les leaders paysans et l'unité RAM pour affiner sa compréhension des données sur le ciblage des villages et des bénéficiaires. Les évaluateurs ont analysé et triangulé les informations sur la répartition géographique/nombre

Limites	Description	Mesures d'atténuation et/ou type de soutien utilisé
	disponible.	de bénéficiaires pendant la mission de terrain au cours des entretiens afin de clarifier les méthodes de ciblage utilisées au cours du projet.
Disponibilité limitée des personnes ressources de haut niveau et rotation du personnel	Les interlocuteurs rencontrés, souvent non responsables du suivi avec le PAM, n'ont pas pu fournir d'informations précises. Le remplacement fréquent des cadres dans les institutions locales a entraîné une perte de mémoire institutionnelle, affectant la qualité des données recueillies.	Une communication étroite entre l'EE et les SB, ainsi qu'une mobilisation efficace - bien que peu anticipée- des partenaires, ont favorisé la disponibilité des parties prenantes. Pour pallier la perte de mémoire institutionnelle, l'EE a également sollicité les points focaux du PAM lorsqu'ils étaient disponibles et s'est appuyée sur des personnes ressources locales.
Focus Group avec un nombre important de bénéficiaires	Les réunions de groupe avec les bénéficiaires ont parfois été menées avec plus de 20 personnes (dans près d'une réunion sur deux), sans que l'EE ne puisse avoir de contrôle sur ce nombre de participants, ne permettant pas un recueil optimal des données.	L'EE a partagé la parole entre les participants des focus groupe, portant une attention particulière à la parole des femmes et des jeunes en organisant des groupes spécifiques. Malgré ces quelques difficultés, la méthodologie déployée, qui combine différents outils et sources d'information, garantit un niveau satisfaisant de validité des résultats.
Aucune théorie du changement (TdC) n'a été formalisée en amont du projet VFZ. Une TdC a été reconstruite par l'EE en charge du ICSP pour ce qui concerne l'ensemble du CSP.	La TdC est un élément clé du cadre d'évaluation permettant de tester la qualité de la mise en œuvre du projet. Une TdC avait été développée au moment de la formulation du projet, mais elle ne faisait pas ressortir les quatre composantes du projet, et n'avait pas d'hypothèses et analyses de contexte associés. Les chemins du changement et les hypothèses constitutifs d'une TdC du projet VFZ ont servi de base pour la construction de la TdC du CSP actuel.	Séance spécifique de travail organisée au cours de la phase de démarrage afin de considérer la TdC élaborée dans le cadre de l'évaluation du PSPI qui a conduit à sa reprise pour l'évaluation du projet VFZ en y ajoutant des hypothèses complémentaires. Le BP a validé la TdC en l'état comme TdC pour le projet VFZ.
Lacunes importantes identifiées dans les données et les documents transmis par le BP	Les données du projet ne sont pas facilement disponibles et se diluent dans les données générales des activités du PAM ; Celles pour l'année 2024 n'étaient pas disponibles, de même qu'un grand nombre de documents en lien avec le projet	L'EE a réalisé un bilan de la documentation et des données mises à disposition pendant la phase de démarrage et de collecte des données (entretiens, focus groupes, rapports). L'EE a clairement stipulé lors des entretiens puis par des échanges complémentaires à l'issue de la phase de collecte des données lorsque les données étaient incomplètes, ou lorsqu'il y avait un doute sur leur fiabilité. Le PAM a partagé en juillet de nouvelles données compilées ayant pu être traitées et intégrées dans le cadre de ce rapport d'évaluation.
Etude de référence incomplète, seuls les 7 premiers villages (intégrés en 2022) ont bénéficié d'une telle étude.	Limite les capacités d'analyser les changements opérés par le projet pour les sites sélectionnés après 2022	L'EE a interrogé les acteurs clés dont les bénéficiaires sur les changements constatés avant - après projet, avec un niveau de détail plus approfondi pour les sites sans étude de référence. Elle a procédé à une vérification de ces informations entre les différents protagonistes.
Durée de l'intervention (2 ans) trop courte pour évaluer avec fiabilité les effets sur le renforcement de la résilience des systèmes de production alimentaire.	Manque de recul dans le temps pour évaluer la qualité du projet pilote VFZ	L'EE a valorisé les évaluations du PSPI, du projet RESIGUI et interrogé les effets envisagés des protagonistes diversifiés et pu constater que le projet était déployé sur une période au-delà de deux ans et a pu étudier les effets générés à ce stade.

Annexe 7. Matrice d'évaluation

Le tableau ci-dessous présente la matrice d'évaluation proposée pour cette évaluation. Elle intègre les sept questions principales d'évaluation, déjà présentées dans le rapport (voir tableau section 2.2) revues dans leur formulation par l'EE tout en gardant les idées et la structuration proposées dans les TDR. Les sous-questions formulées ici sont basées sur celles formulées dans les TDR, mais ont été adaptées par l'EE. L'évaluation en considérant le projet dans son ensemble, intègre bien l'évaluation de l'approche différenciée adoptée (critères de ciblage, productivité, engagement, motivation, etc.) pour amener les villages à devenir VFZ. Cette version intègre également bien les retours du siège, notamment sur les sous-questions mentionnées d'un *.

Les hypothèses mentionnées dans la TdC ont été intégrés dans cette matrice, pour apporter des compléments de perspectives, sans engagement non plus que l'évaluation puisse répondre à chacune. Les deux hypothèses complémentaires ajoutées par l'EE ont bien été intégrées et seront traitées.

Questions de l'évaluation			Critères DAC / FVC QE
Fiabilité des données : +++ fort (vert) / ++ passable (ambre) / + faible(rouge)			
QE1 - Dans quelle mesure le projet est-il aligné avec les orientations du gouvernement, et répond-il aux besoins des bénéficiaires (hommes, femmes, filles, garçons et personnes en situation de handicap), des communautés ?			Pertinence
Sous-questions	Indicateurs	Méthodes et source de collecte de données	Méthodes d'analyse/de triangulation des données
1.1 Dans quelle mesure le-projet VFZ répond-il aux besoins spécifiques de la population, de la communauté, y compris ceux des femmes, des filles, des jeunes et des personnes en situation de handicap, en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, à travers son approche holistique, intégrée et participative (ex : PCP)? (+++)	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de consultation des groupes cibles en amont du projet - Existence, nature et qualité des analyses préalables produites et valorisation dans le document de projet - Pourcentage de bénéficiaires déclarant que le service répondait à leurs besoins (par groupe) - La mesure dans laquelle les bénéficiaires sentent / perçoivent que le service était adapté à leurs besoins - Niveau de consultation avec les autorités 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : - Revue documentaire : Rapports finaux d'autres projets des zones d'intervention ; PCP ; Plans de Développement Locaux (PDL) ; ACR ; Rapports annuels partenaires coopérants 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse du narratif des données primaires (entretiens bénéficiaires, communautés, partenaires, PAM / groupes de discussion) Analyse des PCP et PDL / Analyse documentaire

	<p>traditionnelles communautaires en amont du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> - Niveau de participation communautaire lors de l'élaboration des PCP 		
<p>1.2 Le projet est-il pertinent par rapport aux spécificités du contexte national et des contextes locaux (agroécologique, culturel, économique) ? *</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de prise en compte des spécificités des contextes variés lors du déploiement du paquet intégré des activités 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes clés : autorités communales, bénéficiaires, partenaires coopérants, PAM SB, PAM Programme - Revue documentaire : ACR ; Rapports annuels partenaires coopérants ; évaluation CSP ; PCP 	<p>Analyse du narratif des données primaires (entretiens bénéficiaires, communautés, partenaires, PAM / groupes de discussion)</p> <p>Analyse des PCP et PDL</p> <p>Analyse documentaire</p>
<p>1.3 Dans quelle mesure l'approche par concentration des activités dans les VFZ est-elle pertinente pour assurer la démultiplication des activités dans les VdV (effet tâche d'huile espéré) ? Les conditions sont-elles réunies (grâce au projet et/ou aux conditions locales) pour que les changements de pratique positifs au niveau des villages avoisinants les VFZ ? *</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de pertinence de la description de l'approche par concentration des activités, avec objectif de démultiplication - Analyse préalable pour définir les conditions nécessaires à cette approche par concentration visant la démultiplication des activités 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes clés : autorités communales, bénéficiaires, partenaires coopérants, PAM SB, PAM Programme - Revue documentaire : ACR ; Rapports annuels partenaires coopérants ; évaluation CSP 	<p>Analyse du narratif des données primaires (entretiens bénéficiaires, communautés, partenaires, PAM / groupes de discussion)</p> <p>Analyse documentaire</p>
<p>1.4 Les zones couvertes par le projet répondaient-elles aux priorités nationales en matière de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ?</p> <p>Le ciblage des communes / villages</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse comparative entre les cartes d'analyse des vulnérabilités à l'insécurité alimentaire (cadre harmonisé), avec les zones couvertes par le projet. - Analyses des parties prenantes concernant la mesure dans laquelle les besoins des 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : Autorités régionales et préfectorales et communales, PAM Programme, PAM SB, CILSS, Partenaires coopérants - Revue documentaire : AGVSAN, ACI, 	<p>Analyse du narratif des données primaires (entretiens partenaires, PAM / entretien et groupes de discussion bénéficiaires, communautés)</p> <p>Analyse des données</p>

<p>était-il pertinent / de qualité ? (Ex : critères de ciblage bien définis ; processus transparent intégrant les autorités ; vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ; vulnérabilité face à la dégradation de l'environnement, au changement climatique, à l'instabilité économique ; potentiel d'aménagement rizicole ; accessibilité)</p> <p>Le ciblage des bénéficiaires était-il pertinent, de qualité (critères bien définis ; approche communautaire ; vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ; équité et inclusion)</p> <p>(++)</p>	<p>différents groupes ont été recensés de manière appropriée ; et le ciblage a été fait en fonction des besoins</p>	<p>PMES</p> <p>Note méthodologique 2022, Manuel 2024, ACR, Rapports partenaires coopérants, Méthodologie et critères de sélection, Liste des bénéficiaires (par sexe, catégorie d'âge, activité)</p>	<p>secondaires (ex : évolution sécurité alimentaire au niveau national / PCP / listes bénéficiaires / critères de ciblage)</p> <p>Ventilation des groupes</p>
QE2 - Dans quelle mesure le projet est-il cohérent avec les orientations institutionnelles, avec les autres projets et entre composantes internes au projet ?			Cohérence
<p>2.1 Le projet est-il conforme aux priorités et aux plans de développements sectoriels du pays ?</p> <p>(+++)</p>	<p>- Degré de conformité du projet avec les programmes et les stratégies nationaux</p>	<p>- Entretiens avec les personnes clés : Ministères, ONU, Représentant BP PAM, Autorités administration décentralisée</p> <p>- Revue documentaire : Documents de politique et de stratégie nationale</p>	<p>Analyse documentaire données secondaires</p> <p>Analyse du narratif des données primaires</p> <p>Analyse du narratif des entretiens</p>
<p>2.2 Comment le projet est-il cohérent avec les stratégies des partenaires stratégiques (SNU,</p>	<p>- Degré de conformité du projet avec les programmes et stratégies des partenaires (SNU, bailleurs)</p>	<p>- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP, PAM BR, SNU, bailleurs, PAM (Représentant)</p>	<p>Analyse documentaire des documents d'orientation du SNU en Guinée / des documents</p>

bailleurs) ? (+++)	- Degré de conformité avec les spécificités contextuelles	- Revue documentaire : Document cadre SNU Guinée, Documents de stratégies des bailleurs	du projet Analyse du narratif des entretiens (PAM, SNU, Ministères)
2.3 Dans quelle mesure les objectifs du projet sont-ils alignés sur les stratégies, politiques et priorités du PAM, en matière de développement et sur les objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 2 "Faim Zéro" ? (+++)	- Degré de conformité du projet avec les stratégies, politiques, priorités du PAM au niveau institutionnel et régional	- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Représentant, Programme, Genre), PAM BR - Revue documentaire : Document de projet, PSP, politiques sectorielles PAM,	Analyse documentaire des documents d'orientation du PAM / des documents du projet Analyse du narratif des entretiens (PAM BR, PAM BP)
2.4 Dans quelle mesure le projet s'inscrit-il dans des synergies avec d'autres projets portés par d'autres acteurs sur le même territoire dans les VFZ et les VDV ? (cohérence inter projet) * (+++)	- Perception par les parties prenantes du niveau d'intégration du projet à d'autres projets	- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Représentant, Programme, Genre), PAM BR (Résilience, Cantine scolaire, nutrition, environnement, SAMS), partenaires coopérants, SNU, autorités (nationales et locales) - Revue documentaire : document de projet multipartite si existe	Analyse des données secondaires (ex : engagements partenariaux inter-projets) Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : agences SNU, autorités)
2.5 Dans quelle mesure les activités / les composantes du paquet résilience sont-elles menées de façon cohérente entre elles, pour optimiser leur mise en synergie ? (cohérence intra projet) *	- Degré de prise en compte des autres activités lors de la planification, de la mise en œuvre, du suivi de chaque composante du projet	- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Représentant, Programme, Genre), PAM BR (Résilience, Cantine scolaire, nutrition, environnement, SAMS), partenaires coopérants, SNU, autorités (nationales et locales), communautés	Analyse des données secondaires (ex : narratif du projet, ACR, évaluation PSP) Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : communautés, partenaires)

		- Revue documentaire : document de projet multipartite si existe	
1.5 Les objectifs, les résultats, les activités, les moyens, la TdC, les indicateurs du projet étaient-ils définis en amont de façon claire, pratique, cohérente et réalisable dans les délais impartis ? Quel niveau d'intégration entre les activités du paquet résilience ? (+++)	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité des documents de cadrage du projet initiaux et revus. Ex : cadre logique, théorie du changement, indicateurs de suivi - Qualité de la TdC, approche utilisée pour sa conception, alignement avec le cadre logique - Analyse de la qualité de formulation des indicateurs : selon les critères SMART, niveau d'harmonisation avec les indicateurs du PSP - Qualité de corrélation entre la stratégie du projet et les orientations stratégiques du PAM, y compris dans le domaine du genre - Niveau de corrélation entre les orientations du projet et les moyens associés - Niveau de cohérence dans le design des activités du paquet résilience 	<p>Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Représentant, RAM, Programme), PAM SB, PAM BR</p> <p>- Revue documentaire : Document de projet, Cadre logique, Théorie du changement, Evaluation PSP, PSP 2018-2024, PSP 2024 – 2029, Baseline, Evaluation intermédiaire projet VFZ,</p>	<p>Analyse documentaire des outils du projet (ex : narratif du projet, cadre logique, TdC, cadre de Suivi et évaluation)</p> <p>Analyse du narratif des données primaires (ex : PAM BP, PAM BR)</p>
QE3 - Dans quelle mesure le projet a-t-il atteint ses objectifs en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?			Efficacité
3.1 Quel est le taux d'exécution des indicateurs du projet par activité et par composante (Résilience ; Nutrition ; Cantine Scolaire) et pour ce qui concerne les axes transversaux	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'exécution des indicateurs du projet (valeurs finales des indicateurs du cadre logique ventilées par sexe – quelle évolution par rapport aux analyses Baseline et mi-parcours) - Niveau prévu de couverture des besoins 	<p>- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Représentant, Programme, RAM, Genre), PAM SB, FGD Bénéficiaires, FGD COGEST, Centre Santé, ISO</p>	<p>Analyse quantitative</p> <p>Analyses statistiques</p> <p>Analyse documentaire (ex :</p>

<p>(Renforcement des compétences, Autonomisation des femmes) (+)</p>	<p>comparé au niveau réalisé - Niveau de réalisation des activités et des résultats pour ceux qui ont été suivis. Comparaison avec la Baseline et les valeurs atteinte à mi-parcours lorsque cela est disponible.</p>	<p>- Revue documentaire : rapports d'activités des partenaires coopérants, Baseline VFZ 2022, Outil suivi des indicateurs (COMET ?), ACR,</p>	<p>Baseline, outil de suivi des indicateurs, évaluation à mi-parcours)</p>
<p>3.2 Quelle analyse qualitative des activités menées, par composante (Résilience, Nutrition, Cantine scolaire) et axes transversaux (Renforcement des capacités et autonomisation des femmes). Quel niveau de prise en compte des facteurs de production : accès à la terre ; accès à la main d'œuvre ; accès aux intrants (semences, engrais, pesticides, crédits) ; quelle qualité des ouvrages productifs investis ? Quelles analyses quant aux innovations intégrées ? Quels sont ses principaux effets, y compris pour les femmes, jeunes, handicapés, groupes marginalisés ? (+++)</p> <p><i>Hyp 2 TdC : Les transferts monétaires sont-ils principalement utilisés par les ménages à des fins alimentaires pour les membres les plus vulnérables de la famille ?</i></p>	<p>- Mesure dans laquelle les bénéficiaires perçoivent les services/ les effets apportés par les activités, - Pourcentage de bénéficiaires interrogés déclarant que le projet a eu des produits significatifs dans leur vie, et quels produits précisément - Perception de la qualité des produits générés - Perception des partenaires, des agents PAM des activités sur la vie des ménages, et plus globalement des communautés - Analyse des liens de cause à effet entre les activités de projet et les produits générés, (moyennant la théorie de changement et la vérification des hypothèses)</p>	<p>- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Représentant, Programme, Genre), PAM SB, PAM BR, FGD Bénéficiaires, FGD COGEST, Centre Santé, ISO, autorités locales, Partenaires coopérants, SNU, Centre de recherche - Revue documentaire : ACR, rapports partenaires coopérants, suivi de l'état d'avancement mensuel PAM, Baseline, Evaluation à mi-parcours projet VFZ,</p>	<p>Analyse qualitative sur la base des données primaires collectées (ex : entretiens et groupes de discussions avec les communautés et les bénéficiaires, avec les partenaires, le PAM, les autorités locales) Analyse des données secondaires (ex : évaluation à mi-parcours, Baseline, Analyse narrative des thématiques es composantes</p>

<p><i>Hyp 4 – TdC : Dans quelle mesure des synergies de prévention et d'alerte efficaces existent-ils et permettent-ils d'anticiper les chocs climatiques ?</i></p> <p><i>Hyp 6 – TdC : Dans quelle mesure les repas servis dans les cantines scolaires sont-ils diversifiés et répondent-ils aux besoins nutritionnels des enfants du préscolaire et du primaire ?</i></p> <p><i>Hyp 7 – TdC : Dans quelle mesure les villages ont-ils des structures d'accueil du préscolaire, permettant la distribution des repas pour les enfants ?</i></p>			
<p>3.3 Dans quelle mesure la mise en œuvre du projet était-elle centrée sur une approche intégrée des activités entre elles / sur l'intégration des différentes composantes du projet ?</p> <p><i>Hyp : Dans les VFZ, les différentes composantes du paquet résilience sont bien intégrées, leur mise en synergie apporte des effets bénéfiques additionnels</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau et qualité de la mise en synergie des activités - Nature et qualité de l'approche participative communautaire - Niveau d'appréciation des effets de l'approche participative / de la mise en synergie des composantes du projet par les parties prenantes - Facteurs de succès et d'échecs - Perception des partenaires, des bénéficiaires, des communautés de l'approche intégrée des activités - Appréciation du niveau d'intégration des 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP, PAM BR, PAM SB, FGD Bénéficiaires, FGD COGEST, Centre Santé, autorités locales, Partenaires coopérants - Revue documentaire : ACR, rapports partenaires coopérants, suivi de l'état d'avancement mensuel PAM, Baseline, Evaluation à mi-parcours projet VFZ, liste des bénéf (par sexe, activité, classe d'âges) 	<p>Analyse du narratif sur la base des données primaires collectées (ex : entretiens et groupes de discussions avec les communautés et les bénéficiaires, avec les partenaires, le PAM, les autorités locales)</p> <p>Analyse qualitative des approches menées sur la base des données primaires collectées (ex : entretiens et</p>

<p>Et sur une approche participative des communautés ? valorisant les réseaux communautaires familiaux pré-existants.</p> <p>Les femmes, jeunes, groupes marginalisés, handicapés ont-ils été intégrés dans les processus décisionnels et de mise en œuvre du projet ?</p> <p>(+++)</p> <p><i>Hyp 8 - TdC - Dans quelle mesure les membres ciblés des communautés, y compris les femmes et les jeunes, sont-ils disposés à participer aux activités de sécurité alimentaire et nutritionnelle ?</i></p>	<p>activités entre elles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de bénéficiaires déclarant ressentir une intégration dans les activités menées 		<p>groupes de discussions)</p> <p>Analyse des données secondaires (ex : analyse, études, évaluation à mi-parcours, réalisés en cours de projet)</p>
<p>3.4 Dans quelle mesure les changements de pratique positifs au niveau des VFZ ont-ils été adoptés et multipliés au niveau des villages de vulgarisation ? Quelle est la validité et quelles sont les conditions de succès de cette approche différenciée ? Quel niveau d'évolution des facteurs de production (accès à la terre ; accès à la main d'oeuvre ; accès aux intrants) ?</p> <p>Hyp :</p> <p><i>Dans les VdV, les activités menées à proximité dans le VFZ permettent le</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution des pratiques positives dans les VdV - Facteurs de succès et d'échecs - Perception des partenaires, des bénéficiaires, des communautés de l'approche différenciée (villages de catégorie A, B, C) - Appréciation du niveau d'évolution des pratiques estimé aux abords d'un VFZ 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP, PAM BR, PAM SB, FGD Bénéficiaires, FGD COGEST, Centre Santé, autorités locales, Partenaires coopérants - Revue documentaire : ACR, rapports partenaires coopérants, suivi de l'état d'avancement mensuel PAM, Baseline, Evaluation à mi-parcours projet VFZ, Evaluation PSP 	<p>Analyse du narratif sur la base des données primaires collectées (ex : entretiens et groupes de discussions avec les communautés et les bénéficiaires, avec les partenaires, le PAM, les autorités locales)</p> <p>Analyse qualitative des approches menées sur la base des données primaires collectées (ex : entretiens et groupes de discussions)</p> <p>Analyse des données secondaires (ex : analyse,</p>

<p>déploiement de nouvelles activités dans le VdV par effet "tâche d'huile" avec des bénéficiaires avérés</p>			<p>études, évaluation à mi-parcours, réalisés en cours de projet)</p>
<p>3.5 Comment le projet s'est-il adapté ? Le projet a-t-il su suivre les évolutions du contexte (sur le plan économique, social, climatique) et s'y adapter ?</p> <p>3.6 Un mécanisme de réclamation a-t-il été mis en place de façon efficace et la dimension genre y était-elle intégrée ? (++)</p>	<p>- Analyse de l'outil de suivi et de gestion des risques (environnementaux, sociaux) identifiés par le projet</p> <p>- Existence et fonctionnement des mécanismes de suivi et de gestion des plaintes et des pratiques de détournement</p>	<p>- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP, PAM SB, FGD Bénéficiaires, FGD COGEST, Centre Santé, autorités locales, Partenaires coopérants</p> <p>- Revue documentaire : ACR, rapports partenaires coopérants, suivi de l'état d'avancement mensuel PAM, Evaluation à mi-parcours projet VFZ, Rapport de suivi des réclamations et solutions apportées, ACR, rapports partenaires coopérants</p>	<p>Analyse du narratif sur la base des données primaires collectées (ex : entretiens et groupes de discussions avec les communautés et les bénéficiaires, avec les partenaires, le PAM, les autorités locales)</p> <p>Analyse des données secondaires (ex : ACR, rapports partenaires, rapport de suivi des réclamations)</p> <p>Analyses statistiques des plaintes reçues / réponses apportées</p> <p>Ventilation des groupes</p>
<p>3.7 Quel niveau de satisfaction des engagements pris entre le PAM et ses partenaires coopérants, en termes d'exécution des interventions (du partenaires coopérant) et de qualité de l'accompagnement (du PAM) ? Est-ce que les enseignements relatifs au projet (approche, résultats) ont été documentés, partagés avec les partenaires ?</p>	<p>- Alignement entre la qualité des interventions menées par les partenaires et les exigences du PAM telles que décrites dans les contrats</p> <p>- Alignement entre la qualité des rapports formulés par les partenaires et les exigences du PAM</p> <p>- Analyse de la qualité de l'accompagnement dispensée par le PAM</p> <p>- Analyse de la qualité, diffusion, appropriation de l'évaluation intermédiaire et</p>	<p>- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Représentant, Programme, Communication), PAM SB, FGD COGEST, Centre Santé, Partenaires coopérants, Bailleurs, Administration publique et décentralisée, Responsables de l'administration, SNU</p> <p>- Revue documentaire : Analyse des contrats avec les partenaires coopérants, Analyse des procès-verbaux</p>	<p>Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : entretiens avec le PAM, les partenaires)</p> <p>Analyse des données secondaires (ex : contrats d'engagement, suivis financiers, rapport annuels partenaires)</p>

(+++)	<p>suivi des recommandations associées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Niveau de réalisation d'outils de capitalisation au cours du projet - Niveau de diffusion des outils de capitalisation formalisés - Niveau d'appropriation des outils de capitalisation par les partenaires coopérants 	de réception des actifs, Documents de capitalisation PAM, ACR	
QE4 - Dans quelle mesure le projet a-t-il utilisé efficacement les ressources ?			Efficiences
4.1 Les ressources financières ont-elles été utilisées de manière économique et équitable ? Les contrôles financiers sont-ils appropriés, et permettent-ils une prise de décisions éclairées et des flux de fonds en temps voulu ? (++)	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de performance dans la gestion du budget - Niveau de performance des mécanismes de contrôles financiers - Comparaison du coût par bénéficiaire, par tonne de vivres ou 1 US\$ de cash distribués 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Finance, Programme), PAM SB, PAM BR (Résilience), partenaires coopérants - Revue documentaire : Documents de suivi financier, suivi budgétaire, ACR, rapports annuels des partenaires coopérants 	<p>Analyse des données secondaires financières</p> <p>Analyse statistiques financières</p> <p>Analyse du narratif des données primaires collectées</p>
4.2 Dans quelle mesure le projet a-t-il respecté les délais de mise en œuvre, et comment a-t-il géré les éventuels retards ? (+++)	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de conformité entre le planning réalisé et le planning prévisionnel - Analyse des causes des retards 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Programme), partenaires coopérants, Bénéficiaires, autorités locales - Revue documentaire : ACR, rapports annuels des partenaires coopérants, rapports distribution, évaluation mi-parcours projet VFZ, évaluation PSP 	<p>Analyse des données secondaires (ex : rapports de distribution compilés, rapport partenaires, ACR)</p> <p>Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : partenaires coopérants)</p> <p>Analyses statistiques relatives au respect des délais</p>

<p>4.3 Comment le projet a-t-il géré les contraintes opérationnelles et optimisé les modalités de distribution pour maximiser les résultats et minimiser les coûts ? (+) <i>Hyp 1 TdC : L'approvisionnement en vivres et en espèces se fait-il correctement à tout moment et les produits sont-ils disponibles ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Perception par le PAM et ses partenaires du niveau d'optimisation des coûts, des contraintes opérationnelles et de maximisation des résultats ? - Mesures prises pour réduire les dépenses et les pertes 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Programme, Logistique), PAM SB, partenaires coopérants, Bénéficiaires - Revue documentaire : ACR, rapports annuels des partenaires coopérants, rapports distribution, évaluation mi-parcours projet VFZ, évaluation PSP 	<p>Analyse des données secondaires (ex : rapports partenaires) Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : partenaires, BP)</p>
<p>4.4 Les modalités de gestion, de coordination, de communication sont-elles clairement définies et mises en place de façon adéquate entre le PAM et ses partenaires ? (++)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de conformité entre les modalités de gestion définies dans les accords-cadres (entre le PAM et ses partenaires de mise en œuvre) et les modalités déployées (ex : réorientation du projet, processus décisionnel, reporting) - Niveau de coordination avec les bailleurs / les partenaires / les autorités / les autres acteurs clés - Nature, fréquence, efficacité des mécanismes de communication avec les bailleurs / les partenaires / les autorités / les autres acteurs clés 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Programme, RH, Représentant, Genre, RAM), PAM SB, partenaires coopérants - Revue documentaire : ACR, rapports annuels des partenaires coopérants, évaluation mi-parcours projet VFZ, évaluation PSP 	<p>Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : partenaires, BP)</p> <p>Analyse des données secondaires (ex : procédures de gestion, outils de coordination)</p>
<p>QE5 - Dans quelle mesure le projet a-t-il généré ou devrait-il généré de probables effets significatifs, positifs ou négatifs, voulus ou non ?</p>			<p>Impact</p>
<p>5.1 Le projet a-t-il généré de probables effets / impacts significatifs positifs attendus et certains concernent-ils plus spécifiquement les femmes, les</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'atteinte des indicateurs d'outcomes (pour ceux qui auront été informés) - Niveau d'appréciation de probables impacts (positifs) par les parties prenantes en 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec des personnes ressources : PAM (Programme, Genre), PAM SB, partenaires coopérants, bénéficiaires, autorités (nationales et locales) 	<p>Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : entretiens avec les partenaires, les bénéficiaires,</p>

<p>jeunes, les minorités ?</p> <p>(+)</p> <p><i>Hyp 5 – TdC – Dans quelle mesure l'amélioration de l'accès au marché garantit-il un revenu plus important et stable pour les petits exploitants et leurs ménages, et renforce t'il la sécurité alimentaire dans les zones ciblées ?</i></p>	<p>vérifiant la logique de cause à effet allant des produits vers les résultats attendus (moyennant la théorie de changement et la vérification des hypothèses)</p> <p>- Niveau d'évolution des pratiques depuis la fin du projet</p>	<p>- Revue documentaire : ACR, rapports annuels des partenaires coopérants, évaluation mi-parcours projet VFZ, évaluation PSP</p>	<p>les communautés, groupes de discussion)</p> <p>Analyse des données secondaires (ex : ACR, rapport partenaires)</p>
<p>5.2 Le projet a-t-il généré de probables effets / impacts imprévus ?</p> <p>(+)</p>	<p>- Niveau d'appréciation des effets et impacts imprévus négatifs</p> <p>- Pourcentage des bénéficiaires se disant concernés par ces impacts négatifs</p>	<p>- Entretiens avec les personnes ressources : PAM (Programme, Genre), PAM SB, Partenaires coopérants, bénéficiaires, autorités (nationales et locales)</p> <p>- Revue documentaire : ACR, rapports annuels des partenaires coopérants, évaluation mi-parcours projet VFZ, évaluation PSP</p>	<p>Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : entretiens avec les partenaires, les bénéficiaires, les communautés, groupes de discussion)</p> <p>Analyse des données secondaires (ex : ACR, rapport partenaires)</p>
<p>QE6 - Dans quelle mesure le projet a-t-il été approprié par les structures gouvernementales nationales et locales et par les communautés ; et est-il répliquable par d'autres acteurs que le PAM ?</p>			<p>Durabilité</p>
<p>6.1 Dans quelle mesure le projet a-t-il anticipé la durabilité à long terme des interventions menées, dans les différentes catégories de village (VFZ, VdV catégories A, B, C) ?</p> <p>(+)</p>	<p>- Niveau d'information, d'adhésion, d'appropriation par les communautés / bénéficiaires (ex : intérêt pour les actifs créés), et évolution en cours de projet</p> <p>- Niveau de performance des communautés dans les mécanismes de gestion des interventions (ex : actifs créés / réhabilités)</p> <p>- Perception par les parties prenantes (ex : partenaires, PAM BR) du niveau d'intégration</p>	<p>- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Représentant, Programme, Genre), PAM SB, PAM BR (Résilience, Cantine scolaire, nutrition, environnement, SAMS) Partenaires coopérants, Bailleurs, autorités locales, Ministères</p> <p>- Revue documentaire : Document de</p>	<p>Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : PAM BR, BP, autorités)</p> <p>Analyse des données secondaires (ex : documents de projet)</p>

	des enjeux de durabilité dès la conception du projet ? En cours de déploiement ?	projet, Rapport d'évaluation PSP, Rapport d'évaluation à mi-parcours du projet VFZ, rapport annuel des partenaires coopérants, ISO,	
6.2 Dans quelle mesure l'implication des structures gouvernements nationales et locales a facilité la probable répliquabilité / extension du projet ? (++)	<ul style="list-style-type: none"> - Perception par les structures gouvernementales (nationales et locales) de leur niveau d'implication tout au long du projet / de leur capacité pour poursuivre l'appui du projet / de leurs ressources disponibles pour mener à bien ce projet. - Perception par les partenaires coopérants, le PAM, les bénéficiaires du niveau d'engagement / d'autonomisation des parties gouvernementales pour continuer à accompagner le projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : Ministères, Administration décentralisée, PAM BP (Représentant, Programme, Genre), Partenaires coopérants, autorités communautaires - Revue documentaire : Contrats avec les autorités, rapport partenaires, ACR 	<p>Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : autorités, partenaires, communautés)</p> <p>Analyse des données secondaires (ex : rapports partenaires)</p>
6.3 Dans quelle mesure les communautés se sont-elles appropriées les interventions ? (++)	<ul style="list-style-type: none"> - Perception par les bénéficiaires / communautés, mais aussi les partenaires, le PAM du niveau d'appropriation des activités par les bénéficiaires / les communautés - Niveau d'appropriation des activités, évolution des pratiques depuis la fin du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Programme, Genre), PAM SB, partenaires coopérants, bénéficiaires, autorités locales - Revue documentaire : ACR, rapports annuels partenaires coopérants 	<p>Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : entretiens et groupes de discussion avec les bénéficiaires, les communautés)</p> <p>Analyses statistiques basées sur le narratif des bénéficiaires, communautés</p>
6.4 Dans quelle mesure le projet a-t-il su intégrer la prise en compte des facteurs de production : accès à la terre, accès à la main d'œuvre, accès aux intrants (semences, engrais, pesticides), accès aux	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'intégration des facteurs de production - Niveau estimé probable de durabilité des ouvrages productifs 	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Programme, Genre), PAM SB, partenaires coopérants, bénéficiaires, autorités locales 	<p>Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : entretiens et groupes de discussion avec les bénéficiaires, les communautés)</p>

crédits dans une perspective de durabilité ? Quelle probable niveau de durabilité des ouvrages productifs ? (Ex : aménagements hydroagricoles)		- Revue documentaire : ACR, rapports annuels partenaires coopérants, évolution intermédiaire, évaluation PSP	Analyses basées sur le narratif des bénéficiaires, communautés
QE7 - Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré les questions de genre et d'inclusion et contribué à réduire les inégalités entre les sexes et à promouvoir l'inclusion des groupes marginalisés au sein des communautés ciblées ?			Genre
7.1 Comment le projet a-t-il intégré (dans sa conception, planification) des stratégies spécifiques pour aborder les inégalités de genre et améliorer la participation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés dans les activités du projet ? (+++)	- Niveau de prise en compte de la problématique genre dans la conception du projet (ex : stratégie de ciblage, définition des activités, modalités de mise en œuvre) - Pourcentage de femmes, jeunes dans les comités de ciblage	- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Genre, PAM SB, partenaires coopérants, Ministères ; PAM BR (Genre) - Revue documentaire : analyse genre (si existe), document de projet, PSP	Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : groupements de femmes, de jeunes, entretiens bénéficiaires et communautés) Analyse des données secondaires (ex : documents de projets, suivi de projet, ACR)
7.2 Dans quelle mesure les interventions visent-elles l'autonomisation des femmes ? (+)	- Pourcentage de femmes / d'hommes bénéficiaires déclarant avoir constaté un meilleur niveau d'autonomie grâce au projet - Perception par les partenaires, le PAM de l'évolution du niveau d'autonomisation des femmes liée au projet	- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Genre), PAM SB, partenaires coopérants, FGD femmes, entretiens individuels femmes, Centre Santé, autorités locales - Revue documentaire : ACR, évaluation mi-parcours projet VFZ, évaluation PSP, rapports partenaires coopérants	Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : groupements de femmes, de jeunes, entretiens bénéficiaires et communautés) Analyse des données secondaires (ex : documents de projets, suivi de projet, ACR)
7.3 Dans quelle mesure les mécanismes de suivi et d'évaluation du projet ont-ils	- Perception des partenaires et du PAM, de la qualité des mécanismes de suivi et d'évaluation mis en place pour étudier les	- Entretiens avec les personnes ressources : PAM (RAM, Programme, Genre), partenaires coopérants	Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : groupements de femmes,

<p>permis de mesurer et d'analyser l'impact des interventions sur l'égalité des sexes et l'inclusion des groupes marginalisés, et comment ces résultats ont-ils été utilisés pour ajuster les activités du projet ? (+)</p>	<p>évolutions en termes de genre - Mesures prises pour faire évoluer les interventions en termes de genre, suite à l'analyse faite dans le cadre du suivi / évaluation</p>	<p>- Revue documentaire : Tableau de suivi des indicateurs, analyse genre (si existe), Evaluation à mi-parcours du projet VFZ, Evaluation PSP</p>	<p>d'hommes, entretiens bénéficiaires et communautés) Analyse des données secondaires (ex : documents de suivi de projet, ACR)</p>
<p>7.4 Le projet a-t-il permis de renforcer l'autonomisation des femmes ? A t'il modifié les relations entre les sexes à moyen ou à long termes ? L'intégration des jeunes, des minorités, des personnes vivant avec un handicap ? (++)</p>	<p>- Pourcentage de femmes bénéficiaires déclarant avoir gagné en niveau d'autonomisation grâce au projet – Perception par les partenaires, les autorités, les communautés, le PAM de l'évolution du niveau d'autonomisation des femmes associé au projet.</p>	<p>- Entretiens avec les personnes ressources : PAM BP (Genre), PAM SB, partenaires coopérants, Bénéficiaires, Organisations femmes, Centre santé nutrition, COGEST, Directeur école, filles CM2 - Revue documentaire : Evaluation à mi-parcours projet VFZ, ACR, rapports annuels partenaires coopérants, analyse genre (si existe)</p>	<p>Analyse du narratif des données primaires collectées (ex : groupements de femmes, d'hommes, entretiens bénéficiaires et communautés, personnes vivant avec un handicap) Analyse des données secondaires (ex : documents de projets, suivi de projet, ACR)</p>

Annexe 8. Outils de collecte des données

1. Les outils de collecte des données sont présentés ici afin de recueillir les perceptions des différents acteurs. Ces guides ont servi de ligne directrice. Une matrice de triangulation (ou matrice des preuves) a été renseignée après validation de la matrice d'évaluation. C'est un intermédiaire entre la matrice d'évaluation et les guides d'entretiens.

Entretiens avec les Institutions publiques au niveau central et local	Question d'Évaluation
Ministère : Structure : Effectif total :dontF. Effectif des participants : dontF. (Liste)	
Brève description de la structure, historique, activités phares, etc.	Historique
Quels sont les principaux axes de collaboration de votre structure avec le PAM ? Quelle est votre compréhension du Projet Village Zéro Faim ? Le projet est-il aligné avec les orientations nationales / territoriales ? Précisez. (1.1) Le projet est-il aligné avec les besoins prioritaires des communautés ? Précisez. (1.2) Selon vous, les zones ciblées correspondent-elles aux zones les plus vulnérables en matière de SAN ? Et la sélection des bénéficiaires s'est-elle faite de façon appropriée ? (1.3) Dans quelle mesure le projet a-t-il su prendre en compte les spécificités relatives à chaque contexte d'intervention ? Le projet est-il cohérent avec les autres projets intervenant sur le même territoire ?	Pertinence / Cohérence
Quel niveau d'appréciation avez-vous des activités mises en place relatives à la composante résilience, nutrition, cantines scolaires ? (3.2) Quel est selon vous le degré d'atteinte des résultats du projet VZF ? (3.2) Avez-vous bénéficié d'un appui technique du projet, et si oui quels en sont les effets ? (3.2) Dans quelle mesure les femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap, minorités ont été intégrés ? (3.2) Dans quelle mesure les activités, les composantes ont pu être menées en synergie ? Selon une approche réellement participative ? (3.3) Dans quelle mesure le projet a-t-il su s'adapter aux évolutions du contexte ? (3.4) Existe-t-il des synergies entre les activités VZF et celles d'autres projets de votre Département ? Dans quelle mesure les activités menées dans les VFZ ont-elles été démultipliées dans les villages environnants ? Quels sont les facteurs favorisant cette démultiplication des activités ?	Efficacité
Dans quelle mesure les activités ont-elles été menées dans les délais escomptés ?	Efficience

<p>Quels sont selon vous les probables impacts positifs (à moyen terme) du projet ? (5.1)</p> <p>Y a t'il qqs risques de probables impacts négatifs ? Lesquels ? (5.2)</p>	Impact
<p>Dans quelle mesure le projet a-t-il suffisamment anticipé la durabilité de ses interventions ? Comment ? (6.1)</p> <p>Sous quelle forme avez-vous été impliqué ? Était-ce approprié et suffisant pour permettre la durabilité des interventions ?</p>	Durabilité
<p>Dans quelle mesure les femmes, les jeunes, les minorités, les personnes vivant avec un handicap, ont-elles été suffisamment intégrées dans la conception, la mise en œuvre du projet (7.1)</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t'il permis de renforcer l'autonomisation des femmes ? Une plus grande équité entre les sexes ? (7.2)</p>	Genre
<p>Quelles sont les conclusions que vous tirez de ce projet ?</p> <p>Quelles recommandations feriez-vous pour la suite du projet ?</p>	Conclusion Reco
<p>Quels sont les principaux enseignements que vous tirez du projet VZF ?</p> <p>Quels sont vos constats concernant (i) les principaux enseignements de la mise en œuvre et les leçons à capitaliser, (ii) les principales faiblesses et (iii) les recommandations des mesures correctives éventuelles ;</p> <p>Avez-vous noté des particularités pour les groupes plus vulnérables ? (femmes, filles, jeunes, personnes vivant avec un handicap)</p>	Transversale

Entretien avec les bénéficiaires, les communautés du VZF	Questions d'évaluation
<p>Sous Bureau : Préfecture CR :</p> <p>District de Secteur de Village :</p>	
<p>Faites-nous l'historique de votre collaboration avec le PAM ?</p> <p>Quelles sont les différentes interventions du PAM dans votre village ?</p> <p>Comment décririez-vous le projet VFZ ? <i>(NB. bien vérifier qu'ils ont une bonne compréhension des interventions du projet)</i></p>	Historique
<p>Dans quelle mesure le projet répond-il aux besoins prioritaires de votre communauté ? Intègre-t-il suffisamment les femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap, minorités ? (1.2)</p> <p>Dans quelle mesure le projet s'est-il précisément adapté aux spécificités du contexte ? Points forts ? Points faibles ?</p> <p>Les critères et l'approche déployés pour sélectionner les villages / et les bénéficiaires étaient-ils pertinents ? Bien compris des communautés ? Quel niveau de participation des communautés dans les processus de ciblage ? Est ce que les résultats ont été contestés / bien acceptés ? (1.3)</p> <p>Quelle participation / utilité des PCP ?</p>	Pertinence

<p>Qu'avez-vous pensé de la mise en œuvre des interventions du projet ? Etaient-elles appropriées à vos contraintes ? Avez-vous été suffisamment accompagné ? (3.2)</p> <p>Les différentes interventions ont-elles amélioré : (3.2)</p> <ul style="list-style-type: none"> - votre production agricole ? / celle du village ? - vos revenus ? / ceux du village ? - votre sécurité alimentaire du village ? / celle du village ? - Vos compétences/ savoir-faire ? - La cohésion sociale du village (ex : votre participation dans les activités collectives) ? <p>Quel niveau de mise en synergie / cohérence des différentes activités du projet ?</p> <p>Dans quelle mesure les facteurs de production ont-ils été soutenus ? accès à la terre, à la main d'œuvre, intrants (Semences, engrais, pesticides, crédits)</p> <p>Quelle qualité des ouvrages réalisés ?</p> <p>Quelles sont les principales forces et difficultés rencontrées ?</p> <p>Est-ce que le projet intégrait des innovations ? Si oui, lesquelles ? Qu'en avez-vous pensé ? (3.2)</p> <p>Quels changements de pratiques constatez-vous ?</p> <p>Est-ce que ces changements de pratiques ont diffusés dans d'autres villages environnants ? Quels facteurs favorisent cette diffusion des évolutions de pratique positifs du projet ?</p> <p>Dans quelle mesure le projet intégrait suffisamment les spécificités des femmes, des jeunes, des minorités, des personnes vivant avec un handicap ? (3.2)</p> <p>Dans quelle mesure les interventions du projet étaient-elles menées en synergie ? Dans quelle mesure le projet intégrait suffisamment une approche participative, et valorisait-elle les réseaux communautaires et familiaux préexistants ? (3.3)</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t'il su s'adapter aux évolutions du contexte ? (3.4)</p> <p>Est-ce qu'un mécanisme de réclamations / des plaintes a été mis en place ? Si oui qu'en avez-vous pensé ? A-t'il été utilisé ? Comment les plaintes ont-elles été traitées et résolues ? (3.4)</p>	Efficacité
<p>Dans quelle mesure les interventions ont-elles été menées en temps opportun ? Y a-t-il eu des retards ? Si oui, comment ont-ils été gérés ? (4.2)</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont-elles été déployées de façon optimale pour maximiser les résultats et minimiser les couts ? Est-ce que l'argent a selon vous été utilisé de façon optimale ? (4.3)</p>	Efficience
<p>Quels sont les probables impacts positifs du projets déjà visibles ? Que vous prévoyez à moyen termes ? (5.1)</p> <p>Quels sont les probables impacts négatifs du projet déjà visibles ? Que vous prévoyez à moyen termes ? (5.2)</p>	Impact

<p>Dans quelle mesure, avez-vous (et votre communauté) pu suffisamment vous approprier le projet ? (6.3) Quels changements de pratiques perdurent au-delà le projet ?</p> <p>Dans quelle mesure l'appui aux facteurs de production (semences, engrais, pesticides, crédits) est-il probablement durable ?</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont perduré depuis la fin du projet (oct 2024) ? (6.3) Quelles sont les difficultés rencontrées pour pérenniser ?</p> <p>Est-ce que le projet a été mis en synergie avec d'autres projets dans votre village ? (6.4)</p>	Durabilité
<p>Dans quelle mesure le projet a permis de renforcer l'autonomisation des femmes ? Des jeunes ? Des personnes vivant avec un handicap ? Des minorités ?</p>	Genre
<p>Quelles sont vos conclusions quant au projet ?</p> <p>Avez-vous des propositions pour améliorer le projet VFZ ?</p>	Conclusion Reco

Notes. L'entretien avec tous les bénéficiaires directs et indirects du VZF se fera à travers une réunion regroupant les principales couches socio-économiques et culturelles du VZF (sages, notables, producteurs, productrices, fonctionnaires, responsables locaux, etc.). Il sera organisé à l'arrivée de l'EE dans le VZF dès après les salutations d'usage et présentation de la mission d'évaluation. Il est important de bien organiser cet entretien pour qu'il se déroule dans un temps raisonnable, au maximum 1 heure. Cet entretien permettra d'organiser le séjour de l'EE dans le village : constitution des groupes focus et visites des actifs.

Entretien avec le Comité de Gestion de la Cantine Scolaire du VZF	Questions d'évaluation
<p>Sous Bureau : Préfecture</p> <p>CR :</p> <p>District de : Secteur de</p> <p>Village :</p> <p>Ecole Prim/Mat. de Nombre Classes : Effectif total dont</p>	
<p>Donnez l'historique de votre collaboration avec le PAM ? Depuis quand, comment s'est fait le choix, etc.</p> <p>La Cantine couvre-t-elle le préscolaire ? Depuis Quand ? / Quelles sont les actions cibles du Centre de Santé ?</p> <p>Quelle est la composition du Comité de Gestion et à quelle date il a été élu ? / Quelle composition du Centre de Santé ?</p> <p>Pouvez-vous décrire les activités déployées dans le cadre du projet VFZ ? (<i>pour bien s'entendre sur le périmètre des interventions qui nous intéressent ici</i>)</p>	Historique
<p>Dans quelle mesure les interventions du projet répondent à vos besoins prioritaires ? Selon vous, le projet intègre-t-il suffisamment les femmes, jeunes, minorités, et les personnes vivant avec un handicap ? (1.2)</p> <p>Dans quelle mesure les villages et cantines scolaires ciblées par le projet étaient ceux qui en avaient le plus besoins ? (1.3)</p> <p>La Cantine scolaire / Le centre de santé fonctionne combien de jours par semaine ? combien de mois ?</p> <p>A-t-elle connu des ruptures de stock ? de quelle nature et durée ?</p>	Efficacité

<p>Quels sont les principaux groupes d'aliments qui composent les repas de la CS ? / Les rations du Centre ?</p> <p>Combien de filles ont reçu des colis en 2023 et 2024 ? quelle en était la composition ? En sont-elles contentes ? / Combien de rations apportées par le PAM au Centre de Santé ? En êtes-vous satisfaits ?</p> <p>Quelles innovations ont été introduites par le projet ? Qu'en avez-vous pensé ?</p> <p>Quels sont les résultats de la CS sur la scolarité des garçons / des filles (fréquentation, réussite, abandon, etc.) ? / de l'appui du PAM au Centre de Santé sur l'évolution du statut nutritionnel ?</p> <p>Quels sont les résultats de la Cantine scolaire / centre de santé, sur la situation nutritionnelle des enfants ? Pensez-vous que la cantine scolaire / le centre de santé, a amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle du village ? Les revenus ? La cohésion sociale ? L'inclusion des personnes vulnérables ? Justifier la réponse</p> <p>Dans quelle mesure les interventions du projet étaient-elles menées en synergie entre elles ? Dans quelle mesure le projet intégrait suffisamment une approche participative et valorisait-elle les réseaux communautaires et familiaux préexistants ? (2.3)</p> <p>Dans quelle mesure le projet a été démultiplié, a eu des effets tâches d'huile dans les villages environnants ? quels ont été les facteurs favorables / défavorables ? Dans quelle mesure le projet a t'il su s'adapter aux évolutions du contexte ? (3.4)</p> <p>Est-ce qu'un mécanisme de réclamations / des plaintes a été mis en place ? Si oui qu'en avez-vous pensé ? A t'il été utilisé ? Comment les plaintes ont-elles été traitées et résolues ? (3.4)</p>	
<p>Quels sont les principaux marchés d'approvisionnement de la cantine scolaire / du centre de santé ?</p> <p>Quels sont les groupements qui ont approvisionné en 2024 et 2025 la cantine scolaire / le centre de santé, en quels produits et quantités ?</p> <p>Le COGEST de la cantine / Le Centre de Santé, arrive-t-il à effectuer les règlements des factures sans problème ?</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont-elles été menées en temps opportun ? Y a-t-il eu des retards ? Si oui, quelles en ont été les conséquences ? Et comment ont-ils été gérés ? (4.2)</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont-elles été déployées de façon optimale pour maximiser les résultats et minimiser les couts ? Est-ce que l'argent a selon vous été bien utilisé ? (4.3)</p>	<p>Efficience</p>
<p>Quels sont les probables impacts positifs du projets déjà visibles ? Que vous prévoyez à moyen termes ? (5.1)</p> <p>Quels sont les probables impacts négatifs du projet déjà visibles ? Que vous prévoyez à moyen termes ? (5.2)</p>	<p>Impact</p>

<p>Quelle est la contribution des parents d'élève dans la CS ?</p> <p>Quelles évolutions de la cantine / du centre, liées au projet ? Dans quelle mesure cela perdure au-delà la fin du projet ?</p> <p>Dans quelle mesure il y a eu évolution de la contribution de la communauté dans le fonctionnement de la cantine / du centre de santé en rapport avec le projet ?</p> <p>Quelle est la contribution du PAM dans la cantine scolaire / le centre de santé ?</p> <p>Quelles actions ont perduré au-delà la fin du projet ? Par qui sont-elles portées ? Quelles actions se sont arrêtées avec la fin du projet ? Dans quelle mesure, la cantine / le centre de santé a pu suffisamment s'approprier le projet ? (6.3)</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont perduré depuis la fin du projet (oct 2024) ? (6.3)</p> <p>Quelles sont les difficultés rencontrées pour pérenniser ?</p> <p>Est-ce que le projet a été mis en complémentarité avec d'autres projets dans votre village ? (6.4)</p>	Durabilité
<p>Dans quelle mesure le projet a permis de renforcer la scolarisation des jeunes filles / des filles ? Des personnes vivant avec un handicap ? Des minorités ?</p> <p>Dans quelle mesure le projet a permis l'amélioration du statut nutritionnel des enfants, des FEFA ? d'autres personnes vulnérables ?</p>	Genre
<p>Quelles sont les points positifs et les points négatifs du projet ?</p> <p>Avez-vous des propositions pour améliorer les activités relatives à la cantine / au centre de santé ?</p>	Conclusions Reco

Notes : L'entretien concerne les membres du COGES / du Centre de Santé, avec si possible des responsable/sages du village. Il pourra se faire avant ou après une visite de la cuisine et du magasin de stockage / du centre de santé. L'EE pourra, si le temps le permet, examiner les documents de gestion.

ONG Partenaires de mise en oeuvre	Critères Évaluation
<p>Nom : Sigle :</p> <p>Année création : Effectif :dontF. Zone intervention :</p>	
<p>Faites-nous l'historique de votre relation contractuelle avec le PAM ?</p> <p>Avez-vous été impliqué dans la conception du projet VZF ?</p> <p>Dans quels villages (pilotes et vulgarisation) êtes-vous chargé de la mise en œuvre du projet VZF en 2022, en 2023 et 2024 ?</p> <p>Avez-vous conduit le processus de planification communautaire participatif dans les VZF ? Quelle en est votre appréciation ?</p> <p>Quelle appréciation faites-vous de l'approche Villages de Vulgarisation ?</p>	Historique
<p>Dans quelle mesure selon vous, le projet est-il aligné avec les orientations nationales / territoriales ? (1.1)</p> <p>Dans quelle mesure selon vous, le projet répond-il aux besoins prioritaires des communautés ? Intègre-t-il suffisamment les femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap, minorités ? (1.2)</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t-il su s'adapter aux spécificités de chaque contexte ?</p>	Pertinence

<p>(agroécologique, climatique, culturel, social, économique, etc.)</p> <p>Les critères et l'approche déployés pour sélectionner les villages / et les bénéficiaires étaient-ils pertinents ? Bien compris des communautés ? Quel niveau de participation des communautés dans les processus de ciblage ? Est-ce que les résultats ont été contestés / bien acceptés ? (1.3)</p> <p>Quelle participation / utilité des PCP ?</p>	
<p>Quels sont les activités réalisées dans les VZF / les villages de vulgarisation A, B et C selon les années ? (3.2)</p> <p>Quelles ont été les facilités / les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ces activités ? (3.2)</p> <p>Que sont les résultats enregistrés pour chaque VZF / pour les villages de vulgarisation, selon les années?</p> <p>Quelles innovations ont été introduites (3.2) Pensez-vous que ces résultats ont amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle / les revenus des ménages / l'état nutritionnel / l'économie locale / la cohésion sociale, du village ? Justifier la réponse (3.2)</p> <p>Dans quelle mesure, les activités du projet ont-elles été menées en synergie entre elles ? Quels ont été les facteurs de succès et d'échec à cette mise en synergie ? Comment aurait-on pu la renforcer ? (3.3)</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t'il été déployée selon une approche participative, valorisant els réseaux communautaires et familiaux préexistants ? Comment aurait-on pu aller plus loin ? (3.3)</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t'il su s'adapter aux évolutions du contexte ? (3.4)</p> <p>Est-ce que des mécanismes de réclamation / de plaintes ont été mis en place? Ont-ils été utilisés? Quelle gestion des retards ? Est-ce que cela vous semble satisfaisant ? (3.4)</p>	Efficacité
<p>Cette participation a-t-elle réduit les coûts des activités ? Amélioré le déploiement / l'optimisation des activités ?</p> <p>Selon vous dans quelle mesure la gestion financière du projet a-t-elle été optimisée ? (4.1)</p> <p>Le plan de travail a-t-il enregistré des retards ? Lesquels et quels ont été les impacts ? Comment les retards ont-ils été gérés par le PAM, par vous ? (4.2)</p> <p>Dans quelle mesure les contraintes opérationnelles ont-elles pu être optimisées pour minimiser les coûts et maximiser les résultats ? Comment aurait-on pu faire mieux ? (4.3)</p> <p>Dans quelle mesure les modalités de gestion, de communication, de coordination, entre le PAM et vous étaient-elles clairement définies et mises en place ? (4.4) Efficience</p>	Efficience

Note. L'entretien se fait avec les responsables et agents de terrain de l'ONG. On peut envisager regrouper au maximum 3 ONG partenaires.

Entretien avec le Bureau Pays (BP) / Bureau Régional (BR) du PAM	Critères d'évaluation
<p>Programme : Composante : Unité</p> <p>N participants : dont F Nom Responsable :</p>	
<p>Avez-vous participé à la préparation du Projet Pilote VZF en 2022 ?</p> <p>Si oui donnez des informations sur votre contribution ?</p>	Historique

<p>Quelles sont les activités du Projet VZF qui sont à la charge de votre Unité ?</p>	
<p>Dans quelle mesure selon vous, le projet est-il aligné avec les orientations nationales / régionales ? (1.1)</p> <p>Dans quelle mesure selon vous, le projet tel que formulé répond-il aux besoins prioritaires des communautés ? Intègre-t-il suffisamment les femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap, minorités ? (1.2)</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t-il su s'adapter aux spécificités de chaque contexte ?</p> <p>Les critères et l'approche prévues pour sélectionner les zones / les villages / et les bénéficiaires étaient-ils pertinents ? Est-ce que cela a pu être déployé conformément aux attentes ? Bien compris des communautés ? Quel niveau de participation des communautés dans les processus de ciblage ? Savez-vous si les résultats ont été contestés / bien acceptés ? (1.3)</p> <p>Selon vous, est-ce que le cadre de résultats du projet était suffisamment clair et précis ? Les moyens prévus suffisants ? Les indicateurs appropriés ? Les délais impartis réalisables ? (1.4)</p>	<p>Pertinence</p>
<p>Dans quelle mesure le projet est-il selon vous aligné avec les orientations du PAM (siège / BR, BP) ? Avec l'ODD2 ? (2.1)</p> <p>Dans quelle mesure le projet est-il selon vous aligné avec les orientations du SNU ? / des bailleurs ? (2.2)</p> <p>Quelle mise en cohérence des activités entre elle ? (intra)</p> <p>Quelle mise en cohérence avec les autres projets ? (inter)</p>	<p>Cohérence</p>
<p>Quelles sont les données relatives aux indicateurs du projet ? Quelles facilités / difficultés rencontrées dans la formulation, la collecte, le traitement, la compilation de ces données ? (3.1)</p> <p>Quelle analyse portez-vous sur les activités / les composantes du projet ? Quelles innovations déployées ? Quel niveau d'intégration des aspects genre ? (3.2)</p> <p>Quelle appréciation avez-vous des critères d'évolution de l'approche cluster (villages catégories A, B, C) ? Points forts, points faibles ? Quelles suggestions d'évolution ? (3.2)</p> <p>Quels sont les résultats clés que vous avez enregistré ? sur le plan de la SAN, scolarisation, diversification et augmentation des revenus, cohésion sociale ? (3.2)</p> <p>Dans quelle mesure, les activités du projet ont-elles suffisamment été définies puis menées en synergie / en cohérence ? Quels facteurs de succès et d'échec ? Comment aurait-on pu aller plus loin ? (3.3)</p> <p>Quel niveau de prise en compte, d'appui aux facteurs de production (semences, engrais, pesticides, crédits) ?</p> <p>Quels changements de pratiques des VFZ ont été démultipliés dans les VdV ? Quels ont été les facteurs de succès et d'échecs ?</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t-il été défini puis déployé selon une approche participative, valorisant els réseaux communautaires et familiaux préexistants ? Comment aurait-on pu aller plus loin ? (3.3)</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t-il pu et su s'adapter aux évolutions du contexte ? (3.4)</p> <p>Est-ce que des mécanismes de réclamation / de plaintes ont été suffisamment définis au préalable ? Puis mis en place? Ont-ils été utilisés? Quelle gestion des retards ? Est-ce que cela vous semble satisfaisant ? (3.4)</p>	<p>Efficacité</p>

<p>Quel niveau d'optimisation et de bonne gestion financière selon vous ? (4.1)</p> <p>Avez-vous rencontré des difficultés financières pour la mise en œuvre du Projet ? Si oui donnez des détails et leur incidence sur le Projet ?</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont-elles été menées en temps opportun ? Y a-t'il eu des retards ? Si oui, comment ont-ils été gérés ? (4.2)</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont-elles été déployées de façon optimale pour maximiser les résultats et minimiser les coûts ? Est-ce que l'argent du projet a selon vous été utilisé de façon optimale ? (4.3)</p> <p>Dans quelle mesure les modalités de gestion, de communication, de coordination, entre le PAM et vous étaient-elles clairement définies et mises en place ? (4.4)</p>	Efficiencie
<p>Quels sont les probables impacts positifs du projets déjà visibles ? Que vous prévoyez à moyen termes ? (5.1)</p> <p>Quels sont les probables impacts négatifs du projet déjà visibles ? Que vous prévoyez à moyen termes ? (5.2)</p> <p>Avez-vous des résultats auxquels vous ne vous attendiez pas ? Lesquels? (5.1 / 5.2)</p>	Impacts
<p>Avez-vous des relations de partenariat avec les services centraux de l'Etat ? Si oui lesquelles et dans quel domaine ?</p> <p>Avez-vous des relations de partenariat avec les Agences du SNU ? Si oui lesquelles et dans quel domaine ?</p> <p>Avez-vous des relations de partenariat avec d'autres PTF (bi ou multilatéraux) ? Si oui lesquelles et dans quel domaine ?</p> <p>Selon vous, dans quelle mesure le projet intégrait-il dès sa conception suffisamment la perspective de durabilité (6.1)</p> <p>Dans quelle mesure, pensez-vous que les communautés / les autorités locales, se sont suffisamment appropriées le projet ? (6.2 / 6.3)</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont perduré depuis la fin du projet (oct. 2024) ? (6.3)</p> <p>Quelles sont les opportunités / difficultés rencontrées pour pérenniser ?</p> <p>Est-ce que le projet a été mis en synergie avec d'autres projets dans votre village ? (6.4)</p> <p>Quel niveau de durabilité de l'appui aux facteurs de production ?</p> <p>Quel niveau de durabilité des ouvrages appuyés ?</p>	Durabilité
<p>Selon vous dans quelle mesure les femmes, les jeunes, les minorités, les personnes vivant avec un handicap ont suffisamment été intégrées dès la conception du projet ?</p> <p>Dans quelle mesure le système de suivi et d'évaluation intégrait-il suffisamment cette dimension ? Est-ce que les résultats générés ont été utilisés pour réorienter le projet ? (7.3)</p>	Genre
<p>Quels sont les enseignements clés que vous tirez du Projet VZF ?</p>	Conclusions
<p>Avez-vous des recommandations pour l'extension du Projet Pilote ?</p>	Reco

Entretien avec le Sous Bureau (SB) du PAM	Critères d'évaluation
Programme : Composante : Unité	

N participants : dont F Nom Responsable :	
<p>Avez-vous participé à la préparation du Projet Pilote VZF en 2022 ?</p> <p>Si oui, donnez des informations sur votre contribution ?</p> <p>Est-ce que votre contribution aurait pu être mieux valorisée ? Comment ?</p>	Historique
<p>Dans quelle mesure selon vous, le projet est-il aligné avec les orientations nationales et du territoire ? (1.1)</p> <p>Dans quelle mesure selon vous, le projet tel que formulé répond-il aux besoins prioritaires des communautés ? Intègre-t-il suffisamment les femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap, minorités ? (1.2)</p> <p>Les critères et l'approche prévues pour sélectionner les zones / les villages / et les bénéficiaires étaient-ils pertinents ? Est-ce que cela a pu être déployé conformément aux attentes ? Bien compris des communautés ? Quel niveau de participation des communautés dans les processus de ciblage ? Savez-vous si les résultats ont été contestés / bien acceptés ? (1.3)</p> <p>Selon vous, est-ce que le cadre de résultats / le cadre de suivi, du projet étaient suffisamment clairs et précis ? Qu'avez-vous à dire sur les indicateurs définis pour le projet / leur suivi / l'ajustement du projet selon les résultats des indicateurs de suivi renseignés ? Les délais impartis du projet étaient-ils réalisables ? (1.4)</p>	Pertinence
<p>Quelles sont les données relatives aux indicateurs du projet ? Quelles facilités / difficultés rencontrées dans la formulation, la collecte, le traitement, la compilation de ces données ? (3.1)</p> <p>Quelle analyse portez-vous sur les activités / les composantes du projet ? Lesquelles ont été faciles / difficiles à mettre en place, pourquoi ? Lesquelles ont été particulièrement appréciées / critiquées des communautés ? (3.2)</p> <p>Quelles innovations déployées ? Comment cela a été accueilli ? (3.2)</p> <p>Quel niveau d'intégration des aspects genre ? Est-ce suffisant ? (3.2)</p> <p>Qu'avez-vous pensé de l'accompagnement en termes de renforcement des compétences des structures (ex : centre de santé, COGES de la cantine scolaire), des autorités locales ? (3.2)</p> <p>Quelle appréciation avez-vous des critères d'évolution et de la mise en place de l'approche cluster (villages catégories A, B, C) ? Points forts, points faibles ? Comment cela a été perçu par les communautés, les autorités ? Quelles suggestions d'évolution ? (3.2)</p> <p>Quels sont les résultats clés que vous avez enregistré ? sur le plan de la SAN, scolarisation, diversification et augmentation des revenus, cohésion sociale, genre ? (3.2)</p> <p>Dans quelle mesure, les activités du projet ont-elles suffisamment été définies puis menées en synergie ? Comment aurait-on pu aller plus loin ? (3.3)</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t-il été défini puis déployé selon une approche participative, valorisant els réseaux communautaires et familiaux préexistants ? Comment aurait-on pu aller plus loin ? (3.3)</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t-il pu et su s'adapter aux évolutions du contexte ? Comment ? (3.4)</p> <p>Est-ce que des mécanismes de réclamation / de plaintes ont été mis en place ? Ont-ils été utilisés par les communautés ? Quelle gestion des retards ? Est-ce que cela vous semble satisfaisant ? (3.4)</p>	Efficacité

<p>Quel niveau d'optimisation et de bonne gestion financière selon vous ? (4.1)</p> <p>Avez-vous rencontré des difficultés financières pour la mise en œuvre du Projet ? Si oui lesquelles ? Donnez des détails et leur incidence sur le projet ?</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont-elles été menées en temps opportun ? Y a-t-il eu des retards ? Si oui, quelles conséquences ? Et comment ont-ils été gérés ? (4.2)</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont-elles été déployées de façon optimale pour maximiser les résultats et minimiser les coûts ? Est-ce que l'argent du projet a selon vous été utilisé de façon optimale ? (4.3)</p> <p>Dans quelle mesure les modalités de gestion, de communication, de coordination, entre le PAM et ses partenaires étaient-elles clairement définies et mises en place ? Qu'est ce qui a bien fonctionné ? Quelles difficultés rencontrées ? Quels ajustements ont été trouvés ? Comment améliorer ? (4.4)</p>	<p>Efficiencie</p>
<p>Quels sont les impacts positifs du projets déjà visibles ? Que vous prévoyez à moyen termes ? (5.1)</p> <p>Quels sont les impacts négatifs du projet déjà visibles ? Que vous prévoyez à moyen termes ? (5.2)</p> <p>Avez-vous des résultats auxquels vous ne vous attendiez pas ? Lesquels? (5.1 / 5.2)</p>	<p>Impacts</p>
<p>Quel niveau de proximité avec vous avec les autorités locales ? Sur quelles activités ? Quel fonctionnement a été trouvé ? Facilités / Difficultés rencontrées ? Comment améliorer ?</p> <p>Avez-vous des relations de partenariat avec les Agences du SNU ? Si oui lesquelles et dans quel domaine ?</p> <p>Selon vous, dans quelle mesure le projet intégrait-il suffisamment la perspective de durabilité (6.1)</p> <p>Dans quelle mesure, pensez-vous que les communautés / les autorités locales, se sont suffisamment appropriées le projet ? (6.2 / 6.3)</p> <p>Dans quelle mesure les interventions ont perduré depuis la fin du projet (oct. 2024) ? Portées par qui ? Quelles sont les principales opportunités / difficultés rencontrées pour pérenniser ? (6.3)</p> <p>Est-ce que le projet a été mis en complémentarité avec d'autres projets dans votre village ? (6.4)</p>	<p>Durabilité</p>
<p>Selon vous dans quelle mesure les femmes, les jeunes, les minorités, les personnes vivant avec un handicap ont suffisamment été intégrées dès la conception du projet ?</p> <p>Quels ont été les principaux effets du projet pour eux ? Aurait-on pu aller plus loin ? Comment ?</p> <p>Dans quelle mesure le système de suivi et d'évaluation intégrait-il suffisamment cette dimension ? Est-ce que les résultats générés ont été utilisés pour réorienter le projet ? (7.3)</p>	<p>Genre</p>
<p>Quels sont les conclusions que vous tirez du Projet VZF ?</p>	<p>Conclusions</p>
<p>Quelles sont vos recommandations pour la suite / l'extension du Projet Pilote ?</p>	<p>Reco</p>

Annexe 9. Liste des villages visités

Préfecture	Sous-Préfecture	Village	Date début intervention	Catégorie
Kankan	Sabadou Baranama	Bananko	2023	C
Kérouané	Komodou	Gbodou	2024	A
Kankan	Gbérédou Baranama	Sanana	2022	Abandon en 2023
Kissidougou	Gbangbadou	Pampako	2022	C
Kissidougou	Fermessadou	Nongoa	2023	B
Labé	Dalein	Bhawo Fello	2022	C
Labé	Dalein	N'Dantari	2023	C
Labé	Dalein	Sarékali	2024	A
Lola	Kokota	Yénéta	2023	C
Lola	Kokota	Leapeleta	2024	A
N'Zérékoré	Kobela	Nienh	2022	C
N'Zérékoré	Kobela	Konipara	2023	B
N'Zérékoré	Kobela	Zogota	2023	C
N'Zérékoré	Kobela	Maoun	2023	B
Boké	Bintimodia	Falaba	2022	C
Boké	Bintimodia	Sikouya	2024	B

Annexe 10. Liste des personnes rencontrées

Structure	Fonction	Sexe
PAM BP	Assistante programme RAM, SB Nzérékoré	H
PAM BP	Responsable Section Cantines Scolaires et Responsable programme par interim	H
PAM BP	Assistant RAM, chargé S&E, rapportage intégration BBD COMET (RAM)	H
PAM BP	Responsable Urgence / CBT	F
PAM BP	Assistant programme, SB Kankan	F
PAM BP	Programme assistant, cheffe SB Boké	F
PAM BP	Responsable section Nutrition et Santé	F
PAM BP	Responsable unité RAM	H
PAM BP	Assistante budget	F
PAM BP	Responsable Supply Chain	F
PAM BP	Manager Community feedback Mecanism (CFM) - RAM	H
PAM BP	Responsable partenariat gouvernement	H
PAM BP	Responsable équipe Résilience	F
PAM BP	Chargée du renforcement des capacités institutionnelle	F
PAM BP	Responsable adjointe équipe Résilience	F
PAM BP	Monitoring assistant Boké	H
PAM BP	Assistant programme nutrition, SB Nzérékoré	F
PAM BP	Ancien CD (entretien en ligne)	H
PAM BP	Assistant RAM, chargé SAN, ciblage, mapping (VAM)	H
PAM BP	DCD Temporary CD	F
PAM BP	Responsable Unité Finances et Administration	H
PAM BP	RAM assistant SB Kankan	H
PAM BP	Assistant monitoring Boké	H
PAM BP	Assitant programme, SB Quéckédou	F
PAM BP	Assistante RAM, meta analyst	F
PAM SB Boké	Admin Fin et point focal genre	F
PAM SB Boké	Ass. Programme - Intérim Cheffe Bureau	F
PAM SB Boké	Resilience, S/E Assistant	H

PAM SB Boké	Logistics	H
PAM SB Boké	Assistant RAM	H
PAM SB Kankan	Chef SB Kankan	H
PAM SB Kankan	Assistante programme	F
PAM SB Kankan	Assistante Admin Finance	F
PAM SB Kankan	Point focal cantines scolaires et nutrition	F
PAM SB Kankan	Assistant RAM	H
PAM SB N'Zérékoré	Chef Sous Bureau	H
PAM SB N'Zérékoré	Programme	H
PAM SB N'Zérékoré	Programme	H
PAM SB N'Zérékoré	Programme	F
PAM SB N'Zérékoré	Programme	H
PAM SB N'Zérékoré	Programme	F
PAM Antenne Guéckédou	Chef Antenne Gueckedou	H
ANASA	Directeur collecte des données	H
ANASA	Sous-directeur études et analyses statistiques	H
ANASA	Sous-directeur enquêtes agricoles et recensements	H
ANASA	Chargé d'études à la direction sécurité alimentaire	H
DNGR	Directeur Général Direction Nationale du Génie Rural	H
DNGR	Directeur National Adjoint du Génie Rural	H
DNGR	Point Focal PAM - Responsable HIMO	H
DNA	Directeur national de l'agriculture	H
Gouvernorat Kankan	Cheffe de cabinet	F
DRAE Kankan	Directeur Régional Agriculture	H
DRAE Kankan	Directeur Préfectoral Adjoint Agriculture.	H
DRAE Kankan	Directeur Préfectoral SERPROCA	H
IRE Kankan	Inspecteur régional de l'éducation par intérim	H
IRE Kankan	Point focal PAM pour l'IRE	H
IRE Kankan	Directeur préfectoral de l'éducation	H
IRS Kankan	Point focal cantines PAM	F
IRS Kankan	Médecin hospitalier Kankan, représentant de M. l'inspecteur régional de la santé parti en mission	H
Administration Kankan	Maire Gberedou Baranana	H
Administration Kankan	Adjoint maire CR Gberedou Baranana	H
Préfecture Kissidougou	Préfet	H

Préfecture Kissidougou	Secrétaire Général	H
DPAE Kissidougou	Directeur Préfectoral Adjoint Agriculture.	H
DPAE Kissidougou	Chef des Opérations Agricoles	H
DPAE Kissidougou	Conseiller Agricole SERPROCA	H
Préfecture de Labé	Secrétaire Générale de la Préfecture	H
DPAE Labé	Directeur Préfectoral AE	H
DPAE Labé	Conseiller agricole DPAE	H
IRS Labé	Inspecteur régional de la Santé	H
IRS Labé		H
DPE Labé	Directeur Préfectoral de l'Education	H
DPE Labé	Chargé matériel DPE et point focal PAM	H
IRE Labé	Chef section Pédagogique - intérim Inspecteur régional de l'IRE	H
IRE Labé	Point focal PAM pour l'IRE	H
BTGR Labé	Agent contacté par téléphone	H
Gouvernorat N'Zérékoré	Directeur de Cabinet Gouvernorat	H
Gouvernorat N'Zérékoré	Chef de Cabinet Gouvernorat	H
DRAE N'Zérékoré	Directeur Régional Agriculture	H
DRAE N'Zérékoré	Santé Animale	H
DRAE N'Zérékoré	Section Préfectorale Génie Rural	H
DRAE N'Zérékoré	Production Animale	H
Préfecture Boké	Préfet de Boké	H
Préfecture Boké	Secrétaire Général de la Préfecture de Boké	H
DPAE Boké	DPAE intérimaire	H
DPAE Boké	DPAE Adjoint	H
DPAE Boké	Responsable SERPROCA - Point focal PAM	H
DPAE Boké	Technicien SERPROCA Boké	H
DPEDD Boké	Directeur Préfectoral Environnement et Développement Durable	H
IRE Boké	Inspectrice régionale Education	F
IRE Boké	Point focal PAM pour l'Inspection Régionale de l'éducation	H
IRS Boké	Inspecteur régional de la Santé	H
IRS Boké	Point focal PAM pour l'Inspection Régionale de la Santé	F
BTGR Boké	Chef Service Préfectoral du Génie Rural, représentant du chef Bureau Technique du Génie Rural	H
BTGR Boké	Point focal PAM pour le BTGR	H
Administration Boké	Sous-préfet	H

Administration Boké	Vice-maire Bintimodia	H
Bananko	Président gpmt Riziculteur	H
Bananko	Président District	H
Bananko	Présidente Grpmt Maraîcher	F
Bananko	Directeur Ecole primaire	H
Bananko	Président APAE	H
Bananko	Chef de Poste de Santé	
Bhawo Fello		H/F
Bhawo Fello	Président du district	H
Bhawo Fello	Présidente du groupement	F
Falaba		
Gbodou	Secrétaire général CR Komodou	H
Gbodou	Président District	H
Gbodou	Chef Secteur	H
Gbodou	Directeur école	H
Gbodou	Responsable poste de santé	F
Gbodou	Président groupement	H
Gbodou	Membre Groupement	H/F
Konipara	Président Grpmt Riziculteur	H
Konipara	Membre Groupement	H
Konipara	Présidente Grpmt Maraîcher	F
Konipara	Membre Groupement	F
Léa Pléta	Membre Groupement	H/F
Léa Pléta	Président Maraîcher	H
Léa Pléta	Président Grpmt Riziculteur	H
Léa Pléta	Président APAE	H
Léa Pléta	Conseiller Agricole SERPROCA	H
Maoun	Président Grpmt Riziculteur	H
Maoun	Président Grpmt Maraîcher	H
Maoun	Directeur Ecole Primaire	H
Maoun	Président APAE	H
Maoun	ENseignate	F
N'Dantari	Responsable site maraicher/bénéficiaire	H
Nienh	Président Grpmt Riziculteur	H

N'nieh	Vice-Président Grpmt Riziculteur	H
N'nieh	Directeur Ecole Primaire	H
N'nieh	Elève, membre du COGES	F
N'nieh	Elève, membre du COGES	H
N'nieh	Chef Poste de Sante	H
Nongoa	Président Grpmt Riziculteur	H
Nongoa	Vice-Président Grpmt Riziculteur	H
Pamapako	Président Grpmt Maraîcher	F
Pamapako	Président Grpmt Riziculteur	H
Sanana	Membre Groupement	H/F
Sarékalý	Membre Groupement	H/F
Sarékalý	Présidente du groupement	F
Sarékalý	Vice-président du groupement	H
Sarékalý	Trésorier du groupement	H
Sarékalý	Secrétaire du groupement	H
Sarékalý	Infirmier d'Etat du Centre de santé de Sarékali - non appuyé par le PAM	H
Yénéta	Président Grpmt Riziculteur	H
Yénéta	Président Grpmt Maraîcher	H
Yénéta	Membre Groupement	H/F
Zogota	Présidente Grpmt Riziculteur	F
Zogota	Vice-Président Grpmt Riziculteur	H
Zogota	Présidente Grpmt Maraîcher	F
ONG ABEF	Directeur Exécutif ABEF	H
ONG AGIL	Chef bureau régional Kankan	H
ONG AGUIEB	Responsable admin finance	H
ONG AJP	Coordinateur projet VZF	H
ONG ANCG	Chargée Planification ANCG	F
ONG ASDG	Responsable logistique	H
ONG ASDG	Comptable	H
ONG ASDG	Animateur et coach communautaire	H
ONG ASDG	Animateur communautaire et moniteur indépendant	H
ONG ASDG	Animateur Communautaire	H
ONG ASDG	Animateur communautaire + RH	H
ONG ASDG	Stagiaire	H

ONG ASDG	Responsable Suivi évaluation ONG ASDG	H
ONG AUDICO	Chargé de programme	H
ONG AUDICO	Directeur exécutif AUDICO	H
ONG AUDICO	Animatrice AUDICO	F
ONG CADEC	Directeur Exécutif CADEC	H
ONG CAM	Coordinateur régional CAM Boké	H
ONG CAM	Coordinateur de Programmes	H
ONG CAM	Animateur superviseur	H
ONG CEAD	Directeur programmes national	H
ONG CEAD	Agronome en chef Boké	H
ONG CEAD	Représentant régional Boké	H
ONG CEAD	Assistante comptable Boké	F
ONG VSF	Représentant régional	H
ONG VSF	Chargé de projet	H
Consultant	Consultant indépendant - Revue Mi-parcours	H
IRAG Sérédou	Directeur du Centre	H
IRAG Sérédou	Chercheur	H
IRAG Sérédou	Chercheur	H
ONG InterAide	ONG Interaide	F
Société FAPEL	Directeur (contact téléphonique)	H
Société FAPEL	Chargé d'innovation	H

Annexe 11. Suivi des rendements énoncés par les communautés

Villages	Statut	Mode de production	2022			2023			2024		
			Superficie (ha)	Production (t)	Rendement (t/ha)	Superficie (ha)	Production (t)	Rendement (t/ha)	Superficie (ha)	Production (t)	Rendement (t/ha)
Bananko	VZF-2023	Pluvial				10,00	23,00	2,30	10,00	20,00	2,00
Pampako	VZF-2022	Contre saison				0,50	0,50	1,00			
		Pluvial				25,00	50,00	2,00	25,00	76,30	3,05
Nongoa	VDV-B	Pluvial				15,00	30,00	2,00	15,00	24,00	1,60
Yénetá	VZF - 2023								10,00	6,00	0,60
Leya Pleta	VDV-A -2024								6,00	8,70	1,45
Nieh	VZF-2022	Contre saison	0,25	0,80	3,20						
		Pluvial	5,00	11,60	2,32	5,00	20,00	4,00			
Konipara		Pluvial				3,00	7,50	2,50	3,00	5,30	2,12
Zogota	VDV-B 2023	Pluvial				5,00	14,30	2,86	5,00	15,00	3,00
Maoun	VDV-A -2024	Pluvial							1,00	0,80	0,80
Bhawo Fello	VZF	Pluvial				6,00	31,50	5,25	6,00	30,70	5,12
Falaba	VFZ	Pluvial							10,00	43,00	4,30

1. Les rendements en culture de contre saison de Pampako et Nieh sont tirés des rapports d'activités de ABEF et CADEC qui ont suivi l'expérimentation dans ces localités

2. 2. Le rendement en pluvial de Nienh est tiré du rapport de final de CADEC qui a été partenaire de mise en œuvre du projet de du 15 Juillet 2022 au 15 Janvier 2023
3. Les autres données sont déclaratives.

Annexe 12. Liste des actifs créés

Année d'intervention	2022	2023	2024	Total général
Surface rizicole aménagée (ha)	42	28	43	113
Surface rizicole valorisée (ha)	43	30	127	200
Surface maraichère valorisée (ha)	14	2	16	32
Surface de bas-fonds clôturées (ha)	34	1	19	54
Nombre de puits maraichers (nbre)	6	2	13	21
Nombre de forages construits	1	3	11	15
Surface reboisée (ha)	15	0	32,5	47,5
Surface de pépinières arboricoles installées (ha)	7	3	13	23
Nombre de magasins construits	6	1	9	16
Nombre d'unité de transformation construites	4	3	13	20
Nombre Aire de séchage (Nbre)	3	1	14	18
Aire de pâturage aménagée (ha)	20	0	20	40
Surface de pâturage clôturée (ha)	20	0	20	40
Linéaire de piste réhabilité (km)	3,5	0	4	7,5

Annexe 13. Complément analyse des données de la section Impacts

Les résultats présentés ci-dessous sont difficiles à interpréter, manquent de cohérence, ne sont pas ajustés avec les informations collectées auprès des communautés. De plus, nous avons entendu à quel point le suivi des indicateurs a été difficile et irrégulier dans le cadre de ce projet.

Ces chiffres correspondent aux données partagées par le BP à l'EE en juillet 2025. Ainsi la figure 6.a présente qu'entre 2022 et 2025 il y a moins de ménages attachés à la catégorie « groupe de consommation alimentaire acceptable » ce qui est surprenant ; deux villages (Falaba et Pampako) avaient une minorité de ménages rattachés au groupe « pauvre » tandis qu'en 2025 l'ensemble des ménages sont de cette catégorie.

Cette régression considérable est certainement davantage à imputer à une incohérence des données collectées que représentatifs de la réalité, d'après les dires des groupes de bénéficiaires interrogés. La figure 6.b (figure maintenue dans le rapport) illustre qu'entre 2022 et 2025, le pourcentage de ménages ayant eu recours à des stratégies de survie a nettement baissé ce qui témoigne d'une amélioration de la situation, cependant des données surprenantes sont notées à Farabana Centre où le graphique illustre qu'en 2025 100% des ménages ont eu accès à de telles stratégies de survie.

La figure 6.C présente des résultats également étonnants : le pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies d'urgence a augmenté. Et les figure 6.d et 6.e présentent que globalement moins d'enfants et de femmes respectent le régime alimentaire minimum, ce qui interroge encore quant à la fiabilité des données.

Figure 6 : Indicateurs de Résultats comparés entre 2022 et 2025 pour 6 villages couverts par le programme et la Baseline dès 2022

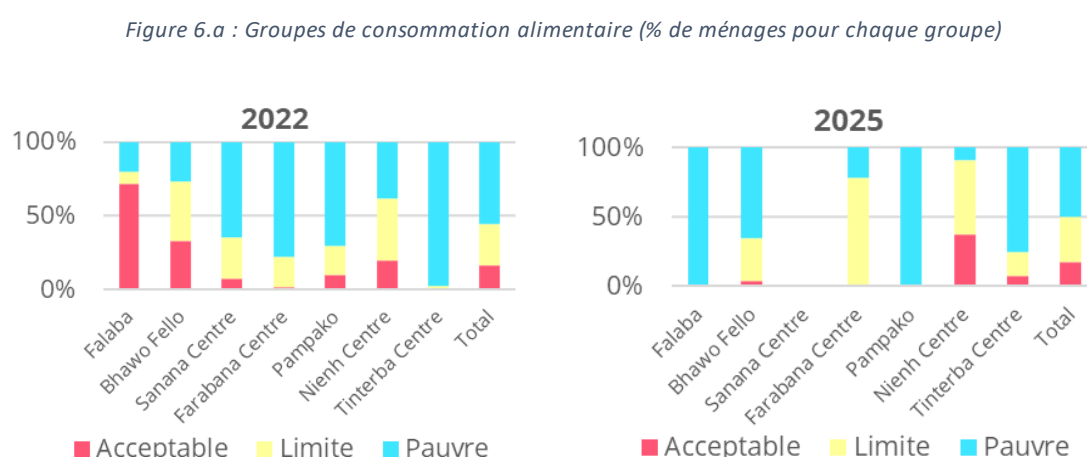


Figure 6.b : Utilisation de stratégies de survie alimentaire (% de ménages ayant recouru ou non)

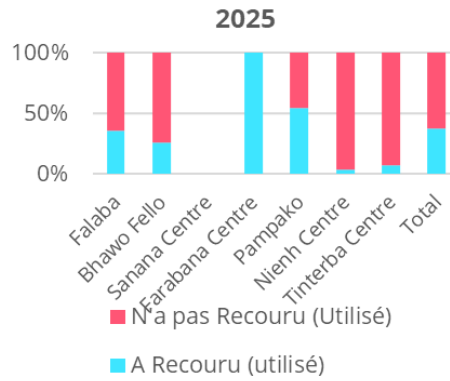
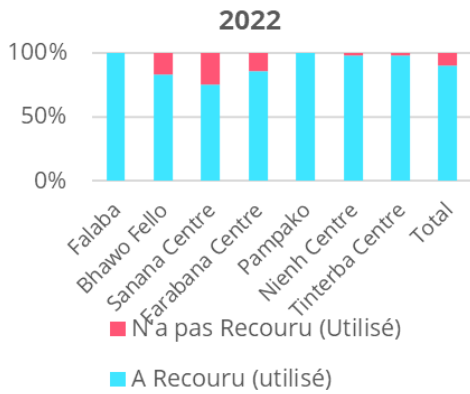


Figure 6.c : Stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence (% de ménages pour chaque groupe)

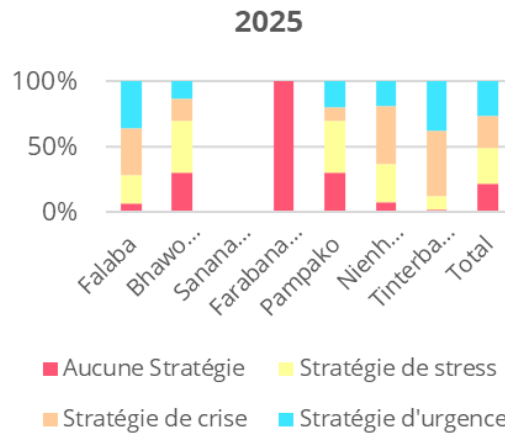
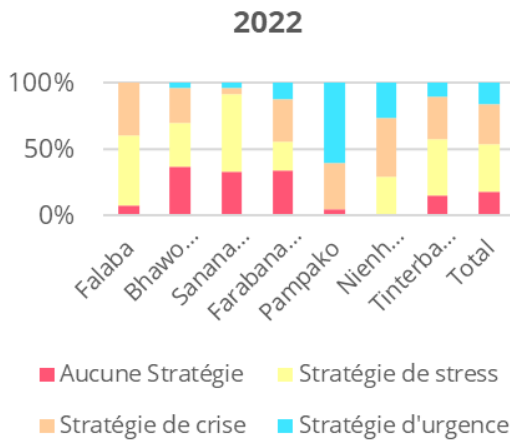


Figure 6.d : Régime Alimentaire Minimum Acceptable (MAD) chez les enfants (% d'enfants respectant le MAD et % ne le respectant pas)

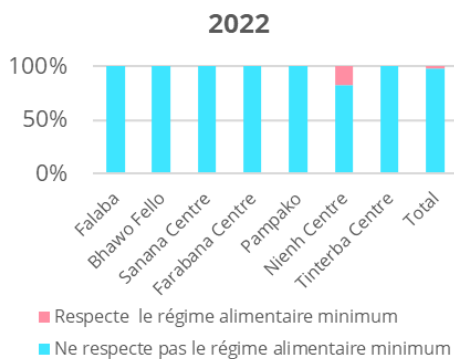
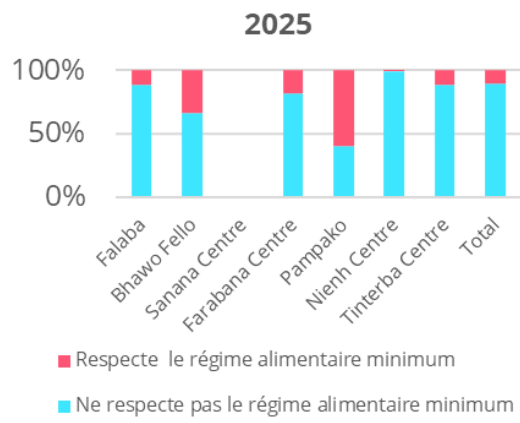
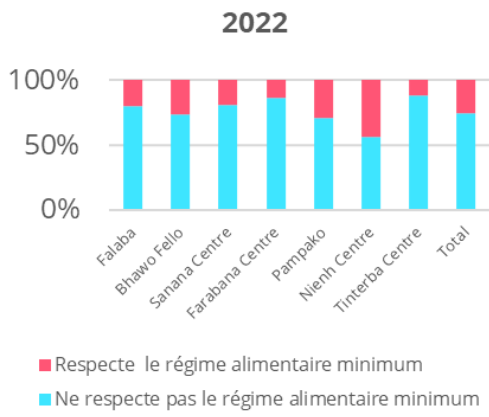


Figure 6.e : Régime Alimentaire Minimum Acceptable (MAD) chez les femmes de 15 à 49 ans (% de femmes respectant le MAD et % ne le respectant pas)



Annexe 14. Bibliographie

Type de document
Documents relatifs au projet (s'il y a lieu)
Rapport de la mission d'évaluation à mi-parcours
Plan stratégique du pays (comprenant la ligne de mire)
Rapports nationaux annuels
Révisions budgétaires du plan stratégique de pays
Note de compte rendu de la réunion du comité d'examen des programmes (pour le plan stratégique de pays et les révisions budgétaires, le cas échéant)
Budget approuvé du portefeuille de pays et révisions budgétaires, le cas échéant
Autres
Documents stratégiques du bureau de pays (s'il y a lieu)
Stratégies nationales sectorielles (le cas échéant)
Rapports d'évaluation (s'il y a lieu)
Rapport(s) d'évaluation globale sur la sécurité et la vulnérabilité alimentaires
Évaluations des récoltes et de la sécurité alimentaire (FAO/PAM)
Évaluations d'urgence de la sécurité alimentaire
Évaluations rapides des besoins
Suivi et élaboration de rapports (s'il y a lieu)
Plan de suivi et d'évaluation du bureau de pays
Rapport de situation national/interne (intégral en cas de rapport mensuel, échantillon en cas de rapport hebdomadaire)
Visites sur le terrain, rapports de mission de surveillance par le bureau régional et d'autres unités
Notes d'information sur le pays
Rapports de suivi de la distribution alimentaire et de la post-distribution
Rapports de suivi mensuels
Tableaux de bord
Tout autre rapport de suivi : Baseline VFZ 2022
Rapports/données de suivi des produits et des effets directs (s'il y a lieu)
Volume réel et prévu distribué par activité et par an
Type de produit par activité
Besoins réels et prévus en matière de transferts monétaires et de bons d'alimentation (dollars É.-U.) par activité et par an
Rapports/données de suivi des effets directs
Autres documents/données relatifs au suivi des produits
Ressources humaines du bureau de pays
Personnel du bureau de pays (liste des employés travaillant au sein du bureau de pays pendant la période d'évaluation, par type de contrat)
Organigramme du bureau principal et des bureaux secondaires
Documents opérationnels (s'il y a lieu)

Directives d'activité : Manuel VFZ 2022 et 2024
Présentation interne ZHV concept 18.03.2024
Présentation interne ZHV cluster 18.03.2024
Partenaires (s'il y a lieu)
Rapports annuels des partenaires de coopération
Liste des partenaires (gouvernement, ONG, organismes des Nations Unies) par lieu/activité/rôle/volume traité
Accords de terrain, protocoles d'accord
Réunions de clusters/coordination (s'il y a lieu)
Documents relatifs au cluster logistique/sécurité alimentaire/nutrition
Évaluations/examens/audits/recherche opérationnelle
Évaluations/examens des activités/interventions passées ou en cours (RESIGUI et revue mi-parcours VFZ)
Mobilisation des ressources (s'il y a lieu)
Situation des ressources
Stratégie de mobilisation des ressources
Notes de compte rendu des réunions de donateurs
Propositions de projets
Cartes (s'il y a lieu)
Carte opérationnelle mise à jour
HungerMapLIVE
Cartes de présence du bureau de pays
Situation des ressources par donateur
Rapports sur le budget prévu/réel du portefeuille de pays
Vue d'ensemble du financement
Plan budgétaire de mise en œuvre
Autres documents réunis par l'équipe (y compris externes) (s'il y a lieu)
Thèse de Mohamed Dougouno soutenue le 23/10/2024 : Les enjeux de la migration de retour en Guinée : les expériences non-retour et de retour de migrants via les programmes de retour « volontaire ». EHESS, Paris
Ministère de l'Agriculture, 2006. Nouvelle Lettre de Politique de Développement Agricole 2006 - 2015
République de Guinée, 2024. Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition et des Systèmes Alimentaires (AGVSAN).
PAM, 2024. WFP and France join forces to boost food security and nutrition in Guinea World Food Programme et enquête SMART 2022.
UNFPA Guinée Violences basées sur le genre et pratiques néfastes
ProDoc : R4RM: Rice for Resilience and Market /Climate-Resilient Rice Production and Access to Market in Guinea". 2022. Dc Lim.
République de Guinée PNIASAN 2018-2025
Make the village better: An evaluation of the Saemaul Zero Hunger, Youngwan Kim a,1, Hyuk-Sang Sohn b,_, Bokyeong Park, 2019
Comparative Study Between Saemaul Undong in Korea and the World Food Programme Zero Hunger Village Project in Guinea for Poverty and Hunger Reduction, thesis SAVANE Kadajah, 2023

Annexe 15. Liens Recommandations, Conclusions et constats clés

Recommandations (R)	Constats clés (CC)	Conclusions (CI)
<p>R1 : Affiner la structuration de l'approche VFZ, son document cadre, ses outils associés et s'assurer d'un mécanisme de suivi structuré (Pertinence)</p> <p>R1.1 : Formaliser un document cadre de l'approche VFZ structuré, avec un cadre de résultat et une théorie du changement associés (en s'appuyant sur le Programme intégré de résilience du PAM et les leçons apprises)</p> <p>R1.2 : Définir des indicateurs SMART intégrant les dimensions qualitatives et quantitatives, des indicateurs de résultats orientés changement y compris pour ce qui concerne les dynamiques de genre, des cibles à atteindre un mécanisme de suivi approprié</p> <p>R1.3 : Définir une stratégie de sortie comprise et acceptée par la communauté et adossée aux indicateurs de résultats</p>	<p>CC5 : Malgré la bonne intégration théorique des trois composantes et des enjeux transverses, l'absence de document cadre associés à l'approche VFZ et de théorie du changement a empêché de traduire clairement l'approche intégrée en une logique d'intervention cohérente et mesurable.</p> <p>CCC6 : Des effets positifs mais fragiles et mal documentés sur la SAN.</p> <p>CC12 : L'absence de structure de gestion dédiée, d'un dispositif spécifique de suivi-évaluation adapté à l'approche VFZ, et d'une stratégie de communication claire a nui à la mesure et la diffusion des résultats et à la valorisation des apprentissages des parties-prenantes.</p>	<p>CI. Pertinence</p> <p>CI. Durabilité</p>
<p>R2 : Redéfinir certains éléments associés à l'approche VFZ : les critères de ciblage des villages afin de mieux tenir compte de leur niveau de vulnérabilité, l'adaptation aux spécificités des contextes et l'approche par catégorisation basés sur des rendements réalistes et la motivation des communautés (Efficacité)</p> <p>R 2.1 : Intégrer l'analyse de la vulnérabilité parmi les critères de ciblage des villages à appuyer pour une meilleure conformité avec le mandat du PAM</p>	<p>CC2 : L'approche VFZ est déployée de façon relativement uniforme à l'échelle du pays, sans suffisamment tenir compte des spécificités locales</p> <p>CC 3 : Alors que l'approche VFZ conduit à cibler les sous-préfectures les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, le ciblage des villages n'apparaît pas pleinement cohérent</p> <p>CC9 : Une articulation des appuis productifs avec l'alimentation</p>	<p>CI. Pertinence</p> <p>CI. Efficacité</p>

<p>R 2.2 : Adapter la spéculation à soutenir (en cas d'absence de terres de bas-fonds aménageables) et les cultures complémentaires (ex : arachide et maïs à la place du maraichage) privilégiant les cultures entrant dans la composition de la farine améliorée</p> <p>R 2.3 : Abaisser les cibles attendues des rendements (pour qu'elles soient adaptées aux réalités des contextes agro-pédo-climatiques et basées sur des analyses préalables consistantes) et continuer de bien intégrer le critère de la motivation, de l'engagement</p>	<p>scolaire aboutie, mais avec la composante nutritionnelle encore incomplète.</p>	
<p>R3 : Renforcer les conditions de durabilité des interventions (Durabilité)</p> <p>R 3.1 : Renforcer les formations et le suivi des leaders et des membres des comités de gestion et des groupements, pour une gestion de qualité, transparente et durable et une meilleure intégration dans la chaîne de valeur (ex : approvisionnement, commercialisation)</p> <p>R 3.2 : Renforcer la mise en relation entre les groupements des producteurs, des étuveuses et le comité de gestion des cantines scolaires et entre les producteurs de farine enrichie et les agents des centres et postes de santé et les marchés locaux</p> <p>R 3.3 : Définir les caractéristiques techniques des équipements à distribuer avec les communautés, les former à leur bonne utilisation et entretien, prévoir les opportunités de réparation disponibles localement</p> <p>R 3.4 : Définir une stratégie d'intervention pour les AHAs (aménagements hydro-agricoles) intégrant des études consistantes préalables, une bonne exécution des travaux, un contrôle efficace jusqu'à la livraison</p> <p>R 3.5 : Sensibiliser et former sur les pratiques agroécologiques (ex : privilégier des variétés reproductibles, des biopesticides)</p> <p>R 3.6 : Faire un plaidoyer auprès du Gouvernement pour qu'ils assurent sur le plan financier et organisationnel la continuité dans l'appui aux cantines scolaires dans les VFZ appuyés</p> <p>R 3.7 : Consolider les acquis et de rectifier les manquements dans les 151 villages VFZ avant de se lancer dans une mise à l'échelle vers 500 villages.</p>	<p>CC8 : Des résultats agricoles contrastés et une faible intégration des principes agroécologiques.</p> <p>CC15 : Des risques d'impacts mixtes sur la cohésion sociale : Malgré une appréciation forte de l'approche de PCP, des litiges ont émergé entre groupements et propriétaires fonciers sur lesquels des actifs ont été créés. Les grandes disparités d'aide octroyée risquent de développer une compétition et des tensions entre villages voisins.</p> <p>CC16 : Malgré l'approche participative offrant des perspectives de durabilité, l'absence d'élaboration et de mise en œuvre efficace d'une stratégie de sortie a manqué. Les efforts du PAM n'ont pas suffi à convaincre le Gouvernement Guinéen de s'approprier cette approche.</p> <p>CC17 : Les VFZ appuyés l'étaient depuis trois ans ce qui est apparu insuffisant pour assurer leur durabilité. Les communautés et groupements nécessitent encore d'être davantage formés et accompagnés pour pérenniser les actions menées.</p> <p>CC18 : Certains prérequis à la durabilité des investissements ne sont pas remplis : Les équipements distribués sont souvent de qualité médiocre et trop fréquemment défectueux, la sécurité foncière des terres de bas-fonds aménagées n'est pas assurée au-delà d'une période de 10 ans, et le mode de financement des cantines scolaires n'est pas pérenne.</p>	<p>Cl. Durabilité</p> <p>Cl. Efficacité</p> <p>Cl. Impact</p>

<p>R4 : Intégrer les interventions associées à l'approche VFZ à l'échelle communale et renforcer les partenariats stratégiques et opérationnels (Pertinence / Efficacité)</p> <p>R 4.1 : Appuyer aux côtés des autres agences onusiennes, l'accompagnement du développement des PDC pour y intégrer une vision plus locale des systèmes agricoles et alimentaires (ex : cantine scolaire et farines enrichies basées sur des produits locaux)</p> <p>R 4.2 : Valoriser les PCP au niveau des PDC</p> <p>R 4.3 : Renforcer les compétences techniques et méthodologiques des autorités, des STE, des ONGs partenaires sur les systèmes agricoles et alimentaires basés sur les produits locaux</p> <p>R 4.4 : Faire un plaidoyer auprès des bailleurs pour financer l'approche VFZ dans sa globalité, valorisant son approche intégrée</p> <p>R 4.5 : Renforcer le plaidoyer auprès du Gouvernement pour que son programme sur l'alimentation scolaire valorise systématiquement la production agricole locale et priorise les écoles localisées dans les préfectures vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle</p>	<p>CC4 : L'approche VFZ est alignée avec les politiques et stratégies nationales de développement agricole. Elle opère cependant à l'échelle du village, ce qui limite les synergies et les opportunités d'intégration avec les autres partenaires, qui interviennent à l'échelle communale.</p> <p>CC1 : L'approche VFZ répond de façon pertinente à travers le déploiement d'une approche à la fois holistique, intégrée et participative. L'approche intégrant appui à la production agricole, l'alimentation scolaire et la nutrition basées sur les produits locaux, soutient et développe les chaînes de valeurs locales.</p> <p>CC7 : Des dynamiques communautaires réelles, mais une diffusion limitée.</p> <p>CC11 : La mobilisation d'acteurs multiples a permis une approche multisectorielle, mais les déséquilibres de leadership, les limites opérationnelles et le manque de formation de certains partenaires ont parfois entravé l'efficacité de l'action.</p> <p>CC13 : L'approche VFZ a contribué à accroître la production agricole et a facilité l'accès aux marchés ce qui a contribué à renforcer la SAN, favorisant l'accès à l'alimentation scolaire basée sur des produits locaux, contribuant à renforcer la cohésion sociale à travers l'approche communautaire, et permettant aux groupements de générer des revenus.</p>	<p>Cl. Efficience</p> <p>Cl. Pertinence</p> <p>Cl. Impact</p>
<p>R5 : Veiller à adapter les étapes et les échéances des procédures administratives du PAM de façon à respecter le calendrier agricole et éviter tout retard dans la conduite des</p>	<p>CC10 : Une planification budgétaire non maîtrisée et les procédures complexes ont limité à la fluidité financière, l'efficacité de certaines ONG partenaires et freiné l'adaptabilité de la mise en œuvre de</p>	<p>Cl. Efficience</p>

<p>opérations (Efficience)</p> <p>R 5.1 : Accroître la durée des protocoles d'accord avec les ONGs de mise en œuvre pour une durée minimale de deux ans</p> <p>R 5.2 : Définir et respecter les étapes de contractualisation des protocoles d'accord pour s'assurer que les activités à réaliser pourront bien être alignées avec le calendrier agricole</p> <p>R 5.3 : Accélérer le processus de paiement des avances pour respecter les engagements pris et prévoir des trésorerie plus conséquentes (50%) pour alléger la charge de préfinancement des ONG et palier aux retards occasionnés</p>	<p>l'approche VFZ.</p>	
<p>R6 : Renforcer l'intégration transverse des dimensions genre et jeunesse (Genre)</p> <p>R 6.1 : Dispenser des formations sur l'autonomisation des femmes, leur rôle en tant qu'actrice du changement et l'égalité entre les sexes, en veillant à y intégrer les hommes, les femmes et les jeunes, et ce, auprès de toutes les parties prenantes (PAM, STE, ONGs, communautés), tout en accompagnant le questionnement et la réévaluation progressive des rôles.</p> <p>R 6.2 : Former les femmes dans les rôles de leadership et gestionnaire des cantines scolaires, considérer les charges domestiques et de soins habituelles des femmes et leur permettre d'améliorer leurs revenus autant que les hommes, notamment en proposant la mise en place de garde d'enfants collectifs</p> <p>R 6.3 : Accompagner les femmes dans les activités de transformation et commercialisation des produits agricoles à fort potentiel en les ciblant dans les formations des équipements et de gestion et en s'assurant qu'elles bénéficient des mêmes opportunités que les hommes.</p> <p>R 6.4 : Élargir les activités de nutrition à des activités de santé reproductive et planning familial.</p> <p>R 6.5 : Analyser et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes (y compris les besoins spécifiques des jeunes femmes) et des personnes vivant avec un handicap dans les différentes composantes et leurs activités.</p> <p>R 6.6 : Accompagner les jeunes pour renforcer leur participation dans les prises de décision et leurs compétences dans les chaînes de valeur agricoles</p>	<p>CC14 : L'approche VFZ a permis de maintenir ponctuellement les jeunes dans les villages.</p> <p>CC 19 : L'approche VFZ met au cœur de son intervention la participation des femmes aux activités et aux instances de décision.</p> <p>CC 20 : Si cette participation des femmes est effective, elle pose des questions sur les transformations réelles qu'elle permet ; sans par exemple interroger les normes socio-culturelles qui freinent leur autonomisation.</p> <p>CC 21 : L'approche VFZ a soutenu des emplois pour les 15-24 ans et les groupes particulièrement vulnérables font l'objet d'une attention particulière.</p>	<p>Cl. Genre</p> <p>Cl. Impact</p>

Annexe 16. Acronymes

ABEF	Action pour le bien-être familial
ACR	Annual country report
AGIL	Alliance pour la promotion de la gouvernance et des initiatives locales
AGR	Activités génératrices de revenus
AGVSAN	Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition
AHA	Aménagement hydro-agricole
AIC	Analyse intégrée du contexte
AJP	Amical des jeunes pour le progrès
ALNAP	Réseau d'apprentissage actif pour la redevabilité et la performance
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des collectivités
ANIES	Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale
ASDG	Action pour la santé et le développement en Guinée
AUDICO	Acteurs unis pour le développement des initiatives communautaires
BAD	Banque africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BP	Bureau Pays
BR	Bureau régional
CAADDEC	Centre d'appui aux actions de développement communautaire
CAD	Commission d'aide au développement
CAM	Club des amis du monde
CBT	Cash based transfer
CC	Changement climatique
CCDD	Plan Cadre de Coopération pour le Développement Durable
CE	Comité d'évaluation
CEAD	Centre d'étude et d'appui au développement
CEDEAO	Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest
CERFAM	Centre d'excellence contre la faim et la malnutrition
CoGes	Comité de Gestion des cantines scolaires
CNRD	Comité national du rassemblement pour le développement
CR	Commune Rurale
CRA-S	Centre de Recherche Agronomique de Sérédou
DEQAS	Système d'assurance qualité des évaluations décentralisées

DNCaS Direction National des Cantines Scolaires
DNGR Direction du Génie rural
DPAE Direction préfectorale de l'agriculture et de l'élevage



Bureau de l'évaluation

Programme alimentaire mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70,
00148 Rome, Italie - Tél.: +39 06 65131

wfp.org/independent-evaluation